

D^r Victor KUHNE

Ceux dont on ignore le martyre.

(Les Yougoslaves et la guerre¹.)

Les Yougoslaves et leurs oppresseurs. — Lutttes culturelles des Yougoslaves en Bosnie-Herzégovine. — Evénements contemporains en Serbie. — Les attentats en pays yougoslaves. — L'attentat de Saraïevo. — Les procès de haute trahison contre les Yougoslaves. — Le grand procès de Banialouka. — Conclusion. — Annexes. — Le martyre continue.

GENÈVE
LIBRAIRIE KUNDIG
4, Rue du Rhône, 4

1917

D^r Victor KUHNE

Ceux dont on ignore le martyre.

(Les Yougoslaves et la guerre.)

Les Yougoslaves et leurs oppresseurs. — Luittes culturelles des Yougoslaves en Bosnie-Herzégovine. — Evénements contemporains en Serbie. — Les attentats en pays yougoslaves. — L'attentat de Saraïevo. — Les procès de haute trahison contre les Yougoslaves. — Le grand procès de Banialouka. — Conclusion. — Annexes. — Le martyre continue.

GENÈVE
LIBRAIRIE KUNDIG
4, Rue du Rhône, 4

1917

GENÈVE

IMPRIMERIE ALBERT KUNDIG

AVANT-PROPOS

« Ceux dont on ignore le martyre », ce sont les Yougoslaves, un peuple qui possède en propre une langue, une histoire, un art, une civilisation et des traditions nationales, mais à qui cependant l'indépendance (voire même l'autonomie), a jusqu'ici été refusée ; un peuple qui, au cœur de l'Europe, est encore asservi, exploité par ses maîtres comme un Congo. Ces Serbes, ces Croates, ces Slovènes qui, dans leur ensemble, constituent ethnographiquement la « nation yougoslave » pleine de sève et d'énergie vitales, aspirent à leur libération totale et à leur union en une seule entité politique indépendante. Déjà les guerres balkaniques ont affranchi une partie des Yougoslaves, celle qui peuple la Vieille Serbie et la Macédoine ; le prochain traité de paix affranchira, je l'espère, la majeure partie des Yougoslaves encore sous le joug austro-magyar. C'est de ces Yougoslaves opprimés que je me propose de révéler le martyre, qui, pour être peu connu, n'en est pas moins tragique et digne d'intérêt.

On a maintes fois comparé à la Suisse le petit royaume de Serbie. Il y a en effet de multiples ressemblances entre ces deux Etats, mais tandis que la Suisse a terminé son évolution territoriale par le libre consentement de ses cantons, la Serbie, qui n'a jamais demandé que ce principe de la libre disposition des peu-

ples par eux-mêmes, reste comme un membre amputé du corps yougoslave, impuissante à réaliser toute sa destinée nationale.

Bien que je ne sois pas indifférent aux souffrances des Tchéco-Slovaques et des Ruthènes, j'ai dû me borner à l'exposé du martyre des seuls Yougoslaves.

J'ai largement tenu compte du fait que notre public est, en général, peu ou fort mal renseigné sur les choses d'Autriche-Hongrie, ce qui m'a obligé à certains développements qui ne seront peut-être pas inutiles. L'histoire des événements de Bosnie-Herzégovine au cours de ces quinze dernières années est d'une importance capitale car elle met admirablement en relief les causes de la grande conflagration actuelle. J'ai insisté à dessein sur l'attentat de Saraïevo qui en a été le prétexte.

Il est superflu d'ajouter qu'en qualité de Suisse j'ai traité mon sujet à un point de vue strictement neutre, c'est-à-dire sans parti pris, sans animosité, d'une manière quelque peu scientifique. Tous les faits que j'avance sont authentiques et aisément contrôlables. Le présent ouvrage n'est donc aucunement tendancieux; son but est de donner un exposé clair et objectif des faits; s'il arrive logiquement à une conclusion, celle-ci est toute personnelle et n'a pas la prétention d'être imposée au lecteur.

V. K.

Genève, janvier 1917.

REMARQUE. — Nous avons transcrit les noms serbes d'une manière phonétique. Cependant, *lj* se prononce comme le *gl* italien dans *egli*.

I

Les Yougoslaves et leurs oppresseurs.

Etat de dépendance des Slaves austro-hongrois. — Coalition croato-serbe. — Lutte des Yougoslaves contre le régime austro-magyar. — L'Autriche fait la guerre à ses sujets. — La Serbie « Piémont » des Yougoslaves. — Les guerres balkaniques. — La terreur en Bosnie-Herzégovine après l'attentat de Sarajevo.

Retouchées cela va sans dire au détriment des Slaves, les statistiques officielles attestent tout de même pour l'Autriche-Hongrie plus de 45 % de Slaves, soit un pourcentage plus fort que celui des Allemands et des Magyars réunis.

Rappelons qu'au moyen âge on vendit par toute l'Allemagne tant de captifs slaves que le mot *slave* prit et garda (en français comme en allemand) le sens d'esclave. Malheureusement cette acception caractérise encore de nos jours les Slaves¹ de la Monarchie dualiste, opprimés par les Germains et les Magyars.

¹ Les Polonais font jusqu'à un certain point exception à cette règle.

« Les citoyens des nations indépendantes, écrivait il y a un an le professeur tchèque T. G. Masaryk, peuvent difficilement comprendre l'état d'âme des Slaves d'Autriche-Hongrie, auxquels des milliers d'expériences viennent faire sentir chaque jour la pression de leur dépendance. Ce qui, pour les premiers, est la situation la plus naturelle à laquelle ils ne pensent même pas, sur laquelle ils n'ont jamais besoin d'insister, qui leur est assurée comme la jouissance d'un droit fondamental, c'est ce qui nous est disputé, c'est ce que nous devons acquérir petit à petit au prix d'efforts énormes. A l'école, dans l'administration, dans l'armée, notre langue ne jouit pas des mêmes droits que celle de nos maîtres. L'Etat ne montre envers nous ni confiance ni loyauté. Repoussés partout au deuxième ou au troisième rang, nous sentons toujours que nous ne disposons pas de nous-mêmes, que nous sommes sous le joug d'autrui, qu'une autre nation se dresse au-dessus de nous, nous opprime, nous exploite. Ce fardeau de la dépendance nous en portons toujours la charge, nous Tchèques, comme les Slaves du Sud, et à chaque occasion, dans toutes les formes de notre travail ou de notre vie sociale, nous en avons conscience. »

Les Serbes, les Croates et les Slovènes, ou d'un seul mot les Yougoslaves (= Slaves du Sud) sont en Autriche-Hongrie au nombre de 7 1/2 millions¹, répartis

¹ Au total les Yougoslaves sont au nombre d'environ 14 millions, dont 5 millions en Serbie et au Monténégro, 7 1/2 millions en Autriche-Hongrie et 1 1/2 million vivant, pour la plus grande partie temporairement, dans les deux Amériques et les colonies anglaises.

sur dix provinces (Dalmatie¹ et ses îles, Bosnie-Herzégovine, Croatie-Slavonie; puis en Hongrie : le Banat, la Batchka, la Barania et le bassin de la rivière Mur; Styrie, Carinthie, Carniole, Goritz et Gradisca, Istrie). Tous les Yougoslaves *ne forment qu'une seule nation* parlant la langue serbe, que les Croates et les Slovènes écrivent avec l'alphabet latin, tandis que les Serbes ont conservé l'alphabet cyrillique, beaucoup plus pratique à notre avis. Une autre différence consiste en ce que les Croates sont catholiques, les Serbes orthodoxes, musulmans ou catholiques.

Conformément à son principe politique qui, toujours, a consisté à *diviser pour régner*, la monarchie habsbourgeoise a su habilement exploiter cette différence confessionnelle en opposant le croatisme au serbisme et jouant elle-même le rôle du troisième larron.

L'Autriche-Hongrie ayant en somme établi sa domination sur la majeure partie de cette nation yougoslave dont les trois branches sont issues d'un même tronc, parlent la même langue², habitent un territoire continu, ont les mêmes coutumes et surtout les mêmes aspirations nationales, devait multiplier les moyens d'entraver les légitimes aspirations nationales des Slaves du Sud, en mettant un frein aux trop fréquents contacts entre

¹ Les statistiques officielles de 1910 donnent 38 % d'Italiens en Istrie et 2,8 % en Dalmatie. Le reste de la population est yougoslave.

² Le dictionnaire académique rédigé par l'Académie Yougoslave à Agram (donc une publication officielle), porte le titre de « Dictionnaire de la langue serbe ou croate ».

leurs divers éléments, en accentuant les légères différences locales, en envenimant les petites rivalités et les conflits d'intérêts. Dans ce domaine l'administration austro-magyare a atteint la maîtrise. On ne se contenta pas seulement d'exploiter les différences confessionnelles, mais dans le but d'éloigner plus encore les Yougoslaves les uns des autres, leur territoire fut partagé entre la Hongrie et l'Autriche, de telle sorte qu'il comporte actuellement onze administrations et quatorze législations différentes.

En dépit de tous ces obstacles, déjà en 1869 le Parlement croate proclame à l'unanimité « l'identité et l'égalité politique des Croates et des Serbes » et vote même une résolution selon laquelle la langue serbo-croate s'appellerait officiellement langue yougoslave. La même année les principaux patriotes croates, slovènes et serbes, réunis en un congrès à Lioubliana (Laïbach), le centre politique et intellectuel des Slovènes, proclament avec un enthousiasme indescriptible l'union de tous les Yougoslaves. Le plus illustre apôtre de l'idée yougoslave est l'évêque croate Strossmayer, fondateur de l'Académie Yougoslave des Sciences et des Arts et de l'Université de Zagreb.

Mais la Monarchie veille jalousement sur sa proie et plus le mouvement yougoslave progresse, plus il excite la fureur persécutrice des Austro-Magyars, de telle sorte que ces quarante dernières années ne sont qu'une lutte acharnée et sans trêve entre les autorités austro-magyares et les Yougoslaves.

En 1878 le traité de Berlin, où la Serbie et le Monténégro victorieux n'avaient pas même un porte-parole,

fit de la Serbie un Etat indépendant, mais en accentuant, par l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, le déchirement brutal de l'organisme yougoslave.

Malgré sa faiblesse elle devenait un centre d'attraction, un Piémont, pour tous les Yougoslaves dont l'idéal fut toujours de former un vaste Etat autonome. Ce fait contrecarrait les visées de l'Autriche dans les Balkans¹. Mais par ce traité même Vienne se réservait des avantages qui compensaient amplement cette désillusion : elle obtenait d'occuper provisoirement la Bosnie-Herzégovine, et pour empêcher qu'on opère une jonction territoriale entre la Serbie et le Monténégro, — ce qui eût été une solution équitable —, elle acquérait le droit d'établir des garnisons dans le Sandjak de Novi Pazar, contrée séparant ces deux Etats.

Le traité de Berlin, s'il rendait la Serbie « indépendante », la faisait du même coup dépendante, vassale économique de l'Autriche en lui coupant l'ancienne route commerciale de Mokra Gora à Raguse. Par Salonique la route était fort longue ; elle sous-entendait des rapports amicaux avec les Turcs. La voie fluviale du Danube se heurte aux Portes de Fer où les droits de passage sont de deux à sept fois plus élevés que le prix du transport. Quant à la Bulgarie il n'y fallait pas son-

¹ La convention secrète austro-roumaine passée entre François-Joseph et le roi Carol démontrerait de façon péremptoire que les visées attribuées à l'Autriche ne sont pas de simples suppositions mais la réalité même. Voir le texte de cette convention dans la *Tribune de Genève* du 5 sept. 1916.

ger car cette amie de Vienne a toujours vu d'un œil malveillant les progrès de la Serbie. Aussi le nouveau royaume fut-il obligé de conclure avec la Monarchie un traité de commerce (1882) qui liait fortement la vie économique des deux pays.

Cependant le renversement de la dynastie austrophile des Obrenovitch et l'avènement du roi Pierre, en 1903, amènent la fin du vasselage de la Serbie; c'est pour ce pays l'aurore d'une ère de relèvement moral, de réorganisation économique et de création de sa merveilleuse armée. C'est aussi en Croatie le mouvement insurrectionnel qui termine brusquement les vingt années de régime absolutiste du comte magyar Khuen-Hedervary. Les yeux s'ouvrent enfin et, l'an 1905, les partis d'opposition *croates et serbes se coalisent et proclament l'unité nationale des Croates et des Serbes*, coalition qui embrasse bientôt la presque totalité des Yougoslaves.

Nous venons de dire que le traité de Berlin avait chargé l'Autriche-Hongrie de l'occupation et de l'administration provisoires de la Bosnie-Herzégovine, ce cœur du pays serbe, ce berceau du folklore, de l'admirable épopée¹, des traditions et du sentiment national serbes. « Etablir l'ordre » dans ces provinces, tout en laissant intacte la souveraineté du sultan, tel devait être le rôle de l'Autriche.

En 1907, l'organisation nationale serbe, qui venait

¹ Rappelons que Goëthe, Wilhelm von Humboldt et Jakob Grimm, pour ne citer que des Germains, enthousiasmés par la poésie serbe, apprirent le serbe et traduisirent un grand nombre de ces poèmes populaires.

d'être créée, cristallisant ainsi les idées et disciplinant les tendances depuis longtemps en cours en Serbie, inscrivit dans son programme la libération des pays habités par ses frères opprimés d'Autriche-Hongrie. Mais le gouvernement autrichien intenta à Zagreb (Agram), au printemps 1908, un procès de haute trahison contre 53 Serbes de Croatie. L'acte d'accusation qui met nettement en lumière les tendances de ce procès débutait par ces termes : « Les Serbes sont les plus grands ennemis des Croates. » Cette même année, en automne, sous le fallacieux prétexte que la Serbie fomentait sur son territoire des mouvements insurrectionnels, l'Autriche annexait la Bosnie-Herzégovine. La Serbie protesta contre cet acte qui la frappait douloureusement, et l'Europe fut à deux doigts de la guerre.

Les esprits éclairés en Serbie, pour qui les visées du germanisme sur Salonique n'étaient pas un mystère, se rendaient parfaitement compte que l'état d'équilibre instable créé par l'annexion devait fatalement engendrer une guerre ou une révolution, si bien que le professeur Jovan Cvijitch a pu écrire il y a sept ans ces lignes prophétiques : « Si l'Autriche-Hongrie ne consent pas à tenir compte des légitimes aspirations du peuple serbe, si elle s'obstine à lui dénier en fait le droit à la vie, elle restera seule responsable, devant le monde civilisé, des événements qui ne peuvent manquer de se produire et dont l'Europe entière aura naturellement à supporter les conséquences ¹ ! »

¹ *L'Annexion de la Bosnie-Herzégovine et la question serbe*, par Jovan CVIJITCH, professeur à l'Université de Belgrade (Paris, 1909).

En somme, « la conquête de ces pays serbes ne tenait pas à satisfaire un besoin réel des populations de l'Autriche-Hongrie; elle n'était ni demandée, ni même désirée par les classes industrielles ou commerçantes, seuls, la dynastie, la cour et le parti militaire la voulaient. Le principal prétexte invoqué est qu'il fallait à la Dalmatie un Hinterland¹ avec lequel elle fût reliée par des voies de communication... Autre motif : grand Etat disposant de nombreuses ressources, la Monarchie est en mesure de résoudre la question agraire et de faire régner l'ordre et la paix dans ce pays où les chrétiens et les musulmans sont en luttes permanentes. Or, tandis que, dans des conditions identiques, la Serbie et la Bulgarie ont complètement résolu la question agraire, l'Autriche-Hongrie n'y a pas même touché en Bosnie; elle n'a établi ni l'ordre, ni la paix; au contraire, elle ne fit qu'envenimer les oppositions, particulièrement entre les orthodoxes et les musulmans d'un côté et les catholiques de l'autre². »

Il fallait à tout prix tuer l'esprit de révolte des Slaves du Sud; c'est pourquoi Vienne inaugura un régime de terrorisme administratif, *une véritable guerre d'extermination à ses sujets yougoslaves*. Tout ce qu'on ne pouvait atteindre par voie administrative fut anéanti par voie

¹ Cet argument était exact parce qu'en effet la Dalmatie n'a jamais pu, au cours de son histoire, vivre sans la Bosnie-Herzégovine; mais dans cette occasion il ne fut pas sincère puisque, même après l'annexion de ces provinces, la Monarchie laissait les nouvelles provinces à part, les difficultés dualistes ne lui permettant pas de résoudre la situation étatique.

² Jovan Cvijitch, *op. cit.*

juridique. Le procès de Zagreb n'était que l'application d'un procédé cher à la monarchie dualiste. Lors du mouvement national, au début du XIX^e siècle, elle avait accusé les Slovènes d'être à la solde de la Russie. En 1840, c'étaient des procès de haute trahison contre les Illyres¹ de Croatie. En 1870 ce sont de nouveau les rapports avec la Russie et la Serbie qui furent invoqués.

Mais cette fois l'auteur des documents accusateurs falsifiés se dénonça lui-même. La fausseté des documents fabriqués pour le procès de Zagreb en 1908 fut mise en lumière au cours du procès Friedjung à Vienne, du procès Vasitch à Belgrade, et surtout par suite des révélations du professeur Masaryk lors de sa discussion avec le ministre d'Aerenthal aux délégations autrichiennes. Cependant l'Autriche continua d'employer les mêmes procédés, accusant la « propagande panserbe » à propos de toute difficulté intérieure. A Lioubliana (Laïbach) commença un nouveau procès, bientôt suivi de beaucoup d'autres. Pendant ces deux dernières années il en fut intenté plus de douze dont la plupart inculpaient des collectivités entières. Toute la période qui s'étend de l'annexion à la guerre actuelle n'est qu'un incessant conflit entre la jeunesse yougoslave et le régime impérial. Le gouvernement austro-hongrois s'efforce de faire croire à l'Europe que le mouvement yougoslave est une

¹ On sait que Napoléon I^{er} avait créé en 1807 un royaume d'Illyrie comprenant la Dalmatie, une partie de la Croatie, la Carinthie, la Carniole, Trieste, la province de Goritza-Gradisca et l'Istrie. C'était un premier pas vers une union de tous les Yougoslaves.

création imaginaire de la propagande serbe et que l'idée nationale yougoslave est une idée d'importation. Or, les faits sont là pour prouver le contraire. Par plus de vingt journaux et revues, la jeunesse yougoslave énonce son programme, propage et défend ses idées.

On proteste contre ce qui se passe à Zagreb ; la police s'en prend à l'Université de Croatie dont 1400 étudiants émigrent spontanément vers Belgrade et vers Prague. Les conflits avec les autorités se multiplient. Une dizaine de milliers d'étudiants de toutes les fractions yougoslaves manifestent à trois reprises, puis de sanglantes bagarres ont lieu à Zagreb, à Lioubliana, à Mostar, à Doubrovnik (Raguse), à Split (Spalato), à Brno (Brünn), à Prague, à Vienne et à Budapest. Ce sont aussi de nombreux attentats contre les représentants de l'oppression gouvernementale et de l'entreprise de magyarisation. Lors des guerres balkaniques le rôle de la Serbie victorieuse apparaît clairement à tous, l'enthousiasme patriotique et nationaliste est à son comble, mais, cette fois, l'Autriche réagit plus violemment que jamais. En Dalmatie les conseils municipaux sont dissous (voir annexe VII). En Bosnie, l'opposition est qualifiée d'anti-dynastique ; les éléments serbes sont traduits en conseil de guerre et toutes les organisations serbes supprimées. En Hongrie du Sud, les Serbes sont privés de leur autonomie, la langue nationale est interdite dans leurs écoles et l'on confisque les fonds nationaux. Dans les pays slovènes, on défend la réunion solennelle des sociétés yougoslaves de gymnastique (*Sokols*) et l'on terrorise les électeurs par la violence. C'est surtout la

jeunesse qui est en butte aux persécutions. Aussi des jeunes gens des trois fractions yougoslaves s'en vont-ils combattre dans les rangs serbes et tout le peuple les approuve. Nous avons été témoin de l'enthousiasme de cette jeunesse au cours de la guerre serbo-bulgare et de la campagne austro-serbe en 1914. Mais aujourd'hui tout le pays yougoslave est en flammes et en ruines. Aussitôt après l'attentat de Sarajevo, les autorités¹ de Bosnie et de Croatie poussèrent la population au pillage et à la destruction des propriétés serbes. Magyars et Allemands devinrent propriétaires des biens confisqués par décret². Environ 200,000 habitants évacués du Banat, de Batchka, de Syrmie, de Bosnie, d'Herzégovine furent jetés sur le sol de Serbie et du Monténégro. Le 7 octobre 1914 fut promulguée en Bosnie une loi ordonnant la confiscation des biens³ de tout sujet suspect (voir annexe III). Récemment cette mesure a été étendue à toute la Monarchie et au territoire serbe occupé par les Austro-Magyars; le décret de l'archiduc Frédéric, mis en vigueur le 28 juin 1916, disait entre autres : *Tous ceux qui sont responsables, à quelque titre, de la présente guerre contre la monarchie austro-hongroise, répondent avec toute leur fortune*

¹ L'Autriche-Hongrie, disait un homme politique anglais, emploie à peine moins de soldats pour maintenir dans l'obéissance un million et demi d'habitants de Bosnie-Herzégovine que l'Angleterre dans l'Inde pour en maintenir trois cents millions.

² Dans ses numéros du 20 au 27 mars 1915, la serbo-phobe *Bosnische Post* mentionne 5510 cas de confiscation.

³ Les biens des Yougoslaves se montent au minimum à 7 milliards de couronnes.

de la disette causée par la guerre. Près de 10,000 personnalités prises parmi les plus en vue, ainsi que la presque totalité de la jeunesse yougoslave, furent jetées en prison, soit à la veille de la guerre, soit au début de celle-ci. Par les arrêts de tribunaux sommaires, des milliers de gens furent exécutés ¹ (voir annexe I). Tous les hommes de 18 à 50 ans qui n'étaient pas emprisonnés furent incorporés dans l'armée autrichienne et forcés de se battre contre leurs frères. Quant à ceux qui purent s'échapper ou qui se trouvaient hors des frontières c'est dans les rangs serbes qu'ils s'enrôlèrent ².

Des deux côtés on regarde cette guerre comme une lutte pour la vie, car les mesures prises cette fois par l'Autriche pour écraser le mouvement yougoslave sont telles que c'est la mort de celui-ci qui doit en résulter. Mais, si les Yougoslaves sortent victorieux de la bataille, rien ne saurait plus empêcher la formation d'un état commun unissant Serbes, Croates et Slovènes.

¹ Un médecin austro-hongrois nous a confié avoir, dans une ville de Hongrie, constaté le décès de plus de cent Serbes condamnés par les tribunaux militaires à être fusillés et pendus. Cela se passait dans les deux premières semaines de la guerre. Le nombre des exécutions de Serbes dans cette seule ville était journallement de 10 ou 12 hommes.

² Les Bosniaques et les Herzégovins ont pris part en grand nombre à toutes les guerres que la Serbie soutint pour son indépendance au cours du XX^e siècle. En 1875, ils se soulevèrent contre la Turquie pour s'unir à la Serbie et au Monténégro. Et dans les dernières guerres, les Bosniaques, les Herzégovins, les Croates, les Slovènes, les Serbes du Banat et du Sandjak vinrent en grand nombre — en dépit des mesures sévères prises par l'Autriche — pour secourir leurs frères de Serbie.

II

Luttes culturelles des Yougoslaves en Bosnie-Herzégovine

Luttes pour l'instruction publique. — Etat social des *nationalités*. — Mouvement de la jeunesse universitaire. — Sokols. — Pobratimstvos. — Ecoles. — Société Prosveta.

Tandis que chez les Tchéco-Slovaques, la proportion d'illettrés (4 %) est la plus faible de tous les peuples de la Monarchie, les pays yougoslaves attestent une énorme proportion d'illettrés¹. Le gouvernement s'oppose à l'ouverture d'écoles serbes car il sait trop bien qu'avec l'instruction² pénètre dans le peuple la conscience de sa nationalité et qu'il devient l'ennemi du régime moyen-âgeux auquel il est soumis.

L'Autriche préparait depuis longtemps le pays à l'annexion et dans ce but elle employait les deux moyens

¹ A l'exception des pays slovènes, où les illettrés ne dépassent pas le 14 %.

² L'instruction obligatoire existe en Serbie depuis 1882.

suivants : 1^o dénationalisation de la population serbe autochtone ; 2^o colonisation germano-magyare. Dénationaliser c'était avant tout assujettir l'Eglise orthodoxe serbe. Dans ce but, la Monarchie passa avec le Patriarcat de Constantinople, le 28 mars 1880, une convention par laquelle elle achetait le droit de nommer et de destituer à son gré les évêques serbes en Bosnie-Herzégovine. Déjà à l'époque du protectorat, le pays fut envahi par les Jésuites et les colons allemands qui, soutenus par les hauts fonctionnaires de l'Etat, ne tardèrent pas à devenir tout-puissants. La *Deutscher Schulverein* et la *Katolischer Schulverein* devinrent les instruments de propagande par l'école, supplantant rapidement les pauvres écoles serbes, tandis que les Jésuites s'attachaient à semer et à attiser la haine religieuse et à étouffer la conscience nationale.

Cette malveillance de l'Etat envers les institutions scolaires serbes explique le fait que la création d'écoles nationales est toujours due à l'initiative privée de patriotes yougoslaves. Il importe de remarquer que les efforts de ces patriotes, émus de voir leurs frères croupir dans l'ignorance, ont un but essentiellement philanthropique et civilisateur. Ces patriotes sont animés de sentiments pareils à ceux des Décembristes russes de 1825 ou des Polonais de Russie avant l'inauguration du régime parlementaire. Leurs tentatives d'instruire le peuple rencontrent les mêmes obstacles de la part des autorités. Mais l'élément yougoslave dans la Monarchie est vivace, actif, intelligent, énergique, patriote et démocrate. Sa persévérance triomphe de toutes les difficultés.

De 1878 à 1906, le gouvernement n'a ouvert en tout que 251 écoles primaires pour une étendue de 51,000 kilomètres carrés avec 1,800,000 habitants, alors que durant cette période on construisit 266 casernes pour 2402 gendarmes. Le budget annuel de ces écoles s'élevait en 1906 à 675,790 couronnes, tandis que celui destiné à l'entretien de la gendarmerie¹ se montait à 3,753,189 couronnes. D'ailleurs les écoles étaient généralement destinées aux enfants des colons allemands alors que c'étaient les Serbes, malgré toutes les difficultés qu'ils avaient à entretenir leurs pauvres écoles paroissiales, qui furent, contrairement à la loi, obligés de supporter les charges et les frais des écoles allemandes. L'esprit policier dominait dans ces écoles où l'on faisait tout pour exciter l'antagonisme religieux. Des instituteurs incapables, mais réactionnaires notoires, étaient récompensés par l'obtention de places d'inspecteurs et de directeurs. On interdisait aux étudiants d'être membres de sociétés universitaires et la moindre protestation sur la façon dont ils étaient traités entraînait, non seulement la perte de la bourse, mais la disqualification pour

¹ A Genève, l'Etat et la Ville dépensent moins d'un million de francs pour les services de police et leur service d'administration, alors que l'instruction publique absorbe plus de cinq millions (année 1915). Pour un même chiffre de population la police nous coûte 3 fois plus et l'instruction publique 96 fois plus qu'en Bosnie-Herzégovine. Genève étant une ville frontière et, de plus, un important centre de trafic international, il va de soi que les dépenses de police sont pour ces raisons considérablement plus élevées que dans les autres villes suisses.

tout emploi et fonctions publics. Un régime pareil ne pouvait que provoquer l'exaspération parmi le peuple et la révolte de la jeunesse. Chaque élève se considérait comme martyr de son peuple, d'où les nombreux attentats contre les représentants du gouvernement occupant, attentats auxquels nous consacrons un chapitre spécial. En 1894 les communautés d'églises et d'écoles serbes demandèrent au gouvernement qu'on leur permît de s'organiser et de pourvoir par leurs propres moyens à l'instruction publique. Cette modeste requête fut taxée de provocation à la révolte contre l'Etat. La réponse du gouvernement fut la dissolution des plus importantes communautés, le gaspillage des biens appartenant aux écoles et aux églises, la condamnation des hommes les plus estimés et des persécutions policières conduisant à la ruine matérielle du peuple. Cependant le mouvement ne fut pas étouffé et, comme en 1903, le gouvernement qui commençait à préparer le terrain pour l'annexion, avait besoin de paix il accéda en partie aux désirs du peuple.

Par le nombre des écoles, la Bosnie-Herzégovine non seulement ne peut soutenir la comparaison avec la Serbie et la Bulgarie, mais elle vient très loin derrière la Vieille Serbie et la Macédoine. Un auteur viennois, le Dr Baernreither reconnaît dans ses *Bosnische Eindrücke* que « dans l'année scolaire 1905-1906, 14,33 % seulement des enfants ayant atteint l'âge requis ont fréquenté l'école primaire, plus de 85 % grandissait sans aucune instruction, d'où un nombre énorme d'illettrés¹. » L'ensei-

¹ JOVAN CVIJITCH, *op. cit.*

gnement est du reste adapté aux tendances autrichiennes. On favorise surtout les élèves catholiques aux dépens des orthodoxes. Dans les manuels scolaires on déforme la langue nationale. Le gouvernement exerce une grande influence sur la nomination des prêtres suivant leur attitude politique ou leurs attaches nationales, alors que ceux-ci devraient être élus, en toute liberté, par l'assemblée des paroissiens. Quant aux évêques, le gouvernement s'est arrogé le droit de les choisir lui-même. Une bonne partie des revenus généraux du pays, dont les $\frac{4}{5}$ proviennent des orthodoxes et des mahométans, est employée à soutenir et à favoriser l'Eglise catholique. « On veut ainsi bien faire entendre que tout ce qui est catholique, est considéré comme autrichien, donc digne de toutes les faveurs ¹. »

Ainsi l'administration autrichienne ne cherche pas à élever le niveau intellectuel du peuple qu'elle considère comme sauvage. La situation économique de la masse populaire est lamentable. La population rurale se partage ainsi 2,13 % des grands propriétaires, 33,45 % de paysans libres, c'est-à-dire possédant des terres, 38,25 % de *Kmets* ou paysans ne possédant pas de terre, 11,26 % de paysans demi-libres. « Le *Kmet* paye en général aux *beys* le tiers et à l'Etat le $\frac{1}{10}$ des produits du sol qu'il cultive. Mais, tandis que sous les Turcs cette dîme se payait en nature, elle est aujourd'hui payée en argent et, comme les dîmeurs qui évaluent l'impôt à percevoir, ont sur son produit un tant pour cent, cette

¹ Ibid.

évaluation est presque toujours supérieure au chiffre réel et le propriétaire, à son tour, se base sur l'évaluation du dîmeur pour demander le tiers qui lui revient ¹. » Les Autrichiens exploitent le pays de façon à lui faire rapporter le plus d'argent dans le moins de temps possible. Ainsi l'on déboise sans pitié les forêts de Bosnie ; chaque année, une quantité de bois évaluée à plusieurs dizaines de millions de couronnes, est enlevée. En 1907 l'exportation du bois de chauffage a atteint 28 millions.

Pour toutes les entreprises minières on n'emploie que des ouvriers amenés du dehors, de telle sorte que cette importante activité économique ne profite pas à la population indigène.

L'espionnage étant extraordinairement développé ², il va de soi que la liberté individuelle est fort limitée. Ceux chez qui est évidente la persistance du sentiment national, tels surtout les orthodoxes et les musulmans, ne peuvent se déplacer librement d'un endroit à l'autre dans leur propre pays, bien moins encore leur est-il permis de sortir de ces provinces.

Evidemment, certains progrès ont été réalisés en Bosnie-Herzégovine surtout en ce qui concerne l'outillage économique et l'établissement de l'ordre matériel du pays, mais ces progrès ont été considérablement exagérés. On construisit d'assez nombreuses lignes ferrées à voie étroite, cependant le rapport même du gouverne-

¹ CVIJITCH, *op. cit.*

² Dans certains endroits, rares heureusement, le tiers de la population s'occupe d'espionnage.

ment en 1906 affirme qu'elles furent créées en vue des besoins militaires. A côté de cela, l'administration bosniaque a élevé la réclame à la hauteur d'une institution nationale. Aucun journaliste, aucun touriste de quelque importance n'a pu voyager dans ces provinces sans y être bien accueilli dès la frontière par des fonctionnaires prévenus de son arrivée, qui se mettaient à la disposition du voyageur et lui donnaient, dans un sens favorable à l'administration autrichienne, force renseignements sur le pays et sa population. Des congrès de journalistes avec réceptions brillantes et voyages gratuits furent organisés dans un but de propagande austrophile. Cela fut d'autant plus facile que l'administration avait eu la fort ingénieuse idée de créer dans toutes les villes, et même dans certains villages, des « hôtels d'Etat » bien entretenus, confortables et aménagés de façon moderne. C'est pourquoi presque tous les touristes, qui ignoraient la langue nationale, ont écrit des relations enthousiastes de leur voyage en Bosnie-Herzégovine. Comment n'auraient-ils pas été dupés !

A ceux qui seraient tentés de nous accuser de partialité, ou tout au moins de noircir le tableau des souffrances des Yougoslaves, nous opposons l'ouvrage ¹ très sérieux et fort bien documenté du professeur de l'Université de Budapest, M. Oscar Jaszi, le plus éminent sociologue de la Hongrie contemporaine.

¹ *La formation des Etats nationaux et la question des nationalités*. Budapest, 1912. In-8°, p. 544 (en hongrois).

L'auteur y dit à la page 478 :

« La pression entière du féodalisme agraire pèse aussi bien sur les autres nationalités que sur les Magyars eux-mêmes ; et cette pression consiste dans une administration asiatique, des impôts injustes, des mauvaises écoles et une usure économique variée. Mais l'oppression des *nationalités*¹ est beaucoup plus grave que celle des Magyars. Le *junker* magyar, grisé par la haine des *nationalités*, considère à peine comme un homme le paysan non-magyar. L'administration et la justice qui se font en une langue étrangère lèsent encore plus le peuple, et l'école magyarisatrice maintient les *nationalités* à un degré inférieur de civilisation. La situation est donc ainsi posée : aux souffrances communes à tous les peuples de la Hongrie s'ajoutent des souffrances spéciales des *nationalités*. En voici quelques exemples :

« Ce ne sont pas seulement les paysans des nationalités qui sont pressurés, mais ce sont aussi leurs intellectuels dans le cas où ils ne deviennent pas mercenaires de la classe gouvernante et s'ils persistent dans la fidélité aux efforts culturels et politiques de leur peuple. L'intellectuel non-magyar ne peut pas devenir fonctionnaire d'Etat ; il n'est pas admis dans les associations ; il est l'objet de toutes sortes de brutalités pendant les élections ; il doit soutenir d'éternels procès, et il est toujours boycotté par la société.

« Mais la situation et l'oppression que subissent les

¹ Le terme de « nationalités » s'applique en Hongrie aux sujets hongrois non-magyars ; on les appelle simplement « les nationalités ».

nationalités ne sont pas les mêmes que la situation et l'oppression que subissent les Magyars. Quiconque voudrait prouver le contraire, qu'il réponde à ces questions :

Quand a-t-il vu un Magyar se plaindre de ce qui suit :
que le gendarme ait tiré sur lui parce qu'il portait un emblème national ;

que le fonctionnaire de l'administration (szolgabiro) l'ait flanqué à la porte, parce qu'il ne savait pas le magyar ;

que le juge l'ait injustement condamné, parce qu'un interprète a mal traduit sa plainte ;

que ses enfants ne sachent ni lire ni écrire, parce que le temps qu'ils passent à l'école est employé à emmagasiner dans leur tête, sans les comprendre, des poèmes et récitations étrangères ;

que l'administration ne tolère pas ses sociétés de chant et de lecture, parce que sa langue n'est pas celle de l'Etat ;

qu'il ne puisse pas élire ses frères de race comme députés, comme juges, comme greffiers, leur langue maternelle n'étant pas le magyar ;

que toute sommation, avis, affiche officielle soient pour lui un secret d'Etat, parce qu'il n'en comprend pas la langue. »

Cette citation d'un chef de groupe politique magyar nous montre clairement de quelle manière les Magyars ont « résolu » le problème épineux des *nationalités*.

On a cru que la guerre adoucissait quelque peu l'intransigeance des cercles politiques magyars. Rien ne s'est passé cependant qui aurait fait naître au moins chez les

nationalités une lueur d'espoir d'un meilleur avenir. Les maîtres magyars persistent dans leur chauvinisme. Nous en donnerons un exemple frappant.

On sait que le nouveau parti politique du comte Károlyi est considéré, en Hongrie et ailleurs, comme le seul parti radical et démocratique. Le noble comte a fait néanmoins des déclarations trop vagues pour qu'on y puisse démêler quelque chose d'encourageant pour les *nationalités*. Les comités de son parti sont cependant plus explicites. Le comité du parti indépendant de Szentes, en se ralliant au parti de Károlyi, a déclaré ce qui suit : « Nos idéals sont aussi : une Hongrie indépendante, d'une seule langue magyare, une Hongrie qui reposera sur des bases purement démocratiques. Chaque membre de notre association est partisan résolu et ferme de la démocratie radicale, de l'idée de l'indépendance, des *tendances chauvines magyares*, et d'une juste politique de petites propriétés ¹. » Cette déclaration démontre qu'en ce doux pays de Hongrie le radicalisme et la démocratie sont compatibles avec le chauvinisme le plus extrême ! Une autre déclaration non moins intéressante est aussi digne d'être citée. C'est un professeur de l'Université de Kolozsvár, M. Etienne Apathy, le président du parti indépendant de Transylvanie, qui formule ainsi son *Credo* : « Nous devons identifier le magyarisme avec la nation magyare et, en créant un programme d'opposition, nous ne devons avoir nul égard pour les gens qui vivent en Hongrie et qui ne veulent pas être Magyars.

¹ Magyarország, 9-viii-1916.

Il ne faut faire droit à aucun désir des *nationalités*. Ne demandons pas quels sont les désirs des *nationalités* et quels sont les vœux dont nous aurions à tenir compte sans porter atteinte à l'unité de l'Etat national magyar ; la question est surtout de savoir ce que nous voulons, et comment nous devons agir contre les *nationalités* dans l'intérêt de l'unité de l'Etat national magyar et du progrès de la nation magyare. ¹ »

Le journal hongrois « Vilag », du mois de mai 1914, dit que, dans le département de Marmaros, la liberté de conscience est respectée de la façon suivante : Le prêtre gréco-catholique Azari Andras donne à un paysan russe de Huszt, nommé Elias, une légitimation ainsi conçue : « Les gendarmes ne doivent pas battre le nommé Elias s'il ne va pas à l'église ce dimanche. C'est par suite de maladie qu'il est exempté du devoir d'aller à l'église ! »

Citons de nouveau M. Jaszi. 'En parlant de la proposition d'un Anglais, Josiah Bryce, à propos de la liberté administrative des nègres, il s'écrie : « *Ce qu'un Anglais civilisé a proposé pour une race étrangère, dépravée, à demi-esclave, regardée avec la haine d'une aversion esthétique invétérée, pourchassée par les émotions de vengeance sanguinaire, les hommes d'Etat magyars le tiennent pour impossible envers les habitants millénaires du pays, envers les membres d'une même civilisation chrétienne, envers ceux qui supportent avec eux la bonne comme la mauvaise fortune.* » (P. 462.)

Il est impossible de parler des luttes culturelles des

¹ Magyarország, 1^{er} août 1916.

Yougoslaves sans dire un mot du mouvement de la jeunesse.

Le fait que celle-ci est toujours la première à propager les idées de son temps et celles de l'avenir s'est manifesté de façon typique parmi la jeunesse yougoslave.

C'est par l'activité de cette jeunesse que la conscience yougoslave se manifesta le plus nettement.

Il convient surtout de noter l'activité des organisations de la jeunesse scolaire à Zagreb (Agram), Belgrade, Lioubliana, Split, Zadar, Rieka, Novi Sad, Sombor, Saraïevo, Mostar, Doubrovnik, et des universités de Budapest, Vienne, Gratz, Prague, et même partout à l'étranger (à Genève, la jeunesse yougoslave imprimait, il y a quatre ou cinq ans une revue : *l'Union*).

Cette activité de la jeunesse yougoslave se manifesta sous toutes les formes.

L'union de la jeunesse croate, slovène et serbe a eu lieu par l'organisation serbe « Zora » dont le siège était à Vienne ; ladite organisation a fait des conférences et publié même une revue.

Prague, où vingt ans auparavant un fort mouvement pour les idées toutes modernes d'union des Yougoslaves avait vu le jour par l'initiative des Serbes, Croates et Slovènes, élèves du professeur Masaryk, fut cette fois aussi un centre de l'action yougoslave.

C'est à Prague que feu le docteur Yovan Skerlitch donnait sa dernière conférence en mai 1914, quinze jours avant sa mort subite et tragique. A Zagreb et dans les villes dalmates, comme à Sarajevo, le mouvement de la jeunesse pour l'union nationale était des plus énergiques.

La jeunesse prodiguait son activité par la fondation de bibliothèques populaires, par des conférences hygiéniques, des cours pour les analphabets, dans lesquels les jeunes gens de l'université et même du collège, se faisaient les instituteurs provisoires du peuple, entrant ainsi en contact direct avec lui pour étudier ses besoins et découvrir ses aspirations. Toute cette jeunesse agissait dans une parfaite communion de pensée, s'efforçant d'activer le progrès de l'idée d'union de la race yougoslave.

En Europe occidentale les étudiants sont généralement issus de la classe aisée. Fils d'intellectuels ou de riches commerçants, ils acquièrent des diplômes dans le but de se créer une situation. Dans les pays yougoslaves les étudiants sortent du peuple et retournent au peuple. Fils de paysans ils se sont distingués par leurs capacités et sont pour la plupart devenus boursiers. Entrés à l'Université ils cherchent, avant tout, en purs idéalistes, à y acquérir des connaissances dont ils pourront faire profiter le peuple qu'ils iront éduquer et conduire. Ces jeunes gens jouissent de la confiance des masses populaires dont ils sont issus ; ils ont conscience du but élevé de leur mission d'éducateurs et de propagateurs de l'idée nationale. La solidarité leur était nécessaire pour mener à chef cette œuvre gigantesque de réveiller la conscience nationale endormie d'un peuple assujetti ; c'est pourquoi les sociétés d'étudiants yougoslaves, telles que : Zora, Yougoslavia, Niegoch, Zvonimir, Youg, etc., ont ajouté à leur activité des tendances de politique nationale.

On a reproché très souvent à l'impétuosité de cette

jeunesse quelques incidents de caractère révolutionnaire, comme celui de Saraïevo et quelques autres à Zagreb, où des étudiants ont même tiré contre les oppresseurs hongrois. Il se peut que dans quelques têtes moins bien équilibrées il y ait eu des instants de crise momentanée ; comme il se peut aussi que des provocateurs louches aient profité de corrompre l'élan d'une jeunesse idéaliste. Mais tous ces incidents ne peuvent être imputés à la jeunesse yougoslave qui, dans ses organisations, a manifesté clairement et ouvertement ses idées et ses moyens d'action, intellectuels et civilisateurs, tous dirigés vers le but unique : éclairer la masse du peuple et lui préparer un meilleur avenir au point de vue social, économique et national. Aussi ce ne sont pas les injustes accusations austro-hongroises qui peuvent diminuer la grandeur de ce mouvement national ¹ idéaliste de la jeunesse yougoslave, un des facteurs les plus méritants du progrès de l'idée que nous voyons grandir aujourd'hui.

A l'exemple des pays Slovènes, de la Bohême, de la

¹ Ce mouvement national yougoslave a marqué d'une empreinte profonde les productions artistiques de la jeune génération. Ainsi, le style de la sculpture due à Ivan Mestrovitch est une sorte de synthèse de l'idée nationale au cours de son évolution historique ; le sculpteur a pris les motifs de ses œuvres grandioses dans l'épopée qui célèbre les luttes séculaires et l'énergie indomptable de la race yougoslave. Son projet de temple de Kossovo, qui obtint haut la main le grand prix à l'exposition de Rome, représente le couronnement de l'idée nationale yougoslave. Autour de Mestrovitch gravite toute la pléiade des artistes yougoslaves ; tels les sculpteurs Toma Rosanditch, Valdetz, Georges Yovano-

Croatie et de la Dalmatie, les patriotes serbes créèrent en Bosnie des *Sokols* et des *Pobratimstvos*. Les *Sokols* sont des sociétés de gymnastique, les *Pobratimstvos* des sociétés de tempérance. La première de ces sociétés serbes fut fondée en 1893 à Fotcha, en Bosnie, mais le gouvernement ne tarda pas à la dissoudre et à confisquer ses biens, sans aucun motif ni jugement. Pendant dix ans, interdiction fut notifiée aux Serbes de fonder des *Sokols*, bien que ceux-ci fussent nombreux chez les Croates. En 1904, une société fut créée à Mostar. L'organisation des *Sokols*, sur le modèle et avec le même programme que ceux existant dans la Monarchie, fit de rapides progrès, au point que, en 1912, on comptait 47 de ces sociétés avec 1873 membres. Les *Pobratimstvos* (« fraternité ») ne sont à proprement parler que des sections de *Sokols* dans les villages, *Sokols* qui, s'adressant à la masse populaire, admirent dans leur programme une clause pour combattre l'alcoolisme fort répandu parmi les paysans bosniaques. La tempérance était même l'idée prédominante étant donné que l'entraînement aux exercices

vitch, Roxanditch, Frangès, et les peintres Mirko Ratchki, Marco Mourat, Krisman, Yvekovitch, Jakopitch, dont les noms sont connus aussi à l'étranger.

Les Yougoslaves possèdent aussi de grands musiciens comme Zaïtz, Yenko, Marinkovitch et Mokranatz, mais surtout des poètes comme Doutschitch, Rakitch, Chantitch, Nazor, Zoupantschitch ; des romanciers comme Tschipiko, Bora Stankovitch, Liouba Djalski, Tsanka ; des dramaturges tels que Voïnovitch et Nouchitch ; des critiques tels que Bogdan Popovitch, Yovan Skerlitch, Ilechitch, Prijatelj, des orateurs comme Nicolas Velimirovitch, etc., etc.

physiques paraissait moins nécessaire à la population rurale qu'à celle des villes. Les premiers *Pobratimstvos* en Bosnie-Herzégovine furent fondés en 1909, après une longue opposition des autorités. En 1912 on en comptait 45 sociétés avec 1842 membres. *Sokols* et *Pobratimstvos* ont au point de vue hygiénique rendu d'immenses services au peuple.

Vingt-cinq intellectuels serbes, fonctionnaires dans l'administration, fondèrent en 1902 la société *Prosveta* (instruction, civilisation), dont la tâche principale était d'aider dans leurs études les élèves et étudiants serbes de Bosnie-Herzégovine. En dépit des obstacles de toutes sortes inventés pour paralyser les efforts de la *Prosveta*, cette société, soutenue par la confiance et la sympathie du peuple, prospéra à tel point qu'au moment de la guerre elle comptait 100 comités et plus de 6000 membres. « Son activité ne se bornait plus aux simples subventions aux étudiants serbes de Bosnie-Herzégovine ; elle se manifestait en outre sous la forme d'aide prêtée aux écoles élémentaires et autres institutions civilisatrices du pays, ainsi que par l'organisation de cours et leçons pour les illettrés (90 % de la population !), comme par l'installation de cuisines et logements pour les indigents ; enfin par la publication d'un journal et d'un almanach populaires portant le nom de la société. Une riche bibliothèque circulante, la seule du reste qui existât en Bosnie, fut aussi fondée grâce à l'initiative de la *Prosveta*. »

Une riche missionnaire anglaise, miss Adline Pauline Irby, qui avait fondé à Saraïevo et entretenait un inter-

nat pour les orphelins serbes de Bosnie, légua en 1911 tous ses biens à la *Prosveta* pour qu'elle continue son œuvre charitable. Cependant, le gouvernement de Bosnie-Herzégovine, au lieu de remettre le legs à la *Prosveta*, préféra le confisquer. Cette société ne s'est jamais permis de dépasser les limites de son programme précisé dans ses statuts et approuvé par le gouvernement. Le fait que la direction était confiée (et cela avec le consentement du gouvernement) à des hommes qui, en même temps, étaient fonctionnaires, prouve suffisamment que la *Prosveta* était loin d'avoir les tendances subversives qu'on lui prête actuellement. Lors des fameuses « démonstrations de Saraïevo » qui précédèrent la déclaration de guerre, la populace, excitée par les acolytes du général Potiorek détruisit les bureaux de la *Prosveta* et livra aux flammes les livres et les meubles. Après ce pillage, le gouvernement ordonna la confiscation de tous les biens de la société. Telle fut, brièvement exposée, l'activité des patriotes serbes en Bosnie-Herzégovine.

III

Evénements contemporains en Serbie.

Emancipation économique de la Serbie. — La guerre douanière. — L'œuvre de Pierre I^{er}. — Influence de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. — La Narodna Odbrana. — La nouvelle Narodna Odbrana. Son programme, ses tendances, son activité.

Avant de parler des procès, il importe de jeter un coup d'œil rapide sur les événements contemporains en Serbie.

Depuis fort longtemps, on se rendait compte dans ce pays des visées autrichiennes sur Salonique et l'on savait qu'une Serbie indépendante était le plus grand obstacle à la réalisation d'un tel plan.

Comme nous l'avons déjà dit, la Serbie avait, en 1882, conclu un traité de commerce avec l'Autriche-Hongrie et, de son côté, le roi Milan Obrenovitch, dont la politique était austrophile, passait avec le gouvernement de

Vienne une convention militaire secrète par laquelle la Serbie renonçait à toute prétention sur la Bosnie-Herzégovine et s'interdisait pour dix ans toute action dans les provinces occupées. En échange, la Monarchie promettait son appui aux revendications serbes en Vieille Serbie.

Avec l'avènement du roi Pierre I^{er}, en 1903, les choses changèrent complètement. Une politique vraiment nationale fut inaugurée. La Serbie chercha à se dégager des liens qui l'unissaient à son puissant voisin et, dans cette politique de libération de l'influence autrichienne, il était naturel qu'elle trouvât l'appui fraternel de la Russie slave et bientôt de l'Occident démocratique : la France d'abord et quelques années plus tard de l'Angleterre qui comprit que les événements de 1903 n'étaient pas un pronunciamiento militaire mais une révolution nationale spontanée et inévitable. La disparition de l'ancienne dynastie mettait, cela va sans dire, un terme à la fameuse convention militaire ; cependant le traité de commerce restait valide jusqu'en 1903 et fut même prolongé jusqu'en 1904. Mais l'Autriche, mécontente de la nouvelle orientation politique de Belgrade, commença à mettre des entraves à l'exécution de son traité de commerce. Alors la vie économique serbe devient difficile ; des obstacles étaient mis à l'exportation des produits agricoles serbes. Aux continuelles tracasseries du gouvernement austro-hongrois vint s'ajouter l'influence de la politique agraire allemande. C'est pourquoi en 1904 le gouvernement de Belgrade fit avec la Bulgarie un traité d'union douanière. Cet accord devait être tenu secret jusqu'au jour où, tous les préparatifs

étant terminés, il serait simultanément publié à Belgrade et à Sofia et entrerait immédiatement en vigueur. Malheureusement, déjà à cette époque le gouvernement bulgare était de mauvaise foi, et, quelques mois avant le terme fixé, ce traité fut rendu public dans une séance du Sobranié, sans que le gouvernement serbe en eût été informé. L'Autriche, furieuse de voir sa proie lui échapper, s'opposa tout naturellement à la conclusion d'un pareil arrangement qui allait à l'encontre de ses intérêts ; elle notifia qu'elle voulait obtenir les avantages offerts à la Bulgarie et demanda l'abandon pur et simple du projet d'union douanière avec celle-ci.

La Serbie refusa, d'où rupture des pourparlers et danger d'une guerre douanière (1905). Cependant le projet d'un accord avec la Bulgarie échoua, non pas seulement par suite de la menace autrichienne, mais surtout à cause de la mauvaise foi du gouvernement de Sofia, lequel n'avait jamais envisagé sérieusement cette union. Dans le but d'exercer une pression la Monarchie interdit l'exportation du bétail serbe et même le transit par son territoire, prétextant des maladies épizootiques. Certaine que cette pression avait suffisamment assagi Belgrade, quelques mois après la rupture des pourparlers l'Autriche-Hongrie se décida à reprendre la conversation. Vienne, qui n'ignorait pas dans quelle situation embarrassante se trouvait le gouvernement serbe, en profita pour lui imposer, comme condition préalable à tout accord, une clause par laquelle il s'engageait à acheter son matériel de guerre et de chemins de fer en Autriche. De nouveau la Serbie refusa. Alors com-

mença entre les deux Etats une guerre douanière à outrance qui dura près de trois ans, de 1906 à 1909. Le gouvernement de Vienne s'était trompé dans ses calculs car la Serbie sortit victorieuse de cette lutte. Ses céréales furent expédiées à la mer Noire par le Danube, tandis que son bétail était dirigé, via Salonique, sur l'Italie, l'Egypte, la Tunisie, Malte, etc. Après un an et demi d'efforts persévérants la nouvelle route par Salonique restait seule employée. Il arriva même que le bétail manqua à l'Autriche qui s'adressa à sa voisine et, pour chaque envoi, il fut conclu un arrangement provisoire (« provisorium »). Cette guerre douanière que l'Autriche provoqua fut pour la Serbie une éclatante victoire, une émancipation au point de vue économique, fort préjudiciable à l'industrie austro-hongroise.

Nous ne croyons pas exagéré de dire que la Serbie moderne date de 1903. Avant Pierre I^{er} elle n'était que nominalement un état indépendant. C'est la plus pure gloire du roi Pierre d'avoir brisé un à un les liens qui faisaient du petit royaume serbe la chose docile de la grande Monarchie voisine. En développant l'instruction publique, en réorganisant l'armée, en ressuscitant la conscience nationale de la population du royaume et du peuple serbe de Vieille Serbie et de Macédoine, en libérant son état de sa dépendance économique envers l'Autriche-Hongrie, le nouveau souverain fit de la Serbie un royaume véritablement indépendant, capable d'incarner le « Piémont » national de tous les peuples serbes et yougoslaves asservis. En Occident nous ne connaissons guère que les opérations militaires qui donnèrent

au nom serbe un éclat impérissable, mais ce long et pénible travail préparatoire, cette surprenante évolution en l'espace de huit années, dont Pierre I^{er} fut l'âme, tout cela nous l'avons ignoré.

Vaincue sur le terrain économique, l'Autriche résolut donc d'écraser sa petite voisine récalcitrante. Son plan était simple : présenter la Serbie comme dangereusement menaçante pour la Duplice, comme travaillant à fomenter un coup d'état, une révolution qui détacherait à son profit les provinces slaves du Sud ; bref, il fallait rendre ce pays responsable de tous les maux dont souffrait la Monarchie et la Vieille Europe. Peut-être est-ce la célèbre fable des *Animaux malades de la peste* qui, en cette occasion, inspira la diplomatie viennoise !

L'annexion de la Bosnie-Herzégovine, cette douloureuse amputation du domaine national serbe, portait à la Serbie un coup terrible, et provoqua dans tout ce pays une émotion intense. Pour donner à cet acte de violence un semblant de légalité, Vienne tenta de le représenter à l'Europe comme une nécessité inéluctable. Elle eut pour cela recours à deux procédés : les procès et les faux.

En Serbie on ne doutait pas que la guerre allait éclater. C'est en ces jours troublés que fut créée, à Belgrade, une société, la *Narodna Odbrana* (défense nationale), dont la tâche consistait à préparer la défense de la patrie. Voici quel était son programme : « 1^o entretenir, fortifier et développer plus encore la conscience nationale ; 2^o préparer et faciliter la formation des cadres de volontaires ; 3^o former des cadres de volontaires et les exercer

en vue d'une action armée ; 4° recueillir les dons en argent et en nature pour l'accomplissement de sa mission ; 5° organiser, exercer et préparer des compagnies spéciales de volontaires¹ destinées à faire des guérillas ; 6° développer l'activité dans toutes les autres directions relativement à la défense du peuple. »

Dans l'espace d'un mois, 223 comités furent organisés. Une armée de volontaires soutenue matériellement par le peuple fut créée. Mais cette activité cessa le jour où l'annexion de la Bosnie-Herzégovine fut reconnue par les grandes puissances et forcément par la Serbie elle-même.

Avant l'annexion il existait en Serbie diverses associations patriotiques et philanthropiques et des sociétés s'occupant d'élevage, de courses, de l'hygiène et de l'instruction du peuple. On sentait le besoin de coordonner ces efforts en dehors de tout parti politique, dans le but de canaliser les énergies, d'éclairer et de préparer les générations nouvelles à surmonter les dangers menaçant l'indépendance nationale. C'est pourquoi plusieurs membres de l'ancienne *Narodna Odbrana* de Belgrade, parmi lesquels se trouvaient des représentants de différentes sociétés privées, prirent l'initiative de créer une organisation stable ayant pour tâche de favo-

¹ Ceci n'a rien de commun avec l'organisation révolutionnaire des Serbes-Macédoniens dits comitadjis, organisation qui se développait depuis de nombreuses années. Son but était l'action nationale serbe et la protection des Serbes en Macédoine turque et son centre d'action était en Macédoine.

riser et de réaliser cette transformation intellectuelle du pays. Ainsi fut constituée la *Nouvelle Défense Nationale*, organisation privée, sans aucun caractère officiel, avec un plan et un programme nouveaux. L'article 11 de ses statuts dit : « La mission de la nouvelle organisation consiste à favoriser les travaux d'initiative privée du pays et par là à préparer le terrain pour le meilleur développement de la Serbie dans tous les domaines de la vie nationale, dans le but de la rendre plus apte au point de vue de sa défense. Dans l'accomplissement de sa mission, la défense nationale apportera surtout ses soins à travailler au réveil et au développement de la conscience nationale, au perfectionnement des qualités guerrières du peuple et à l'entretien des rapports intellectuels et moraux avec tous les Serbes et les peuples amis. »

Il est indéniable que la *Nouvelle Narodna Odbrana* a, par définition, vis-à-vis de la Monarchie austro-hongroise, un caractère non agressif (comme le prétend Vienne) mais très nettement défensif. Elle s'efforce de réveiller la conscience nationale du peuple serbe pour le rendre apte à résister à un nouveau coup de main du genre de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, tel par exemple une poussée autrichienne dans le Sandjak, en Vieille Serbie ou en Macédoine. Aussi est-ce à tort que le *livre rouge* autrichien voit une provocation dans la phrase suivante qu'il extrait d'une brochure sur l'activité de *Narodna Odbrana* : « C'est une erreur de prétendre que Kossovo a été et n'est plus. Nous nous trouvons en plein Kossovo. Notre Kossovo d'aujourd'hui c'est l'obscurité et l'ignorance dans laquelle notre peuple vit.

Les autres causes d'un Kossovo nouveau vivent aux frontières, au nord et à l'ouest : Allemands, Autrichiens et Schwabas s'avancent vers notre sud slave et serbe. »

Extrayons encore du *livre rouge* quelques passages qui mettent bien en relief le fait que la *Nouvelle Défense Nationale* est bien à tous points de vue une association défensive sans aucun rapport avec l'Etat serbe : « Du temps de l'annexion on a fait l'expérience que la Serbie n'est pas préparée à la guerre que les circonstances lui imposent et que la tâche que la Serbie a à entreprendre est beaucoup plus sérieuse et difficile qu'on ne le pense. L'annexion n'était qu'un des coups que les ennemis de la Serbie nous ont portés, coup précédé de beaucoup d'autres et qui sera suivi par d'autres encore. Pour que nous ne soyons pas pris au dépourvu, il est nécessaire de se préparer, de travailler. Comme but de ce travail à accomplir par tous les rangs du peuple, on indique la préparation du peuple au combat sous tous les points de vue du travail national, conforme aux exigences de nos jours ; comme moyens nécessaires pour y arriver on cite le relèvement du sentiment national, les exercices du corps, le bien-être économique et sanitaire, le progrès de la culture, etc., en tant que l'individu et la société peuvent et doivent agir sous ces rapports divers à côté de l'Etat¹. » D'après les diplomates de Vienne la phrase suivante récapitule l'activité de la *Narodna Odbrana* : « En agissant conformément à

¹ *Livre rouge* austro-hongrois, édition populaire française, page 45.

la situation changée et selon l'esprit de l'époque et en maintenant en même temps les liens noués déjà lors de l'annexion, la *Narodna Odbrana* est aujourd'hui la même que du temps de l'annexion. Aujourd'hui encore elle est *odbrana* (une défense) et elle est *narodna* (du peuple) ; même aujourd'hui elle rallie autour de son drapeau les citoyens serbes, comme elle l'a fait du temps de l'annexion. Jadis, on criait aux armes ; aujourd'hui on demande le travail calme, fanatique, infatigable ; le travail concernant les tâches et devoirs dont nous avons fait mention, comme préparation préliminaire au combat à fusils et à canons qui viendra¹. »

La *Narodna Odbrana* est en rapports avec de nombreuses sociétés serbes. « Parmi les associations qui sont en rapports étroits avec le travail organisatoire (*sic*) de la *Narodna Odbrana*, dit le *livre rouge* (p. 50), et qui reçoivent d'elle des appuis sous tous les rapports, il faut nommer l'association des tireurs avec 762 sociétés, la ligue des *sokols* « *Douchan Silni* » avec 2500 membres, le club olympique, la réunion (*sic*) des cavaliers « *Knez Mihaïlo* », la société des chasseurs et la ligue de culture. L'organisation de toutes ces associations ressemble à celle de la *Narodna Odbrana* ; elles se servent de ses localités (*sic*), c'est-à-dire de ses salles de réunion, bibliothèques, etc. Les membres considérés de ces associations sont nommés chefs de section dans les comités de la *Narodna Odbrana*. »

Comme la *Prosveta* en Bosnie, la nouvelle *Narodna*

¹ *Livre rouge*, page 49.

Odbrana fonda de nombreuses salles de lecture, bibliothèques, et autres institutions utiles au développement de l'instruction publique ; elle créa des écoles pour les illettrés. L'activité de la *Narodna Odbrana* était à la fois celle des *Sokols* et de la *Prosveta* bosniaques. Tout dans la société SE FAISAIT PUBLIQUEMENT, tout était publié dans les journaux serbes. En 1911 le comité central fit paraître à 50,000 exemplaires une livre intitulé : *Défense Nationale* où se trouvaient exposés en détail tous les règlements et actes de la société. Dans cette activité de la *Narodna Odbrana* il n'y avait donc rien de secret ni d'illicite.

IV

Les Attentats.

Notre ignorance de la situation des Slaves dans la Monarchie. — Nos préjugés à l'égard des Autrichiens et des Magyars. — Cause, but et signification des attentats. — L'attentat contre François-Ferdinand. — Comment on doit l'envisager. — Hypothèses diverses à son sujet.

Que savait des Yougoslaves et des Serbes le public cultivé d'Europe occidentale ? Nous nous sommes amusé à poser à leur sujet quelques questions à des ressortissants des divers pays de l'Ancien et du Nouveau Monde, à des personnes ayant pourtant passé sur les bancs de quelque faculté universitaire. Posez-vous cette question, aimables lecteurs, et vous constaterez comme moi, que ce que nous savions des Serbes avant les guerres balkaniques se résume à peu près en ceci : Les Serbes sont des Slaves qui habitent un pays des Balkans ; c'est un peuple de paysans, encore un peu sauvage, pri-

mitif et batailleur à cause de ses luttes séculaires contre les Turcs. En 1903, on a su qu'un « potentat » de Belgrade avait été assassiné par un parti militaire et que le roi Pierre, d'une autre dynastie, lui avait succédé. Ces notions furent complétées par les événements de Bosnie-Herzégovine en 1908-1909. On sut alors que ces provinces et un bon nombre d'autres en Autriche-Hongrie étaient peuplées d'habitants de race et de langue serbes. En 1911 et 1912 on s'intéressa vivement au petit peuple. Un an plus tard on connaissait l'énorme différence qui existe entre Serbes et Bulgares qu'on avait jusqu'ici « mis dans le même sac ». Puis la grande guerre actuelle complétait définitivement nos connaissances en nous apprenant que le peuple serbe est moins primitif qu'il nous semblait, qu'il surpasse en moralité et en humanité les Autrichiens et les Hongrois, qu'il a conservé la noblesse et l'héroïsme antiques, enfin que les Slovènes, les Croates et les Serbes d'Autriche-Hongrie qui sont le sixième de la population, forment au point de vue de la race, de la langue et des mœurs, avec les Serbes du Royaume et du Monténégro, une seule nation yougoslave qui veut être unie politiquement dans un état national.

Voilà ce que nous savions. Eblouis par la « capacité civilisatrice » des Autrichiens et par la « générosité chevaleresque » des Magyars, nous ne connaissions rien du long et pénible chemin de croix qui a amené les Yougoslaves de la monarchie bicéphale, autrefois le plus solide soutien de la dynastie des Habsbourg, à chercher leur salut dans la libération du joug habsbourgeois et dans

l'union avec leurs frères de Serbie. Pourtant cette évolution politique et morale des Yougoslaves d'Autriche-Hongrie est la plus saisissante preuve de l'absolue incapacité de la monarchie dualiste d'assurer à ses peuples la possibilité d'une vie supportable et elle est la meilleure réponse à ceux qui, parmi nous, aujourd'hui encore, ergotent sur la nécessité de conserver la vieille monarchie policière.

En 1848 les Yougoslaves, sous les ordres du ban de Croatie Jellatchitch et du voïvode serbe Knitchanine, ont sauvé la dynastie. Pour les récompenser on a partagé leur pays entre onze administrations différentes, et on les a livrés à la fureur des Allemands et des Magyars. Toutes leurs tentatives d'acquérir des droits égaux et de s'unir sous une même administration furent vaines ; leur action parlementaire ne trouva aucun écho dans les milieux gouvernementaux, à Vienne et à Budapest, tandis que le mouvement populaire qui s'était manifesté en Croatie, en Carniole et en Dalmatie fut étouffé dans le sang. Cependant une autre province yougoslave, la Bosnie-Herzégovine, était venue s'ajouter à celles qui gémissaient déjà sous le joug austro-magyar. A Vienne et à Budapest on se préparait à assujettir les derniers lambeaux restés encore libres du territoire yougoslave : les deux royaumes indépendants serbes de Serbie et de Monténégro. Ainsi le dominium colonial yougoslave de la Maison des Habsbourg eut été complété.

Tout cela se passait sous les yeux d'une Europe insouciante et indifférente, que ne purent émouvoir ni les

procès scandaleux de haute trahison, comme celui de Zagreb en 1908, ni la suspension de la constitution croate et les persécutions de l'élite yougoslave. C'est alors que la jeunesse yougoslave de la Monarchie s'est décidée à recourir aux méthodes révolutionnaires pour éveiller l'attention du monde civilisé sur l'insupportable situation du peuple yougoslave en Autriche-Hongrie.

Notons que les attentats qui ont été ensuite commis à Saraïevo et à Zagreb sont tous l'œuvre d'étudiants yougoslaves sujets austro-hongrois. Les Slovènes, les Croates, les Serbes de toutes les confessions y ont pris part : orthodoxes aussi bien que catholiques, mahométans et protestants. Cela démontre que la fièvre attentatoire avait atteint tous les Yougoslaves et non seulement les Serbes orthodoxes, et que les attentats ont été la conséquence naturelle de l'état d'oppression politique où se trouvaient les Yougoslaves d'Autriche-Hongrie et non pas l'œuvre d'une agitation artificielle ou d'une influence étrangère.

Ces attentats répétés ne sont pas l'œuvre de brutes fanatiques ou de fous ; ils sont entrepris froidement par de jeunes patriotes, par des idéalistes qui, en sacrifiant leur vie ¹ à leurs infortunés frères de race, s'imaginent arriver à libérer ceux-ci. Jéraïtch et Princip ont-ils agi autrement que Guillaume Tell ! Seulement ils n'ont pas eu un Schiller pour immortaliser leur acte libérateur.

¹ Ces jeunes gens se tuent ou s'empoisonnent après l'attentat.

Le premier attentat a été commis le 15 juin 1910 à Saraïevo par Bogdan Jéraïtch, originaire d'Herzégovine, qui fit sur le général Varechanin, gouverneur de la Bosnie-Herzégovine, une tentative d'assassinat, puis se logea une balle dans la tête.

A Zagreb (Agram) il n'y a pas eu moins de cinq attentats. Celui de l'étudiant en droit Louka Joukitch, qui tira le 8 juin 1912 contre le commissaire royal de Tsouvay et qui amena la mort du conseiller de Hervoitch et d'un policier ; celui d'Etienne Doïtchitch, venu expressément de l'Amérique pour tuer le successeur de Tsouvay, le commissaire royal, baron de Skerlecz, le 18 août 1912 ; enfin la tentative manquée de Yakob Chefer (un protestant) contre ce même baron de Skerlecz, le 20 mai 1913, sont les plus connus.

Feu l'archiduc François-Ferdinand (et ce n'était un secret pour personne en Autriche-Hongrie) était le plus redoutable ennemi des Yougoslaves et des Serbes. C'est lui qui fut l'instigateur du fameux procès Friedjung ; c'est lui qui, au moyen des Jésuites, entreprit la germanisation de la Bosnie-Herzégovine ; c'est lui qui fit opposition aux désirs légitimes de la Serbie lors de la crise de Scutari en 1913. Bien d'autres actes d'hostilité envers ses sujets serbes le désignaient d'avance aux jeunes patriotes yougoslaves comme objectif de leur propagande par le fait.

On sait que le 28 juin 1914, alors que tout le peuple serbe célébrait solennellement l'anniversaire de Kossovo, l'archiduc héritier se rendait à Saraïevo et, par un imposant déploiement de forces militaires, rappelait plus

que jamais à la population de Bosnie son douloureux état de sujétion. Nul n'ignorait que les grandes manœuvres projetées se faisaient dans l'éventualité (nous devrions dire comme préparation) d'une guerre contre la Serbie. Cependant on doit faire ressortir un fait étrange, qui est aujourd'hui universellement connu : c'est que tandis que lors de la réception de l'empereur François-Joseph, les mesures policières de surveillance avaient été draconiennes, à l'occasion de la visite de l'archiduc François-Ferdinand, elles furent considérablement relâchées¹. Ce qui devait arriver, arriva. L'attentat de Princip, de Tschabrinovitch et de leurs compagnons, tous sujets de la Monarchie, finit en effet par attirer sur les Yougoslaves l'attention du public européen. Bornons-nous simplement à mentionner le fait que les auteurs des deux attentats de Saraïevo, Jéraïtch et Princip, furent les élèves les plus appliqués des collèges de Mostar et de Saraïevo, mais qu'ils étaient poursuivis par la police à cause de leurs idées politiques. Princip a été même expulsé du collège.

Voici un extrait d'un journal de Belgrade que nous tirons du *livre rouge* autrichien². La *Pravda* du 4 juillet écrivait : « Tous les assassinats et attentats commis jusqu'alors en Autriche ont eu toujours la même source. Les peuples subjugués de la Monarchie, n'ayant pas d'autres moyens, devaient en venir à cette sorte de pro-

¹ Voir à ce sujet l'article « Le mystère de Saraïevo », paru dans le journal *La Serbie* du 13 août 1916, n° 15.

² *Loc. cit.*, p. 68.

testation. Dans le chaos d'un gouvernement terroriste il est naturel et compréhensible que les attentats se soient acclimatés. »

Cet extrait n'est en somme que le commentaire de ce que nous avançons. On sait que l'Autriche-Hongrie, à qui tout prétexte devait être bon puisque la situation européenne était favorable à ses desseins, profita du fait que les armes provenaient de Serbie et que les auteurs de l'attentat avaient séjourné à Belgrade, pour accuser le gouvernement serbe et précipiter sa déclaration de guerre. Du 28 juin au 22 juillet elle avait eu le loisir de préparer sa petite comédie diplomatique, de bâtir un véritable roman-feuilleton sur la culpabilité de la *Narodna Odbrana* et du gouvernement serbe. L'analyse du mécanisme des nombreux procès politiques contre les Yougoslaves nous fournira le criterium avec lequel il convient d'apprécier la « vérité austro-magyare ». A cet égard le procès Friedjung est éminemment démonstratif, car les circonstances politiques européennes étaient identiques, au moment où la diplomatie du Ballplatz proclama « sa vérité » par la plume du professeur Friedjung, à celui de l'envoi de cette nouvelle « vérité » sous forme de l'ultimatum à la Serbie le 23 juillet 1914. Dans un cas comme dans l'autre la guerre européenne était imminente et, en éclatant, elle supprimait aux inculpés la possibilité de se défendre et de proclamer leur innocence. Ce qu'il y a de plus curieux c'est que même en ces temps de guerre, où, dans son propre Etat, l'Autriche a plein pouvoir d'écarter et d'anéantir tout ce qui ne cadre pas avec sa thèse, elle n'est pas parvenue

à démontrer celle-ci ; au contraire tous ceux qui, impartialement, ont étudié le récent procès de Banialouka, sont forcés de souscrire à la faillite de la « vérité autrichienne ».

D'ailleurs, la plus élémentaire logique permet de nier tout rapport entre le crime de Saraïevo et la Serbie officielle. Si le gouvernement serbe ou même l'association patriotique *Narodna Odbrana* avaient eu quelque accointance avec les conspirateurs et quelque autorité sur eux, ils leur auraient certainement parlé ainsi : « Nous ne demandons pas mieux que vous fassiez disparaître notre ennemi juré, mais, au nom du Ciel, pas maintenant ! Patientez, attendez encore quelques années, nous ne sommes pas préparés à cette guerre que l'Autriche voudrait provoquer sans retard parce qu'elle connaît notre état d'épuisement, qu'elle sait qu'au moins trois ans nous seront nécessaires pour organiser nos nouveaux territoires et nous relever de nos trois campagnes successives ; enfin parce que les amis dont nous pourrions espérer l'appui sont tous actuellement aux prises avec des difficultés. »

Et nous qui, au début de la campagne austro-serbe, avons constaté *de visu* la misère, la pénurie de munitions, de matériel de transport, de matériel sanitaire, l'état précaire des voies de communication, nous pouvons affirmer bien haut que la Serbie, loin de désirer actuellement la guerre, a tout tenté pour l'éviter. L'attentat de Saraïevo — dont l'origine reste encore un mystère — apparaît donc comme un épisode de la réaction yougoslave, épisode dénué de corrélation avec la politique extérieure du royaume de Serbie, mais qui fut cependant

indignement exploité ¹ par la diplomatie austro-magyare, l'unique facteur responsable de la guerre mondiale !

Certains journaux ont émis l'opinion que l'assassinat de Šaraïevo a été commis sur commande sur l'ordre du gouvernement austro-hongrois.

On pourrait épiloguer longuement sur les très intéressantes hypothèses de MM. STEED et CHOPIN ². Il est un fait certain : c'est que l'Autriche voulait la guerre et cherchait un prétexte ³ pour la déclencher. Si l'Autriche

¹ « Au cours de ma lecture, écrit le comte Szapary au comte Berchtold, Monsieur Sazonow dit savoir de quoi il s'agissait : Nous voulions faire la guerre à la Serbie et cela devait nous servir de prétexte. » *In* lettre du comte Szapary au comte Berchtold écrite de Pétrograde le 24 juillet 1914 (*livre rouge*, p. 23). Lire aussi à ce sujet le récent article du fameux publiciste allemand Harden, qui dans la *Zukunft* du 5 août 1916, démontre à propos de l'attentat de Šaraïevo l'innocence de la Serbie et la culpabilité manifeste de la Monarchie dans la guerre actuelle, dont la responsabilité retombe uniquement sur Vienne et Berlin. Ce numéro de la *Zukunft* a été immédiatement confisqué dans toute l'Autriche-Hongrie.

² M. Chopin pense à tort que l'attentat de Tschabrino-vitch aurait été un simulacre car le prince reçut la bombe sur ses genoux et la lança en arrière au moyen de la couverture qui les couvrait. En éclatant cette même bombe perfora le rideau métallique de la devanture d'un magasin.

³ Que l'Autriche cherchait depuis des années un prétexte de déclarer la guerre à la Serbie, c'est un fait que personne ne songe plus à contester, surtout depuis la sensationnelle révélation faite le 5 décembre 1914 par M. Giolitti à la Chambre italienne, où le ministre déclara preuves en mains que déjà en 1909 l'Autriche avait eu contre la Serbie les mêmes desseins belliqueux qu'en 1913 après le traité de

avait eu en main des preuves irréfutables de la culpabilité du gouvernement serbe, elle n'aurait pas précipité ¹ sa déclaration de guerre, mais elle aurait été trop heureuse de pouvoir enfin par leur publication stigmatiser les menées serbes devant l'opinion européenne. Cette joie ne pouvait lui être échue parce que les preuves étaient déficientes. Nous verrons qu'elle les a trouvées sur un tas d'immondices près de Losnitza et que le grand procès de Banialouka constitue pour la Monarchie une vaine tentative de justifier sa conduite en rejetant sur les Serbes la responsabilité de la guerre actuelle. Sa tardive argumentation trouvera-t-elle grâce devant l'histoire ? C'est ce que nous enseigneront les procès politiques contre les Yougoslaves, dont nous allons maintenant entreprendre l'étude.

Bucarest, et que seule l'attitude de l'Italie l'avait empêchée de les mettre à exécution. Au cours de la séance orageuse qui eut lieu au Parlement hongrois le 5 septembre 1916, donc peu de jours après la déclaration de guerre de la Roumanie, le député Szmrecsanyi, du parti populaire, adressa au comte Tisza l'apostrophe suivante : « Pourtant on savait *quatre semaines à l'avance* qu'on ferait la guerre à la Serbie ! » Cette déclaration se passe de commentaire. (V. aussi p. 279).

¹ Nous croyons que l'Autriche a précipité les événements non seulement pour n'avoir pas besoin de donner à l'Europe des preuves, ce dont elle n'avait aucune envie (v. *J'accuse*, p. 208, édit. française), mais pour empêcher l'exode d'une bonne partie de la population yougoslave et l'organisation d'une résistance de sa part. Escomptant une prompte victoire la Monarchie, maîtresse de la situation, aurait aisément imposé sa manière de voir.

V

Les procès politiques contre les Yougoslaves.

1. Procès de Zagreb. — 2. Procès Hinkovitch. — 3. Procès Friedjung. — 4. Procès scolaires. — 5. Procès Drinkovitch. — 6. De quelques banales persécutions. — 7. Procès Stiépan Grdjitch. — 8. Leurs procédés d'instruction juridique. — 9. Vasilj Grdjitch et Rista Radoulovitch.

Nous nous serions volontiers dispensé de parler de ces procès qu'on trouvera fort bien exposés dans deux brochures¹. Cependant, comme leur connaissance est indispensable à la compréhension du grand procès de Banialouka, sur lequel nous porterons toute notre attention, nous nous trouvons dans l'obligation d'en tracer

¹ *Le régime politique d'Autriche-Hongrie en Bosnie-Herzégovine et les procès de haute trahison*, par un groupe d'hommes politiques yougoslaves (pas en vente). — *Les persécutions des Yougoslaves*, chez Plon-Nourrit, 8, rue Garancière, Paris, 1916.

ici les principales lignes. Les lecteurs au courant de l'une ou l'autre de ces brochures pourront se dispenser de la lecture des quatre premiers paragraphes qui vont suivre, et s'attacher à la suite de notre exposé.

I. PROCÈS DE ZAGREB (AGRAM).

Sous le titre de *Finale* parut à Budapest vers la fin de juillet 1908 (donc quelques mois avant la crise de l'annexion) une brochure donnant les noms de nombreux Serbes et des détails sur un mouvement révolutionnaire panserbe parmi les Yougoslaves austro-hongrois. L'instigateur de ces agissements aurait été, sous le patronage du roi Pierre, du prince héritier et du gouvernement serbe, le *Slovenski Youg*, club politique de Belgrade.

Cette brochure fut le signal d'arrestations en masse. A la fin, on ne retint que 53 Serbes accusés de haute trahison. Or l'auteur de cet opuscule était un étudiant serbe de Saraïevo, Georges Nastitch, fils d'un mouchard autrichien avéré. Ce personnage, « auquel on ne pourrait toucher qu'avec des pincettes », écrivait le professeur Friedjung, — qu'on ne peut certainement pas suspecter de serbophilie, — avait été poursuivi pour vol de jumelles dans les théâtres viennois.

Nastitch était au procès de Zagreb l'unique témoin des prétendues relations des accusés avec la Serbie officielle. Or un des défenseurs, le député Srdjan Boudisavljevitch, produisit au Parlement croate les preuves

irréfutables (lettres et quittances) que cet individu avait été payé pour son témoignage par le préfet de police de Zagreb et par le procureur de l'Etat ; il prouva qu'à la veille de son interrogatoire le juge d'instruction lui avait indiqué, de façon précise, les réponses à faire à certaines questions qui lui seraient posées. Toute sa brochure, comme cela fut démontré au cours des débats, n'était qu'un tissu de grossiers mensonges.

Deux des défenseurs, MM. Hinkovitch et Boudisavljevitch partirent pour Belgrade afin d'y recueillir des renseignements. Pour être en règle, ils réservèrent leur première visite au comte Forgach, le ministre plénipotentiaire austro-hongrois. Leur mission terminée ils repartirent, mais pas ensemble. M. Hinkovitch, dès qu'il eut franchi la frontière, eut *sa valise volée par une main mystérieuse*. Après quelques mois, la police la lui rendit *fracturée*. M. Hinkovitch avait eu la précaution de confier ses notes à un ami qui en même temps que lui passait la frontière. Moins heureux, M. Boudisavljevitch fut arrêté à Semlin et fouillé ; on lui confisqua ses notes et le laissa continuer son voyage. Quelques jours plus tard, en pleine audience publique, le procureur de l'Etat produisit, avec un geste triomphal, le carnet dérobé à M. Boudisavljevitch en ajoutant qu'on avait « beaucoup ri lorsqu'on attrapa le défenseur ». Le procureur se servit de ces notes, mais comme elles étaient dans leur ensemble accablante pour sa thèse, il n'hésita pas à en faire des extraits qu'il arrangea selon ses besoins. Il convient de mentionner que le tribunal était présidé par un ivrogne invétéré et comprenait les plus bas représentants de

la magistrature. Dans une lettre écrite le 23 mars 1906 par l'un des accusés, Milan Pribitchévitch, à son frère Valérien et trouvée chez ce dernier, il était question d'une contre-révolution militaire possible fomentée par l'Autriche contre le nouvel état de choses créé en Serbie par l'avènement du roi Pierre. Dans une lettre ultérieure, Milan fit allusion à cette révolution, sans préciser davantage ; il critiqua l'esprit des groupes militaires enclins à la contre-révolution et fit part de sa confiance en la victoire serbe au cas d'un conflit armé. Ces lettres n'avaient rien à voir avec quoi que ce soit dans la Monarchie. Or le Tribunal, qui basait sa sentence sur la seconde lettre de Milan Pribitchévitch, la truqua en supprimant les quatre cinquièmes du milieu et soudant ensemble le début et la fin. Avec un peu d'interprétation on pouvait croire qu'il s'agissait « d'un mouvement révolutionnaire aux pays yougoslaves, dont l'auteur espérait le succès pour les insurgés ». Notez que les deux lettres originales sont versées au dossier et reproduites intégralement dans les comptes rendus des audiences publiques et que la lettre truquée fut publiée avec le jugement dans le journal officiel *Narodne Novine*. Il est donc facile de comparer et de constater le faux. Mais on ne se contente pas seulement de forger les faux ; la « justice » cite devant le « tribunal » d'interminables théories de témoins, dans le but de démontrer l'existence de certains « phénomènes » révolutionnaires dans la population ; si les témoins font défaut, on proclame ces « phénomènes » de notoriété publique. Par exemple, on prétend que le portrait du roi Pierre est répandu dans la population « plus que

celui de notre gracieux souverain » ; qu'on chante des chansons révolutionnaires ou pousse des cris séditeux ; qu'on ne cache pas ses sympathies pour la Serbie, etc. Et l'on raisonne ainsi : l'apparition des « phénomènes » coïncide avec la fondation en Autriche-Hongrie du parti indépendant serbe ; donc celui-ci est en cause. Les accusés étant pour la plupart membres de ce parti, tout le parti est coupable. Mais comme ce parti, avec d'autres, est englobé dans la coalition croato-serbe, laquelle représente la totalité des Croates et des Serbes, *la population entière pourrait de ce fait devenir criminellement responsable de « phénomènes » qui, quoique notoires, n'existent peut-être même pas.*

Toutes les institutions nationales serbes, d'ordre social, artistiques, politiques, ou sportives, les emblèmes nationaux serbes, l'écriture cyrillique, le nom même de « Serbe », le réveil de la conscience nationale, toutes ces choses ne sont pour les autorités « que des moyens de propagande révolutionnaire ». On a beau invoquer que les lois garantissent nom, écriture et institutions serbes. C'est exact, répond le procureur, mais tout dépend de la tendance, de l'esprit dans lequel on fait usage de ces droits qui peuvent devenir des instruments criminels. Si, par exemple, l'écriture est un moyen panserbe, c'est-à-dire qu'elle est employée dans la pensée de servir de moyen révolutionnaire au bénéfice de la Serbie, *le moyen devenant criminel, quiconque s'en sert est coupable de haute trahison.* En soi, ce n'est pas mal de faire partie d'un *Sokol* ou d'un *Pobratimstvo*, mais, dit le procureur, *ces sociétés propagent des idées révolutionnaires.*

Si l'on y entre on devient responsable de leurs agissements criminels. Le génie ergoteur et pointilleux de la magistrature officielle a trouvé mieux encore. Dans plusieurs articles de journaux parus soit à Zagreb, soit en Amérique, où la colonie yougoslave est fort nombreuse, on relatait certains faits concernant la Serbie, mentionnant entre autre le grand libéralisme de la loi électorale serbe. Cet article est subversif, déclare le procureur de l'Etat, parce que, *a contrario*, on a voulu exciter le lecteur contre la loi électorale réactionnaire de Croatie et démontrer comme tout est mieux en Serbie, que par conséquent la Croatie ferait bien de se détacher de la Monarchie. On relatait un voyage du roi Pierre où il s'était familièrement entretenu avec les paysans qui le tutoyaient comme c'est l'habitude serbe. L'accusateur public s'écrie qu'on a « voulu ainsi inciter à la haine contre notre gracieux souverain qui ne parle pas notre langue et ne permettrait pas ces façons familières de la part de ses sujets ».

Au moment de la crise annexionniste parurent dans la presse croato-serbe transocéanique des articles véhéments contre l'Autriche-Hongrie. « Cette littérature nous regarde-t-elle ? » s'écrièrent les accusés.

« — Elle vous regarde. Vous êtes indirectement responsables :

1^o Des articles des journaux de Zagreb parce que vous les lisez, et *lire sans protester veut dire approuver*, donc encourager les auteurs à continuer ; 2^o des articles américains parce qu'ils sont le *résultat des agissements des sociétés auxquelles vous êtes affiliés*.

En vain les accusés osèrent remarquer que les articles de Zagreb parurent avec l'approbation de la censure gouvernementale et que, ceux d'Amérique, ils ne pouvaient en avoir connaissance étant, à l'époque où ils furent publiés, depuis longtemps en prison.

Mis en état d'arrestation au cours des mois de juillet et août 1908 les accusés restèrent en prison pendant toute la durée du procès. L'un d'eux y mourut. Les débats, commencés le 3 mars 1909, ne prirent fin que le 5 octobre. On n'en finirait pas si l'on voulait énumérer seulement les plus grossières illégalités commises par le tribunal durant ces sept mois de débats. M. Hinkovitch à qui incombait la lourde tâche de diriger la défense fut en conflit perpétuel avec le tribunal qui, à maintes reprises, le frappa d'amendes considérables à titre disciplinaire.

Trente et un accusés furent proclamés coupables de haute trahison et condamnés aux travaux forcés de cinq à douze ans. D'après la loi austro-croate la peine de mort ne peut être infligée qu'en vertu d'un arrêt unanime des cinq juges dont se compose le tribunal. C'est grâce à cette particularité que les deux frères Pribitchévitch, quoique déclarés coupables comme instigateurs, ne furent pas condamnés à mort, l'unanimité des votants n'ayant pu être obtenue.

Les défenseurs se pourvurent en cassation au nom de leurs clients. L'exposé de M. Hinkovitch, rendu plus tard public dans une brochure de 83 pages in-octavo, indique toutes les irrégularités commises par le Tribunal auquel il n'hésite pas à reprocher de véritables faux. La

Cour de cassation émue par cet exposé cassa l'arrêt de condamnation « *à cause, dit-elle, des doutes considérables sur la vérité des faits pris comme base du jugement* ». Avec la revision en faveur des accusés elle autorisa la production de preuves de certains faits articulés par la défense et repoussés par le Tribunal.

Légalement, l'affaire devait, ou bien être reprise dans le délai de huit jours, ou abandonnée purement et simplement. Le parquet ne fit rien de cela. Des mois et des mois se succédèrent sans qu'on s'occupât des malheureux prisonniers. Enfin, à la stupéfaction générale, en septembre 1910, un décret royal ordonna l'abolition du procès. Ce dénouement imprévu provoqua un nouveau procès : ce fut le défenseur qui, à son tour, fut poursuivi.

* * *

Comment l'Autriche s'acharne contre ses victimes.

Indirectement, par le canal de l'Allemagne, nous avons reçu une information douloureuse sur le sort tragique d'un jeune journaliste serbe, Adam Pribitchévitch.

C'est un des plus intelligents et des plus actifs des jeunes politiciens de la Croatie qui a été, dès sa première jeunesse, un apôtre infatigable de l'unité nationale des Serbes et des Croates. Dans le fameux grand procès de haute trahison de Zagreb (Agram) en 1908 et 1909, Adam a été l'un des principaux accusés et ce procès porte, dans les annales judiciaires autrichiennes, le nom de *procès d'Adam Pribitchévitch et consorts*. On se

rappellera qu'après une enquête scandaleuse et des débats iniques, ce procès fut terminé le 5 octobre 1909 par des condamnations très sévères. Adam Pribitchévitch avait été frappé de la plus lourde peine : douze ans de travaux forcés. Le 2 avril 1910, la Cour de cassation, après l'échec du procès autrement retentissant de Friedjung, avait ordonné, la revision du procès de Zagreb. Pendant ce temps, les gouvernants de Vienne s'étaient ravisés devant l'ouragan de protestations de la presse européenne, et le mieux qu'ils purent faire pour sortir convenablement de l'impasse dans laquelle, ils s'étaient fourvoyés, ce fut de recourir à l'abolition du procès par le souverain, ce qui fut fait au mois de septembre 1910. Adam fut alors relâché de la prison dans laquelle il se trouvait depuis 1908.

Une fois en liberté, il commença, à Zagreb, la publication d'une revue politique hebdomadaire pour les paysans, le « Srpsko Kolo » qu'il dirigea avec une grande habileté et un grand dévouement.

Dès le début de cette guerre, le « Srpsko Kolo » fut suspendu et son rédacteur fut emprisonné à Zagreb. N'ayant aucun crime à lui reprocher, les autorités durent le relâcher, puis elles le firent interner dans un village de Slavonie. Quelques jours après son internement, Adam fut emprisonné de nouveau, et il resta en prison jusqu'au printemps 1915, sans qu'on ait procédé à aucune enquête judiciaire ou autre contre lui.

Au printemps 1915, on le fit sortir de sa prison pour le diriger, après une courte période d'exercices militaires, sur le front russe. Il n'avait jamais fait de service mili-

taire, ayant été jugé inapte. Frêle, toujours maladif, de constitution débile, il fut astreint à faire tout ce que les soldats devaient faire. De plus, il était constamment gardé à vue, comme c'est l'habitude d'ailleurs, dans l'armée autrichienne, de contrôler tous les mouvements de ceux qu'on soupçonne. Pribitchévitch fut blessé grièvement, dans un engagement avec les troupes russes, et fut transporté à l'hôpital militaire de Kaposvar, où il passa quelques mois. Lorsqu'il fut tant bien que mal rétabli, on l'envoya de nouveau au front russe. Cependant son organisme, affaibli par tant de souffrances et par tant de chocs physiques et moraux, ne put plus résister. Ses nerfs étaient si détraqués qu'on dut le renvoyer du front dans un hôpital. Comme il n'y avait plus de remède à ses maux il fut envoyé en Autriche dans un sanatorium pour maladies nerveuses et mentales.

Adam Pribitchévitch, journaliste et politicien, finit ainsi tragiquement sa vie pleine d'activité et d'enthousiasme pour la noble cause de la Yougoslavie.

2. PROCÈS HINKOVITCH.

L'abolition est une prérogative de la couronne, mais ce n'est pas la grâce, puisqu'il n'y a pas encore de condamnation définitive ; et ce n'est pas non plus l'abandon de l'accusation ; c'est tout simplement une suppression de procédure, laissant en suspens la question de culpabilité ou d'innocence.

L'abolition du procès de Zagreb fut proclamée en

septembre 1910. M. Hinkovitch qui, dès le commencement du procès, n'avait cessé sa campagne de presse contre les instigateurs des poursuites, attaqua violemment l'abolition dans un article de journal. Selon lui c'était la solution la plus fâcheuse, puisque, d'un côté, elle laissait subsister les soupçons contre les Serbes en général et les Croates de la coalition en particulier, et que, d'autre part, elle empêchait les suspects de démontrer judiciairement leur innocence. C'était donc, d'après le défenseur, un véritable déni de justice fait contre les accusés et dans l'intérêt de ceux qui avaient tramé ce complot judiciaire. Cet article, qui exprimait tout haut ce que chacun pensait, fit grande impression ; si bien que le gouvernement décida de rendre impuissant ce défenseur inopportun. Couvert par son immunité parlementaire, M. Hinkovitch ne pouvait être attaqué qu'en sa qualité d'avocat. M. Gaï, beau-père du ban de Croatie, en ce moment procureur près la Cour d'appel et de cassation, adressa une requête à la Cour d'appel et exigea des poursuites disciplinaires contre l'*avocat* Hinkovitch, qui dans un article injurieux pour les tribunaux et pour les juges aurait gravement violé le respect dû à ces autorités.

La Croatie n'a pas de barreau autonome et indépendant, de telle sorte que le pouvoir disciplinaire sur les avocats est exercé par la Cour d'appel. Celle-ci remit la procédure aux soins du Tribunal de première instance de Zagreb, lequel désigna un juge d'instruction pour enquêter. Ce fut, hasard miraculeux, M. Pavéchitch, celui-là même qui avait voté comme premier assesseur dans l'af-

faire de « haute trahison », et rédigé le jugement de première instance. Aussi M. Hinkovitch protesta-t-il contre ce procédé dans un mémoire présenté en même temps à la Cour d'appel et publié dans deux journaux (un croate et un serbe), en formulant une demande de récusation.

« Ce juge, s'écriait M. Hinkovitch, ne peut guère avoir l'impartialité nécessaire pour cette enquête. On me poursuit pour mes attaques contre le Tribunal à propos de son jugement dans l'affaire de haute trahison. Mais ce jugement, c'est ce même juge qui l'a rendu avec ses collègues, avec lesquels il en partage la responsabilité, et c'est même lui qui l'a rédigé. C'est donc lui qui est surtout visé par mes attaques ; c'est lui qui a introduit dans le jugement les innombrables contre-vérités volontaires qui se trouvent à profusion dans cette sentence, comme je l'ai prouvé dans mon mémoire présenté à la Cour de cassation, et comme l'a confirmé cette cour en cassant le jugement de première instance « à cause des doutes considérables sur la vérité des faits pris comme base du jugement. »

Entre temps la diète croate fut dissoute et M. Hinkovitch perdit son immunité parlementaire. Il n'y avait donc plus d'obstacle à des poursuites plus sérieuses.

Le Parquet trouva dans la requête de récusation le *crime* de « calomnie » et le *délit* d'excitation à la haine contre les tribunaux, punissables, le premier de réclusion de un à cinq ans, le second de six mois à un an d'emprisonnement.

Une première difficulté surgit aussitôt.

Nous l'avons dit, la requête de récusation avait été en même temps présenté à la Cour d'appel et publiée dans deux journaux.

Or les délits de presse, poursuivis d'office, doivent être soumis au jugement du jury. Pour y échapper, on inventa la théorie du « crime double », l'un commis par écrit, l'autre par la presse, et l'on renvoya le tout devant le tribunal ordinaire.

D'après la loi austro-croate (art. 209 du C. P.), commet le crime de calomnie quiconque dénonce faussement un crime aux autorités publiques. Or il est évident que le but de M. Hinkovitch n'était et ne pouvait pas être de dénoncer. Ce qu'il voulait, c'était exercer son droit de récusation, indiquer les faits sur lesquels cette requête était basée.

Il est manifeste que, des faits de cette nature ayant été signalés, on aurait dû établir s'ils étaient vrais ou faux ; à cet effet, on aurait dû entendre le demandeur comme accusateur, et le juge, dont la récusation était requise, comme inculpé. Le premier aurait dû fournir les preuves, le second se défendre. Mais on renversa les rôles. Ce fut le juge visé par la requête qui devint témoin contre le demandeur (M. Hinkovitch), c'est-à-dire contre son accusateur, et c'est le demandeur qui devint l'accusé.

Cette affaire et les procédés dont on l'entourait était de nature à profondément troubler la conscience publique. Pour manifester leur solidarité confraternelle, quarante-deux avocats se présentèrent à l'audience comme défenseurs volontaires. D'autres s'excusèrent,

tout en se joignant à la manifestation de leurs collègues.

Le président du tribunal traita l'honorable avocat avec une brutalité inouïe, ne permettant ni à lui, ni à ses défenseurs de développer leurs conclusions.

Chaque accusé a, de par la loi, le droit d'opposer à l'acte d'accusation, dont lecture est donnée au début de l'audience, des aperçus généraux sur l'affaire ; ce n'est qu'ensuite que le président peut lui poser des questions sur les points qu'il ne croit pas encore assez éclaircis. Ce droit était d'autant plus précieux en l'espèce que l'acte d'accusation n'était qu'un tissu de contre-vérités et d'injures. Il fut cependant nettement refusé à M. Hinkovitch. Il n'y eut qu'un interrogatoire dans lequel les réponses devaient se restreindre strictement aux questions posées. Et ce fut tout.

« Vous voulez prouver vos insinuations calomnieuses par des preuves judiciaires, disait en somme le président à l'accusé. C'est fort bien mais c'est absolument inutile puisque nous avons un autre moyen de contrôler vos dires : nous allons entendre les juges mêmes que vous avez calomniés, à savoir le juge d'instruction dans l'affaire de haute trahison et le membre du Tribunal dont vous demandez la récusation. » ...Inutile de dire que ces deux juges-témoins protestèrent hautement de leur bonne foi et que l'accusé fut invité à se taire...

Pour en finir, mentionnons un incident caractéristique au cours de l'interrogatoire du juge d'instruction comme témoin.

— *Un des défenseurs au témoin à brûle-pourpoint :*

« Avez-vous collaboré au réquisitoire du procureur du Roi dans l'affaire de haute trahison ? »

— *Le juge-témoin*, surpris, en hésitant : « Non ».

— *Le défenseur*, lui montrant un cahier : « Est-ce votre écriture ? »

— *Le témoin* après avoir examiné le cahier : « Oui. Mais ce ne sont que des notes et réflexions personnelles que j'ai prises comme juge d'instruction sur les diverses phases du procès et que l'on m'a volées, puisqu'elles se trouvent entre vos mains. »

— *Le défenseur* : « C'est inexact. D'abord, il y a beaucoup de passages dans vos prétendues notes personnelles qui se trouvent reproduits textuellement dans le réquisitoire final du procureur. Et puis dans ces notes, vous faites parler le procureur à la première personne et sur les incidents survenus à l'audience. »

Cette conversation rapide fut entrecoupée par le président, tonnante que ces questions ne pouvaient être posées et que le défenseur n'avait plus la parole. Mais il était trop tard, l'effet était produit.

Conséquence : le défenseur fut frappé d'une amende de 200 couronnes.

Pendant que le tribunal s'était retiré pour délibérer sur cet incident, l'accusé, dans une suprême indignation, se tournait vers le procureur et lui criait : « Vous m'avez mis sur le banc d'infamie alors que c'est ce faux témoin que vous devriez y mettre ! »

Pour ces propos de nouvelles poursuites furent ordonnées contre M. Hinkovitch, lequel fut, conformément au réquisitoire, condamné à six mois de réclusion. La

condamnation pour crime a pour conséquence la perte du droit d'exercer la profession d'avocat, la perte du titre de docteur en droit et celle des droits civiques et politiques ; bref, c'est la mort civile.

Ce jugement contre M. Hinkovitch, déjà dessaisi de son étude d'avocat, fut publié le 28 mai 1911. Le condamné se pourvut en cassation et, le 9 décembre de la même année, la Cour de cassation se réunit pour statuer sur le procès. La disposition des juges était telle que l'acquittement ne faisait aucun doute. Alors le procureur général intervint et demanda la remise de l'affaire sous prétexte de ne pas l'avoir assez étudiée.

Sur ces entrefaites, le président de la Cour de cassation croate, M. de Rakodczay, ancien ban de Croatie et conseiller intime de Sa Majesté, qui s'était refusé à mettre la justice au service du pouvoir politique, fut brusquement mis à la retraite d'office, bien qu'il n'eût pas atteint la limite d'âge. Il fut remplacé par M. Possilovitch, frère du défunt archevêque de Zagreb.

Quelques jours plus tard, le ban Tsouvay exprima, pendant une réception de la Cour suprême, à son nouveau président, l'espoir de trouver auprès des juges l'appui nécessaire à sa tâche politique. Cet « appui » ne tarda pas à se manifester. La Cour de cassation, nommée *ad hoc*, confirma la condamnation du défenseur.

Ajoutons que suivant la « louable tradition » austro-magyare, les juges qui avaient contribué à la condamnation de M. Hinkovitch furent immédiatement et ostensiblement récompensés. Tandis que le président de la

Cour de cassation avait reçu déjà d'avance sa rémunération par le fait de sa nomination, tous les autres furent promptement promus.

3. PROCÈS FRIEDJUNG.

On était au paroxysme de la crise annexionniste quand le 25 mars 1909 l'historien et professeur Friedjung — dont les accointances avec le Ballplatz n'étaient un secret pour personne — publia dans la *Nouvelle Presse Libre* un article retentissant où il accusait, en termes ne laissant place à aucun doute, le gouvernement serbe et la famille royale d'avoir soudoyé les chefs de la coalition croato-serbe afin de provoquer, au profit de la Serbie, une insurrection des pays yougoslaves. Il donnait les noms et les sommes reçues avec toutes les circonstances dans lesquelles ces achats de consciences se seraient accomplis, et, ce qui était plus grave encore, *il prétendait posséder toutes les pièces justificatives à l'appui de ses affirmations.*

Tous les députés appartenant à la coalition croato-serbe intentèrent au professeur un procès en diffamation, procès qui eut lieu en 1909 devant la cour de Vienne.

Alors le défenseur produisit ses pièces à conviction : des documents secrets dérobés aux archives du ministère des Affaires étrangères et du club *Slovenski Young* de Belgrade. M. Friedjung prétendit tenir ces documents d'une source confidentielle, mais si haut placée que toute contestation serait inadmissible. Personne n'ignorait que

cette allusion visait le Ministère des Affaires étrangères et l'archiduc François-Ferdinand lui-même.

Ces documents *n'étaient que les photographies des originaux* qui, pour ne pas donner l'éveil, ne devaient pas être dérobés aux archives respectives. Mais quand les demandeurs purent jeter les yeux sur ces fameux documents ce fut parmi eux une explosion d'hilarité tant était évidente l'œuvre des faussaires. La rédaction était en fort mauvais serbe, fourmillait d'expressions inconnues en Serbie, mais littéralement traduites de l'allemand ; il y avait des anachronismes grossiers.

Parmi les documents du professeur se trouvaient des procès-verbaux de séances du club « révolutionnaire » *Slovenski Young* de Belgrade, séances présidées par le professeur de droit criminel à l'Université de Belgrade, M. Boja Markovitch. Ces procès-verbaux portaient d'ailleurs la signature du président. Or la police berlinoise fut obligée de certifier que M. B. Markovitch se trouvait, pendant toute cette période, à Berlin, occupé à des travaux scientifiques et en relations continues avec quelques savants allemands. Ajoutons que le *Slovenski Young* était un cercle d'étude de jeunes gens, entretenant une salle de lecture publique. Ce club n'avait rien de révolutionnaire.

M. Friedjung avait aussi exhibé un rapport du chef de section aux Affaires étrangères de Belgrade, M. Miroslav Spalaïkovitch, actuellement ministre de Serbie à Pétrograde ; l'auteur y rendait compte à son chef hiérarchique d'une prétendue mission en Hongrie où il se serait rencontré avec certains membres de la coalition

croato-serbe. Dans ce rapport plein de balivernes peu diplomatiques, l'émissaire parlait d'un emprunt serbe que la Skouptchtina devait prochainement voter. Or cet emprunt avait été réalisé déjà un an auparavant avec la collaboration principale de M. Spalaïkovitch lui-même, qui n'aurait donc pas pu se tromper si grossièrement.

M. Friedjung était-il dupe ou complice de ses hauts pourvoyeurs de documents ? Ceux-ci étaient rédigés en serbe dont M. Friedjung avoua ne pas comprendre un traître mot. Était-ce une excuse pour lui ? Pouvait-il se disculper par la confiance aveugle qu'il avait en ses protecteurs ? Une telle « justification » était son arrêt de mort comme historien. Sot ou criminel, il était également odieux, comme était répugnant le rôle infâme qu'il avait consenti à jouer. Voici une preuve certaine de sa mauvaise conscience :

Son article avait paru dans l'édition du matin (du 25 mars 1909) de la grande feuille viennoise. C'est dire qu'il avait été composé et imprimé la nuit précédente. Or la veille, la crise annexionniste avait été brusquement arrêtée. Le 24 mars, la Russie avait reçu l'ultimatum allemand ; épuisée par sa guerre contre le Japon, elle avait dû s'incliner et inviter la Serbie à en faire autant. Tout danger de guerre ayant subitement disparu, M. Friedjung considéra son article comme inopportun pour lui-même et sa réputation. Il tâcha d'en arrêter la publication, mais l'article était d'une longueur démesurée, l'heure déjà trop avancée, et, pour des raisons de mise en pages, la chose n'était plus possible. L'article parut.

Dès que le procès fut arrivé à son dénouement piteux, apparut parmi les plaignants M. Bärenreuther, ancien ministre autrichien et homme de confiance de l'archiduc François-Ferdinand. Il fit appel au sentiment « patriotique ». « Le prestige de la Monarchie est en jeu, déclara-t-il, et c'est votre devoir de ne pas s'opposer à un arrangement amiable de l'affaire. » Le président du tribunal, qui jusque-là avait été d'une partialité choquante intervint aussi. Les plaignants se gardèrent bien de ne pas céder à de telles instances. Le professeur Friedjung donna, en audience publique, lecture d'une déclaration regrettant son erreur ; alors les plaignants se désistèrent de leurs poursuites.

Si la crise annexionniste (qui fut brusquement arrêtée le jour de la parution du fameux article (25 mars) par l'ultimatum allemand à la Russie envoyé le 24 mars) avait provoqué la guerre¹, la vérité sur la soi-disant action de la Serbie officielle en pays yougoslaves n'aurait pu être mise en pleine lumière et, comme c'est actuellement le cas pour le grand procès de Banioulouka, l'Autriche eût fait passer la Serbie pour l'instigatrice responsable de la conflagration. Elle eût envahi le pays, proclamé la loi martiale dans ses terres yougoslaves, et les 53 accusés de Zagreb ainsi que les hommes politiques visés par l'article de Friedjung eussent certainement été mis à mort. Mais l'acte de repentir de

¹ Le 5 décembre 1914 M. Giolitti révélait à la chambre italienne que l'Autriche avait voulu provoquer en 1909 la guerre contre la Serbie.

« l'historien » viennois ne fut pas seul à donner la clef du mécanisme de ce procès. Un certain journaliste, Vassitch, arrêté à Belgrade raconta au Tribunal comment après avoir été engagé comme précepteur des enfants de M. Svientochowsky, secrétaire de la légation austro-hongroise, le moyen lui fut offert par celui-ci de « gagner beaucoup d'argent pour peu de travail ». Il s'agissait de « serbiser le texte des documents fabriqués à la légation, de transcrire le tout en lettres cyrilliques, enfin de contrefaire la signature des personnages auxquels étaient attribués ces documents. Vassitch accepta; le texte définitif fut photographié et envoyé à Vienne tandis que les documents « originaux » étaient brûlés. Ce sont ces photographies qui constituent les « preuves irréfutables » du professeur Friedjung !

Vassitch donna de nombreuses preuves matérielles de ses allégations. Il avait par exemple, dans le texte d'un procès-verbal de séance du *Slovenski Youg*, interpolé cette sentence : *Bien sot qui croit à toutes ces bêtises*. Les deux secrétaires de la légation, des Polonais, et le ministre magyar Forgach ne s'aperçurent pas de la ruse et encore moins le savant historien qui ne comprend pas un traître mot de serbe. Vassitch, qui avait réussi à soustraire à l'autodafé le document contenant le passage interpolé, fit, à l'aide de ce document, « chanter » le personnel de la légation qui tenta par toutes sortes de moyens de lui acheter ou de lui voler son précieux instrument de chantage.

Selon la coutume austro-hongroise le grand chef des faussaires, comte Forgach, fut récompensé par de l'avan-

cement et c'est comme premier chef de section au Ministère des Affaires étrangères qu'il a collaboré à l'ultimatum contre la Serbie en 1914.

4. LES PROCÈS SCOLAIRES EN BOSNIE-HERZÉGOVINE.

a) *Contre 28 écoliers de Banialouka.*

Comme les assassins de François-Ferdinand étaient des jeunes gens, les arrestations en masse d'élèves des écoles furent ordonnées après l'attentat. A Saraïevo seul on en incarcéra 180. Alors commença une série de procès dont le premier débuta le 3 mars 1915 devant le tribunal de Banialouka. Étaient inculpés du crime de perturbation de l'ordre public, selon le § 142 du Code pénal, 22 élèves de l'école réelle de Banialouka et 5 candidats au baccalauréat : L. Djoukitch, élève de l'école normale (condamné déjà antérieurement pour l'affaire de l'attentat contre François-Ferdinand à dix ans de réclusion), puis le directeur de l'école réelle, Dr Krsmanovitch, des professeurs de cette école : MM. J. Militch (qui était au front) V. Skaritch et P., Popovitch, puis M. Zaritch, instituteur à l'école primaire, le prêtre orthodoxe N. Kostitch et l'employé de banque F. Kourtagitch. Sept des accusés étaient musulmans, 4 catholiques, 1 uniате, les autres orthodoxes.

D'après l'acte d'accusation, les adolescents inculpés avaient l'*intention* de fonder une société : *Yougoslaviya* (La Slavie du Sud), conformément à des intructions de la

jeunesse académique yougoslave de Prague et à des idées exposées dans certains articles de journaux par de jeunes nationalistes de Lioubliana (Laïbach). Cette intention était considérée comme crime de perturbation de l'ordre public. La complicité du directeur et des professeurs consistait à ne pas avoir empêché le mouvement « révolutionnaire » parmi leurs élèves, tout en connaissant son caractère subversif. Le Dr Krsmanovitch était en même temps inculpé en sa qualité d'inspecteur d'une école primaire dans laquelle l'instituteur Zaritch avait fait réciter aux enfants, à l'examen public, certaines petites poésies « déloyales » publiées dans un journal pour enfants : *Mala Srbadiya* (le petit monde serbe). L'inspecteur avait, sans y faire objection, toléré que ces poésies fussent récitées en sa présence ; même il avait abonné sa fille au dit journal. Le pope Kostitch était accusé d'avoir anéanti les papiers de l'instituteur Zaritch au moment de l'arrestation de ce dernier.

Quelques accusés, parmi lesquels le Dr Krsmanovitch ayant été acquittés par le tribunal de Banialouka, la Cour suprême cassa cette partie de l'arrêt et ordonna de nouveaux débats devant le tribunal de Travnik¹. Cette fois tout le monde fut condamné. L'arrêt proclamé le 5 août 1915 mentionne des condamnations à la prison de 2 ans à 2 mois. Le directeur Krsmanovitch, « chevalier de l'ordre de François-Joseph », fut condamné à quatre mois de réclusion.

¹ Le gouvernement ordonna que dorénavant les procès ne pourraient plus être engagés dans le lieu d'origine des accusés.

b) *Contre neuf collégiens de Mostar.*

Le principal incriminé, le collégien Maritch, étant en Serbie, échappa à la condamnation. Son crime consistait à avoir, de Belgrade, correspondu avec ses amis de Mostar, auxquels il aurait envoyé une circulaire avec ses instructions sur la propagande à faire. L'accusation reprochait aux inculpés d'avoir, lors d'une tournée de vacances, donné des concerts en Bosnie-Herzégovine soi-disant au bénéfice de la *Prosveta*, alors qu'en réalité ce n'était pour eux qu'une occasion de faire de la propagande panserbe. Bien que ces concerts eussent été autorisés par les pouvoirs publics, le tribunal condamna les chanteurs. Furent condamnés à la peine de réclusion : les collégiens V. Lalitch, R. Grdjitch et O. Mastilovitch à une année; leurs collègues Y. Saritch, M. Grdjitch, C. Mitrinovitch, B. Bratitch, A. Misita, à dix mois; le collégien D. Pavitch et l'artisan Doder à un mois.

c) *Contre soixante-cinq élèves de Saraïevo et de Trébigné.*

Le 13 juillet 1915 commença à Travnik un procès contre soixante-cinq collégiens de Saraïevo et élèves de l'école commerciale de Trébigné. Environ la moitié des accusés se présentèrent à l'audience; l'autre moitié était ou enrôlée à l'armée ou servait comme volontaires en Serbie. Parmi les accusés, six (L. Djoustchitch, C. Popovitch, V. Tschoubrilovitch, I. Kranytchévitch, B. Zagoratz et D. Kalember) qui étaient déjà condamnés pour

prétendue complicité dans l'attentat de Saraïevo. Au point de vue confessionnel il y avait six musulmans et sept catholiques ; le reste était orthodoxe. Tous ces jeunes gens étaient accusés de s'être organisés sous forme de « Jeunesse nationaliste serbo-croate » et d'avoir sous l'apparence de nationalisme yougoslave propagé des idées panserbes. Par cette accusation on tâchait d'élever chez les Croates des soupçons contre les Serbes, en affirmant que ceux-ci n'aspirent pas à l'*union* des deux branches de la nation yougoslave, mais à l'*absorption* des Croates par les Serbes. Les jeunes accusés auraient été en relation avec le club *Narodno Ouyédignégné* (l'Union nationale) de Belgrade, dont le but était « l'union des Serbes, Croates et Slovènes en un Etat national de Skoplje (Uskub) à Lioubliana et de Tsétigné à Novi Sad (Neusatz) » ; en outre, ils auraient prêché la haine contre la monarchie austro-hongroise.

Tous les accusés furent condamnés à des peines de réclusion variant entre trois ans et six semaines. L'un d'eux pour le cri séditieux de « vive la révolution ! vive Youkitch ¹ ! », quatre autres simplement pour avoir chanté le chant : *Ecoutez, frères Slaves !*

d) *Contre trente-huit collégiens de Touzla.*

Le 13 septembre 1915 s'ouvrirent, devant le tribunal de Bihatch, les débats contre trente-huit collégiens de Touzla et trois de leurs professeurs : P. Milétitch,

¹ Voir chap. IV.

V. Vouyassinovitch et A. Bise. Les élèves étaient accusés de haute trahison, de perturbation de l'ordre public et de fondation de sociétés secrètes. Leur crime principal, d'après les affirmations du procureur de l'Etat, était leurs relations avec la *Narodna Odbrana*, de Belgrade, société prétendue révolutionnaire. Trois des jeunes gens étaient accusés d'avoir approuvé l'attentat de Saraïevo ; un d'avoir fait un faux témoignage dans le procès au sujet de cet attentat. Trois (dont un professeur) étaient musulmans, trois catholiques, tous les autres orthodoxes.

L'arrêt, proclamé le 5 octobre, condamna Todor Ilitch à la peine de mort par pendaison, Mladen Stoyanovitch à seize ans de réclusion, Stevan Botitch à quinze ans, Voyislav Vassilyevitch à quatorze ans, Bojidar Tomitch et le séminariste Marko Ilitch, chacun à douze ans, Sreten Stoyanovitch à dix ans et Drago Mazar à trois ans. Tous ces adolescents furent condamnés pour haute trahison.

Comme complices et pour n'avoir pas dénoncé leurs collègues, furent condamnés : à cinq ans de réclusion Lj. Todorovitch, Branko Jouzbasitch, Obrad Mitchitch, Lj. Rankov, Nikifor Taditch ; à quatre ans Vid Garkovitch ; à trois ans A. Simitovitch ; à deux ans et demi A. Boudimir, S. Mihitchitch, L. Kladar, Z. Zaritch, R. Starovitch, I. Banjitch, D. Stanisitch, P. Yovanovitch, P. Voukovitch, M. Ilitch et G. Yovanovitch ; à une année Stevan Hakman et M. Popovitch ; à onze mois le professeur Adem Bise ; à dix mois V. Stepanovitch, le professeur Veljko Vouyassinovitch et le directeur de l'école commerciale Petar Miletitch ; à un mois

N. Nikolitch, Andjelko Popovitch, I. Savitch, M. Yokovitch et K. Hakman. En somme, une condamnation à mort et cent cinquante-cinq ans et dix mois de réclusion.

*
* *
*

Dans tous ces procès, les élèves condamnés étaient, à de rares exceptions, des mineurs ; il y en a qui n'avaient pas quinze ans ; *chez certains condamnés, le nombre des années de réclusion égale celui de leur âge*. Tous les professeurs condamnés ont été déchus de leurs fonctions.

5. PROCÈS DRINKOVITCH.

« Le 22 et 23 septembre 1916, la Cour de cassation de Vienne a délibéré sur la condamnation du docteur Mata Drinkovitch, député croate (quelques lignes censurées). Le dossier a été renvoyé au tribunal de première instance pour procéder à un nouveau jugement. La défense est dans les mains du docteur M. Laguigna ». (Narodni List., 29-IX-16).

C'est ainsi qu'un procès politique, commencé les premiers jours de la guerre européenne, s'ajourne indéfiniment, faute de preuves convaincantes, tandis que l'accusé passe de tristes journées, souffrant et ruiné, dans les prisons autrichiennes.

Le docteur Mata Drinkovitch, médecin de Chibénik (Sebenico-Dalmatie) est un des députés croates à la Diète dalmate. Il est président du parti croate, dit parti de Star-

tchévitch, en Dalmatie. Sa politique purement croate a été aussi, en même temps, une politique nationale, ne subissant aucune influence de la politique autrichienne.

Immédiatement après la guerre balkanique, lorsque la Serbie fit preuve de tant de force vitale et remporta tant de succès, ce parti dalmate s'est rendu compte du revirement d'une portée historique qui s'était opéré dans les Balkans. D'accord avec les autres éléments nationaux en Dalmatie, qui de tous temps ont soutenu l'idée de l'unité nationale serbo-croate, ce parti arrangea de grandes manifestations à la gloire des armées serbes. Avec Split (Spalato), c'est la ville de Chibénik qui a pris la part la plus active à ces manifestations, et c'est le docteur Drinkovitch, aidé de son ami et partisan, le docteur Krstelj, maire de Chibénik, qui se mirent à la tête du mouvement. Ces deux hommes politiques ont prononcé des discours brillants dans un grand meeting national à l'occasion des manifestations proserbes. Les autorités autrichiennes ne sont pas restées impassibles devant ce nouvel état de choses, et c'est sur la ville même de Chibénik que s'est abattue la fureur gouvernementale. Le conseil municipal a été dissous à deux reprises, et ne pouvant pas avoir raison du mouvement national, le gouvernement autrichien a institué le commissariat et a procédé à des élections illégales. C'est alors qu'une campagne de presse d'une extrême violence s'est engagée entre le parti croate du docteur Drinkovitch et des éléments austrophiles, d'ailleurs très peu nombreux, en Dalmatie. Au cours de cette polémique, le docteur Drinkovitch a publié une série d'excellents

articles, fort bien documentés, dans lesquels il a défendu avec une profonde conviction, l'idée de l'unité des Serbes et des Croates, ainsi que la nouvelle orientation de la politique nationale vers les Balkans et vers l'Orient.

Dès que l'Autriche-Hongrie a déclaré la guerre à la Serbie, on a procédé à l'arrestation d'un grand nombre de Croates et de Serbes en Dalmatie. Les docteurs Drinkovitch et Krstelj étaient, naturellement, parmi les premiers qui furent jetés dans les casemates autrichiennes.

Selon la tradition autrichienne, un procès de haute trahison fut intenté contre le docteur Drinkovitch, tandis que son ami Krstelj, pris comme otage, fut promené longtemps dans les trains militaires, prêt à être fusillé si quelque attentat se produisait en route. Faible de constitution et constamment souffrant, la prison eut une influence déplorable sur la santé de Drinkovitch. En vain ses amis ont-ils prié les autorités de le transférer dans un hôpital pour y attendre la sentence des tribunaux ; les autorités autrichiennes se sont refusées catégoriquement à agréer cette demande.

Les détails du procès Drinkovitch ne sont pas connus, n'ayant jamais été publiés.

Comme un grand nombre de politiciens yougoslaves accusés de haute trahison, le docteur Drinkovitch a été défendu par le docteur Laguigna, député au Parlement de Vienne et chef des Croates d'Istrie.

Notons en passant le fait que la Diète de Dalmatie (*Dalmatinski Sabor*) n'a pas été convoquée depuis le commencement des guerres balkaniques. Les députés, ainsi que la population, ont protesté très souvent dans

des meetings et dans la presse, contre la non-convocation de la Diète. En 1913, les députés du Sabor dalmate et les maires de toutes les villes et communes de Dalmatie, ont eu une réunion imposante dans le bâtiment du Sabor de Zadar (Zara), où ils ont protesté contre l'illégalité de la non-convocation de la Diète. En même temps les participants à cette réunion ont manifesté à l'unanimité pour la victoire des armes serbes dans la guerre balkanique. C'est alors que la *Nouvelle Presse Libre* de Vienne a publié un communiqué officieux dans lequel il était dit que la Diète dalmate ne pouvait être convoquée parce que le gouvernement de Vienne, connaissant l'état d'esprit populaire en Dalmatie, avait des craintes fondées qu'il ne se produise au sein même de la Diète des manifestations contraires aux intérêts de la Monarchie.

6. DE QUELQUES BANALES PERSÉCUTIONS.

Les lignes qui vont suivre, entièrement tirées des journaux austro-hongrois, donneront au lecteur une idée exacte de la mentalité persécutrice des autorités de la Monarchie au cours de cette guerre extérieure faite aux Alliés et de cette autre guerre intérieure faite aux Yougoslaves, aux Tchèques, aux Italiens et aux Roumains sujets austro-hongrois.

La chasse aux idées subversives.

La manie des autorités austro-hongroises de chercher et de découvrir des crimes de lèse-majesté, des complots

contre la sûreté de l'Etat, des livres et des idées subversives, occupe presque toute leur activité. Les Yougoslaves sont l'objet principal de ces persécutions mesquines en Autriche-Hongrie.

A côté des grands procès plus ou moins connus de l'opinion publique, il y en a une foule qui défraient quotidiennement les rubriques de « faits divers » des journaux austro-hongrois ; ces petits procès sont aussi répugnants et cyniques que les grands ; parce qu'ils sont légion et parce qu'ils sont intentés pour des futilités, ces procès deviennent intéressants et caractéristiques.

La chasse aux idées et aux livres subversifs, pour stupéfiante qu'elle soit, n'est pas moins tyrannique que la chasse aux « individus subversifs ».

Les prisons et les camps de concentration regorgent de Yougoslaves, de Serbes surtout, sujets de la monarchie apostolique, parce qu'ils ont eu le malheur de voir s'exercer sur eux l'activité des autorités austro-hongroises.

Du nombre illimité de ces poursuites judiciaires — que des volumes entiers n'auraient pas été suffisants à décrire tous — nous donnons quelques exemples, choisis au hasard.

Un procès typique.

« Le directeur du lycée de Touzla (Bosnie), conseiller gouvernemental et poète croate, docteur Alaupovitch, a été traduit devant le tribunal et condamné : 1° pour avoir permis, au mois de février 1912, en sa qualité de directeur, à l'un de

ses élèves de la sixième, de lire dans des réunions d'élèves du lycée des conférences sur l'origine de l'homme d'après Darwin, et sur les premiers moments de la civilisation humaine ; 2° pour avoir permis à un autre de ses élèves de lire une conférence sur le féminisme et la prostitution dans une réunion de la société antialcoolique « Trezvenost » ; 3° pour avoir permis à ses élèves de fréquenter la société de gymnastique serbe le « Soko » et les salles de lecture serbes, ainsi que de ne pas avoir usé, en vertu d'une ordonnance du 19. IX. 1913, de la force publique pour empêcher ses élèves d'y participer ; 4° pour avoir permis à ses élèves la lecture de la revue serbe « Zora », paraissant à Vienne ; 5° pour avoir permis à l'un de ses professeurs de se rendre à Belgrade ; 6° pour avoir permis à ses élèves, à Pâques 1912, de faire une excursion à Zvornik, sur la Drina, tout près de la frontière serbe. Le directeur est tenu responsable parce que ses élèves ont été reçus à Zvornik par les membres de la société de gymnastique serbe, le « Soko », en uniforme et cocarde aux couleurs nationales serbes, parce qu'ils ont participé aux exercices de gymnastiques, avec les membres de la dite société, parce qu'ils ont passé de l'autre côté de la Drina, sur le territoire de la Serbie, qu'ils ont chanté des chants patriotiques serbes, qu'ils ont baisé le sol de la Serbie, et qu'ils ont cueilli des fleurs et ramassé des cailloux en guise de souvenir ; 7° pour avoir permis à Calesiya (Bosnie) à

ses élèves de défilér aux sons de la marche de la société de gymnastique « Soko » ; 8° pour avoir défendu la discussion à ce sujet à la conférence des professeurs du lycée ; 9° pour avoir soumis aux autorités supérieures un rapport inexact. Tous ces « crimes » ont été qualifiés par le procureur, soit « d'abus de pouvoir dans l'exercice de ses fonctions officielles », soit de « faux témoignage ». Le procès commencé le 23 mai 1916 n'a été terminé que le 3 juin 1916, par l'acquittement de l'inculpé, mais le procureur général a recouru contre l'acquittement. L'affaire n'a pris fin qu'au commencement du mois de septembre, par la suspension du docteur Alaupovitch de ses fonctions officielles, et par la perte de ses appointements arriérés. » (*Bosnische Post*, 24-V, 4-IV et *Novosti* 16-IX-1916).

Livres mis à l'index.

Le tribunal de première instance de Novi Sad (Batchka, Hongrie) a statué le 14. ix. 1916 sur la confiscation de nombreuses productions littéraires serbes. Tous les ouvrages incriminés sont qualifiés « d'anneaux de cette longue chaîne du travail sournois de la Serbie, de cette série de productions inspirées par une haine farouche, et par l'excitation effrénée à la révolte. »

Ont été confisqués, entre autres ouvrages :

1-0. *L'armée serbe, Kossovo et Prichtina*, édité par la librairie Svetozar Ognianovitch, de Novi Sad, 1913,

Anonyme. La confiscation est faite pour délit d'incitation dans les passages suivants :

« L'armée héroïque serbe a vengé Kossovo, délivré de la servitude les Serbes opprimés depuis 500 ans et a rallumé dans le cœur de chaque Serbe l'orgueil de la sauvegarde et de la fierté du nom serbe. » — « Que ce livre soit lu par les jeunes et par les vieux, qu'ils y puisent les leçons et la nourriture spirituelle et qu'ils soient fiers d'appartenir à la noble et héroïque nation serbe. »

2-0. *La montagne et l'homme*, édition de la « Matitza Srpska » à Novi Sad 1906, par M. N. Yovanovitch. Confisqué pour délit d'incitation, quoique la plaquette porte le sous-titre « essai de géographie et de civilisation ». Voici le passage incriminé :

« Lorsque la Serbie a été défaite à Kossovo et que la liberté serbe s'est réfugiée dans les glorieuses montagnes de la Tzrna-Gora (Monténégro), les héroïques Monténégrins ont versé leur sang précieux jusqu'à ce que l'Europe ait reconnu l'indépendance de la Serbie et du Monténégro. Faudrait-il rappeler ce qu'étaient les montagnes et les forêts ombrageuses pour les haïdouks serbes ? Je crois qu'il est inutile d'en parler, puisqu'il n'y a pas un Serbe qui ne sache ce qu'étaient les haïdouks pour les Serbes. »

3-0. *Les poésies de Branco Raditchevitch*. (Un des grands poètes lyriques de la période romantique serbe,

mort à Vienne en 1853 ; né sujet de la Monarchie, il n'a été qu'une demi-journée en Serbie.) Edition de 1889, librairie Popovitch à Novi Sad. Confisqué pour délit d'incitation. Voici l'incrimination :

« En 1848, au temps de la révolution des Magyars, pendant que ceux-ci ont tenu assiégée et ont bombardé la ville de Temesvar — où vivait le père du poète — et que la Voïvodina serbe se mourait, le moment n'était pas favorable pour la poésie ; ensuite le poète affirme que les Magyars ont tué et pendu des Serbes sans aucun motif ; dans la poésie épique « Stoyan », se souvenant de la révolution des Magyars de 1848, le poète dit qu'elle a été provoquée par les intrigues des Hongrois. »

4-0. *La Russie et la question balkanique* par M. Dragoman. Edition Marcovitch, à Novi Sad, 1877. Confisqué pour délit d'incitation : « Quoique le livre ne parle que de la période de l'occupation de la Bosnie et Herzégovine, il est intéressant encore aujourd'hui ». La sentence pour la confiscation de ce livre dit entre autre :

« Le livre s'occupe de la Russie et de ses rapports avec les peuples balkaniques et conclut que la Russie, protectrice des peuples balkaniques, n'a pas accompli tout son devoir, puisque pour s'assurer le neutralité de l'Autriche-Hongrie elle a consenti à défendre dans les deux provinces serbes, la Bosnie et l'Herzégovine, les intérêts austro-hongrois. L'auteur blâme la Russie et se demande comment

il convient d'appeler ce geste de la Russie : délivrance ou trahison. »

Les détails de ces condamnations posthumes, ainsi que les raisons du tribunal pour la confiscation sont empruntés à un article du journal hongrois *Ujvidéki Hirlap* du 15 septembre 1916. Voici la fin de cet article du journal hongrois :

« J'ai fait ces extraits des débats du tribunal, sans vouloir les commenter. J'affirme seulement que ces livres ont paru à Novi Sad ; c'est là qu'ils ont été imprimés et qu'ils ont été vendus. Il n'y a pas d'audience sans qu'il y ait à l'ordre du jour la confiscation de quelques-unes de ces productions littéraires. Le ton, la tendance, la matière, en sont toujours les mêmes : une antipathie et une haine inassouvie contre les Hongrois. Les fils mènent en Serbie. La Serbie expie maintenant. »

Cette manière ridicule de chercher la Serbie partout et de condamner en 1916 les livres, les poèmes datant de 1906, 1877, 1848, écrits par des Serbes de l'Autriche-Hongrie, publiés en Autriche-Hongrie, et oubliés presque depuis longtemps, là comme partout ailleurs, devient inqualifiable. La Serbie expie maintenant parce qu'il y a 70 ans un poète serbe d'Autriche-Hongrie a écrit une parole désobligeante pour les Hongrois, lorsque les siens ont défendu la dynastie habsbourgeoise contre les insurgés magyars. La Serbie d'alors n'était, on le sait, qu'une principauté minuscule.

Quelques faits divers.

« Un coiffeur d'Ossiek (Croatie), Kostitch, s'était vanté dans un magasin, au mois de décembre 1915, de son origine serbe, disant qu'il était lui-même un « Serbe d'acier ». Il avait glorifié le roi Pierre de Serbie, et menacé les gens de la victoire serbe et de l'arrivée du roi Pierre. Le tribunal l'a condamné à trois mois de travaux forcés ! (Hrvatska Odbrana, 20-IX-1916).

« Douchan Djourichine, de Stari Betschay (Batchka) a rendu grâce à Dieu pour l'aide qu'il prête aux espérances serbes et a fait des vœux pour l'entrée des Russes en Hongrie afin d'y mettre de l'ordre. Pour comble, il a béni à sa façon le kaiser d'Allemagne. Eu égard à l'état d'ébriété dans lequel il était lorsqu'il a parlé ainsi, le tribunal l'a condamné à six mois de prison. (Ujvidéki Hirlap, 15-IX-1916).

« Dans les magasins souterrains de la librairie Raïkovitch et Tchoukovitch, à Belgrade, la police a trouvé un certain nombre de livres défendus par l'autorité militaire. Parce que le représentant actuel de cette maison, Tokalitch, a omis de montrer ces livres aux autorités lorsqu'elles ont fait, il y a quelques mois, la revision des magasins, la police l'a arrêté sous l'inculpation d'avoir voulu recéler les livres défendus. » (Beogradske Novine, 22-IX-1916.)

« Le tribunal de première instance de Segedin a condamné à huit mois de prison le paysan serbe Mathïa

Rouss, originaire de Deska (Banat). Rouss était accusé par le sergent de gendarmerie du village de ne pas avoir dissimulé ses sentiments serbes et d'avoir tenu dans sa chambre le portrait du « batïouchka » (le tzar russe). L'agent de police, un magyar, Jozef Franyo, lui avait conseillé à plusieurs reprises de faire attention à ses paroles et surtout de ne pas radoter en état d'ivresse. Sa maison et sa famille servaient de lieu de réunion aux prisonniers russes qui s'y trouvaient comme chez eux. Lorsque dans une auberge, dont le tenancier est un certain Klein, l'agent a reproché à Rouss cette conduite envers les prisonniers russes, il a répondu à haute voix que ceux-ci sont « nos frères. » (Szegedi Naplo, 19-IX-1916.)

« Les gendarmes hongrois ont découvert, pendant l'enlèvement des cloches du clocher du monastère serbe de Kovilj (Batchka), un drapeau aux couleurs serbes. Immédiatement les autorités ont ordonné une instruction contre les moines, le prêtre de la localité et le sonneur pour crime de haute trahison. »

Le drapeau porte l'inscription : « Vive le docteur Laza Kostitch, notre candidat à la députation ! » (Ujvideki Hirlap, 19-IX-1916.)

Le prêtre, un vieillard septuagénaire, affirme que ce drapeau est resté depuis le temps où le grand poète serbe, Laza Kostitch, a été candidat à la députation du parti national serbe. Kostitch a été candidat de Milétitch, dans l'arrondissement de Chaïkach, pour le parlement hongrois en 1874. A cette époque, le peuple serbe en Hongrie (dans la Voïvodina) était autorisé à avoir son

drapeau national, dont les couleurs sont identiques aux couleurs du royaume de Serbie.

« Le verdict du procès contre les Serbes de Sentomach n'est pas encore entré en vigueur. Cependant ceux qui sont inculpés dans ce procès pour avoir porté des toasts à la santé du tzar de Russie dans la maison du facteur Zagoritza, ont été congédiés des bureaux hongrois et ne sont plus libérés du service militaire. Issidor Ivanitch, notaire de Sentomach est déjà parti pour rejoindre un régiment d'infanterie. » (Szegedi Naplo 28-IX-1916.)

Ivanitch est âgé de 50 ans, et il n'a jamais fait de service militaire. Il a été condamné à un an de prison, à la perte de son poste et de ses droits civiques. Ont été condamnés aussi : le prêtre Lazar Voukov, à deux ans de prison ; l'avocat Dr Ivan Zagoritza, à un an de prison avec perte de son diplôme d'avocat et de ses droits civiques, et l'employé des postes Zagoritza, à un an de prison. Tous doivent payer une forte amende. Ils ont été condamnés pour avoir fait, pendant la fête patronale de l'employé de poste Zagoritza, des libéralités aux prisonniers de guerre russes et pour avoir chanté l'hymne russe. La condamnation a été prononcée d'après la déposition d'une cuisinière.

Sentomach ou « Srbobran » est une des plus grandes et des plus riches communes serbes dans la Batchka (Hongrie méridionale). Il a été glorieusement défendu à trois reprises en 1848 par 9000 Serbes irréguliers contre une armée de 40,000 réguliers hongrois commandés par les généraux Meszaros et Kiss.

7. PROCÈS STIÉPAN GRDJITCH.

Si nous avons tenu à l'ordre chronologique, le procès dont nous allons dire quelques mots aurait dû passer après celui de Banialouka, car il vient seulement d'avoir son épilogue le 5 octobre 1916.

Le journal officiel de Bosnie et Herzégovine, le *Sarajevski List*, dans ses numéros des 4 et 5 octobre, publie le compte rendu du procès intenté contre Stiépan Grdjitch, professeur, député au Sabor (Diète) de Bosnie et Herzégovine, chef de l'opposition serbe et frère de Vasilj Grdjitch, député aussi, et qui ouvre la liste sinistre des condamnés à mort dans le procès monstrueux de Banialouka.

Stiépan Grdjitch était accusé du crime de lèse-majesté :

1. pour ne pas s'être levé, dans la séance du Sabor du 4 mai 1914, pendant que le président du Sabor communiquait que Sa Majesté François-Joseph était en bonne santé ; et

2. pour être venu en costume de ville, de couleur claire, à la séance du Sabor du 28 juin, le jour de l'assassinat du prince héritier l'archiduc François-Ferdinand, ainsi que d'avoir parlé avec son frère Vasilj Grdjitch et le député Niejitch, pendant qu'on criait : « Gloire à lui ! » et « Vive ! »

Le tribunal a condamné le député Stiépan Grdjitch à quatorze mois de travaux forcés et au paiement des frais du procès.

Dès le premier jour de la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie, les autorités austro-hongroises se sont mises à l'œuvre pour exécuter dans les pays yougoslaves le plan infernal d'extermination sommaire des personnalités politiques, des notables, ainsi que de toutes les personnes dont elles désiraient se débarrasser.

Le premier filet jeté sur toute la Bosnie et l'Herzégovine avait donné une pêche abondante : tous ceux auxquels on avait à reprocher le moindre grief furent pris, incarcérés, déférés aux tribunaux, jugés et condamnés. C'est ainsi que commença une série interminable d'infâmes procès de lèse-majesté, de haute trahison, d'infidélité au régime, de connivences avec les Serbes de Serbie, de propagande subversive, etc. etc. Le grand public européen se souvient sans doute des procès aussi retentissants qu'iniques comme ceux de Banialouka, de Mostar, de Saraïevo, de Touzla, de Travnik, où de nombreux Serbes furent condamnés arbitrairement à des peines draconiennes. Les procès de Saraïevo, de Banialouka et de Travnik s'occupèrent de la jeunesse scolaire serbe et de leurs professeurs, qu'ils envoyèrent à la potence ou dans les casemates ; le grand procès de Banialouka fit comme nous le verrons plus loin le nettoyage des indésirables politiques.

A côté de ceux que balaya l'inquisition austro-hongroise, il restait toujours des gens contre lesquels elle ne pouvait dénicher la moindre accusation plus ou moins vraisemblable ; leur existence gênait cependant les autorités, de sorte que toute l'armée des espions reçut l'ordre

d'inventer des accusations et de dénoncer les personnes inscrites sur la liste terrible du cabinet noir de Saraïevo.

Stiépan Grdjitch était le premier sur cette liste. Interné d'abord, puis pris comme otage par les autorités militaires qui devaient le fusiller au premier accident en Bosnie ou Herzégovine, il fut persécuté constamment jusqu'à ce qu'on ait trouvé un prétexte de l'envoyer rejoindre ceux de ses amis qui, depuis longtemps déjà, croupissent entre les murailles humides des prisons autrichiennes.

Il faut avouer cependant que les sbires autrichiens ont été pris au dépourvu et qu'ils n'ont rien pu imaginer contre un homme dont la vie politique était toute remplie par une activité excessive, tant à l'école que dans les mouvements politiques et nationaux et à la Diète de Bosnie-Herzégovine.

On l'a vu le réquisitoire contre Grdjitch se base sur des futilités ridicules.

Quoique protégé par son immunité de député, il s'est vu traduit devant le tribunal pour des actes qu'il aurait commis au sein même du Sabor : ne pas s'être levé lorsqu'on a parlé de la santé de l'empereur François-Joseph, et ne pas avoir observé l'étiquette pendant une cérémonie de deuil. Encore si ces accusations étaient au moins fondées ! Parmi les quinze députés, pour la plupart musulmans et catholiques, qui ont déposé, un seul a déposé contre l'accusé, et celui-là était un musulman, ennemi personnel de Grdjitch ; les autres ont déclaré ne rien savoir. Le ministre de Bosnie, Frangech, a déposé « qu'il lui a paru que les deux Grdjitch, ou l'un d'eux,

étaient assis ; d'ailleurs, dit-il, on n'a pas bien pu voir de la tribune des ministres ». Le Président du Sabor qui, d'après l'acte d'accusation aurait reproché à l'inculpé de s'être assis pendant la lecture du nom de Sa Majesté, déclare ne rien savoir, et ne se souvient même pas d'avoir fait ce reproche. L'évêque catholique Charitch dit « qu'il lui semble avoir vu Grdjitch assis ». On a lu aussi les dépositions de quinze autres députés, — Serbes pour la plupart, — qui n'ont pas été publiées parce qu'elles n'étaient pas en faveur de la thèse du procureur général. Ainsi de trente députés qui ont témoigné, un seul accuse, vingt-neuf ne savent rien, et le crime de lèse-majesté est établi.

Quant à la question d'étiquette criminelle, l'accusé démontre que ce jour-là sa maison avait été fermée à clef, sa femme étant absente de Saraïevo. La convocation du Sabor ayant été faite d'urgence, il n'a pas pu avoir un moment de liberté pour aller forcer les serrures de sa maison et s'habiller de noir. Il était donc dans l'alternative ou de ne pas assister à la séance, ou bien d'y aller en costume de ville. Puisque son absence aurait été interprétée d'une manière défavorable (il ne faut pas oublier que ce même jour avait été assassiné l'archiduc François-Ferdinand), il a préféré se rendre au Sabor en costume de ville plutôt que de ne pas y aller du tout. Le tribunal a jugé qu'il a commis un crime, puisqu'il aurait pu, malgré tout, s'habiller de noir.

Le procureur général a trouvé moyen de convaincre les juges par une péroraison qui n'est rien moins que curieuse. En parlant de l'immunité des députés, il cite

le § 34 du Règlement intérieur de la Diète qui dit que les députés ne peuvent pas être jugés pour leur vote et pour leur discours au Sabor. Néanmoins, conclut le procureur, « cette immunité ne comporte pas les cas pour lesquels est accusé le député Grdjitch » c'est-à-dire pour avoir été assis lorsque le nom de l'empereur fut prononcé, et pour avoir porté un costume de ville pendant une séance de deuil !

Cette fois, dans ce procès fou et ridicule, l'Autriche-Hongrie a surpassé toutes les illégalités et tout l'arbitraire qui lui sont pourtant si familiers.

Cela n'a pas empêché les autorités autrichiennes, malgré l'incohérence et l'iniquité du jugement, d'arriver à leurs fins : se débarrasser des gens incommodes. Que le procès soit monstrueux, c'est la moindre de leur préoccupation. Le principal, c'est de voir leurs victimes condamnées et emprisonnées.

* * *

Madame Danitza Niéjitch écrit une lettre ouverte au journal officiel *Bosnische Post* du 4, X, où elle proteste contre cette imputation que son mari, le député Dr Jivko Niejitch, actuellement prisonnier en Russie, aurait parlé dans la séance de deuil du 28 juin 1914 à Stiépan et à Vasilj Grdjitch.

En effet, son mari n'était pas à cette époque à Saraïevo ; il faisait partie d'une commission judiciaire enquêtant ce jour-là aux environs de Banialouka, c'est-à-dire à plus deux cents kilomètres de Saraïevo. Cette

déclaration de M^{me} Niéjitch infirme une partie de l'accusation contre Stiépan Grdjitch, accusation d'ailleurs fantaisiste.

8. LEURS PROCÉDÉS D'INSTRUCTION JURIDIQUE.

Le *livre rouge* austro-hongrois¹ a glané dans la presse serbe 26 fragments et résumés d'articles datés de juin et juillet 1914, extraits qui sont destinés à prouver l'attitude provocante et calomnieuse des journaux serbes à l'égard de la Monarchie.

« *La Stampa* du 8 juillet prétend que la police de Saraïevo expose les auteurs du crime arrêtés aux tortures les plus inhumaines et les plus honteuses pour leur extorquer de faux aveux qui serviraient de base à des accusations contre le peuple serbe. »

« *La Politika* du 9 juillet expose dans un article de fond intitulé « Mensonges impudents » ce qui suit : « La manière dont est faite l'instruction sur l'attentat de Saraïevo permet de reconnaître le but que l'Autriche-Hongrie poursuit. Comme les auteurs de l'attentat, malgré toutes les tortures auxquelles ils étaient soumis, ne voulaient pas dire ce qu'on leur demandait, on a trouvé d'autres individus qui se sont déclarés prêts, sous certaines conditions, à avouer une certaine complicité, mais en même temps à incriminer tous ceux qui étaient désagréables à l'Autriche. Pour le moment, cette méthode a réussi, car les individus soudoyés racontent tout ce

¹ Pages 67 à 71.

qu'on veut d'eux, et la police autrichienne prend soin de répandre ces mensonges dans toutes les directions. L'Autriche n'a pas de pudeur et croit qu'il se trouvera quelqu'un pour ajouter foi à de pareils mensonges. »

Voici pourquoi nous ne doutons pas que les insinuations de la presse serbe soient parfaitement exactes. Parce que 1^o de semblables moyens coercitifs ont été employés par la « justice » austro-magyare à l'égard des Slaves de la Monarchie avant la guerre et que 2^o des exemples incontestables de ces agissements ont été mis au jour dans le procès de Banialouka dont nous parlerons plus loin de façon détaillée¹.

Remarquons que ce qui a été écrit par les journaux serbes n'a rien que de très naturel à l'époque des fameuses « démonstrations de Saraïevo », alors qu'en Bosnie et en Croatie les autorités incitaient au pillage et au sac de la propriété serbe, quand on expulsait, massacrait, jetait dans les prisons des milliers de Serbes et que sans raison plausible on confisquait des milliers de fortunes serbes. Mais nous tenons à donner un exemple personnel de ces procédés. Un de nos amis, le Dr Srchkitch, avocat réputé de Saraïevo et ancien député à la Diète de Bosnie, nous a confirmé sous le sceau du serment la déclaration suivante : « J'étais le défenseur de Michel Yovanovitch, commerçant à Touzla, dans le procès qui fut intenté à Sarajevo contre Gavriilo Princip et consort. Or j'ai la preuve certaine que les

¹ Voir ce qui se rapporte à Obro Golitch et à Nicolas Batinitch.

perquisitions furent parallèlement opérées par le juge d'instruction et par des agents de police venus tout exprès de Budapest ; ceux-ci, avec la complicité du juge d'instruction ont, par des tortures, des menaces, des injections de liquide corrosif et par la privation de nourriture, forcé l'accusé à avouer son crime imaginaire, à dire qu'il avait préparé, avec ses amis, la révolution en Bosnie-Herzégovine, de connivence avec certains agents officiels de Serbie. Ayant énergiquement protesté contre ces procédés auprès du président du tribunal, M. Joseph Ilnicky, et demandé à m'entretenir avec mon client (ce qui était conforme aux dispositions du Code de procédure pénale), le président, en rejetant ma requête, me répondit : « Ces procédés ont été ordonnés par le gouvernement, dont les ordres me sont plus sacrés que les lois mêmes. » Peu de temps après Michel Yovanovitch était condamné à mort sur la base de son faux aveu pour avoir commis le crime de haute trahison. La sentence ne tarda pas à être mise à exécution. »

Nous autres Suisses, nous avons peine à croire que de pareils procédés puissent être encore employés au XX^e siècle et dans un état civilisé. On a douté chez nous de la véracité des cruautés innomables et des horreurs commises par l'armée austro-hongroise¹ lors de sa première incursion en territoire serbe au début de la guerre, on a douté que les balles dum-dum et les balles explosibles

¹ Dans un récent (septembre 1916) discours au Parlement hongrois où M. Rakowsky attaquait violemment la politique du baron Burian, il s'est écrié : « Qui a expié pour les choses qui se sont passées sous Potiorek ? »

aient véritablement été employées. Nous aussi, nous avons partagé ces doutes, mais quand nous fûmes allés en personne sur les lieux, què nous avons nous-même soigné les blessures des vieilles femmes et des petits enfants ayant survécu au massacre, quand nous avons trouvé dans les plaies de nos propres blessés de ces minuscules obus de laiton, signature caractéristique et irrécusable des balles explosibles ; quand nous avons eu entre les mains des balles explosibles et des dum-dum autrichiennes, que nous avons recueilli à ce sujet le témoignage de plusieurs prisonniers autrichiens, alors nos yeux se sont déssillés et nous considérons comme un devoir d'honneur de témoigner aussi que ces faits sont exacts et que l'armée qui a eu recours à de pareils moyens s'est déshonorée.

9. VASILJ GRDJITCH ET RISTA RADOULOVITCH.

Nous croyons intéresser le lecteur en lui faisant faire plus intime connaissance avec les deux champions du mouvement nationaliste serbe en Bosnie-Herzégovine.

Vers le début de ce siècle une nouvelle génération descendait dans l'arène de la lutte nationale. C'étaient les premiers intellectuels qui avaient joui d'un enseignement supérieur à l'étranger et rentraient au pays pour en faire profiter leurs concitoyens.

Jusqu'alors la vie politique du peuple serbe en Bosnie-Herzégovine consistait uniquement en luttes pour l'autonomie religieuse, soit pour obtenir la liberté d'admi-

nistrer et de gérer les fonds des églises et des écoles « confessionnelles ». En thèse générale les trois religions principales¹, divisées et même opposées l'une à l'autre, donnaient à la vie publique un caractère nettement confessionnel. La manière de lutter contre le gouvernement occupant (austro-hongrois) était aussi désuète et orientale.

A l'idée serbe-orthodoxe, mi-nationale, mi-religieuse, les jeunes opposèrent la conception d'un nationalisme pur et ils substituèrent le démocratisme moderne, tel qu'ils l'avaient vu en Europe occidentale, à l'ancienne tactique politique. L'élément jeune se distinguait encore par son esprit combattif et son sens réaliste.

Le système absolutiste du ministre Kallay qui subsistait depuis un quart de siècle s'était proposé de paralyser l'émancipation intellectuelle et économique de l'élément serbe et surtout d'empêcher toute intimité du peuple de Bosnie avec ses frères de Serbie. Or la génération nouvelle renversa ce système. Un an avant la mort de Kallay elle fonda la société *Prosveta* (1902) dont nous avons eu l'occasion de parler au début de ce travail. En 1912, les Serbes de Bosnie-Herzégovine fêtaient le dixième anniversaire de la fondation de *Prosveta*, et publiaient à cette occasion les résultats merveilleux de son activité : 28 sociétés de chant, 44 salles de lecture serbes, 15 sociétés de bienfaisance de dames serbes, 10 coopératives industrielles, 3 sociétés de jeunes négociants, 46 sociétés de tempérance, 47 sociétés de gym-

¹ Orthodoxe, musulmane, catholique.

nastique, 86 coopératives agricoles, 76 sous-comités de *Prosveta*, une bibliothèque centrale serbe et un théâtre national serbe.

A l'exception des salles de lecture et sociétés de chant, presque toutes ces organisations ont été l'œuvre des jeunes. Et cette même cohorte, l'extrême gauche de la diète de Saraïevo, constituait l'opposition implacable au régime représenté par le général autrichien Potiorek.

Vasilj Grdjitch et Rista Radoulovitch étaient l'âme du parti des jeunes dont ils incarnaient mieux que personne les deux qualités dominantes. Ces deux amis politiques, liés d'intimité dès l'enfance, étaient cependant sous maints rapports de véritables contrastes.

Vasilj Grdjitch avait terminé ses études de géographie à la faculté de philosophie, tandis que Radoulovitch étudiait les langues et littératures romanes. Tous deux cependant, pour des raisons diverses, ne passèrent pas leurs examens de licence. Vasilj Grdjitch, entré dans la rédaction du nouvel organe serbe *Srpska Rietch* (*La parole serbe*) ouvrit la campagne, mais il ne tarda pas à abandonner ses occupations de journaliste pour consacrer toute son activité à la *Prosveta* dont il était le secrétaire général. Il n'écrivit plus que de temps en temps, s'adonnant à l'action même, travaillant sans relâche. Attaché à son rôle avec un dévouement presque religieux, il se montra organisateur par excellence, et c'est à lui que *Prosveta* dut son merveilleux essor. Obéissant à une voix intérieure Rista Radoulovitch ne tarda pas à reprendre la plume délaissée par Grdjitch. C'est lui qui fut l'écrivain, le porte-parole du groupe.

En réalité le milieu où devait s'exercer son activité, l'obligation de remplir presque seul les colonnes du journal qu'il allait fonder, ne lui donnèrent pas le loisir d'écrire des livres ni d'être un véritable écrivain, ni même de donner à ses idées un système et une forme artistique ; il fut cependant l'écrivain d'un groupe, un homme d'un goût exquis, un grand semeur d'idées. Dans le journalisme serbe si arriéré, Radoulovitch ne fut pas le premier journaliste de talent, mais il fut à coup sûr l'homme le plus dévoué à ce rôle d'être l'apôtre d'une idée. Il sut même en être le martyr. Depuis qu'avait commencé son activité dans son journal politique, *Narod*¹ (la Nation), et dans la revue sociale *Pregled*¹ (la Revue), les persécutions du pouvoir et la prison l'ont poursuivi sans trêve ni merci. D'une constitution physique des plus débiles, il possédait toutefois une rare énergie et jamais il ne manqua de courage. Déjà lorsqu'il était étudiant, l'indigence et le surmenage avaient ébranlé sa santé, à tel point qu'il dut, sur l'avis exprès du médecin, abandonner ses examens pour éviter la phtisie galopante. Il ne fit que retarder l'échéance fatale et, faute d'argent pour se soigner, surmené par une activité dévorante, le terrible mal consumait à tel point son pauvre corps qu'il ressemblait à un squelette ambulante. La triste destinée de Radoulovitch était d'agir dans un milieu à moitié asiatique où sa passion profonde pour les idées occidentales contempo-

¹ Ces deux périodiques furent regardés chez les Serbes comme les meilleurs dans leur genre.

raines était trop peu comprise. Or ces trois ennemis coalisés, le gouvernement, la maladie et le milieu ne réussirent cependant pas à terrasser cette volonté de fer. La vie et l'œuvre de Rista Radoulovitch ont quelque chose de tragique car son activité, quelque féconde qu'elle ait été, s'éparpilla forcément comme la production éphémère des journalistes au lieu de passer à la postérité sous forme de l'œuvre systématisée d'un réformateur social.

Il en fut autrement de l'œuvre de Grdjitch. Mais ce n'est pas là le seul contraste entre les deux amis. Radoulovitch était long et maigre, alors que Grdjitch était petit, bien nourri et tout rond. Grdjitch était discret et modeste ; Radoulovitch, un sourire moqueur sur ses lèvres minces et décolorées, critiquait sans merci tout le monde avec une franchise incomparable. Tandis que Grdjitch pensait aux hommes et aux actions, Radoulovitch ne visait guère que les idées et les mœurs. Par ses critiques persifleuses, ce rare talent d'observateur et d'analyste auquel rien n'échappait, Rista Radoulovitch incarnait le « fléau » des mensonges conventionnels, des vagabonds, des génies aux longs cheveux, des snobs, des arrivistes et des « marchands du temple ». C'était donc surtout un *destructeur*, et sa physionomie avait vraiment quelque chose de diabolique. Vasilj Grdjitch se présentait plutôt comme un *constructeur* simple et admirable. Rista Radoulovitch mourut en prison peu de temps avant le grand procès de Banialouka dont il aurait été avec Vasilj Grdjitch l'accusé principal.

VI

LE GRAND PROCÈS DE BANIALOUKA

LES ACCUSÉS.

Déjà lors de la crise de l'annexion en 1908, de l'affaire du consul Prochaska en 1912, et, en 1913, lors de la crise de Scutari ¹, un certain nombre d'hommes politiques yougoslaves savaient qu'ils devaient être emprisonnés au cas où la guerre éclaterait. Bien qu'innocents ils ne doutaient pas qu'on saurait les trouver coupables si des raisons d'Etat l'exigeaient, et ils possédaient même les plus sûres informations sur la captivité qui leur était réservée.

Lorsqu'en 1914 la guerre éclata ces hommes furent jetés dans les prisons de Bosnie ; on perquisitionna chez eux et l'on confisqua leurs biens. **Le nombre des accusés se monte à cent cinquante-six.** Le crime qu'on leur impute est la *haute trahison* et le procureur de l'Etat réclame *contre tous la peine de mort par pendaison*. Parmi

¹ Lorsque au mois de mai 1913 l'Autriche avait, au sujet de Scutari, signifié son ultimatum au Monténégro, le général Potiorek, gouverneur de Bosnie-Herzégovine, dans l'attente d'une guerre contre ce petit Etat et son alliée la Serbie, décréta, sous l'inculpation de haute trahison, la dissolution de tous les *Sokols* et *Pobratimstvos* de son gouvernement. Une perquisition opérée aux sièges de ces sociétés n'ayant donné aucun résultat compromettant pour elles, le gouverneur dut, en novembre 1913, à la Diète, reconnaître l'inanité des mesures prises contre ces associations.

les accusés il y a quatre femmes ou jeunes filles, cent douze hommes mariés dont les familles comptent trois cent trente-cinq enfants.

Au point de vue de leur profession, cinquante-deux sont des paysans; cent quatre (soit plus de 64 %) des intellectuels : sept députés, seize instituteurs et sept professeurs, vingt et un prêtres, quinze fonctionnaires, deux médecins, deux ingénieurs, un avocat, vingt-cinq commerçants et huit étudiants. Si l'on se souvient que les 90 % de la population de Bosnie-Herzégovine sont des paysans, on remarquera que c'est *surtout la classe intellectuelle qui a été visée dans ce procès*, comme dans ceux dont nous avons déjà parlé.

Ici encore le gouvernement austro-magyar a choisi l'instant propice. Les grands procès ou les persécutions politiques contre Yougoslaves, Tchèques ou Italiens, ont toujours coïncidé avec des périodes troublées, ou quand la guerre était imminente (procès de Zagreb, procès Friedjung, procès Yovo Yaglichtitch, Grdjitch et consorts, procès scolaires, procès contre les Tchèques et les Italiens, procès de Banialouka).

Les débats du procès de Banialouka commencèrent le 3 novembre 1915; le jugement fut prononcé le 22 avril 1916. On le devine, la raison cachée de ces procès est de *massacrer sans merci l'élite de la population yougoslave*.

LE DOCUMENT ACCUSATEUR.

On avait commencé par incarcérer cent cinquante-six personnes; cela sans aucun motif, simplement parce

qu'elles étaient serbes et influentes. Il fallait maintenant trouver un prétexte pour les maintenir en prison et s'en débarrasser. Ce prétexte qui permettrait de motiver l'accusation, il est clair qu'on ne pouvait le trouver en Bosnie-Herzégovine, puisque le général Potiorek avait trop récemment reconnu publiquement le loyalisme des associations serbes, et que les documents pillés peu de jours auparavant au siège de la *Prosveta* ne fournissaient pas non plus d'indications ; enfin c'eût été contraire à la tradition austro-hongroise qui veut que le royaume de Serbie soit le plus grand pourvoyeur de documents compromettants. Force fut donc d'attendre que l'armée entrât en territoire ennemi. A Belgrade on eût sans doute trouvé tout ce qu'il fallait. Mais, comme contrairement aux prévisions de nos charmants confrères austro-hongrois¹ et aux idées admises dans l'armée autrichienne, Belgrade ne tomba pas en quatre heures, on dut se rabattre sur la Matchva, et c'est près de Losnitza, sur un tas d'immondices, que furent, dit-on, découvertes les preuves de la félonie des accusés. En quoi consistait donc cette précieuse trouvaille ? C'était surtout des papiers, découverts en Serbie au cours des opérations militaires, et ayant appartenu au major serbe Kosta

¹ Les trois médecins de la mission autrichienne (nous n'indiquons pas leurs noms pour leur éviter des désagréments), avec qui lors de la guerre serbo-bulgare nous prenions nos repas, nous ont dit plusieurs fois : « A nous maintenant de nous battre contre la Serbie, mais je vous assure que, dans ce cas, nous serons maîtres de Belgrade quatre heures après l'ouverture des hostilités. »

Todorovitch, lequel aurait été tué sur le front et brûlé par les Autrichiens. Remarquons en passant que ces documents accusateurs furent trouvés alors que les principaux accusés étaient depuis longtemps sous les verrous. La pièce importante est le carnet de notes personnelles du major. C'est sur ces notes que va s'échafauder toute l'accusation ; elles constitueront la principale preuve à conviction de tout le procès ; aussi retiendront-elles par la suite plus longuement notre attention.

Le major Todorovitch était un officier du service de reconnaissance à la frontière de Bosnie. Comme on le sait, le service de renseignements d'une armée qui, par sa nature même, s'occupe d'espionnage, dépend non pas du gouvernement, mais de l'état-major de l'armée. Kosta Todorovitch, alors capitaine, a commencé son service à la frontière le 18 mai 1911.

Ont été trouvés et sont classés sous le nom de documents Todorovitch :

1. *Dnevnik rada*, soit le journal du travail du major du 18 mai au 28 avril 1914.

2. *Delovodni Protokol*, c'est-à-dire le protocole de ses actes depuis le 9 juin 1911 au 11 juillet 1914.

3. *Knjiga o novtchanim izdatcima*, livre de dépenses pour les années 1911, 1912, 1913 et 1914.

Du *Dnevnik rada* on cite, en date du 26 décembre 1911, un rapport adressé à *Narodna Odbrana* sur l'activité du major ; en date du 19 décembre 1911, une conférence avec Milan Pribitchévitch ; en date du 1^{er} janvier 1912, un rapport au comité exécutif de *Narodna Odbrana* ; en date du 5 juin 1912, un rapport de Kosta

Todorovitch au chef de l'état-major du ministère de la guerre ; enfin, en date du 2 août 1912, un rapport à *Narodna Odbrana*.

Outre les documents Todorovitch, on aurait trouvé des documents de moindre importance chez l'instituteur serbe Milivoë Yakovléivitch à Mali Zvornik, chez Boja Milanovitch à Chabatz et au commandement de la division de Valiévo.

Sur la base de ces documents, l'acte d'accusation, un volumineux dossier de 265 pages grand format, conclut : Le major Todorovitch a utilisé pour son service de reconnaissance beaucoup de Serbes de Bosnie-Herzégovine qui lui procuraient des renseignements d'ordre militaire (mouvements et disposition des troupes, munitions, armes, etc.). Dans les notes citées par le procureur, quantité d'accusés sont inculpés d'avoir fourni des renseignements, soit d'avoir été en relation directe ou indirecte avec le major, soit enfin d'avoir reçu de lui de petites sommes d'argent. L'instituteur serbe Kosta Ghnaititch à Saraïevo et le prêtre Mathias Popovitch à Vlassenitza (Bosnie) figurent dans les notes Todorovitch comme centie de l'organisation d'espionnage. Ajoutons que la majorité des prévenus appartient à ce groupe-là, c'est-à-dire qu'ils sont compromis par les papiers de Todorovitch.

MÉCANISME DE L'ACCUSATION

Cependant, le procureur général voudrait établir qu'il ne s'agit pas seulement d'un espionnage plus ou

moins organisé, mais qu'il est en présence d'un vaste complot révolutionnaire, ce qui comporte la qualification de crime de haute trahison et la peine capitale pour les prévenus. Pour lui c'est là le nœud de la question et voilà pourquoi il s'attache à prouver que le service d'espionnage a été fait non seulement par des personnes isolées, mais avec le concours des organisations nationales de Serbie et de Bosnie-Herzégovine. Le major Todorovitch à Losnitza, ses collègues le major Pavlovitch à Chabatz et le capitaine Popovitch à Oujitzé, tous trois chargés d'un service semblable, se seraient largement servis de l'aide de l'organisation serbe *Narodna Odbrana*.

Comme le nationalisme serbe n'englobe pas rien que les Serbes de Serbie, il va de soi que la *Défense Nationale* tâchait d'exercer une influence stimulatrice sur les organisations d'autres pays serbes. De même que nous, Suisses, nous subissons l'influence de nos divers voisins, de même les pays yougoslaves devaient nécessairement être influencés avant tout par un peuple de même race, de même langue et de même sentiment national. Ainsi que l'écrivait fort judicieusement il y a sept ans M. Yovan Cvijitch, « l'Autriche-Hongrie est restée incapable de pénétrer les sentiments, ni de saisir la mentalité de la race serbe. » C'est pourquoi l'enthousiasme naturel des Yougoslaves pour leur « Piémont » national s'est encore accru de la haine envers les oppresseurs Autrichiens et Magyars. En somme, pour user d'une comparaison, la situation morale d'un Yougoslave offre une certaine analogie avec celle d'un Alsacien resté profondément français.

Ces tendances sont notoires, notre procureur général

ne peut donc en faire état pour charger les prévenus. Mais il allègue que la nouvelle *Narodna Odbrana* n'a jamais abandonné le caractère batailleur et révolutionnaire de l'ancienne organisation. Il invoque à l'appui de sa thèse le *Manifeste* de l'empereur François-Joseph à ses peuples au début de la guerre et surtout le *Livre rouge* de la diplomatie autro-hongroise. La *Défense Nationale*, dit-il, a cherché et a trouvé des membres en Bosnie ; elle les a principalement recrutés dans les rangs des organisations nationales de ce pays. Son activité en Bosnie-Herzégovine aurait été purement subversive. En entrant dans la société les membres auraient fait sur une arme un serment de fidélité et souscrit à leur mort s'ils ne restaient pas fidèles aux ordres de l'organisation. La *Narodna Odbrana* était d'intelligence avec d'autres organisations nationales serbes de Serbie et d'ailleurs. Or, continue le procureur, il s'ensuit que tous les membres de ces organisations et tout spécialement les membres des sociétés serbes de Bosnie-Herzégovine, peuvent être considérés *ipso facto* comme plus ou moins engagés pour le service et les visées de la *Défense Nationale*, ce qui constitue une vaste organisation subversive masquée sous des noms tels que *Prosveta*, *Sokol*, *Pobratimstvo*, etc. Ces sociétés sont considérées par l'accusation comme étant les succursales de *Narodna Odbrana*. L'acte d'accusation ne va-t-il pas jusqu'à prétendre que d'une manière générale, toute l'œuvre nationale serbe en Bosnie au cours de ces dernières années ne fut accomplie qu'à l'instigation de la *Narodna Odbrana* et suivant les visées de l'Etat serbe.

Mais revenons au major Todorovitch. Les premiers hommes de confiance du major, prétend le procureur général, ne furent que des membres de *Narodna Odbrana*, car cette association avait déjà des relations de Bosnie avant l'entrée en fonction de Todorovitch qui a trouvé pratique d'utiliser ces accointances. On cite les papiers du major, prouvant qu'il a conféré avec les représentants de la *Défense nationale* en Serbie et que son activité est par conséquent combinée à celle de *Narodna Odbrana* ; on insiste sur le fait que le journal quotidien (*Dnevnik rada*) de Todorovitch sert surtout à la *Narodna Odbrana*. Le procureur général en tire les conclusions suivantes : Les sociétés serbes de Bosnie sont liées à la *Narodna Odbrana*. Or, puisque dans ses papiers le major Todorovitch cite très souvent des membres de sociétés serbes de Bosnie, c'est par l'intermédiaire de *Narodna Odbrana* qu'il a fait leur connaissance. En d'autres termes, la mention, dans le document Todorovitch des membres de sociétés serbes de Bosnie, est une preuve que ces sociétés-là sont en relation avec la *Narodna Odbrana*, c'est-à-dire qu'elles ont un caractère subversif. Du reste l'officier serbe dit expressément dans une note que les sociétés serbes de Bosnie facilitent grandement sa tâche en la masquant et en la protégeant de leur nom et de leur influence.

A l'aide du document Todorovitch, l'acte d'accusation tente de démontrer que l'activité de la *Narodna Odbrana* fut en effet tout à fait révolutionnaire et il cite à l'appui de cette assertion : 1° le fait que des membres de cette organisation, souvent originaires de Bosnie-Herzégovine,

ont été initiés à la manipulation des explosifs à l'école de Prokouplyé en Serbie ; 2° les deux rapports écrits que *Narodna Odbrana* s'est procurés de Bosnie, rapports où sont relatés des préparatifs en vue d'actions révolutionnaires.

Ce n'est pas tout. Le procureur général fait aussi ressortir que les agissements de la *Défense Nationale* furent connus du Commandement militaire, du Gouvernement et de la Cour serbes.

C'est en somme la Narodna Odbrana de Serbie autour de laquelle tourne la seconde partie de l'accusation.

La supposition d'une liaison criminelle de cette association avec les sociétés serbes de Bosnie, voilà ce qui charge une grande partie des prévenus. Ceux-ci sont accusés en leur qualité de membres dirigeants de sociétés bosniaques et souvent même sans d'autres indications compromettantes trouvées dans les papiers du major. Vasilj Grdjitch, le principal accusé du procès, n'est chargé par l'acte d'accusation d'aucun rapport avec Todorovitch, mais son crime est d'être le secrétaire général de la *Prosveta*. Il en est de même du Dr Vladimir Tschorovitch, secrétaire du comité central de *Prosveta*, du Dr Sava Lioubibratitch, secrétaire de l'organisation religieuse serbe, des principaux représentants et organisateurs des *Sokols* et des *Pobratimstvos*, Stévan Yakoula et le Dr A. Bessarovitch ; enfin, comme représentants du mouvement national au sein de la jeunesse universitaire, les présidents des sociétés d'étudiants serbes et les rédacteurs de leurs journaux entre autres : L. Miyatovitch, D. Ostoyitch et Spiro Soldo.

En somme les notes du major Todorovitch (le temps ayant probablement manqué pour élaborer d'autres documents ¹) ne sont qu'une amorce. Comme les articles de Georges Nastitch ou du professeur Friedjung, elles fournissent à la justice un certain nombre de noms de personnes que le gouvernement désire faire disparaître. Ces notes prouvent que les personnes incriminées ont été de près ou de loin en rapport avec le major Todorovitch. Tout au plus pourrait-on accuser ces personnes du simple délit d'espionnage, mais c'est la haute trahison, c'est-à-dire la peine capitale que réclament les juges de Banialouka contre leurs cent cinquante-six accusés.

Pour arriver à ce but le stratagème employé n'est pas neuf. On fait du major Todorovitch un des principaux agents de la *Narodna Odbrana* (car il s'agit non seulement de prouver la culpabilité des accusés, mais il faut surtout mettre en relief les crimes des associations et du gouvernement ² serbes), on démontre ³ que cette *Narodna Odbrana* a des tendances panserbes et révolution-

¹ Voir dans le journal *La Serbie* du 21 mai 1916 le texte du dernier faux document daté de Belgrade 17 juin 1914 et la façon dont le prof. Lazare Markovitch prouve qu'il s'agit d'un faux notoire. Cet article a été reproduit dans la *Tribune de Genève* du 23 mai 1916 sous le titre : « C'était un faux document ».

² N'oublions pas que le procès de Banialouka a un double but. Il tend en premier lieu à prouver que le gouvernement austro-hongrois est innocent et que c'est la Serbie qui par ses agissements criminels en territoire étranger porte l'entière responsabilité d'avoir provoqué la guerre actuelle.

³ C'est le *Livre rouge* austro-hongrois qui est surtout proposé à la démonstration de cette proposition.

naires et qu'elle est affiliée à des associations yougoslaves telles que *Prosveta*, *Sokols*, *Pobratimstvos*, etc., qui acquièrent de ce fait le caractère d'instruments de propagande panserbe. Inutile d'ajouter que tous les accusés appartiennent à l'une ou l'autre de ces sociétés yougoslaves. Du seul fait d'être membre d'une de ces associations on est déclaré coupable du crime de haute trahison, car toutes ces sociétés, pourtant contrôlées et censurées par l'administration, ont actuellement acquis aux yeux du procureur général un caractère révolutionnaire. Tel est le mécanisme de l'accusation.

Il nous suffira, pour faire ressortir la valeur des arguments accumulés dans l'acte d'accusation, de citer, d'après le journal semi-officiel et serbophobe « *Hrvatski Dnevnik* », de Saraïevo, le passage suivant qui concerne les principaux accusés.

« Vasilj Grdjitch, Simo Mirkovitch et le docteur Vlado Corovitch sont accusés (le premier en sa qualité de secrétaire et fonctionnaire principal de la société de *Prosveta* ainsi que de rédacteur du périodique *Prosveta*; le deuxième comme président et le troisième comme secrétaire de la société) d'avoir dirigé la *Prosveta* de manière à susciter, tant par la publication et la propagation de l'organe de la Société, que du calendrier « *Prosveta* » et d'autres livres et brochures, l'esprit de révolte parmi le peuple en attirant son attention sur les progrès, la liberté et les avantages que présentent les institutions politiques, civilisatrices et économiques du royaume de Serbie; comme aussi d'avoir favorisé et soutenu les organisations des *Sokols*, des *Pobratimstvos* et des commu-

nautés agricoles. » Comme nous l'avons fait remarquer, toutes les œuvres et publications de la *Prosveta* avait été soumises à la censure du procureur général qui n'y avait jamais rien trouvé de répréhensible, excepté peut-être le dernier calendrier « *Prosveta* » qui fut saisi; son rédacteur responsable, Rista Radoulovitch, dont nous avons longuement parlé, fut condamné à quatre mois de réclusion et mourut en prison.

L'accusation, on le voit, n'a plus rien de commun avec le carnet de notes du major Todorovitch, carnet qui constitue cependant la base unique du jugement, la seule preuve à conviction.

D'AUTRES « PREUVES A CONVICTION ».

Dans l'acte d'accusation, le procureur de l'Etat s'étend longuement sur le *Manifeste de François-Joseph à ses peuples* au moment de la déclaration de guerre à la Serbie, le *Livre rouge* austro-hongrois et une brochure serbe sur l'activité de la *Narodna Odbrana*, brochure dont le *Livre rouge* résume du reste les points importants et favorables à sa thèse (v. cet ouvrage: annexe II, p. 44 et suivantes). Afin d'éviter des redites nous n'insistons pas, à dessein, sur l'acte d'accusation dont les termes se retrouvent dans le jugement dont nous donnerons *in extenso* la traduction. A l'occasion des débats nous verrons ce qui ne se trouve pas dans cette pièce.

Le *Manifeste* n'a en soi aucune valeur scientifique; il se borne à énumérer certains faits inculpant la Serbie,

tandis que le *Livre rouge* qui relate les mêmes faits s'attache à en démontrer l'authenticité. C'est pourquoi nous n'insisterons que sur cette dernière pièce.

Par définition les livres de toutes couleurs des diverses diplomaties belligérantes sont des ouvrages tendancieux, où le souci de la vérité et l'exposé objectif et impartial de *tous* les faits a bien souvent été la dernière des préoccupations de leurs auteurs. Si les livres des diplomaties de l'Entente ont, semble-t-il, dit toute la vérité parce qu'ayant le bon droit de leur côté, elles n'ont rien à cacher; à nulle publication notre remarque ne s'applique mieux qu'au *Livre rouge* austro-hongrois. Nous en recommandons vivement la lecture à ceux que l'histoire de la guerre intéresse. Ce serait sortir du cadre de ce travail que d'essayer de relever toutes les exagérations, les puérilités, les omissions volontaires, les altérations de la vérité que contient le *Livre rouge*. Il est vrai qu'il fallait faire à mauvais jeu bonne figure et que ses auteurs ont dû suer sang et eau pour échafauder un édifice pas trop branlant. Mais la diplomatie austro-hongroise est « modern style », elle fait fi du « qu'en dira-t-on » et la seule chose qui lui importait c'était de prouver son bon droit aux publics german et magyar. Le *Livre rouge* n'a pas, croyons-nous, la prétention de vouloir justifier les actes de la Monarchie devant un tribunal impartial et neutre, l'opinion suisse par exemple.

Un grave reproche qu'on peut faire au *Livre rouge* (et au *Livre blanc* allemand) c'est son unilatéralité. On y donne force dépêches échangées entre Vienne, Belgrade, Paris, Londres et Pétersbourg, mais de toute la

correspondance entre les chancelleries de Vienne et de Berlin, pas un mot. Si ces échanges de vues n'avaient rien de compromettant pour la thèse des Empires centraux, pourquoi les a-t-on soustraits à l'intérêt des lecteurs ?

C'est un modèle d'inexactitude que cette phrase qui termine la dépêche du comte Berchtold au comte Mensdorff, ambassadeur à Londres (p. 83) : « La remise de la réponse à l'Envoyé I. et R. à Belgrade, qui, à ce qu'il paraît, a déjà été télégraphiée avant à Londres, n'a eu lieu qu'à six heures, et après la publication de la mobilisation ; du reste elle ne tenait aucun compte de nos demandes. » Peut-on dire que la réponse serbe à l'ultimatum autrichien, réponse où, pour éviter la guerre, la Serbie s'abaissait jusqu'à des concessions incompatibles avec l'honneur et la dignité d'un Etat indépendant, peut-on dire que cette réponse ne *tenait aucun compte* des demandes autrichiennes.

La remise de la réponse serbe n'a pas eu lieu à six heures, mais *avant* ¹ six heures. Ce fait a son importance car le délai de 48 heures (trouvé trop bref par toutes les chancelleries de l'Entente) exigé pour la réponse fut en réalité réduit à 24 heures à peine, M. Pachitch étant, lors de la remise de la note, à Zaïtchar, où il préparait sa campagne électorale et ne pouvant être de retour à Belgrade avant le lendemain 24 juillet. Par contre le

¹ « La note serbe m'a été remise deux minutes avant six heures du soir », télégraphiait le baron Giesl de Semlin le 25 juillet.

personnel de la légation austro-hongroise s'était préparé à partir avant la remise de la réponse serbe, de telle sorte qu'il put quitter Belgrade le soir même à 6 h. $\frac{3}{4}$, comme le prouvent aussi les deux télégrammes datés de Semlin et envoyés par le baron Giesl le 25 juillet. Enfin la mobilisation serbe, décrétée trois heures avant l'expiration du délai exigé pour la réponse serbe, n'était-elle pas, comme les préparatifs de départ du baron Giesl, une simple mesure de précaution ? La Suisse n'agit-elle pas de la même façon quelques jours plus tard, et cela sans aucune intention belliqueuse !

Les diplomates autrichiens déforment certains faits d'histoire serbe de façon tendancieuse. Ainsi le chevalier de Storck écrivait : « On a fêté Miloch Obilitch, le patriote serbe qui, avec l'aide de deux compagnons a *assassiné*, en 1389, le sultan victorieux Mourad. » En réalité il s'agissait de la mémorable bataille de Kossovo qui mit aux prises les Serbes et les Turcs ; il ne fut donc pas question d'un *assassinat* puisque le tzar serbe Lazare *succomba* aussi. Cependant cette mort au champ d'honneur est exploitée pour susciter la haine. On disait dans cette même épître : « Il paraît que les trois jeunes auteurs de l'attentat de Saraïevo, Princip, Tschabrinovitch et le troisième inconnu qui jeta la bombe ont eu en tête de renouveler le drame de Kossovopolyé ¹. »

D'accusations avec preuves concrètes le *Livre rouge* n'en fournit guère. Par contre, il est prolix en allégations de ce genre : « On raconte que » (p. 7), choses

¹ Le champ de Kossovo.

vues « par des personnes dignes de foi » (p. 8), « je prie de me dispenser de produire des preuves », « je pose comme axiome connu que la politique serbe... » (p. 10); il reconnaît aussi posséder des « informations confidentielles *difficilement contrôlables* quant aux faits qui se passent dans les réunions de la Narodna Odbrana » (p. 33); il n'hésite pas non plus à accorder sa confiance à des racontars d'individus louches comme nous le verrons par la suite. (v. annexes V et VI à propos de Trifko Krstanovitch et Yovo Yaglichitch.) N'insistons pas.

LES JUGES.

Devant quel tribunal comparurent les accusés ?

En Bosnie-Herzégovine l'indépendance du pouvoir judiciaire n'existe pas. Un juge n'a aucune garantie que l'exécution consciencieuse de sa tâche n'entraînera pas sa destitution car il est sous les ordres de l'autorité administrative. Il est donc clair que dans de telles circonstances, il ne peut être question d'indépendance des juges. Un tel juge est un fonctionnaire tenu d'exécuter scrupuleusement les ordres de l'Etat, mais qui doit museler sa conscience d'honnête homme, sa clairvoyance et son esprit de justice toutes les fois que ceux-ci sont en désaccord avec les instructions reçues d'en haut. Pointilleux, ergoteur, inventif, intransigeant, ce personnage à transformations peut en un instant se muer en sourd et en âne bêté. Plus à plaindre qu'à blâmer ces

malheureux juges sont comme des soldats forcés par la consigne d'exécuter un ordre que leur conscience réprouve.

En temps normal les crimes de droit commun sont jugés par le *Sénat*, tribunal composé de trois juges et de deux citoyens. D'après le § 7 de la Constitution chacun a le droit de demander à être jugé par ses juges naturels. Actuellement, et pour ce procès, les juges furent nommés par le pouvoir administratif. Nous savons que parmi eux siège le conseiller Hofmann-Mayer, un homme dont le professeur à l'Université de Vienne, le comte Adalbert Scheck, ancien chef du département de la justice en Bosnie, a dit qu'« il est moins juge que prisonnier lui-même », et qui doit sa brillante carrière à son zèle dans les procès de haute trahison.

Le tribunal était composé de juges allemands, à savoir : Koloman von Milletz, Hofmann-Mayer et Anstion ; tandis que l'Etat était représenté par les procureurs Koenig et Pinter, également allemands. Des Serbes furent donc, dans une affaire politique en pays slave, alors qu'entre Allemands et Slaves la guerre fait rage, livrés à des accusateurs et à des magistrats appartenant à une nation ennemie.

Dans l'interrogatoire des accusés ce sont toujours les mêmes questions : sont-ils membres de quelque société serbe ? ont-ils collaboré ou sont-ils abonnés à quelque journal serbe ? sont-ils des Serbes « nationalistes » ? sont-ils jamais allés en Serbie, y ont-ils des connaissances, etc. ?

Les débats.

LE SERVICE DE RECONNAISSANCE MILITAIRE SERBE.

Nous ne parlerons, cela va sans dire, que des prévenus le plus gravement accusés et des plus en vue, autrement ce serait un volume que nous devrions écrire sur les débats. Voyons tout d'abord les inculpés appartenant au premier groupe, c'est-à-dire ceux qui auraient fourni au major Todorovitch des renseignements sur la situation militaire en Bosnie.

L'instituteur *Kosta Ghniatitch*, — qui figure au dossier comme l'accusé le plus chargé par les papiers du major serbe, où il serait mentionné le plus fréquemment, — ne même connaître les personnes de Serbie avec lesquelles il est mis en relation par l'acte d'accusation. Il déclare avoir toujours cru que la *Défense Nationale* avait un caractère purement éducatif.

Le prêtre *Mathias Popovitch* prouve son alibi dans plusieurs occasions où il aurait dû avoir des conférences avec Todorovitch. Du reste le « protocole du travail » (*Delovodni Protokol*) est écrit d'une manière vague et contient nombre d'indications absolument fausses. Les noms des confidents par exemple n'y sont écrits qu'avec leurs initiales, de sorte que le juge d'instruction s'adressant au prévenu lui demanda d'abord s'il s'appelait Mathias Petkovitch, Mathias Pavlovitch ou Mathias

Popovitch. L'audition de l'inculpé se termina par ce curieux dialogue :

Président : Avez-vous connu F. Popovitch ? — *Accusé* : Oui. — *Prés.* : Vous avez dit une fois qu'il était un homme de bien. — *Acc.* : Ça se peut, je ne m'en souviens plus. — *Prés.* : Savez-vous ce que cela veut dire : « un homme de bien » ? — *Acc.* : Je n'ignore certainement pas ce que nous autres entendons par cette expression. — *Prés.* : Eh bien, ça veut dire « un membre de la *Défense Nationale* ».

Vasilj Roundo, docteur en droit, compromis par une relation du major Todorovitch à la *Narodna Odbrana* en date du 15 décembre 1912, arrive à prouver avec une grande précision que ce document est apocryphe parce que, 1° ce document représente la seule relation du major à cette association, ce qui est d'autant plus étonnant que K. Todorovitch n'a fait de rapport à personne sinon à ses supérieurs, soit au commandement militaire. Pourquoi informerait-il cette fois la *Défense Nationale* à laquelle du reste il n'est nullement subordonné ? 2° Les indications qu'il est sensé donner à la *Narodna Odbrana* dans sa relation sont des choses parfaitement connues de cette société. On trouverait même plus naturel que ce soit la *Défense Nationale* qui lui fournît ces indications-là. 3° Les termes du document manquent absolument de précision. Ainsi il confond l'expression « *homme de confiance* », qui dans les papiers du major se rapporte toujours à des choses militaires, avec celle de « *membre* », qui dans toutes les autres pièces qualifie des membres de la *Narodna Odbrana*

ou d'autres organisations. Comment expliquer cette soudaine négligence du major ? 4° Au point de vue de la langue, ce document n'a pas le style qu'on trouve d'ordinaire dans les notes Todorovitch. Le prévenu démontre qu'il contient maintes tournures de phrases et de si grossières fautes grammaticales qu'elles feraient rougir un collégien.

Le Dr *Rista Yérémitch*, médecin, connu comme protecteur des lettres et des jeunes étudiants serbes de Bosnie, mais s'étant toujours tenu à l'écart des choses politiques, est accusé : 1° d'avoir donné une bourse à l'étudiant Ostoyitch qui se trouve également sur le banc des prévenus ; 2° d'avoir eu une entrevue avec le major Todorovitch aux bains de Koviliatcha en Serbie, et enfin 3° du fait que son enfant, un garçonnet, auquel un employé avait demandé s'il savait qui était son empereur, n'avait pas répondu « François-Joseph I^{er} », mais plutôt « le roi Pierre ».

Le Dr Yérémitch prouve qu'il n'a été aux bains de Koviliatcha que pour mieux en étudier l'aménagement, ayant eu à cette époque, comme tout le monde le sait, l'intention de créer une semblable station balnéaire à Touzla où il habitait. Quant à la *Défense Nationale* il allègue ce qui suit : Après avoir lu les accusations que lançaient contre cette association les journaux viennois il publia dans le *Narod*, journal serbe de Bosnie, un article contre la *Défense Nationale*.

Dans sa défense le Dr *Yovo Simitch* met en avant cette constatation expresse du major serbe que le Dr Simitch n'appartenait pas à son organisation et que, le jour où

il était à Koviliatcha, le major Todorovitch n'a « rien fait ». Par conséquent, dit le prévenu, il m'est impossible de comprendre comment il peut dans un autre passage de ses écrits me compter parmi les membres de son organisation.

Dans ce groupe figurent encore d'autres accusés importants, tels M. *Tchédo Militch*, un des propagateurs des *Sokols* et des *Pobratimstvos*, et le sergent *Petar Bilbyia*. Le premier est accusé d'avoir mêlé à ses conférences de propagande pour les sociétés de tempérance des phrases révolutionnaires, mais surtout d'avoir eu une correspondance chiffrée avec Bilbiya et d'avoir fourni au major serbe des renseignements militaires.

*
* *
*

Le procès avait commencé le 3 novembre ; le 9 la lecture de l'acte d'accusation était terminée et commençaient les auditions du premier groupe de prévenus. Ces auditions durèrent un mois.

DÉFENSE DES ORGANISATIONS NATIONALES DE BOSNIE-HERZÉGOVINE

I. LA « PROSVETA ».

M. *Vasilj Grdjitch* commença le 10 décembre la série des auditions du groupe de ceux qui avaient été accusés

en qualité de membres dirigeants des associations serbes de Bosnie-Herzégovine. On le sait, M. Grdjitch est député à la diète de Bosnie et secrétaire général de la société *Prosveta*. Son nom figurait en tête de la liste des prévenus comme celui du « leader et protecteur du mouvement criminel tout entier. » Aussi son plaidoyer de trois jours pour *Prosveta* marque non seulement la phase la plus intéressante du procès, mais encore l'apogée de celui-ci. Ce fut le point culminant d'une véritable bataille nationale, livrée par le groupe des premiers protagonistes de l'œuvre nationale serbe en Bosnie-Herzégovine au cours de la dernière décade.

A chacune de ses victimes le procureur avait trouvé de petits « crimes » individuels, à part leur activité so-disant coupable dans les organisations serbes. Mais ce furent ces organisations, non pas eux-mêmes, que les prévenus étaient, avant tout, soucieux de défendre...

« J'ai travaillé pour la *Prosveta* de toutes mes forces, dit Vasilj Grdjitch, parce que cela m'était dicté par mon devoir patriotique et mon amour pour le peuple. »

On l'accuse de n'avoir été qu'une succursale en Bosnie de la *Narodna Odbrana*, dont elle aurait copié l'organisation intérieure. Mais la différence entre les deux sociétés est énorme et se manifeste en ceci : *Prosveta* soutient un internat d'élèves, la *Défense Nationale*, pas ; *Prosveta* soutient des apprentis, la *Défense Nationale*, pas ; *Prosveta* fonde des bibliothèques publiques, la *Défense Nationale*, pas ; *Prosveta* subventionne des écoles autonomes serbes, la *Défense Nationale*, pas ; *Prosveta* publie son almanach et son organe officiel, la *Défense Nationale*,

pas. Si *Prosveta* n'avait été qu'une succursale de la *Défense Nationale*, son activité correspondrait, au moins à un point de vue, avec celle de la *Défense Nationale*. Comment, du reste, l'activité de *Prosveta* pourrait-elle consister en agissements subversifs étant donné que cette société n'était presque gérée que par des hommes qui, en même temps, étaient des fonctionnaires du gouvernement ? (*Président* : On en a accusé quelques-uns. — *Prévenu* : Rien que deux...) Le baron Pitner (en qualité de chef du gouvernement de Bosnie) avait même proposé à Sa Majesté d'accorder à *Prosveta* une récompense pour encourager son activité... Je suis sûr qu'on continuerait à avoir confiance en cette société si nous vivions dans d'autres temps. Laissez-la donc agir et se développer... »

M. Grdjitch passe, ensuite, à sa défense personnelle. On l'accuse d'avoir prononcé des discours révolutionnaires dans les tournées de conférences qu'il fit en 1913 pour *Prosveta*. Il se défend en disant que pendant les quatre-vingt-dix jours que dura cette période de propagande il a tenu soixante et onze assemblées, dans différents endroits de Bosnie, et que partout il a fait la même conférence, dont le texte avait été préalablement soumis aux autorités locales et approuvé par elles. Dans une tournée si rapide, dit le prévenu, où le trajet d'une ville à l'autre était parfois d'une centaine de kilomètres à parcourir en voiture, je n'aurais même pas eu le temps d'agir autrement. Des commissaires officiels ont partout assisté à mes conférences et ce ne fut qu'une seule fois que j'ai eu un conflit avec eux. Le tribunal a reçu sur ma con-

duite quarante certificats des autorités politiques de Bosnie-Herzégovine et, d'une manière assez curieuse, l'acte d'accusation n'a égard qu'à deux de ceux-ci, qui me sont défavorables, et néglige les trente-huit autres, qui me sont favorables. Pourquoi croit-on plus à ces deux-là qu'aux trente-huit autres ?

L'accusé prouve ensuite que même ces deux certificats ont été dictés par une rancune personnelle et conclut en disant : « D'ailleurs je tiens à déclarer d'une manière générale que les certificats fournis sur moi par les autorités politiques auraient été tout à fait différents dans d'autres circonstances politiques... Le haut tribunal prononcera la sentence et moi je l'attends tranquillement. Mais après qu'on m'aura jugé, peut-être dira-t-on : *Nihil male fecit, sed ratio rei publicae expostulavit*. Cependant, je crois bien que nous n'en sommes plus au temps du despote Georges ¹. »

L'organe clérical et extrêmement serbophobe de Sarräevo, auquel nous empruntons nos citations, fait suivre la défense de M. Grdjitch, du commentaire suivant :

« Ce fut par les paroles que nous venons de citer que se termina ce plaidoyer qui dura pendant onze heures, soit trois jours d'audience. Déjà vers la fin de la troisième heure, la voix de l'accusé commençait à faire défaut, et à la fin de la cinquième sa figure prenait déjà une couleur rougeâtre foncée, tandis que ses yeux bril-

¹ Il s'agit du dernier prince de l'ancien Etat serbe. Les Autrichiens l'ont tenu pendant vingt ans en prison, soit jusqu'à sa mort, tout en se servant en même temps de l'armée serbe dont il était le chef, et tout en promettant au peuple serbe l'indépendance et le rétablissement de sa dynastie.

laient comme deux points de feu. On ne peut s'empêcher d'avouer que le plaidoyer de Vasilij Grdjitch aurait exercé une influence considérable s'il eut été adressé à une Cour d'assise ».

Ensuite le Dr *Vladimir Tchorovitch* plaida la cause de *Prosveta* pendant deux jours. Il exposa avant tout la difficulté, sinon l'impossibilité, d'une défense, créée aux prévenus par les trois facteurs suivants :

« 1° L'acte d'accusation base ses conclusions sur de simples suppositions et donne légèrement aux faits incriminés des noms dont il ne considère pas toute la portée. Il allègue par exemple que *Prosveta* a détesté tout ce qui était autrichien, tandis que ce fut précisément en Autriche qu'elle a pris la moitié de ses idées et que la plupart de nos intellectuels y avaient fait leurs études.

« 2° La tragédie de Saraïevo a engendré chez nous de puissants courants antiserbes, de sorte qu'on juge toutes nos actions avec plus de sévérité et même avec une méfiance prononcée. L'acte d'accusation nous accuse, par exemple, d'avoir été au service de la *Narodna Odbrana* en demandant chez nous la langue « serbe », la religion « serbe », le drapeau « serbe ». C'est faux, parce qu'en réalité nous n'avons lutté que pour la dénomination de notre langue comme suit : « serbe ou croate » ou bien « croate ou serbe », au lieu du faux terme officiel de « bosniaque » ; ensuite, nous n'avons jamais qualifié notre religion de « serbe », mais toujours de « serbe-orthodoxe », au lieu de « grecque-orientale » ; et enfin nous n'avons jamais demandé l'étendard « serbe », que personne n'a jamais défendu en Bosnie-Herzégovine.

« 3° Ce qui est cependant le plus grave c'est qu'on a, pour ainsi dire, condamné la « *Prosveta* » avant qu'elle n'ait été jugée.

« On a liquidé cette société par un simple arrêté du pouvoir administratif et on en a confisqué tous les biens. J'ai peur que cela ne constitue un préjugé fatal pour ce haut tribunal.

« Malgré toutes ces difficultés, je veux croire en la justice du tribunal et défendre la société et moi-même.

« Pour prouver la soi-disant complicité de la *Prosveta* l'acte d'accusation affirme que l'organisation de cette société ressemble à celle de la *Défense Nationale*. Même si c'était vrai, cela ne chargerait nullement la *Prosveta*, vu que l'organisation de cette dernière date de 1902, tandis que la *Défense Nationale* ne fut fondée que six ans plus tard. L'acte d'accusation se rend coupable de la même négligence éclatante en prétendant que la quête organisée par la *Prosveta* le 15-28 juin, jour de St-Vital, le mémorable *Vidov-Dan* serbe, se faisait au bénéfice de *Narodna Odbrana*. Cependant, la fête publique de ce jour-là fut ordonnée en Bosnie déjà en 1889 et la collecte en 1909; en 1911 la *Prosveta* a quêté exclusivement pour amortir les frais de son bâtiment nouvellement construit, ce dont on trouvera, du reste, la preuve dans les actes de la Société. Le procureur général va jusqu'à incriminer l'idée même de la construction de ce bâtiment, où, selon lui, toutes les sociétés serbes de Bosnie auraient eu leur siège central, ce qui ressemblerait de nouveau à la fameuse *Narodna Odbrana*. Mais il est notoire que cette idée d'établir une *Maison Nationale* a été mise à l'ordre du jour par les Serbes de Bosnie dès

l'an 1891, lors de la discussion sur le monument à ériger à la mémoire du poète serbe Sîmo Miloutinovitch.

« Et quant à l'assertion que toutes les organisations serbes de Bosnie y trouveraient place, elle est tout simplement inexacte. Ainsi, pour ne citer que quelques associations serbes de Saraïevo : les *sociétés des Dames serbes, des Jeunes Négociants, des Ouvriers, des Imprimeries serbes, des Prêtres, des Instituteurs*, ainsi que la société *Sloga*, avaient leur siège ailleurs.

« Si ensuite le procureur général cite des livres prohibés en Bosnie-Herzégovine qui se trouveraient quand même dans les bibliothèques circulantes de la Société, il ne fait que fausser la vérité une fois de plus, vu que les livres incriminés n'ont jamais été prohibés; il s'agit de la deuxième édition de l'*Histoire serbe*, par Stanoyévitch, des drames *Sous le brouillard*, par Chantitch, et le *Blaireau*, par Kotchitch, qu'on a même joué trois fois à Saraïevo, et de la *Gazette officielle serbe de Belgrade*. Ce ne fut qu'en 1913 que la censure a confisqué, sur un ordre supérieur, une publication de la société, soit son *Almanach*, et cela deux mois après son apparition. Avant cette date, le comité de la *Prosveta* n'a donc eu aucun sujet de censurer les éditions de la société, dont seuls les rédacteurs sont responsables, d'après la loi.

« Comment le comité de la Société peut-il être accusé : 1° de ce dont les rédacteurs seuls sont responsables; 2° de ce que la censure officielle a toléré pendant des années sans aucune remarque; 3° après que le rédacteur de l'almanach confisqué a été puni et a trouvé la mort dans sa prison.

« L'accusé réfute enfin l'incrimination que la *Prosveta* s'était proposé de favoriser dans le pays le réveil de la conscience nationale serbe, ce qui constituerait une action subversive parce que, comme le dit l'accusation : « La conscience nationale éveillée entraîne la conscience de parenté avec les autres parties de la race et le désir de s'unir à celles-ci. » La conclusion du procureur est fausse, argue le prévenu, parce qu'en Suisse ou en Belgique, par exemple, la conscience d'une parenté ethnique avec les peuples d'au delà de la frontière n'a point comme conséquence des tendances à la réalisation d'une union politique. »

L'accusé se cite lui-même comme exemple :

On lui avait offert en Serbie une situation plus brillante que celle qu'il occupait en Bosnie, mais il a préféré rester au service de son pays natal.

Contrairement à tout ce qu'allègue l'acte d'accusation, la *Prosveta* a toujours été soucieuse de la loyauté de son œuvre et de la renommée dont elle jouissait. La preuve en est, par exemple, le procès que son comité a intenté en 1913 contre la rédaction de la *Bosnische Post* de Sarajëvo. Ce journal avait prétendu, à propos de l'almanach saisi, que la Société s'était rendue coupable, il y a déjà longtemps, d'une activité révolutionnaire. Mais devant le tribunal la rédaction du journal fut obligée de retirer ce qu'elle avait dit et de faire des excuses à la Société.

Enfin M. Tchorovitch passe à sa défense personnelle. Le procureur l'accuse d'avoir dirigé l'activité de la *Prosveta* dans un sens subversif. C'est là une accusation aussi maladroite que les autres, puisque le programme de la

Prosveta a été réorganisé et définitivement fixé en 1908, tandis que l'accusé n'est entré dans la Société qu'en 1910. Le président du tribunal lui présente ensuite la déposition d'un témoin, le professeur Krauss, de Vienne, qui prétend ce qui suit : Tchorovitch aurait introduit chez lui en 1904 son ami Kotchitch, et ces deux étudiants auraient été des agents serbes contre la Monarchie. Enfin, le professeur Dragomir, de Novi Sad, en Hongrie, devenu plus tard professeur à l'Université de Belgrade, lui aurait dit que c'était précisément en cette qualité d'homme de confiance qu'on a laissé M. Tchorovitch en Bosnie plutôt que de lui donner une place en Serbie. Le Dr Tchorovitch prouve qu'en 1904 son ami Kotchitch n'était plus du tout étudiant, mais qu'il se trouvait en Bosnie. Il ne pouvait donc pas se rendre chez M. Krauss. Quant au professeur Dragomir, il n'a jamais existé ; il y a un professeur, Jean Radonitch, de Novi Sad, qui est venu à l'Université de Belgrade. Le témoin même n'a fait sa déposition qu'à cause d'une rancune personnelle invétérée qui se rapporte à la condamnation de M. Krauss pour ses publications pornographiques et immorales, au sujet desquelles le tribunal avait demandé indirectement l'opinion de M. Tchorovitch.

2. LES SOKOLS ET LES POBRATIMSTVOS.

Le prévenu Dr Bessarovitch, en défendant le premier la cause des Sokols et des *Pobratimstvos*, disait entre autres :

« On accuse nos *Sokols* d'avoir été une succursale de l'organisation analogue en Serbie, « Douchan Silni ». Ce n'est pas vrai. Nous n'avons jamais eu d'autres liens avec les *Sokols* de Serbie que ceux que nous avons avec tous les autres. Considérez, du reste, que notre organisation en Bosnie, qu'on qualifie de succursale, compte plus de 40 sociétés et 3000 membres, tandis que celle de Serbie n'a que 30 sociétés et 2856 membres. On inculpe notre organisation d'embrasser aussi les sociétés analogues de nos compatriotes d'Amérique, sociétés qu'on qualifie de révolutionnaires; mais ce n'est pas vrai non plus, puisque l'organisation américaine s'est associée à celle de Serbie et non pas à la nôtre. Comme preuve de notre liaison avec les *Sokols* de Serbie, on cite encore une assemblée de ces derniers à Kragouyévatz, en 1914, où nos *Sokols* auraient été représentés par un envoyé spécial, M. Atanassiya Chola. Ce monsieur ne se trouvait à cette époque que par hasard à Kragouyévatz, de plus il n'assista à l'assemblée des *Sokols* serbes qu'en qualité d'hôte. On verra mieux comment nous y étions représentés en consultant la note du compte rendu de cette séance; elle porte qu'en Bosnie il y avait 13 sociétés de *Sokols*, tandis qu'il y en a, comme je l'ai dit, 40. Autre contradiction flagrante de l'acte d'accusation : Le procureur inculpe M. Chola d'avoir expliqué le livre révolutionnaire de Belgrade, « Tchetnik », dans l'assemblée de nos *Sokols* le 29 janvier 1912, tandis que ce livre ne parut qu'au mois de mai de la même année.

Les *Sokols* n'avaient chez nous d'autre but que la régénération morale et physique du peuple. Comme

preuve que la politique n'entrait pas dans leur programme, je rappellerai la discussion des délégués de toutes les organisations de *Sokols* slaves en 1911, qui excluait expressément la politique de l'activité des *Sokols*. Le procureur affirme que nos *Sokols* tentaient de devenir une armée en s'entraînant aux exercices militaires. Ce fut cependant le commandement même du XV^e corps, à Saraïevo, qui nous offrit les moyens de nous exercer au tir, mais nous avons décliné cette proposition précisément parce que nous ne voulions pas mêler notre programme avec celui du militaire.

On nous accuse d'avoir fait, au point de vue de l'hygiène, des statistiques correspondant à celles de la *Narodna Odbrana*, mais nous avons commencé à les faire avant l'apparition de la brochure exposant le programme de la *Narodna Odbrana*, qu'invoque le procureur. L'organisation de nos *Sokols* en Bosnie n'était pas même exclusivement serbe, ainsi que le dit expressément le paragraphe 4 de nos statuts.

Il est intéressant de citer l'opinion et l'estime du gouvernement lui-même pour nos *Sokols*. Son mémoire adressé le 24 septembre 1913 à la direction du Collège à Mostar, permettait aux élèves de faire partie des *Sokols* et portait la mention suivante : « Appréciant la tâche généreuse de ces sociétés qui s'efforcent de développer physiquement leurs membres et de contribuer de ce fait à l'éducation hygiénique et morale de toute la nation, le haut gouvernement, etc. . . . »

Le Dr Bessarovitch défendit les *Sokols* pendant trois journées d'audience, du 16 au 19 décembre. La défense

fut reprise ensuite par le prévenu, *M. Stévan Yakoula*, directeur de l'académie commerciale de Saraïevo et chef des promoteurs des *Sokols* en Bosnie. L'action des *Sokols* est un livre ouvert que le gouvernement a eu le temps de feuilleter, dit-il. On a dissout notre organisation déjà en 1913, lors de la liquidation générale des sociétés serbes en Bosnie-Herzégovine, et ce ne fut qu'en mars 1914 qu'on en permit le rétablissement. Pendant cette période, entre la liquidation et le rétablissement, toutes les archives des *Sokols* se trouvaient entre les mains du gouvernement. Si ce dernier y avait trouvé une seule chose à réprimander, il n'aurait sans doute pas manqué de le faire. Mais on ne trouva pourtant rien, et le rétablissement eut lieu sans aucun changement des statuts. Trois mois plus tard, on procéda néanmoins à cette dernière liquidation. Non pas que les *Sokols* fussent accusés d'être devenus coupables de haute trahison dans la période du mois de mars au 28 juin. C'est leur idée fondamentale et leur activité d'il y a quelques années qu'on incrimine actuellement, ce qui constitue la plus flagrante contradiction avec l'enquête minutieuse du gouvernement lui-même.

L'acte d'accusation allègue, il est vrai, que la major Todorovitch aurait noté quelque part que les *Sokols* et les *Pobratimstvos* étaient les meilleurs masques pour ses agissements subversifs. S'il en était ainsi, pourquoi le major ne se serait-il jamais adressé à l'un des principaux représentants de nos sociétés ? Lui qui n'oublie jamais de noter le moindre détail de son action, ne mentionne nulle part avoir fait ou même avoir cherché à faire la

connaissance d'un seul des hommes en question. Il n'est pas moins curieux que précisément dans la région limitrophe de Bosnie que le major indique comme étant son rayon d'action, il n'y ait eu que trois *Sokols* et pas une seule société de *Pobratimstvo*. On ne saurait guère comprendre cette pauvreté relativement excessive dans le rayon même du major dont l'activité a eu, à ce qu'on prétend, pendant trois années entières, tant d'ascendant et de succès.

On s'attaque surtout aux réunions et concours annuels de tous les *Sokols*, prétendant qu'ils servaient, à nos sociétés, de manifestations antidynastiques. Mais on oublie qu'il ne s'agissait pas seulement de réunions des *Sokols* serbes, mais bien de presque tous les *Sokols* slaves, soit ceux des Tchèques, des Bulgares, des Croates, des Slovènes, des Russes et des Ruthènes, la plupart appartenant à l'Autriche-Hongrie, où les réunions avaient presque toujours lieu. L'accusation s'ingénie à voir dans l'affiche d'une de ces réunions, affiche qui représentait le dragon tué par saint Georges, le symbole de l'Autriche-Hongrie attaquée par le chevalier « *sokol* » serbe libérateur. Ce dessin était cependant le produit de l'imagination d'un artiste qui n'était pas même serbe.

Un autre fait montrera le peu de logique des persécutions officielles des *Sokols* serbes. On vient de terminer en Croatie un procès analogue contre cinq représentants principaux des *Sokols* serbes. Mais chez nous, en Bosnie, on procède autrement ; on ne se borne plus à ne rendre responsables que les membres des comités. Je suis navré de voir devant ce haut tribunal toute une masse d'autres

membres de nos sociétés qui figurent, on ne sait pourquoi, dans l'acte d'accusation. »

L'on accuse M. Yakoula tout spécialement d'avoir composé pour les exercices des Sokols une terminologie de commandements qui serait identique à celle utilisée dans l'armée serbe, et l'on invoque comme preuve de ce fait une note d'un *Sokol*, datée de 1910.

L'accusé prouve 1°, qu'en libellant sa terminologie il n'a fait qu'adopter la terminologie des *Sokols* croates après en avoir corrigé quelques fautes de langue, et 2°, qu'il ne le fit, comme on sait, qu'en 1912, soit deux ans après la date du document invoqué contre lui.

C'est de cette même manière claire et franche que l'accusé réfuta quelques autres incriminations tendancieuses, comme par exemple d'avoir écrit à l'un de ses élèves une carte dans le dialecte littéraire serbe dont on se sert (surtout en Serbie, « ekavski »), ou bien d'avoir exercé une influence sur d'autres accusés. L'acte d'accusation n'oublie pas même que le prévenu avait fait dans sa jeunesse des poésies romantiques. Ce professeur au caractère doux, un des amis les plus dévoués de la jeunesse, un homme dont l'influence était éminemment pacifique et stimulatrice, qui fut le fondateur et l'âme des *Sokols* en Bosnie-Herzégovine, termina ainsi sa défense personnelle :

« J'ai pleine conscience messieurs les juges, de mon œuvre de professeur et d'éducateur ; je veux croire en l'impartialité du haut tribunal et je ne lui demande pas la grâce, mais la justice. *Fiat Justitia, pereat mundus.* »

Le lendemain, M. *Atanassiya Chola*, ancien député de

la diète de Saraïevo, continua la défense de la cause des *Sokols*. « Je m'étonne, dit-il, d'être parmi les accusés après la défense détaillée, sur quatre cents feuilles, que j'ai remise au juge d'instruction. J'ai été parmi les fondateurs du premier *Sokol* serbe en Bosnie, c'est vrai, mais je n'ai jamais mis de la politique dans cette institution ; au contraire, je n'ai pas tardé à quitter le poste de président de cette société quand je fus élu député. Dans mon activité politique je n'ai jamais eu de conflits avec le pouvoir, et quant à mon activité oppositionnelle à la Diète, ce n'est pas devant le tribunal mais seulement devant mon peuple que je suis obligé d'en répondre. »

« — Ce n'est pas en cette qualité qu'il faut vous défendre, interrompt le président, mais plutôt d'avoir dirigé l'activité des *Sokols* dans le sens de la *Narodna Odbrana*, à laquelle du reste vous avez servi aussi dans votre journal oppositionnel le *Narod*. » — *L'accusé* : « Ce n'était pas moi, mais le Dr Krouly et le Dr Malitch, qui éditèrent ce journal. » — *Président* : « Vous avez été membre de la société *Zora* ? » — *Accusé* : « Jamais. On confond cette société d'étudiants de Vienne et son organe avec la revue littéraire *Zora*, à Mostar, dont j'étais rédacteur et que personne n'a eu l'idée d'accuser. » — *Président* : « Vous vous êtes pourtant intéressé à l'activité de la jeunesse universitaire ? » — *Accusé* : « Je ne me suis préoccupé que de ce que faisaient des hommes mûrs ; je n'ai jamais beaucoup apprécié les actes de la jeunesse parce que, d'une manière générale, le peuple en profite très peu. » — *Président* : « Avez-vous lu les

journaux de Serbie? » — *Accusé* : « Quelques-uns, oui. » — *Président* : « Peut-être même ceux qui chez nous étaient défendus. »

3. LE MOUVEMENT DE LA JEUNESSE UNIVERSITAIRE YUGOSLAVE.

Aux audiences des représentants des *Sokols* succédèrent vers la fin du mois celles des étudiants. On les accuse de la même propagande que les *Sokols* et les *Pobratimstvos*, mais surtout d'avoir propagé l'idée d'un nouveau nationalisme yougoslave, préconisé dans des périodiques pour la jeunesse. Ce mouvement de la jeunesse, devenu très actif au cours de ces dernières années, repose sur le fait que les Serbes, les Croates et les Slovènes, divisés par des circonstances politiques extérieures, ne constituent que trois parties d'une seule entité ethnique et nationale. Le nationalisme yougoslave existe, en réalité, depuis des siècles, mais ses manifestations dans l'histoire, ont toujours été étouffées par les peuples voisins qui, pour leur sécurité, préféreraient voir les Yougoslaves désunis. Au XX^e siècle, enfin, la résurrection du nationalisme yougoslave, qui se manifesta surtout dans les rangs de la jeunesse, fut scellée de l'enthousiasme des frères perdus qui se retrouvent après de longues années de séparation.

Le danger politique extérieur contribua à augmenter l'ardeur des protagonistes de l'unité yougoslave.

L'association des trois petits peuples menacés dans

leur existence même s'imposait naturellement devant l'expansion croissante des Allemands, des Magyars et des Italiens.

Il est évident que ce mouvement, bien qu'il eut au fond un caractère civilisateur, ne pouvait pas échapper aux représailles des gouvernements autrichien et hongrois. Mais la lutte engagée était regardée comme une question nationale intérieure de la Monarchie, et ce n'est que depuis le début de la grande guerre que le principe même du nationalisme yougoslave fut accusé de haute trahison. On se mit à prétendre qu'il ne faisait que masquer une propagande étrangère émanant du petit royaume de Serbie, et ayant pour but le démembrement de l'Autriche-Hongrie.

Inutile d'expliquer ici toute la fausseté de cette qualification du nationalisme yougoslave, qui, tout au contraire, et comme c'est du reste fort naturel, avait le plus de protagonistes et d'adhérents dans les pays croates. Mais revenons au prétoire de Banialouka et écoutons la défense des représentants de la jeunesse accusée.

C'est *Georges Ostoyitch*, étudiant en médecine, qui plaide : « Les Allemands affirment que c'est leur *Kultur* qui les protège aussi bien que leur armée. Eh bien, nous autres Yougoslaves, nous nous trouvons au carrefour où s'entremêlent et s'entrechoquent les flots des puissantes cultures allemande et italienne, et notre flanc est exposé, à part cela, à la culture magyare. Donc nous sommes en danger, et notre nationalisme n'est pas chauvin. C'est de nos aïeux que nous avons hérité l'idée que les Serbes et les Croates forment, dans le sens

objectif du mot, une seule nation, et nous n'avons eu à notre tour que la tâche de donner à cette idée un contenu réel. Il est faux que cette idée provienne de Serbie¹ ; au contraire, c'est chez nous qu'elle a pris naissance et c'est nous qui avons voulu la réaliser. Nous avons voulu effacer la différence vide et formaliste qui subsistait entre les trois noms nationaux, et voilà pourquoi nous avons fusionné nos sociétés universitaires serbes, croates et slovènes à Prague dans une seule société, la « Yougoslavia ». On incrimine beaucoup d'articles publiés dans notre organe, *Zora*, dont je fus quelque temps le rédacteur. Mais quant à cela, je ne saurais invoquer de meilleur témoin de l'innocence des articles en question que la censure officielle de Zagreb, de Vienne et de Prague, à laquelle ils furent pendant trois ans régulièrement soumis et qui les a trouvés irréprochables.

« On m'accuse d'avoir, en 1911 et 1912, fait en Bosnie des conférences subversives sur la nécessité des *Sokols* et des *Pobratimstvos*. Je ne traitais cependant dans ces conférences la question des sociétés précitées qu'au point de vue hygiénique. Pour toutes ces conférences je ne me servais que de deux textes qui avaient partout été préalablement approuvés par les autorités locales et même recommandés à ces dernières par le chef du département. »

Président : « L'idée des *Sokols* et l'idée nationale, c'est la même chose, n'est-ce pas ? » — *Accusé* : « L'idée

¹ Voir *Livre rouge*, page 28.

des *Sokols* n'est qu'une partie de l'idée nationale, cette dernière évoluant à mesure que le peuple lui-même se développe. » — *Président* : « Est-ce que l'idée des *Sokols* renferme aussi celle de l'unité nationale. » — *Accusé* : « Le programme des *Sokols* n'a pour but que d'éveiller chez les membres la conscience nationale. » — *Président* : « Mais cette dernière ne doit-elle pas, par conséquent, arriver au désir que toute la nation soit réunie en un seul Etat ? »

— *Accusé* : « Non, car il n'y a aucun Etat qui soit purement national, de même, qu'il n'y a aucun peuple qui soit réuni en un seul Etat. »

Le prévenu conclut sa défense par cet appel caractéristique : « Des juristes de mes amis m'ont parlé de l'impartialité des tribunaux de Bosnie. J'espère, messieurs les juges, que vous aussi contribuerez à votre tour, dans ces importantes circonstances, à la renommée des tribunaux de Bosnie, bien que la juridiction dans notre pays ne soit pas encore indépendante d'après la loi. Il ne nous reste donc qu'à faire appel à votre conscience de juges, surtout dans cette catastrophe mondiale qui supprime chez les hommes le sens même de l'impartialité, et leur fait oublier les sentiments d'humanité et de justice. » Le président proteste contre cette mise en doute de l'impartialité du tribunal. C'est M. *Spiro Soldo*, étudiant en philosophie et président de la société d'étudiants *Zora*, qui a la parole.

Il défend lui aussi le caractère civilisateur du mouvement yougoslave propagé par la jeunesse et fait ressortir la nécessité de cette défense de la culture nationale

contre les poussées menaçantes des représentants de la « Mitteleuropa ». « Un congrès allemand, dit-il, a pris, par exemple, la résolution qu'il fallait effacer la nation tchèque au nom de la *Kultur*. C'était ensuite aussi au nom de cette *Kultur* qu'un savant allemand du renom de *Hæckel* propageait un nationalisme d'après lequel il fallait faire disparaître les Slaves des Balkans. Or, il est évident que non seulement une résistance devait être préparée chez nous, mais qu'il fallait d'une manière générale rassembler nos trésors ethniques éparpillés, en une entité commune pour montrer aux étrangers qu'il existe quand même une culture yougoslave et pour rectifier l'opinion que les Yougoslaves sont des ennemis de la civilisation. Il nous fallait être ensemble pour pouvoir représenter quelque chose aux yeux du monde, et voilà une raison de plus de nos efforts tendant à une concentration des Serbes, des Croates et des Slovènes. La Bosnie étant précisément le pays où les querelles des Serbes et des Croates continuaient à subsister, je m'étais proposé d'y agir dans le sens d'une réconciliation et d'une activité féconde. D'ailleurs le mouvement yougoslave n'est point du tout une chose nouvelle ; mais plutôt un vieux courant d'idées popularisées surtout par des nationalistes croates comme Gaï et Strossmayer.

« L'acte d'accusation me charge aussi du fait que mon nom se trouverait dans la liste des membres de la *Narodna Odbrana* en Herzégovine. (Un étudiant d'Herzégovine aurait fourni au major cette liste dont la copie se trouve maintenant dans les papiers de ce dernier.) Il est curieux cependant que le major ne mentionne nulle

autre part dans ses carnets les hommes cités dans la liste et ne les compte nulle part comme membres. Pourquoi ne l'aurait-il pas fait, si la liste en question avait été authentique et digne de confiance ? »

Il est nécessaire de faire ressortir encore les plaidoyers de deux autres étudiants serbes de Bosnie-Herzégovine, M. *Lioubomir Miyatovitch*, un des promoteurs principaux du nationalisme yougoslave et des sociétés *Sokol* et *Pobratimstvo* parmi la jeunesse, a défendu lui aussi la cause de ces derniers. Malheureusement le journal de Saraïevo, auquel nous empruntons nos résumés, ne donne point de détails sur ce plaidoyer. L'étudiant *Voukachine Babounovitch* termina sa défense par cette phrase hardie : « On ne se sert plus du fouet dans la pédagogie moderne, mais il n'est pas sûr que votre sentence ne pourra se passer du § 3 pour étouffer le nationalisme. » (Ce paragraphe du code pénal se rapporte à la peine de mort par pendaison.)

— *Le procureur général* : « C'est le seul moyen de vous refréner ! »

Le même jour plaidait le prévenu *Bochko Zetchévitch*, professeur au collège à Mostar, en qualité de directeur d'un pensionnat de collégiens serbes dont les élèves auraient, selon l'accusation, fomenté de longs troubles dans les écoles secondaires du pays.

LES DÉPOSITIONS DES TÉMOINS.

Ainsi se terminèrent, le 3 janvier, les auditions des prévenus, et l'on procéda le même jour à celles des témoins,

ce qui dura deux mois entiers, ceux de janvier et de février.

Les résultats de ce troisième acte du drame tragique de Banialouka furent encore plus favorables à la cause des prévenus que ceux de leur défense personnelle, que nous venons de voir. Car les dépositions des témoins ne sont pas remarquables seulement du fait que, d'une manière générale, elles ne confirment point du tout les assertions de l'acte d'accusation, mais elles sont uniques en ce qu'elles nous présentent la curieuse manière dont tout cet appareil d'incriminations a été arrangé.

Parmi les dépositions de quarante-six témoins que nous avons trouvées sur les numéros du *Journal de Saraïevo*, il n'y en a pas une seule qui ne soit en même temps digne de foi et favorable à l'acte d'accusation. Tout d'abord la plupart des témoins sont des fonctionnaires ou tout simplement des agents de la police de Bosnie. Sur quarante-six témoins il y en a la moitié, vingt-trois, qui sont ouvertement au service du gouvernement, soit trois mouchards de la police avérés, qui ont déjà antérieurement été punis pour des actes d'espionnage par les tribunaux de Bosnie, ensuite un prévenu dans le même procès auquel le procureur général a acheté son témoignage en retirant l'accusation contre lui, et dix-neuf fonctionnaires dont la plupart sont des gendarmes.

Il ne resterait donc que vingt-trois de ceux pour lesquels le *Journal de Saraïevo* ne cite pas expressément le caractère officiel, et d'après le détail des dépositions de ces derniers on peut supposer sans trop courir de risques

que, même parmi eux, au moins la moitié sont des hommes de confiance plus ou moins secrets de la police. Voici le caractère et la valeur générale des témoignages.

Examinons-en d'abord le premier groupe.

L'audition du tout premier témoin fut un cas tout à fait curieux. En annonçant le début de cette troisième phase du procès le président du tribunal appela à haute voix un nommé *Obro Golitch*. Un bruit de stupéfaction se fit entendre dans les rangs des accusés et parmi les défenseurs. Car cet *Obro Golitch* figurait jusqu'alors comme un des prévenus pour lequel le procureur général avait proposé, comme pour tous les autres, la peine de mort par pendaison. Le premier défenseur, le D^r Dimovitch, se lève et proteste contre cette audition inattendue d'un inculpé en qualité de témoin¹.

« Cette chose inouïe nous a surpris, nous autres défenseurs, dit-il, d'autant plus qu'on nous l'a cachée jusqu'alors. » Le président répond que le juge d'instruction, sur la proposition du procureur général, a retiré son accusation contre le prévenu *Obro Golitch* et que par conséquent il peut être admis comme témoin. « Donnez-nous le jugement formel du tribunal à ce sujet, continue le défenseur. » « Point de jugement formel reprend sèche-ment le président. Le président du tribunal ayant ordonné cette audition en vertu de son pouvoir

¹ C'est en effet une illégalité flagrante puisque le § 159 du Code de procédure pénale dit expressément qu'on ne peut entendre comme témoin une personne au sujet de qui existe le moindre doute qu'elle ait pu commettre le crime pour lequel elle serait requise en qualité de témoin.

discrétionnaire le tribunal n'en peut prononcer aucun jugement. »

La chose est donc par trop claire. Le procureur général se sentant faible au point de vue des témoins a cherché à s'en procurer quelques-uns parmi les prévenus, et un pauvre homme a consenti à acheter sa vie moyennant un témoignage dicté. Il charge le prêtre Mathias Popovitch et deux autres prévenus, en déposant qu'ils l'auraient mené à Losnitza, en Serbie, où le major Todorovitch, un revolver à la main, l'aurait forcé à s'inscrire dans la liste des membres de la *Narodna Odbrana*. Ensuite dans la prison même le prêtre lui aurait recommandé par un billet de ne rien avouer. Ce dernier proteste naturellement contre cette déposition vague et essaye d'en prouver la fausseté.

Le témoin *Trifko Krstanovitch*, à ce qu'il dit, a eu la même malchance de devenir membre de la *Narodna Odbrana* par force, et même de lui servir pendant quatre ans. (Le témoin ayant été fait prisonnier sur le front italien, on lit ici la déposition qu'il fit au procès contre les assassins de l'archiduc.) Lors des troubles de l'annexion, il aurait passé en Serbie en 1908 « afin d'y trouver un meilleur avenir ». Au bout de trois semaines, après avoir assisté à différentes manifestations serbes, il voulait rentrer en Bosnie ; mais les agents serbes l'arrêtèrent à la sortie du consulat autrichien de Belgrade, le menèrent devant les autorités et l'on finit par le contraindre à s'enrôler comme comitadji serbe et à s'exercer dans la manipulation des explosifs. Le conflit avec l'Autriche-Hongrie une fois conjuré, Krstanovitch ne fut pourtant

pas licencié comme les autres volontaires. On l'envoya en qualité d'homme de confiance au général Yankovitch, président de la Narodna Odbrana. Sa tâche, dans cette société, allait jusqu'à des exécutions secrètes d'espions parmi les Serbes eux-mêmes. Ce ne fut enfin qu'après quatre années de servitude qu'il réussit à se sauver en Bosnie et à échapper à la malveillance des Serbes qui avaient commencé à mettre en doute sa loyauté. Les autorités de Bosnie ne lui infligèrent pour tout cela qu'une simple arrestation pour voyage illicite à l'étranger car il était parti sans passeport.

Ici, le témoin termine le récit de sa tournée curieuse et romantique. Mais un autre le continue, c'est M. Grdjitch, le premier prévenu. A son retour de Serbie, Krstanovitch offrit à M. Grdjitch de lui communiquer des choses très importantes de Serbie. Mais M. Grdjitch le renvoya, voyant que le délateur avait surtout besoin d'argent. Krstanovitch offrit ensuite ses services au rédacteur du journal serbe *Srpska Rielch*, mais avec le même insuccès. Alors il se rendit à la direction de l'organe tout à fait opposé à ce dernier, *Hrvatski Dnevnik*, où son offre échoua une fois de plus. Krstanovitch fit enfin la même proposition au gouvernement, dont le chef en ce temps-là était le baron Pittner. La malchance resta fidèle au témoin empressé. Le gouvernement lui fit savoir qu'il n'avait pas besoin de ses services.

Or ce même témoignage que le gouvernement lui-même avait rejeté il y a peu de temps, figure actuellement comme un des principaux documents de l'acte d'accusation.

Il y a dans sa déposition quelques détails trop curieux pour qu'on puisse en omettre la mention. Après quatre années de service en qualité d'homme de confiance dans la *Narodna Odbrana*, le témoin nous raconte, en contradiction flagrante avec l'acte d'accusation, que cette Société ne comptait en tout (y compris la Serbie) que vingt-trois membres, dont dix en Bosnie-Herzégovine, et que la société fut secrète même en Serbie. « Mais comment se fait-il que cette société secrète publie, en 1912, un livre sur son activité ? » lui demande le président embarrassé. Le témoin ne sait que dire. « Mais, dites-nous, continue le président, si la *Narodna Odbrana* a eu d'autre but en Bosnie que l'espionnage ? » « Je n'en sais rien, dit le témoin. Je ne connais qu'un service d'espionnage. » « Est-ce que vous connaissez les noms de quelques-uns des hommes de confiance de la *Narodna Odbrana* en Bosnie ? » demande le président. « Je ne connais personne, répond le témoin ¹. »

Quels sont donc les résultats positifs de ce témoignage ? Le témoin ne dénonce en effet que quatre sujets austro-hongrois, lesquels auraient été avec lui des volontaires serbes pendant la crise de l'annexion. A part cela, il ne parle que de l'activité de la première *Narodna Odbrana*, celle qui fut créée pendant la crise et dont tout le monde sait qu'elle a enrôlé des volontaires en vue d'un conflit avec l'Autriche-Hongrie, qui dans ce temps

¹ Il s'agit comme nous l'avons dit de la lecture de la déposition du témoin; le procès-verbal de cette audition avait déjà été fait pour le procès Princip le 19 juillet 1914 (v. *Livre rouge*, p. 54-56).

paraissait imminent. Le danger d'un conflit une fois conjuré, le témoin dit expressément que *les volontaires ont été licenciés*, et quant à l'activité ultérieure de la *Narodna Odbrana*, qui est ici d'une importance décisive, la déposition réfute, comme nous l'avons vu, l'acte d'accusation plutôt qu'elle ne le confirme.

Arrivons au troisième témoin mouchard, *Yovo Yaglititch*². Lui aussi aurait été engagé dans la *Narodna Odbrana* contre sa volonté, et cela par le membre Klaritch, qui lui aurait communiqué l'écriture chiffrée de la société ainsi que d'autres détails, compromettant surtout M. Grdjitch. Plus tard, on l'aurait surpris en flagrant délit et cité devant le tribunal, où il raconta tout ce qu'il débite maintenant. Nous nous contenterons à propos de ce témoignage de mentionner qu'il a causé en 1913 déjà un procès contre M. Grdjitch, procès qui cependant fut suspendu faute de preuves. Nous retrouvons donc presque le même cas que pour le témoin Krstanovitch : on fait état d'un témoignage qu'on avait préalablement déclaré sans valeur.

Dans ce que nous venons de citer consistent presque tous les résultats positifs des témoignages quelque peu favorables à la thèse du procureur général. Tous les autres parlent, plus ou moins directement, contre ce qu'il essaie de démontrer.

Écoutons encore deux témoins officiels : les chefs

² Nous ne pouvons reproduire cette déposition pour ne pas allonger, mais nous en recommandons vivement la lecture aux amateurs d'aventures romanesques. Elle se trouve consignée dans le *Livre rouge*, pages 59 à 61.

d'arrondissement de Vlassenitza et de Zvornik, voisin du rayon du major Todorovitch, MM. S. Peters et Z. Berger. Le premier commença sa déposition par une phrase qui dit tout : « J'ai été chef de l'arrondissement de Vlassenitza pendant deux ans, soit de 1910 à 1912 et pendant tout ce temps je n'ai pu observer aucun agissement. » Les autres indications du témoin concernant les prévenus ne sont pas moins édifiantes. Tout ce qu'il sait dire de suspect contre le prêtre Mathias Popovitch, par exemple, c'est qu'on a officiellement prévenu le témoin au début de son service que cet homme était dangereux. Les Serbes de Vlassenitza voulaient bâtir une église sur une colline, que dernièrement l'armée serbe a choisie comme position, ce qui éveille dans l'esprit du témoin le doute que le choix antérieur de cette colline pour y édifier l'église aurait bien pu avoir quelque arrière-pensée. D'un autre accusé il dit que sa maison se trouve à une distance de vingt pas des casernes militaires, et que par conséquent il a eu l'occasion de faire de l'espionnage. Ainsi parle un homme qui n'oublie pas de mentionner que les Serbes de Bosnie l'ont attaqué cent cinquante fois dans les journaux du pays, un homme qui a été le chef de l'arrondissement le plus exposé à la propagande serbe.

La déposition du chef d'arrondissement *Berger* ne diffère pas beaucoup de celle-ci : « On m'avait dit que sur le bord serbe de la Drina il y avait un canot caché ; je fis surveiller cet endroit mais je ne pus rien découvrir. Je soupçonnais aussi le nommé Danilo Atchimovitch, mais ces gens-là avaient une police mieux organisée que la

mienne ». Après cela le témoin se répand en racontars sur la façon dont il avait envoyé en Serbie un homme de confiance qui cependant ne resta pas discret.

Passons à l'autre groupe de témoins un peu plus libres. Ils réfutent ouvertement les affirmations du procureur et ils accusent hardiment les procédés par lesquels on leur a extorqué les dépositions précédentes. Écoutons par exemple le témoin *Rista Trifkovitch* : Un jour Milan Mandrapa (probablement un gendarme) vint vers moi et me dit : « Écoute, il faut que tu déposes quelque chose contre l'instituteur Tomovitch ; tu diras par exemple qu'il a crié « Vive le roi Pierre ! à bas l'Autriche ! » On me mena auprès du chef d'arrondissement et celui-ci s'écria : « Si tu ne parles pas tu nous le payeras cher ! » Alors, forcément, je racontai avoir été soi-disant à Stolz, y avoir rencontré l'instituteur devant l'église et lui avoir demandé pourquoi il y avait tant de drapeaux à la fête, ce à quoi il aurait répondu : « Après les étendards noirs du matin viendront les étendards blancs de l'après-midi. Vivent le roi Pierre et le roi Nicolas ! » Mais je déclare maintenant qu'en tout cela il n'y a pas un mot de vrai. Avant je parlais ainsi de peur d'être tué ; mais maintenant, devant le haut tribunal, je dis ce qui est vrai. »

Le procureur général demande alors au tribunal qu'on livre à la justice le témoin qu'il accuse d'avoir fait un faux témoignage.

Mais un autre témoin, *Nicolas Batinitch*, allègue de choses encore plus compromettantes :

« Haut tribunal ! Je raconterai toute l'histoire de ce

que vous me demandez ici. Quand notre glorieux Etat a déclaré la guerre à la Serbie, on m'interna. Deux ou trois jours plus tard, le lieutenant Chérif Kouzmitch vint chez moi et me commanda de lever haut les mains. Les soldats m'examinèrent et me lièrent les mains avec une corde. Un soldat me mena à la gare et après à Renovitza, où je restai huit jours. J'y étais très bien, parce que les soldats m'offraient de la bière et de la viande, mais ce fut mon malheur quand des soldats bosniaques vinrent remplacer ceux qui y étaient jusqu'alors. Le caporal Koukavitza se mit à me maltraiter, me fit lier et me traîna le long de la voie ferrée. Une nuit, que nous marchions à travers champs les soldats aperçurent devant nous quatre veaux. Ils crurent que c'était quelqu'un d'autre et commencèrent à tirer après m'avoir suspendu à une haie, où je restai crucifié pendant trois heures. Je croyais mes derniers moments venus. Mais un soldat eut pitié de moi et chuchota tout bas à mon oreille qu'ils n'osaient pas me tuer sans l'ordre du commandant. Les soldats continuèrent alors à me traîner d'un village à l'autre, afin de leur indiquer les endroits où le peuple aurait caché des armes. Cela me peinait beaucoup parce que les gens que nous examinions étaient de mes connaissances. Le caporal Koukavitza m'invita à deux reprises à lui indiquer les magasins cachés d'armes modernes, en me disant : « Tiens, Niko, les Serbes te dénoncent et te chargent très gravement. Voyons, ne sais-tu rien contre eux ? » Je lui répondais : non. Alors on me mena au village de Siétliné ; on ne cessait de m'escorter de soldats, baïonnette au

canon. Le soir le caporal vint me voir une fois de plus, me causa très longuement et ne cessa de me sommer de lui dire ce que je savais. Il fit apporter du vin qui me monta à la tête, puisque j'avais faim. Alors nous nous assîmes et il me dit : « Maintenant, nous allons faire le protocole. » Pendant que nous causions tous deux en fumant, un autre caporal écrivait... »

Le témoin continue encore à parler des mauvais traitements que la soldatesque infligeait à la population serbe de Bosnie et des menaces continuelles du caporal qui voulait le contraindre à lui faire de plus amples communications.

Le procureur général est hors de lui. Il accuse le témoin de faux témoignage parce qu'il ne dépose plus maintenant comme il avait déposé auparavant. Mais c'était inutile de terroriser ces pauvres gens ! Les autres témoins ne confirmèrent pas non plus l'acte d'accusation et le procureur en livra encore trois à la « justice », en prétendant qu'une nouvelle conspiration s'était formée parmi les prévenus et les témoins, dans le but de ne rien avouer. Le procureur général ne faisait du reste, par cette incrimination, que répéter ce que le président du tribunal avait tenu à réprimander à plusieurs reprises lors des auditions des prévenus.

Il nous resterait à mentionner le plaidoyer de l'expert militaire, le *colonel Sertitch*. Relevons les principaux points de ce plaidoyer :

Le major Todorovitch, qui a été tué pendant l'offensive serbe dans la région de Vlassenitza, était un homme des plus assidus et des plus consciencieux. Tout ce

qu'il dit est digne de foi. Les rapports qu'il a reçus de Bosnie étaient exacts et son service de renseignements « *a sérieusement entravé toutes nos opérations récentes* » (!) Il fait ressortir que l'organisation d'espionnage au profit de la Serbie n'a pas discontinué de fonctionner même pendant les années 1912 et 1913, soit dans le temps où l'état de siège était proclamé en Bosnie, ce qui charge les prévenus encore davantage.

Mais d'autre part, l'expert admet pleinement qu'aucun rapport confidentiel n'a été trouvé en original parmi les papiers du major. Mais surtout il démontre que, même dans ses notes, le major ne confondait jamais son propre service (de renseignement) avec celui de la *Narodna Odbrana*, distinction qu'on ne trouve cependant pas dans l'acte d'accusation.

Ainsi se termina le troisième acte de la tragédie de Banialouka. Le 2 mars en commença le quatrième, avec les plaidoyers finals du procureur général et de la défense.

A titre documentaire nous donnons la traduction littérale¹ du réquisitoire et de la sentence du procès de Banialouka.

RÉQUISITOIRE.

A

Vasilj Grdjitch, Kosta Ghniatitch, Matija Popovitch, Bochko Tschapritch, Gjorgje Dakitch, Simo Bégovitch,

¹ Nous prions le lecteur de ne pas nous en vouloir du caractère peu littéraire de cette traduction, dont le seul mérite réside dans sa scrupuleuse exactitude.

Nedeljko Zaritch, Petar Milochévitch, Tocho Béatovitch, Mihailo Savitch, sergent, Yovan Eritch, Yakov Eritch, Arsen Krstitch, Milan Yovanovitch, Bojo Radoulovitch, Drago Ourochévitch, Kosta Bojitch, Svétozar Zrnitch, Dimcho Djokanovitch, Aleksa Yakchitch, Matiya Miladinovitch, Lioubou Kovatchévitch, Danilo Atchimovitch, **Milan Petkovitch**, Djokan Djordjitch, Atanassiya Krstitch, Maksim Djourkovitch, Nikola Yovanovitch, Timotiya Savitch, Yovan Pérentchévitch, Djoko Nikolitch, Yovo Bandjour, Rayko Markovitch, Milan Maistorovitch, Djordje Douyanovitch, Djordje Mihaïlovitch, Tocha Stantschitch, Savo Tchoupovitch, Yosif Simitch, Atanassiyé Kosoritch, Nedeljko Voukadine, Kosta Kraichoumovitch, Dimitriyé Yevdjevitch, Vaso Kosoritch, Radivoïé Djouranovitch, Yovan Simitch, peintre, sont déclarés coupables d'avoir, dans l'intention de changer par la force les rapports et liens des provinces de Bosnie-Herzégovine avec la monarchie austro-hongroise, appartenu au cours des années 1911 à 1914 à l'organisation de la société révolutionnaire serbe *Narodna Odbrana* à Belgrade comme membres et émissaires pour la Bosnie-Herzégovine, en pleine connaissance des buts de cette société qui visait la réunion par force de la Bosnie-Herzégovine au royaume de Serbie et comptait réaliser cet objectif par le soulèvement de ces provinces à un moment propice, notamment en temps de guerre ; enfin d'avoir participé à cette entreprise de haute trahison comme suit :

1^o **Vasilj Grdjitch** par l'organisation d'une société révolutionnaire se tenant en rapport avec le siège central de la *Narodna Odbrana* à Belgrade, par des actes d'espion-

nage, par son activité comme secrétaire de la société *Prosveta*, dans l'intention de haute trahison ci-dessus mentionnée, et surtout par la propagation de l'organe de cette société, à savoir son almanach, puis des livres et brochures et par des conférences, en excitant à la révolte la population serbe orthodoxe de ces pays, propageant ainsi l'idée de l'union politique de toute la nation serbe et éveillant en elle le désir de réaliser cette union par la voie de la force.

2° **Kosta Ghniatitch, Matiya Popovitch**, Bochkó Tschapritch, Djordje Dakitch, Simo Bégovitch par l'entretien de relations avec quelques-uns des membres de la *Narodna Odbrana*, surtout avec le fonctionnaire royal serbe Kosta Todorovitch à Losnitza ; par espionnage et propagande pour ladite organisation révolutionnaire ; en servant d'intermédiaire entre K. Todorovitch et ses agents, commettant ainsi le crime de haute trahison, but de la *Narodna Odbrana*.

3° Nedeljko Zaritch, Petar Milochévitch, Mihailo Savitch, sergent, Tocho Béatovitch, Yovan et Yakov Eritch, Arsen Krstitch, Milan Yovanovitch, Bojo Radoulovitch, en intelligence et accord avec le fonctionnaire royal serbe à la frontière, Kosta Todorovitch, ont servi d'intermédiaires pour les communications écrites et orales entre les émissaires de la *Narodna Odbrana*.

4° Drago Ourochévitch, Dimcho Djokanovitch, Kosta Bojitch, Svétozar Zrnitch, Aleksa Yakchitch, Radivoïé-Djouranovitch, Yovan Simitch, Matiya Miladinovitch, Liubo Kovatchévitch, Danilo Atchimovitch, **Milan Petkovitch**, Djokan Djordjitch, Atanassiyé Krstitch,

Maksim Djourkovitch, Nikola Yovanovitch, Timotya Savitch, Yovan Pérentschévitch, Djoko Nikolitch, Yovo Bandjour, Rayko Markovitch, Milan Maistorovitch, Djordje Douyanovitch, Djordje Mihaïlovitch, Tocha Stantschitch, Sava Tchoupovitch, Yosif Simitch, Atanassiya Kosoritch, Nédeljko Voukadine, Kosta Krajchoumovitch, Dimitriyé Yevdjevitch et Vaso Kosoritch par leurs relations avec le capitaine Kosta Todorovitch et avec le commandant Mita Pavlovitch en faisant dans ce pays de la propagande pour l'organisation révolutionnaire serbe *Narodna Odbrana*, en servant d'intermédiaires, en agitant, et en faisant dans les dits pays de la propagande pour la création de corps volontaires, commettant ainsi le crime de haute trahison, but de la *Narodna Odbrana*.

B

Mirko Tomovitch, Branko Tchoubrilovitch, Stévan Nikolitch, Miloutine Yovanovitch, Simo Kovatchévitch, **Petar Bilbiya**, Bojidar Zétchévitch et Yefto Douthitch sont coupables d'avoir, avec l'intention révolutionnaire ci-dessus mentionnée, été affiliés au cours des années 1911 à 1914 à l'organisation révolutionnaire *Narodna Odbrana* en qualité de membres ou émissaires, conscients de son but et de sa tâche révolutionnaires.

Y ont pris part comme suit :

1^o Mirko Tomovitch par instigation, encouragement et séduction, ensuite par la voie de négociations et d'entente avec certains membres du comité de *Narodna*

Odbrana, particulièrement avec le capitaine serbe Kosta Todorovitch, et par l'espionnage prévu à l'art. 125 du C. P. En outre, il a propagé l'idée de l'unité politique de tous les peuples serbes, par des conférences dans les sociétés *Prosveta* et *Sokol* et dans des sociétés semblables en Serbie, lesquelles étaient rattachées à la section de gymnastique de *Narodna Odbrana*, préparant ainsi ces sociétés de Bosnie-Herzégovine à la lutte pour la résurrection de leur patrie, et réveillant par là la tendance à la réalisation par la force et avec le concours de l'armée serbe de l'unité politique de la Bosnie-Herzégovine et sa réunion au royaume de Serbie.

2° Branko Tchoubrilovitch, en fondant des sociétés de *Sokols* serbes, conscient de leur tâche révolutionnaire, et en ayant eu dans ces sociétés une action révolutionnaire.

3° Stévan Nikolitch, en étant membre de la société de *Sokol* serbe et en y ayant travaillé comme président, conscient de sa tâche révolutionnaire et de ses relations avec la *Narodna Odbrana*.

4° Miloutine Yovanovitch par espionnage et par son activité dans la même société serbe, conscient de son but révolutionnaire et de ses relations avec *Narodna Odbrana*.

5° Simo Kovatchévitch, Bojidar Zetchévitch, Yefto Doutschitch par leur travail dans les sociétés de *Sokol* et *Pobratimstvo*, conscients que l'objectif de ces sociétés est de soutenir la haute trahison, but de *Narodna Odbrana*.

6° **Petar Bilbiya**, par ses relations avec le capitaine serbe Kosta Todorovitch, auquel il servait d'espion, et parce qu'il a propagé l'idée de l'union politique des nations serbes en répandant les organes des *Sokols*, en

donnant des conférences dans les sociétés de *Sokol* et *Pobratimstvo* et en constituant partout des sociétés de ce genre. En éduquant les membres de ces sociétés suivant la discipline militaire et en les exerçant au tir en vue de la libération de la Bosnie-Herzégovine, éveillant ainsi chez ces membres la tendance de réaliser, avec le concours de l'armée serbe, l'unité politique de la Bosnie-Herzégovine et du royaume de Serbie, soutenant par là avec tous les accusés précédents le but révolutionnaire de *Narodna Odbrana*.

C

Andriya Ourochévitch, Rista Stéfanovitch, Yefto Yeftitch sont coupables d'avoir eu l'intention citée sous lettre A, et par leurs relations avec le capitaine Kosta Todorovitch, conscients du but révolutionnaire de la *Narodna Odbrana*, servi d'intermédiaires entre les membres de cette association et Kosta Todorovitch, et d'avoir aidé et protégé des espions, soutenant ainsi la tâche révolutionnaire de *Narodna Odbrana*.

D

Darinka Malitch est coupable d'avoir eu l'intention citée sous lettre A, consciente du but révolutionnaire de *Narodna Odbrana* et d'avoir prêté aide à des espions et servi d'intermédiaire entre Vladimir Malitch et l'agence d'espionnage de Boja Milanovitch, soutenant ainsi la tâche révolutionnaire de *Narodna Odbrana*.

E

1^o le Dr Voïslav Bessarovitch, 2^o Tschédo Militch sont coupables d'avoir, avec l'intention mentionnée sous lettre A, le premier comme chef d'une section de *Sokol* serbe en Bosnie-Herzégovine, le second comme inspecteur des sociétés *Sokol*, propagé l'idée de l'unité politique de tous les peuples serbes, par la diffusion des journaux des *Sokols*, par des conférences données dans les sociétés *Sokol* et *Pobratimstvo* et par l'organisation de telles sociétés qui étaient, par l'intermédiaire de sociétés semblables en Serbie, rattachées à la section de gymnastique de l'association *Narodna Odbrana*. Ensuite le premier a dirigé et administré les *Sokols* et le second leur a fait enseigner la discipline militaire et les a fait exercer en vue de devenir des combattants comme volontaires pour la résurrection de la Bosnie-Herzégovine et a réveillé en eux la tendance de réaliser, avec le concours de l'armée serbe, l'unité politique de la Bosnie-Herzégovine et du royaume de Serbie. Tschédo Militch, conscient du but révolutionnaire de *Narodna Odbrana*, a en outre fait des recherches en sa faveur, faisant tout cela dans l'intention de soutenir la tâche révolutionnaire de *Narodna Odbrana*.

F

Stévan Yakoula, Lioubou Miyatovitch, Yovan Popovitch, Dragoutine Dakitch, Atanassiyé Chola, Iliya Chakota, Miloch Djouran, Douchan Soubotitch, Douchan

Bogounovitch, Veljko Vouyasinovitch, Petar Bojitch, **Voukachine Babounovitch** sont coupables :

1° **Stévan Yakoula**, d'avoir, avec l'intention mentionnée sous lettre A, comme chef de la section de *Sokol* serbe à Saraïevo, agité, conscient que ces sociétés sont en liaison avec des sociétés semblables en Serbie, et d'avoir exercé les membres de ces organisations à la discipline militaire dans le but de libérer la Bosnie-Herzégovine ; enfin d'avoir éveillé chez les membres des *Sokols* l'idée de réaliser par la force et avec le concours de l'armée serbe l'union de la Bosnie-Herzégovine et du royaume de Serbie.

2° **Lioubomir Miyatovitch**, d'avoir, avec l'intention mentionnée sous lettre A, donné de l'extension aux organisations *Sokol* et *Pobratimstvo*, conscient que ces organisations, par les sociétés semblables en Serbie, sont en relation avec la section militaire de *Narodna Odbrana* et d'avoir propagé l'idée de l'unité politique de tous les peuples serbes, soutenant ainsi la tâche révolutionnaire de *Narodna Odbrana*.

3° Yovan Popovitch ; 4° Dragoutine Dakitch, d'avoir, avec l'intention mentionnée sous lettre A, le premier par son activité comme secrétaire de l'association des *Sokols* serbes de Bosnie-Herzégovine, le second comme secrétaire des *Sokols* serbes de Banialouka, propagé l'idée de l'unité politique de tous les peuples serbes en répandant les journaux de *Sokols* serbes dits : *Srpski Sokolski Glasnik*, éveillant de ce fait la tendance de réaliser, par la force et avec le concours de l'armée serbe, la tâche révolutionnaire de *Narodna Odbrana*.

5° **Atanassiya Chola**, d'avoir, avec l'intention mentionnée sous lettre A, par son activité comme chef des *Sokols* serbes à Mostar, agité en faveur de l'unité politique de tous les peuples serbes, conscient que ces sociétés sont en relation avec *Narodna Odbrana* par l'intermédiaire de sociétés semblables en Serbie.

6° **Iliya Chakota**, d'avoir, avec l'intention mentionnée sous lettre A, comme sous-chef et comme chef des *Sokols* serbes à Kaplina, propagé l'idée de l'unité politique de tous les peuples serbes en répandant le *Srpski Sokolski Glasnik* et d'avoir fondé des sociétés de *Sokol et Pobratimstvo* qui, par l'intermédiaire de sociétés semblables en Serbie, étaient rattachées à la section militaire de *Narodna Odbrana*, et d'avoir de ce fait éveillé chez leurs membres la tendance de réaliser, par la force et avec le concours de l'armée serbe, l'union de la Bosnie-Herzégovine et du royaume de Serbie.

7° **Miloch Djouran**, d'avoir, avec l'intention mentionnée sous lettre A, propagé l'idée de l'unité politique de tous les peuples serbes par son activité dans les sociétés *Pobratimstvo* et notamment en donnant des conférences et en écrivant des articles.

8° **Douchan Soubotitch**, d'avoir, avec l'intention mentionnée sous lettre A, comme membre des *Sokols* et comme membre et inspecteur des sociétés *Pobratimstvo*, à Kotar, par son activité et par ses conférences, éveillé chez les membres de ces sociétés la tendance à réaliser par la force et avec le concours de l'armée serbe l'union de la Bosnie-Herzégovine et du royaume de Serbie, conscient que ces sociétés sont, dans ce but, en liaison

avec la section militaire de *Narodna Odbrana*, et conscient de la tâche révolutionnaire de celle-ci.

9° Douchan Bogounovitch, d'avoir, avec l'intention mentionnée sous lettre A, comme chef des *Sokols* à Bosnia-Novî et à Bosnia-Doubitzza, propagé l'idée de l'unité politique de tous les peuples serbes en fondant des sociétés de *Sokol* dans ces localités, conscient que ces sociétés sont en liaison, par l'intermédiaire de sociétés semblables en Serbie, avec la section militaire de *Narodna Odbrana*.

10° Veljko Vouyasinovitch, d'avoir, avec l'intention mentionnée sous lettre A, comme secrétaire des *Sokols* à Touzla, assisté à la fondation de la société de *Sokol* de Doubitzza, et, par son activité de secrétaire de cette société, propagé l'idée de l'unité politique de toutes les nations serbes en constituant cette société de *Sokol*.

11° Petar Bojitch, d'avoir, avec l'intention mentionnée sous lettre A, comme moniteur d'un *Sokol* serbe à Pouratschitch, propagé l'idée de l'unité politique de tous les peuples serbes, et d'avoir discipliné et exercé les membres de cette société en vue de combattre comme soldats pour la libération de la Bosnie-Herzégovine, conscient que cette société était, par l'intermédiaire de sociétés semblables en Serbie, en liaison avec la section militaire de *Narodna Odbrana*.

12° Voukachine Babounovitch, d'avoir, avec l'intention mentionnée sous lettre A, par ses relations écrites et orales avec Petar Bojitch et Branko Tschoubrilovitch, poussé ceux-ci à travailler énergiquement à la fondation de sociétés de *Sokol*, conscient que ces sociétés sont en

liaison, par l'intermédiaire de sociétés semblables en Serbie, avec la section militaire de *Narodna Odbrana*.

Tous les douze prévenus cités sous lettre F sont accusés d'avoir, par leur activité, soutenu la tâche révolutionnaire de *Narodna Odbrana*.

G

Vladimir Malitch est coupable d'avoir, dans l'intention mentionnée sous lettre A, pris part à l'entreprise révolutionnaire par l'espionnage de la situation militaire (délict prévu par l'art. 125 du C. P.) dans le but de transmettre ces renseignements au royaume de Serbie, c'est-à-dire à un Etat étranger, par l'intermédiaire de sa sœur Darinka Malitch et de l'agence d'espionnage de Boja Milanovitch; enfin d'avoir propagé l'idée de l'unité politique de tous les peuples serbes par des conférences et par son activité dans les sociétés de *Pobratimstvo*, en relation, par les sociétés semblables en Serbie, avec la section militaire de *Narodna Odbrana*, soutenant ainsi la tâche révolutionnaire de *Narodna Odbrana*.

H

Simo Mirkovitch et le Dr Vladimir Tschorovitch sont coupables d'avoir, avec l'intention mentionnée sous lettre A, le premier comme président, le second comme secrétaire de la société *Prosveta*, dirigé l'activité de cette société dans le but d'exciter la population à la révolte

par la publication et la propagation de l'organe de la société et de son almanach, de livres et de brochures ainsi que par des conférences, en lui démontrant d'une part la perfection, la liberté et l'excellence des institutions politiques, sociales et économiques du royaume de Serbie et en relevant d'autre part, par antithèse, les défauts, la désuétude, l'absence de liberté et l'asservissement du peuple serbe dans la monarchie austro-hongroise, afin d'éveiller en lui le mépris, la haine et la répulsion pour tout ce qui est austro-hongrois, et, par contre, un amour fanatique pour tout ce qui se passe en Serbie; ensuite d'avoir prêté leur appui à des organisations serbes du pays, telles que les *Sokols* et les *Pobratimstvos*, quoiqu'ils eussent pleine connaissance de la connexion existant, par l'intermédiaire de sociétés semblables en Serbie, entre ces organisations et la *Narodna Odbrana*; et d'avoir, par leur action, étant donné les liens de la *Prosveta* avec la *Narodna Odbrana*, propagé l'idée de l'union politique de toute la nation serbe et éveillé en elle le désir de réaliser cette union par la force.

I

Yakov Mladjénovitch, Yovan Kaldésitch, Stévo Tomkovitch, le D^r Voïslav Ketchmanovitch, Vinchentiya Savitch, Milan Kljaitch, Rayko Milanovitch, Milan Obradovitch, Kosta Voukadine, le D^r **Vasilj Roundo**, Vaso Médan, le D^r **Rista Yérémitch**, Djorgje Obradovitch, Tschédomir Yélitch, Samoilo Dabitch, Gayo Davido-

vitch, **Spiro Soldo**, sont coupables d'avoir volontairement omis de dénoncer à l'autorité les entreprises révolutionnaires préparées par le fonctionnaire serbe Kosta Todorovitch au nom de la société révolutionnaire serbe *Narodna Odbrana*, ayant eu la possibilité de faire cette dénonciation sans danger pour eux, pour leurs parents ou les personnes qui se trouvent légalement sous leur protection. Les circonstances ont du reste montré qu'on ne devait pas craindre les conséquences fâcheuses d'une semblable dénonciation. Le Dr Voïslav Ketchmanovitch est en outre coupable d'avoir le 20 II 1915 à Saraïevo oralement offensé ¹ le commandant de la garde Yovan Rendoulitch pendant qu'il était en service, en lui criant : « Ce sont des cochons et pas des gardes, c'est la manière de se comporter d'un âne ! » puis d'avoir, le 11 VI 1915, au tribunal départemental de Banialouka, dit ces paroles blessantes au concierge Friedrich Thoma pendant qu'il faisait son service : « M... pour votre Dieu ! du concierge au chef vous êtes tous soûls ! »

J

Yovan Loukitch, Douchan Loukitch, le Dr **Yovo Simitch** sont coupables d'avoir, avec l'intention de trans-

¹ Ces insultes ont été prononcées pendant la détention préventive du Dr Ketchmanovitch. Le jeune médecin s'est sans doute indigné de l'intervention illégale des agents de police dans la justice et les perquisitions, aussi ses mouvements d'humeur sont-ils fort compréhensibles.

mettre le résultat de leur espionnage à un Etat étranger, le royaume de Serbie, cela à une époque non prévue par l'art. 125 du C. P., espionné les faits et les ordres se rapportant à la force militaire des pays prévus par l'art. 3 *b* du C. P., faits et ordres que l'Etat tient secrets.

K

Tzviétine Bobar est coupable d'avoir, à l'époque où l'on se préparait à se battre contre l'ennemi, cherché à s'informer de la situation militaire en Bosnie-Herzégovine avec l'intention de transmettre ces renseignements à l'ennemi, c'est-à-dire au royaume de Serbie avec lequel on allait être en guerre, mais il n'avait pas conscience qu'on faisait des préparatifs.

L

Miloutine Yovanovitch, cité plus haut, est coupable d'avoir, avec d'autres membres du comité de la salle de lecture de Gepsche, en 1914, publiquement et de concert avec eux, dans l'intention de porter atteinte au respect dû à Sa Majesté Apostolique Impériale et Royale, enlevé son portrait de la salle de lecture et l'avoir transporté dans une ancienne cuisine servant actuellement de chambre de débarras.

M

1^o Spasoyé, dit Lazare Bavrlitch, est coupable d'avoir, un certain jour de 1914, publiquement et devant plu-

sieurs personnes prononcé ces mots : « Nous tous, po-bratimes (frères) nous devons être raisonnables et unis et tout cela deviendra serbe ; un jour où l'autre le roi Pierre régnera ici », excitant ainsi au mépris et à la haine de l'ordre public et du régime politique des pays prévus par l'art. 111 *b* du C. P.

2° Petar Yoynovitch est coupable d'avoir tenté d'exciter à la haine et au mépris de Sa Majesté Apostolique Impériale et Royale en répandant dans un village une oraison écrite de sa main dans son carnet de notes, oraison se terminant par ces mots : « Ne nous induis pas en tentation, mais délivre-nous de ce rusé François-Joseph ! Fais, ô Père, que le Monténégro vive, et le roi Pierre, et le roi Georges et encore le magnifique Ferdinand de Cobourg ! »

* * *

De cette façon les personnes suivantes : **Vasilj Grdjitch**, **Kosta Ghniatitch**, **Matiya Popovitch**, Bochko Tschapritch, Djordje Dakitch, Simo Bégovitch, Nédeljko Zaritch, Petar Milochévitch, Tocho Béatovitch, Mihailo Savitch, sergent, Yovan et Yokov Eritch, Arsen Krstitch, Milan Yovanovitch, Bojo Radoulovitch, Drago Ourochévitch, Kosta Bojitch, Svetozar Zrnitch, Dimcho Djokanovitch, Aleksa Yakchitch, Matiya Miladinovitch, Lioubo Kovatchévitch, Danilo Atchimovitch, **Milan Petkovitch**, Djokan Djordjitch, Atanasiya Krstitch, Maksim Djourkovitch, Nikola Yovanovitch, Timotiya Savitch, Yovan Pérentschévitch, Djoko Nikolitch, Yovo

Bandjour, Rayko Markovitch, Milan Maistorovitch, Djordje Douyanovitch, Djordje Mihaïlovitch, Tocho Stantschitch, Sava Tschoupovitch, Yosif Simitch, Atanassiyé Kosoritch, Nedeljko Voukadine, Kosta Kraichoumovitch, Dimitriyé Yevdjévitch, Vaso Kosoritch, Radivoyé Djouranovitch, Yovo Simitch, peintre, Mirko Tomovitch, Branko Tschoubrilovitch, Stévan Nikolitch, Miloutine Yovanovitch, Simo Kovatschévitch, **Petar Bilbiya Bojidar Zetschévitch**, Yefto Doutschitch, Andriya Ourochévitch, Rista Stéfanovitch, Yefto Yeftitch, **Darinka Malitch**, le **Dr Voïslav Bessarovitch**, Tschédo Militch, **Stévan Yakoula**, **Lioubomir Miyatovitch**, Yovan Popovitch, Dragoutine Dakitch, **Atanassiya Chola**, Iliya Chakota, Miloch Djouran, Douchan Soubotitch, Douchan Bogounovitch, Veljko Vouyasinovitch, Petar Bojitch, **Voukachine Babounovitch**, Vladimir Malitch, Simo Mirkovitch, le **Dr Vladimir Tschorovitch**, ont commis le CRIME DE HAUTE TRAHISON prévu par l'art. III du C. P., et Miloutine Yovanovitch est en plus coupable du crime de lèse-majesté prévu par l'art. 140.

Yakov Mladjenovitch-Miloitschévitch, Yovan Kaldésitch, Stévo Tomkovitch, le Dr Voïslav Ketchmanovitch, Vintchentiya Savitch, Milan Kljaitch, Rayko Milanovitch, Milan Obradovitch, Kosta Voukadine, le **Dr Vasilj Roundo**, Vaso Medan, le **Dr Rista Yéremitch**, Djordjo Obradovitch, Tschédomir Yélitch, Samouilo Dabitch, Gajo Davidovitch et **Spiro Soldo**, ont commis le crime de COMPLICITÉ DE HAUTE TRAHISON par omission d'avertissement, crime prévu à l'art 114 du C. P.; le Dr Voïslav Ketchmanovitch est en outre

coupable d'avoir agité contre les institutions publiques et les ordres pour la sécurité publique, délit prévu à l'art. 345 du C. P. ; Yovan Loukitch, Douchan Loukitch et le **Dr Yovo Simitch** sont, de plus, coupables du crime d'espionnage prévu à l'art. 128 du C. P. ; mais Tzviétine Bobar est coupable de l'espionnage prévu à l'art. 125 ; Spasoyé, dit Lazare Bavrlitch, et Petar Yoy-novitch sont en outre coupables d'avoir troublé la sécurité publique, délit prévu à l'art. 142 du Code pénal.

SENTENCE

Pour cette raison les accusés suivants SONT CONDAMNÉS A MORT PAR PENDAISON sur la base de l'art. 112 *b* 1 du C. P., cette peine devant être exécutée selon la prescription de l'art. 20 du Code de procédure pénale¹.

1. Miloutine Yovanovitch (marié, un enfant, commerçant).
2. **Petar Bilbiya** (célibataire, commerçant).
3. Tschédo Militch (marié, commerçant).
4. Dimcho Djokanovitch (marié, deux enfants, propriétaire).
5. Mihailo Savitch (marié, deux enfants, sergent).

¹ Les condamnés à mort assistent à l'exécution de ceux qui sont suppliciés avant eux. Ils doivent être exécutés dans l'ordre suivant. Vasilj Grdjitch devant assister au supplice des quinze condamnés qui le précèdent. Cette barbare disposition du code de procédure pénale est spéciale à l'Autriche-Hongrie.

- 6. **Milan Petkovitch** (marié, deux enfants, prêtre).
- 7. **Simo Bégovitch** (marié, cinq enfants, prêtre).
- 8. **Dimitriyé Yevdjevitch** (marié, deux enfants, curé).
- 9. **Radivoi Djouranovitch** (célibataire, étudiant à l'école normale).

10. **Gjordje Dakitch** (marié, huit enfants, notaire).

11. **Bochko Tschapritch** (veuf, secrétaire de l'Union des communautés agricoles).

12. **Mirko Tomovitch** (célibataire, instituteur).

13. **Aleksa Yackchitch** (marié, cinq enfants, commerçant).

14. **Matiya Popovitch** (marié, trois enfants, prêtre et député).

15. **Kosta Ghniatitch** (marié, deux enfants, instituteur).

16. **Vasilj Grdjitch** (célibataire, député et secrétaire de la *Prosveta*).

A 20 ans de travaux forcés, **Arsen Krstitch** (marié, contrôleur des impôts). Sur la base de l'art. 112 b 2 du C. P.

A 18 ans de travaux forcés, sur la base de l'art. 112 b 2, le **D^r Voïslav Bessarovitch** (célibataire, secrétaire de la Chambre du commerce); **Petar Milochévitch** (marié, deux enfants, commerçant), **Sava Tschoupovitch** (veuf, instituteur).

A 16 ans, sur la base de l'art. 112 b 2, **Kosta Kraïchoumovitch** (célibataire, instituteur), puis **Kosta Bojitch** (marié, quatre enfants, archiprêtre), **Svétozar Zrnitch** (marié, un enfant, clerc), **Tocho Béatovitch** (marié, six enfants, commerçant), **Danilo Atchimovitch**

(marié, trois enfants), Nikola Yovanovitch (marié, deux enfants, instituteur), Vaso Kosoritch (marié, deux enfants, prêtre), sur la base de l'art. 112 b 2, en liaison avec l'art. 62, chacun à 16 ans de travaux forcés avec jeûne périodique d'un jour par mois.

A 15 ans, Drago Ourochévitch (marié, trois enfants, prêtre), Nédeljko Zaritch (marié, six enfants, commerçant), Lioubou Kovatchévitch (marié, six enfants, hôtelier), Timotiya Savitch (marié, sept enfants, propriétaire et commerçant), Rayko Markovitch (marié, cinq enfants, hôtelier), Atanassiya Kosoritch (veuf, quatre enfants, prêtre), sur la base de l'art. 112 b 2, en liaison avec l'art. 62, chacun à 15 ans de travaux forcés avec jeûne périodique d'un jour tous les trois mois.

A 14 ans, Yovan Simitch (célibataire, peintre), Branko Tschoubrilovitch (célibataire, étudiant en médecine), sur la base de l'art. 112 b 2; Matiya Miladinovitch (marié, cinq enfants), Maksim Djourkovitch (marié, sept enfants, député et propriétaire), Vladimir Malitch (marié, trois enfants, commerçant), Djordje Douyanovitch (marié, deux enfants, instituteur), sur la base de l'art. b 2, en liaison avec l'art. 52, chacun à 14 ans de travaux forcés avec jeûne périodique d'un jour tous les trois mois.

A 12 ans, Risto Stéfanovitch (marié, coiffeur), Yovo Pérentschévitch (célibataire, étudiant en droit), Yosif Simitch (célibataire, chauffeur), **Atanassiya Chola** (célibataire, propriétaire et député), Yefto Doutschitch (célibataire, commerçant), sur la base de l'art. 112 b 2, chacun à 12 ans de travaux forcés; puis Yovan Eritch (marié, cinq enfants, forgeron), Yakov Eritch (veuf, trois

enfants, agriculteur), Milan Yovanovitch (marié, quatre enfants, instituteur), Yefsto Yeftitch (marié, cinq enfants, paysan), Bojo Radoulovitch (marié, commerçant), Nedeljko Voukadine (marié, six enfants, paysan), Simo Kovatschévitch (marié, cinq enfants, commerçant), Bojidar Zetschévitch (marié, fonctionnaire à la banque « *Slavia* »), Douchan Soubotitch (marié, quatre enfants, prêtre), sur la base de l'art. 112 b 2, en liaison avec l'art. 62, chacun à 12 ans de travaux forcés avec jeûne périodique d'un jour tous les trois mois.

A 10 ans, Yovo Bandjour (célibataire, commerçant), Stévan Nikolitch (célibataire, instituteur), Yovan-N. Popovitch (célibataire, directeur au gouvernement provincial), **Lioubomir Miyatovitch** (célibataire, licencié en droit), Dragoutine Dakitch (célibataire, paysan), Petar Bojitch (célibataire, boulanger), **Voukachine Babounovitch** (étudiant en médecine), Simo Mirkovitch (célibataire, ingénieur), sur la base de l'art. 112 chacun à 10 ans de travaux forcés ; puis Atanassiyé Krstitch (marié, deux enfants, fonctionnaire au gouvernement provincial), Djoko Nikolitch (marié, paysan), Milan Maistorovitch (marié, quatre enfants, commerçant), Djordje Mihailovitch (marié, quatre enfants, orfèvre), Miloch Djouran (marié, un enfant, employé de la *Prosveta*), sur la base de l'art. 112 b II en liaison avec l'art. 62, chacun à 10 ans de travaux forcés avec jeûne périodique d'un jour tous les trois mois.

A 8 ans, Douchan Loukitch (marié, deux enfants, charron), sur la base de l'art. 129 II, à 8 de travaux forcés avec jeûne périodique d'un jour tous les trois

mois, puis Stévo Tomkovitch (célibataire, instituteur), Rayko Milanovitch (marié, serrurier), Milan Kljaitch (célibataire, étudiant en théologie), sur la base de l'art. 114, chacun à 8 ans de travaux forcés; Djokan Djordjitch (marié, quatre enfants, agriculteur), Douchan Bogounovitch sur la base de l'art. 112 *b* II, en liaison avec l'art. 62, et Yovan Kaldésitch sur la base de l'art. 114 en liaison avec l'art. 62, chacun à 8 ans de travaux forcés avec jeûne périodique d'un jour tous les trois mois.

A 7 ans, Vincentiya Savitch (célibataire, commerçant), sur la base de l'art. 114, à 7 ans de travaux forcés.

A 6 ans, Stévan Yakoula (marié, 2 enfants, directeur de l'académie commerciale), sur la base de l'art. 112 *b* II en liaison avec l'art. 62, à 6 ans de travaux forcés avec jeûne périodique d'un jour par mois, Yovan Loukitch (veuf, 4 enfants, valet), sur la base de l'art. 129 II, puis Tchédomir Yélitch (marié, 3 enfants, commerçant), Vaso Médan (marié, curé), sur la base de l'art. 114 en liaison avec l'art. 62, à 6 ans de travaux forcés avec jeûne périodique d'un jour tous les 3 mois, Djordje Obradovitch (célibataire, employé de banque), sur la base de l'art. 114, à 6 ans de travaux forcés.

A 5 ans, le **D^r Yovo Simitch** (marié, un enfant, ingénieur et député), sur la base de l'art. 129 II, à 5 ans de travaux forcés avec jeûne périodique d'un jour tous les trois mois, Yakov Mladjénovitch-Miloïtschitch (marié, huit enfants, agriculteur), Gayo Davidovitch (marié, quatre enfants, entrepreneur), Milan Obradovitch (veuf, quatre enfants, instituteur), D^r Voïslav

Ketchmanovitch (marié, deux enfants, médecin), Kosta Voukadine (marié, paysan), sur la base de l'art. 114 en liaison avec l'art. 62, et chez le Dr V. Ketchmanovitch, en liaison avec l'art. 66, chacun à 5 ans de travaux forcés avec jeûne périodique d'un jour tous les trois mois ; **Darinka Malitch** (jeune fille), sur la base de l'art. 112 *b* II en liaison avec l'art. 92, à 5 ans de travaux forcés, dont on déduira, d'après l'art. 95, douze mois de prison préventive ; le Dr **Vladimir Tschorovitch** (marié, un enfant, secrétaire du musée provincial), Iliya Chakota (marié, deux enfants, commerçant), Veljko Vouyasinovitch (marié, un enfant, professeur au lycée), sur la base de l'art. 112 *b* II en liaison avec l'art. 62, chacun à 5 ans de travaux forcés avec jeûne périodique d'un jour tous les trois mois ; Samouilo Davitch (célibataire, paysan), **Spiro Soldo** (célibataire, licencié ès lettres), sur la base de l'art. 114, chacun à 5 ans de travaux forcés, et Tzviétine Bobar (marié, cinq enfants, paysan), sur la base de l'article 126 III, en liaison avec l'article 62, à 5 ans de travaux forcés, avec jeûne d'un jour tous les trois mois.

A trois ans, le Dr **Rista Yérémitch** (marié, deux enfants, médecin), le Dr **Vasilj Roundo** (marié, avocat), sur la base de l'art. 114 en liaison avec l'art. 92 et l'art. 62, chacun à 3 ans de travaux forcés avec jeûne périodique d'un jour tous les trois mois.

A 2 ans enfin, Lazare Bavrlitch (veuf, quatre enfants, paysan), sur la base de l'art. 142 en liaison avec l'art. 62, chacun à 2 ans de travaux forcés avec jeûne périodique d'un jour tous les trois mois.

* * *

D'après l'art. 280 du Code de procédure pénale, la peine de mort sera exécutée dans l'ordre suivant : 1, Miloutine Yovanovitch ; 2, Petar Bilbiya ; 3, Tschédo Militch ; 4, Dimcho Djokanovitch ; 5, Mihaïlo Savitch, sergent ; 6, Milan Petkovitch ; 7, Simo Bégo-vitch ; 8, Dimitriyé Yevdjévitch ; 9, Radivoï. Djouranovitch ; 10, Djordje Dakitch ; 11, Bochko Tschapritch ; 12, Mirko Tomovitch ; 13, Aleksa Yackchitch ; 14, le pope Matiya Popovitch ; 15, Kosta Ghniatitch ; 16, Vasilj Grdjitch.

D'après l'art. 348 du Code de procédure pénale, tous les condamnés mentionnés sous les lettres de A à M sont obligés, à part les frais de leur peine, de supporter solidairement les frais de procédure. Cette mesure est déclarée exécutive chez Liouba Kovatschévitch, Dimcho Djokanovitch, Maksim Djourkovitch, Timotiya Savitch, Milan Maistorovitch, le Dr Rista Yérémitch, le Dr Yovo Simitch, Tocho Stanchitch, Atanassiya Kosoritch, Kosta Voukadine, Tschédomir Yélitch, Simo Tschorovitch, Atanassiya Chola, et d'après l'art. 350 du Code de procédure pénale, non exécutive chez les autres condamnés.

D'après l'art. 325 en liaison avec l'article 329 du Code de procédure pénale et l'art. 122 du Code pénal, toutes les personnes mentionnées sous les lettres de A à L sont obligées de dédommager solidairement l'état de Bosnie-Herzégovine d'une somme de 4,891,600 couronnes en qualité de dommages-intérêts pour les désér-

teurs de ces provinces ; puis d'une somme de 9,753,169 couronnes pour les frais d'alimentation des parents pauvres des mobilisés, soit une somme totale de 14,644,769 couronnes ; les particuliers dont les intérêts auraient été lésés par l'action criminelle des condamnés devront en appeler aux tribunaux civils.

* * *

D'après l'article 271 III du code de procédure pénale, sont libérés, faute de preuves suffisantes :

Iliya Lazitch, Mirko Maksimovitch, Yovan Mitrovitch, Ante Trifkovitch, Prodan Petkovitch, Djouro Radétitch, Todor et Pavle Béatovitch, Rayo Vasitch, Stanoyé Zaritch, Sava Savitch, le pope Mihailo Savitch, David Savitch, Pavle Katanitch, Mihailo-H. Stévitch, Miloya Topalovitch, Mihailo Vasitch, Gavro Gavritch, Dragitza Vidakovitch, Nedjo Mihailovitch, Radovan Nedjelkovitch, Stoyan Savitch, Vlado Kouyoundgitch, Pavle Kouyoundrévitch, Rista Kovatchévitch, Marko-S. Popovitch, Yovo Obradovitch, Pavle Oubavitch, Svétozar Zetchévitch, **Djouro Ostoyitch**, Spasoyé Boukvitch, Aleksa Mitrovitch, Blagoya Milochévitch et le Dr Sava Ljoubibratitch, qui étaient accusés, dans l'intention mentionnée sous lettre A, d'avoir fait partie directement de cette entreprise révolutionnaire, cela par excitation, appel, séduction, entente, et par compromission soit avec la direction centrale de la *Narodna Odbrana* de Belgrade et le président du comité de Chabatz, Boja Milanovitch, soit avec quelques-uns des membres du comité de la *Narodna*

Odbrana, notamment avec les fonctionnaires serbes de la frontière, Kosta Todorovitch, Mita Pavlovitch, Tschédo Popovitch et un député national d'Oujitzé. Ils étaient en outre accusés d'avoir préparé la résurrection et la révolution du peuple en Bosnie-Herzégovine, soit en faisant de la propagande pour les comitadjis serbes, soit en étant comitadjis eux-mêmes, soit en espionnant et en servant d'intermédiaires entre les membres du comité de *Narodna Odbrana* et les exécuteurs des desseins de cette société, et surtout en favorisant toutes les entreprises qui devaient aboutir au but cher à la *Narodna Odbrana*, spécialement par l'activité révolutionnaire dans les sociétés *Sokol*, *Pobratimstvo*, *Prosveta*, *Zemljoradnitschke Zadrouge*, qui avaient pour but de favoriser les tendances révolutionnaires de la *Narodna Odbrana*.

Sont aussi libérés de l'accusation faute de preuves suffisantes, sur la base de l'art. 271 III du code de procédure pénale :

Djouro Ostoyitch, Blagoya Milochévitch, Vasiliya Stoyanovitch, Todor Vasiljévitch, Mitcho Baslatch, Stévo Moljévitch, Bogdan Yovanitch, Yosip Plavchitch, Mirko Voukoyévitch, Vaso Drotcha, Yefto Pétrovitch, Svétomir Soubotitch, Yovo Vasiljévitch, Veljko Yovitchitch, Bogdan Yarakoula, Mirko Baïtch, le Dr Vaso Glouchatz, Lazare dit Spasoyé Bavrlitch et Petar Yoynovitch, qui étaient accusés d'avoir, avec l'intention mentionnée sous lettre A, propagé l'idée de l'unité politique de tous les peuples serbes, comme fonctionnaires, c'est-à-dire organisateurs des sociétés *Sokol*, *Pobratimstvos*, *Zemljoradnitschke Zadrouge*, en Bosnie-Herzégovine ;

d'avoir fondé des sociétés semblables aux *Sokols* serbes et aux autres sociétés à caractère militaire du royaume de Serbie, avec lesquelles ces sociétés étaient en relation par l'intermédiaire de la section militaire de la *Narodna Odbrana* ; ils étaient aussi accusés d'avoir éduqué les membres de ces sociétés dans l'esprit de la discipline militaire et de les avoir exercés pour devenir des combattants dans l'armée nationale en vue de ressusciter la Bosnie-Herzégovine ; enfin d'avoir systématiquement éveillé chez les membres de ces sociétés la tendance d'accomplir par la force et avec le concours de l'armée serbe l'unité politique de la Bosnie-Herzégovine.

D'après l'art. 325 du code de procédure pénale, les particuliers dont les intérêts auraient été lésés par l'action révolutionnaire des accusés devront avoir recours à la juridiction civile.

* * *

Journée de triomphe pour les six juges allemands que celle du 22 avril 1916 où après cent soixante-quinze jours de débats le procès de Banialouka eut son épilogue ! Jamais les justiciers à la solde des Habsbourg n'avaient connu semblable succès ! Quels chevrons à leur toge immaculée de préteurs intègres et quel brillant avenir ouvert devant ces fidèles gardiens du véritable esprit monarchique austro-hongrois ! Imaginez !... Toute l'élite intellectuelle serbe de Bosnie-Herzégovine jugulée, mâtée, anéantie ; la race serbe dénoncée comme cause de toutes les calamités de la guerre et jetée en pâture à

la fureur publique ; enfin la Monarchie, trop longtemps tolérante et magnanime, forcée, à contre-cœur, d'extirper le mal et de cracher son innocence à la face de l'Europe ! Un beau geste de mélodrame sans doute, mais qui coûte la vie à seize hommes, qui retient dans les cachots quatre-vingt-deux personnes pour un total de huit cent cinquante-huit années, soit pour chacun d'eux dix ans, cinq mois et dix-sept jours, qui rend veuves onze femmes et fait trente-deux orphelins, qui prive cinquante-deux femmes du soutien de leur foyer chacune pendant dix ans, huit mois et deux jours et qui ravit leur père à cent soixante-dix-sept enfants pendant onze ans vingt et un jours ! Et tout cela se passe en 1916 dans un Etat qui prétend être à la tête de la culture et de la civilisation ! Quand la pleine lumière aura été faite sur tous les procès politiques en Autriche-Hongrie, l'historien se demandera si les procédés de l'Inquisition espagnole au XIII^e siècle, beaucoup plus expéditifs, n'étaient pas aussi humains et aussi justes.

Le *Livre rouge* (p. 44) relève comme calomnieuses ces deux phrases extraites d'un journal serbe du 12 mai 1914 : « Ce qui est qualifié de crime dans la vie privée, en Autriche on le nomme politique. L'histoire connaît un monstre, et ce monstre c'est l'Autriche. » Calomnie ou vérité, au lecteur de se faire une opinion !

QUELQUES MOTS D'ANALYSE JURIDIQUE

Deux des condamnés à mort, Vasilj Grdjitch et Michel Savitch, avaient déjà été poursuivis pour le même crime

en 1913 au procès de Yovo Yaglichtitch et d'autres personnes accusées d'espionnage. Aujourd'hui on les condamne à mort pour ce même crime qualifié maintenant de haute trahison. N'est-ce pas là une violation flagrante du droit criminel puisque les principes généraux de la responsabilité criminelle exigent : *Non bis in idem*. Avec un mépris aussi éclatant du droit pénal, avec une telle organisation du Sénat et le manque absolu de garanties quant à l'impartialité des juges, il est évident que l'application du Code pénal dans ce procès représente la plus épouvantable violation des lois.

En vertu du § 111 du Code pénal, soixante-quinze accusés furent condamnés pour crime de haute trahison ; dix-sept furent condamnés pour complicité de haute trahison, commise par omission d'avertissement, en vertu du § 114 ; quatre pour espionnage en vertu des § 125 et 128 ; deux pour trouble de la paix et de l'ordre publics (§ 142).

Montrons combien peu juridique fut l'application du § 111 aux crimes dont sont accusés les condamnés.

Le § 111 du Code pénal autrichien s'exprime en ces termes :

« Commet le crime de haute trahison celui qui en-
« treprend une action *a*) par laquelle on aurait porté
« atteinte au corps, à la santé ou à la liberté de Sa Ma-
« jesté, soit en lui faisant courir un danger, ou en l'en-
« travaillant dans l'exercice de ses droits royaux ; ou *b*) par
« laquelle on aurait eu pour but de changer par la force
« le régime politique existant dans le pays où ce Code
« est en vigueur ; ou de changer par la force la situation

« de ce pays envers la monarchie austro-hongroise ; ou
« de changer par la force la constitution et les lois orga-
« niques de la monarchie austro-hongroise ; ou de
« rompre par la force le lien d'Etat existant entre ce
« pays et les pays de cette monarchie ; ou de modifier
« par la force les frontières du pays où ce Code pénal
« est en vigueur, ou des pays de la monarchie austro-
« hongroise, soit en faisant cette action publiquement
« ou secrètement, que cette action soit accomplie par
« des personnes seules, isolément ou en connexité avec
« d'autres, par entente, appel, instigation, séduction,
« paroles, écrits, par la presse ou l'image, par des con-
« seils, initiative individuelle avec armes ou sans arme,
« par divulgation de secrets ou par des intentions mau-
« vaises en vue d'atteindre les buts indiqués, par des
« conversations subversives avec l'ennemi ou par en-
« tente avec lui, par soulèvement, propagande, espion-
« nage, appui ou n'importe quel autre fait pour y par-
« venir, même si ce fait n'avait pas eu l'effet désiré. »

Il résulte donc du contenu de cet article que la haute trahison consiste seulement à travailler consciemment et intentionnellement contre l'existence de l'Etat ou à attenter à la personne du souverain ou même à restreindre sa liberté.

Tout acte dans lequel on voit l'intention de commettre le crime n'est pas suffisant pour qu'il y ait haute trahison, car alors tous les actes préparatoires, que le Code pénal ne prévoit pas, tomberaient aussi sous le coup du dit paragraphe ; mais il faut qu'il y ait une tentative c'est-à-dire un acte qui conduira à l'accomplisse-

ment du crime. Autrement la *tentative* de commettre un crime signifierait moins que *l'intention* de le commettre.

Les lois de tous les pays civilisés s'accordent à dire que le *crime de haute trahison porte le caractère d'une tentative criminelle*. Si quelqu'un se procure des armes dans l'intention de commettre un crime de haute trahison, ou s'entend avec une autre personne dans ce même but, il n'a pas encore entrepris ce crime, il n'y a pas eu tentative criminelle. Il s'agit seulement d'un acte préparatoire, d'une intention que cette personne a la possibilité de modifier, jusqu'au moment où elle entre dans la phase d'accomplissement du crime. On peut porter sur soi un revolver chargé et désirer en même temps que cette arme serve à tuer son ennemi, mais ce n'est que si l'on tente de faire usage du revolver dans ce but que l'on devient coupable.

Les intentions prévues dans le § 111 représentent des moyens d'accomplir le crime de haute trahison ; tant que ces moyens n'ont pas conduit à une action dans le but coupable, il n'y a pas eu crime.

Quels sont les crimes des accusés ? Le jugement admet comme prouvé que soixante-quinze personnes condamnées sont coupables de haute trahison pour avoir, de 1911 à 1914 pris part à titre de membres et d'émissaires pour la Bosnie-Herzégovine à l'organisation d'une société serbe révolutionnaire la *Narodna Odbrana*, à Belgrade, dans l'intention d'arracher la Bosnie-Herzégovine à la monarchie austro-hongroise et de la rattacher au Royaume de Serbie, conscients que le but de cette organisation est punissable de haute trahison. Dix-sept autres accusés ont été déclarés coupables d'avoir, à titre de

membres du comité des sociétés serbes *Sokol*, *Pobratimstvo* et *Prosveta*, par leur activité dans ces sociétés qui étaient en liaison avec la *Narodna Odbrana*, propagé l'idée de l'union politique de la nation serbe en Bosnie-Herzégovine, commettant ainsi le crime de haute trahison.

Sur quoi le tribunal base-t-il ses convictions ?

Qui le croirait ! Sur deux documents élaborés au début de la guerre, ou dans le courant de celle-ci, alors que les prévenus étaient incarcérés depuis des mois ! Ces documents ne sont autres que le *Manifeste de l'empereur François-Joseph à ses peuples* au début de la guerre, et le *Livre rouge* de la diplomatie austro-hongroise, par lesquels on veut justifier le procédé provocateur de l'Autriche-Hongrie envers le royaume de Serbie et la dégager de la lourde responsabilité d'avoir déchaîné la terrible conflagration qui ravage l'Europe.

Ce qu'était la *Narodna Odbrana* (défense nationale) nous l'avons expliqué plus haut. Cependant le tribunal accepte la proclamation tendancieuse de l'empereur et le *Livre rouge* comme des preuves complètes que la *Narodna Odbrana* est une association révolutionnaire, et base là-dessus toutes ses combinaisons nébuleuses concernant le crime des accusés. Or, le Code de procédure pénale de Bosnie-Herzégovine, établi sur les principes d'un formalisme étroit, exige du tribunal la preuve complète ¹ du crime ou du délit pour pouvoir prononcer une

¹ Pour pouvoir, d'après les lois bosniaques, condamner quelqu'un pour une misérable dette de 10 francs, il faut que la mention qui en a été faite dans les livres de comptabilité soit appuyée par le serment.

condamnation. On y lit au § 214 qu'il n'est pas permis au tribunal de se contenter de l'aveu de l'accusé, parce que l'aveu ne constitue pas une preuve complète; mais le juge est obligé de contrôler cet aveu par d'autres moyens. Dans le cas qui nous occupe tous les accusés ayant nié formellement et souvent même démontré que la *Narodna Odbrana* n'a pas de caractère révolutionnaire, il s'agit là encore d'une violation flagrante des lois. Malgré cela le tribunal a maintenu son point de vue et condamné quatre-vingt-dix-huit accusés.

Il est intéressant de noter que déjà dans plusieurs autres procès politiques (tel par exemple le procès de Yovo Yaglichtitch et consort en 1913, celui de Pianitch et consort en 1912) les relations des accusés avec la *Narodna Odbrana* avaient été exploitées et qualifiées de révolutionnaires. On sait qu'alors l'Autriche cherchait des prétextes d'accuser la Serbie et de lui faire la guerre; rien d'étonnant que de pareilles suppositions aient surgi. Cependant, le tribunal basant sur des hypothèses ses convictions concernant le travail de *Narodna Odbrana*, ne pouvait rester dans les limites de la loi en affirmant que ces relations existaient en réalité. Actuellement les circonstances sont autres; le tribunal, fort des affirmations du *Livre rouge*¹ et du *Manifeste impérial*, se considère en

¹ Dans la séance du 19 septembre 1916 du parlement hongrois, le député Gabor Ugron, du parti indépendant de Karolyi, a dit : « Il est honteux de publier le *Livre rouge* qui est la preuve d'un système nerveux détraqué ». Telle est la traduction littérale du journal hongrois *Magyarország* du 20 ix. Nous ne croyons pas altérer le sens des paroles de

possession de preuves irréfutables de l'activité révolutionnaire de cette organisation.

Par la plume du baron de Giesl, son représentant à Belgrade, le gouvernement austro-hongrois « pose comme axiome connu que la politique serbe ne se base que sur le détachement de parties du territoire habité par les Slaves et en conséquence sur l'anéantissement de la Monarchie comme grande puissance. Qu'on ne peut méconnaître cette vérité lorsqu'on est obligé de vivre et d'agir dans les milieux politiques, ne fut-ce que pendant huit jours. » (*Livre rouge*, p. 10.)

Cette politique coupable du gouvernement serbe aurait donc été reconnue et tolérée depuis longtemps par l'Autriche sans qu'elle fit à la Serbie de représentations comme celles contenues dans son ultimatum ; nous en déduisons que l'Autriche connaissait et tolérait les *désirs* serbes comme nous connaissons les désirs d'expansion des Allemands vers Bagdad, ceux de la Russie vers Constantinople, de la France au Maroc, de l'Angleterre en Egypte, et de l'Italie dans le Trentin.

Cette même Autriche qui avoue (*Livre rouge*, p. 28) que « les points de contact existant entre les parties

l'honorable député en les interprétant ainsi : le *Livre rouge*. œuvre de cerveaux détraqués est une publication diplomatique qui ne fait pas honneur à l'Autriche. — Et pourquoi ? Simplement parce qu'il fourmille d'inexactitudes, de mensonges, et qu'il ne contient en somme aucune preuve péremptoire pour étayer la thèse qu'il soutient. On le voit, même en Autriche-Hongrie, le *Livre rouge* n'a pas partout une bonne presse.

slaves du sud de la Monarchie et la Serbie, dans le domaine de la langue, des races et de la culture, auraient dû conduire à la réalisation d'un travail de développement commun inspiré d'amitiés réciproques et d'intérêts parallèles », s'est efforcé d'empêcher tout contact et d'entraver tout développement. C'est pourquoi les désirs légitimes des Serbes du royaume, elle les appelle « *aspirations agressives, propagande hostile, agitation haineuse, intrigues révolutionnaires* » ; ceux des Yougoslaves elle les taxe « *d'entreprises de haute trahison* ».

Ayant ainsi travesti les désirs intimes du peuple serbe, il n'y a qu'un pas jusqu'à l'affirmation que la *Narodna Odbrana* (qui travaille entre autre au développement de la conscience nationale) a un but révolutionnaire. On peut en dire autant de la *Prosveta*, des *Sokols* et des *Pobratimstvos* bosniaques dont les aspirations légitimes deviennent des « *tendances révolutionnaires* ».

Vue de l'esprit, déduction d'un raisonnement, cette conclusion, le Tribunal ne cherchera pas à l'étayer par des preuves : il la décrétera simplement « *vérité, axiome reconnu* », sans se préoccuper de vérifier les propositions du syllogisme !

Pourtant, de l'avis même du *Livre rouge*, la *Narodna Odbrana* est une société privée sans rapport avec l'Etat, et une association défensive (voir p. 38) ; on reconnaît que l'on ne possède « sur ce qui se passe dans ses réunions que des informations confidentielles difficilement contrôlables » (*Livre rouge* p. 33). Peu importe ! Mais on fait grand cas des dépositions d'un mouchard avéré tel que Yovo Yaglitchitch et l'on remet en scène, « en

considération de ses connaissances *relatives* sur l'activité de *Narodna Odbrana* (*Livre rouge*, p. 54), le boulanger Trifko Krstanovitch, fait prisonnier sur le front italien, dont *on lit* les balivernes débitées lors du procès de Sarajevo contre Princip et consorts ¹. Pourquoi des preuves, si la justice en fait le même cas que le gouvernement, ainsi qu'il ressort de l'exemple suivant : « Les puissances, — qui n'eurent connaissance que le 24 de la note de l'Autriche et *sans le dossier nécessaire*, — représentèrent qu'une prolongation du délai était nécessaire pour pouvoir étudier ce dossier et agir sur le gouvernement serbe. Berchtold repoussa leur demande en déclarant que *l'examen des preuves était superflu*, que la communication autrichienne aux puissances avait seulement *le caractère d'une information* que l'on considère comme « un devoir de politesse internationale » et que l'action de Vienne était une affaire n'intéressant que la Serbie et l'Autriche, sur laquelle les puissances *n'avaient pas à faire connaître leur opinion* ². »

Quant à l'honorabilité et à la bonne foi des témoins on en tint compte comme au procès de Zagreb, où le tribunal déclarait « que la crédibilité personnelle du témoin Nastitch lui *était* indifférente et qu'il *était* sans intérêt pour lui si le témoin *avait* répondu ou non la vérité aux questions de la défense. »

¹ Les amateurs d'aventures romanesques liront avec intérêt les aventures extraordinaires de Trifko Krstanovitch et de Yovo Yaglichtitch dans le *Livre rouge* austro-hongrois, p. 54-61.

² *J'accuse !* Edition française p. 208.

Ainsi deux « vérités » sont jusqu'ici nettement établies pour les juges de Banialouka :

1^o la *Narodna Odbrana* est une association révolutionnaire ;

2^o les sociétés serbes de Bosnie-Herzégovine (*Prosveta*, *Sokol*, etc.) sont en réalité des entreprises révolutionnaires.

Les deux documents dont nous venons de parler fournissent donc au tribunal le point capital de son argumentation : à savoir que la *Narodna Odbrana* est une association révolutionnaire et que les sociétés yougoslaves, *Sokols*, *Pobratimstvo*, *Prosveta*, etc. sont en quelque sorte des succursales de la *Narodna Odbrana* de Belgrade. A propos des procès de Zagreb et Friedjung nous avons donné plusieurs exemples de la manière de raisonner des juges de Bosnie ; on comprendra qu'avec des raisonnements analogues on puisse prouver tout ce qu'on veut prouver.

Mais ces sociétés « révolutionnaires » avait, des années durant, été tolérées par le gouvernement austro-hongrois qui, dans leur action, et en dépit d'une constante surveillance, n'avait rien pu trouver de répréhensible. Il fallait donc inventer un prétexte plausible, non seulement de leur attribuer un caractère subversif, mais surtout d'incriminer un certain nombre de leurs membres et de constater l'affiliation de ces sociétés à la *Narodna Odbrana*. C'est là qu'intervient le fameux carnet du major serbe Kosta Todorovitch. Nous avons au début de ce chapitre indiqué le contenu de ce document.

Hâtons-nous de dire que le document Todorovitch

est lui aussi considéré par le tribunal comme d'une authenticité irréfutable. Quoique maintes fois les accusés parviennent à prouver qu'il contient non seulement des erreurs, mais de grossiers mensonges, ce document reste pour les juges parole d'Évangile. Or, disent ces juges, le major Kosta Todorovitch est sans aucun doute un membre de la *Narodna Odbrana* car il a adressé à cette association révolutionnaire un rapport en 1912; d'autre part les personnes désignées dans ses notes et dont il se sert pour son service de renseignements sont, elles aussi, des émissaires de la *Narodna Odbrana*. Mais ces personnes — les accusés de Banialouka — sont les membres influents des sociétés serbes de Bosnie-Herzégovine, donc ces sociétés sont des succursales de *Narodna Odbrana*, coupables comme elle de haute trahison.

Le raisonnement est parfait, mais pour maintenir et justifier la culpabilité des condamnés de Banialouka, il faut prouver l'authenticité du document Todorovitch, et pour démontrer la responsabilité de la Serbie dans la guerre actuelle il faut de plus établir; 1° l'identité de la *Narodna Obrana* et du gouvernement serbe¹, 2° l'exactitude de tout ce que dit le *Livre rouge*.

¹ Une femme de Semlin, Yelena Dimitriyévitich, fut arrêtée à Belgrade pour espionnage peu avant la guerre. Elle avoua avoir, pour le compte du gouvernement de Bosnie-Herzégovine, cherché à se procurer la liste des membres de la *Narodna Odbrana*, sujets austro-hongrois. Après une enquête très minutieuse sur cette société, le Tribunal acquitta l'accusée, arguant que la *Narodna Odbrana* étant une *société absolument privée, sans aucune attache avec l'Etat serbe*, chercher à se renseigner sur une telle société ne peut porter

Nous occupant plus particulièrement du procès nous nous contenterons — ayant suffisamment insisté sur le *Livre rouge* — de parler du document Todorovitch. On dit que dans ses écrits le major Todorovitch raconte ses rendez-vous, les connaissances qu'il a faites, sa correspondance avec quarante-huit des accusés ; il expose comment il les a engagés à lui procurer des renseignements concernant la situation militaire en Bosnie-Herzégovine, développe son programme pour la direction de la révolte dans ce pays. Il exprime en outre l'opinion que des relations avec les *Sokols* et les *Pobratimstvos* seront de la plus grande efficacité pour parvenir au but désiré : la révolution.

Le fait que quelques-uns des accusés (dont presque tous niaient absolument avoir connu le major Todorovitch) ont réussi à *prouver indubitablement leur alibi* au moment où Kosta Todorovitch prétendait avoir eu des conférences avec eux à Koviliatcha et le fait que le Tribunal lui-même a confirmé un alibi¹ en faveur de

aucun préjudice à l'Etat, ne peut donc pas constituer de délit. Ceci constitue une excellente preuve de l'inanité de l'inculpation de liens existant entre la *Narodna Odbrana*, le Gouvernement et la Cour de Serbie. Par contre nous voyons dans cette affaire une bonne preuve que l'Autriche-Hongrie, manquant de motifs suffisants pour accuser ses sujets serbes, en faisait chercher en Serbie par des espions.

¹ Ce alibi concernait un rendez-vous avec Kosta Todorovitch le jour où celui-ci devait présenter M. Petkovich et M. Popovitch au prince Alexandre. Les carnets des gardes-frontière austro-hongrois concernant les traversées de la Drina confirmèrent ces alibis.

Milan Petkovitch et de Mathias Popovitch prouvent incontestablement que le manuscrit Todorovitch n'est pas exact et permettent de douter de son authenticité. Cela n'empêche ni l'expert militaire assermenté, colonel Sertitch, ni le tribunal d'avoir une confiance absolue en ces notes et de baser sur elles la responsabilité pénale des condamnés.

Ce qui est fort curieux chez un militaire c'est que, parmi les notes de l'officier serbe, on lit, paraît-il, de longs essais psychologiques sur un grand nombre d'accusés, qui d'ailleurs ne sont pas indiqués par leurs noms, mais seulement par des chiffres ou des lettres, que l'accusation se flatte d'avoir déchiffrés et attribués à leurs véritables porteurs. Ainsi Kosta Ghniatitch est désigné par la lettre « A » et le « n° 1 ».

Un des accusés, l'avocat Dr Vasilj Roundo, a démontré que les notes de Todorovitch qui le concernent trahissent un style tout à fait étranger et contiennent une phraséologie non seulement inusitée, mais impossible dans la langue serbe; donc que certainement elles n'émanent pas d'une plume serbe. Remarquons à ce sujet qu'au procès Friedjung le premier soupçon sur l'authenticité des faux documents forgés sous les auspices du comte Forgach fut précisément éventé par leur étrange langue « germano-serbe ».

Mais, dit le procureur de l'Etat, l'authenticité du cahier de notes du major serbe Kosta Todorovitch est prouvée par des experts en écritures. On sait ce que vaut la « science » de ces experts, même s'ils sont de bonne foi et dans un pays où la justice n'est pas comme

en Autriche-Hongrie une sinistre parodie. Bornons-nous à rappeler qu'au procès de Zagreb des experts assermentés avaient déclaré que, conformément à l'affirmation de l'accusateur public, « le statut révolutionnaire n° II » qui jouait un rôle important dans ce procès était de la main de Milan Pribitchévitch, officier dans l'armée serbe et frère des deux principaux accusés. Or la défense fournit la preuve irréfutable que les allégations des experts étaient fausses.

D'autre part le colonel Sertitch, désigné par le tribunal comme expert militaire, admet *qu'aucun rapport confidentiel ne fut trouvé en original parmi les papiers du major serbe*. Ce qui enlève toute base à l'affirmation du tribunal que Todorovitch était membre de la *Narodna Odbrana*.

Enfin il est caractéristique que, de l'aveu même de l'acte d'accusation et de l'expert militaire, il ne se soit pas trouvé dans les archives du major serbe une seule lettre originale d'un des accusés avec lesquels il écrit avoir été en correspondance si fréquente. Il est incompréhensible aussi que Todorovitch, que le colonel expert Sertitch qualifie d'homme exceptionnellement capable et circonspect, ait emporté toutes ses archives avec lui sur le front, archives dont il ne pouvait avoir besoin et qui, si elles tombaient aux mains de l'ennemi, auraient donné lieu à de terribles représailles contre la population serbe de Bosnie-Herzégovine.

Si le major Todorovitch avait été un traître il aurait agi ainsi, mais ce ne peut être un traître celui qui donne sa vie pour défendre sa patrie ! Ces présomptions,

jointes à plusieurs preuves péremptoires, par exemple quand le tribunal est obligé de reconnaître que certaines allégations contenues dans les notes de Todorovitch sont absolument controuvées, démontrent que le fameux carnet du major Kosta Todorovitch *est un faux*. Pour ceux qui sont au courant de la « justice » dans les procès politiques en Autriche-Hongrie cela n'a rien de surprenant !

Cependant, même si ces notes devaient être considérées comme authentiques, elles ne donnent aucune indication permettant de supposer que les prévenus fussent membres de la *Narodna Odbrana*. Les accusés sont « des personnes de toute confiance dont je me sers pour espionner la situation militaire en Bosnie-Herzégovine », explique le major serbe. Mais le tribunal raisonne autrement. Il admet que puisqu'il a envoyé un rapport à la *Narodna Odbrana*, Todorovitch était en relations avec elle et que par conséquent tout individu en relations de confiance avec lui devait, par cela même, être membre ou confident de la *Narodna Odbrana*. Avouons qu'il faut une certaine dose d'imagination et d'illogisme pour arriver ainsi à la conclusion que les accusés ont été membres de la Défense Nationale.

Et si même le raisonnement des juges de Banialouka était exact, est-ce qu'être membre de la *Narodna Odbrana* signifie en même temps, d'après l'article 111 du C. P., que l'on veuille entreprendre un crime aboutissant à la haute trahison ? Chacun peut devenir membre d'une société même « révolutionnaire », mais il y a loin entre faire partie d'une société révolutionnaire et commettre un acte qualifié par la loi de haute trahison. Le crime de

haute trahison suppose que le coupable a travaillé avec dol, étant conscient du but de son action révolutionnaire et qu'il a entrepris par la violence quelque acte pouvant mettre en danger l'existence de l'Etat ou du souverain. Or tous les condamnés nient énergiquement avoir su — et comment l'auraient-ils su ! — que la *Défense Nationale* fût une société « révolutionnaire ». Il est hors de doute que le tribunal n'avait aucune raison de considérer comme prouvé que les condamnés, même en devenant membres de la *Défense Nationale*, eussent l'intention de commettre tous les crimes que le *Manifeste impérial* et le *Livre rouge* attribuent comme tâche à la *Narodna Odbrana*.

Tantôt le tribunal a considéré les notes de Todorovitch comme des détails insignifiants, tantôt comme des preuves péremptoires. C'est ce qui est bien illustré par le fait suivant : on sait que Vasilj Grdjitch, l'âme du parti serbe en Autriche, un homme éminemment intelligent, actif et influent, était le plus visé dans toute cette affaire dont l'un des principaux objectifs fut de le faire disparaître. Or le manuscrit Todorovitch dit que « les principaux organisateurs et instigateurs de toutes les actions révolutionnaires étaient Vasilj Grdjitch et le docteur Sava Ljoubibratitch, qui furent directement en relations avec le Comité central de la *Défense Nationale* ».

C'est l'unique mention concernant ces deux personnes, qui se trouve dans les notes du major serbe. Néanmoins le tribunal base sur cette phrase sa conviction que Vasilj Grdjitch fut l'instigateur de toutes les actions révolutionnaires et le condamne à mort le der-

nier, c'est-à-dire qu'il doit d'abord assister au supplice des quinze autres condamnés ; et, sur la base de cette même phrase, le Dr S. Ljoubibratitch est acquitté.

Il résulte des documents du major Todorovitch que c'est lui qui aurait donné l'idée à la *Narodna Odbrana* de se servir pour l'espionnage des organisations de *Sokol* et de *Pobratimstvo*.

Se basant sur le fait que les *Sokols* serbes, croates, slovènes, tchèques et bulgares avaient des réunions communes dans le Royaume de Serbie, et sur le fait qu'on avait répandu des journaux propageant l'idée des *Sokols*, le Tribunal admet que les *Sokols* et les *Pobratimstvos* serbes étaient des organes de la *Narodna Odbrana* et condamne dix-sept de leurs fonctionnaires et membres dirigeants pour crime de haute trahison. Plus de la moitié d'entre eux sont condamnés à des peines de dix à dix-huit ans de travaux forcés.

Si vraiment les *Sokols* et les *Pobratimstvos* étaient en rapport avec la *Narodna Odbrana* comment peut-on inculper les membres de ces associations des actes révolutionnaires qu'on prétend trouver dans le programme de la *Narodna Odbrana* ? Le jugement devrait distinguer et préciser la responsabilité pénale de chaque accusé ; enfin, confirmer les actes réels qu'il a entrepris dans l'intention de commettre un crime de haute trahison. Au contraire, le jugement a admis que les dix-sept accusés étaient tous coupables du crime de haute trahison, simplement pour avoir été membres des *Sokols* et des *Pobratimstvos*.

En Croatie-Slavonie, les membres des *Sokols* serbes

ont été poursuivis pour le même objet que ces dix-sept condamnés de Banialouka, mais leur action a été qualifiée non plus de crime de haute trahison, mais de crime contre la paix publique, ce qui entraîne une peine de dix *mois* d'emprisonnement. Pourquoi une même action est-elle qualifiée si différemment dans deux provinces où sont en vigueur presque les mêmes institutions judiciaires ?

Au deuxième chapitre de cet ouvrage nous avons exposé le but des *Sokols* et des *Pobratimstvos*. A ce propos il est intéressant de rappeler qu'en Bosnie-Herzégovine existe une loi spéciale sur les associations. Les statuts des sociétés doivent être approuvés par le gouvernement ; en outre des délégués du gouvernement assistent aux séances et exercent un contrôle très minutieux sur le travail de l'association. Il s'ensuit une impossibilité pour les sociétés d'agir dans une direction contraire aux idées du Code pénal. Ajoutons que le gouvernement austro-hongrois et les pouvoirs militaires eux-mêmes reconnaissent la valeur et le mérite de ces organisations. Le chef du XV^e corps d'armée à Saraïevo offrit à l'organisation centrale des *Sokols* serbes les moyens d'exercer leurs membres au tir. Souvent aussi le ministère de la guerre libérait des cours de répétition militaires les maîtres de gymnastique des *Sokols*.

Pour la *Prosveta* ce fut la même chose ; trois membres furent condamnés pour crime de haute trahison parce qu'ils avaient travaillé selon le programme de cette association. On les rendit responsables des articles du journal « *Prosveta* », du contenu d'un almanach et des con-

férences du secrétaire de la société, ce qui équivalait au crime de haute trahison, car on leur attribua la responsabilité pénale d'avoir eu conscience de tout cela.

Le fait du reste que ces sociétés étaient tolérées par le gouvernement prouve que leur travail ne fut pas contraire aux intérêts du pays. Quand, par exemple, en 1913, le gouvernement de Bosnie-Herzégovine a dissout toutes les associations serbes et confisqué leurs biens, les commissaires perquisitionnèrent dans les archives de ces sociétés. Cependant il ne fut pas constaté dans leur activité la moindre incorrection et le général autrichien Potiorek, gouverneur du pays, put, en novembre 1913, déclarer à la Diète de Bosnie que ces mesures avaient été prises envers les sociétés serbes par précaution en vue d'un conflit européen éventuel, mais que le gouvernement ne voulait pas entacher du moindre soupçon le travail de ces sociétés, qu'il considère comme loyal et exact.

Telle était alors, après une analyse minutieuse, l'opinion du gouvernement sur une activité que le tribunal de Banialouka qualifie actuellement de révolutionnaire.

En ce qui concerne les articles du journal et de l'almanach « *Prosveta* » il est utile de rappeler qu'en Bosnie-Herzégovine, d'après la loi sur la presse, la police a le droit de confisquer tout imprimé avant sa distribution et que le procureur peut en outre poursuivre les éditeurs. Or il a été prouvé au cours du procès que le journal « *Prosveta* » n'a jamais été confisqué depuis dix années qu'il paraît et que *pas un* de ses collaborateurs n'a été

poursuivi par les tribunaux. Etant donné l'état de choses en Bosnie-Herzégovine où les journaux Serbes ont, en un an, été confisqués une centaine de fois (voir annexe VI), il n'y a pas d'exemple plus évident de la loyauté du journal « *Prosveta* ».

L'almanach *Prosveta* fut une seule fois confisqué à cause d'un article de feu Rista Radoulovitch, article qui fut qualifié par la justice de « contraire à la paix publique » et valut à son auteur, d'après l'art. 142 du Code pénal, 4 mois de prison. On ne précise pas, dans l'acte d'accusation du procès de Banialouka, lequel des articles de l'almanach est subversif, mais on y incrimine l'almanach en bloc. Nous devons admettre que l'article de M. Radoulovitch seul est contraire à la loi, car lui seul a été puni. D'après le code pénal et la loi sur la presse, un membre d'une société n'est pas responsable des articles des organes de la société (à moins qu'il les ait signés). Comment donc un membre de la *Prosveta* peut-il, pour la même raison, être une fois condamné d'après l'art. 142 et une seconde fois accusé d'après l'art. 111 du même code ?

En somme *il n'a pas même été prouvé pour un seul des accusés qu'il ait commis le crime de haute trahison*. Le « tribunal », sur la base de ces *intentions supposées* que fait ressortir l'acte d'accusation du procureur général, acquiert la conviction de la responsabilité individuelle des accusés et prononce son odieux jugement. Seize des inculpés sont condamnés à mort par pendaison, quatre-vingt-deux à des peines d'emprisonnement variant de 20 à 2 ans avec ou sans travaux forcés et jours de

jeûne¹. De plus, on exige des condamnés le paiement de dommages-intérêts à l'État, soit la somme colossale de 14,670,000 couronnes pour une partie des frais de mobilisation dont on les considère responsables.

VII

CONCLUSION.

Il s'agit évidemment d'un procès politique et par cela même d'un procès de tendance où la raison d'Etat prime toutes autres considérations. En sacrifiant ces innocentes victimes, le gouvernement austro-hongrois tente : 1^o de procéder à l'intimidation des Serbes et des autres peuples asservis de la Monarchie afin de les empêcher de secouer son joug pendant la guerre ; 2^o de prouver aux peuples d'Autriche-Hongrie et d'Europe qu'il a été forcé de faire la guerre à la Serbie, ce pays « animé envers lui d'une haine fanatique, ce pays où l'assassinat, comme le prouve la catastrophe de Saraïevo, est permis même aux classes élevées de la société et où, de plus, il est glorifié !² »

Mais, comme l'écrivait récemment dans *La Victoire* M. Gustave Hervé : « Ce qu'en Allemagne et en Autriche

¹ Trois des accusés sont morts en prison au cours de ces 22 mois de détention préventive, 55 ont été libérés, 1 (Obro Golitch) a été pris comme témoin.

² « Directions pour l'attitude à observer à l'égard de la population serbe » ; distribué aux troupes austro-hongroises du 9^{me} corps par le général d'infanterie Hortstein, en 1914.

on appelle haute trahison, nous l'appelons honneur et fidélité ». En effet, c'est bien parce que la loi martiale est actuellement en vigueur dans les provinces slaves de la Monarchie que son gouvernement peut impunément et même avec un semblant de légitimité commettre des crimes aussi abominables contre ses sujets.

Tandis que la presse italienne claironne à grand fracas et en termes grandiloquents la mort de Cesare Battisti et d'autres martyrs de l'irrédentisme, des *milliers* de martyrs yougoslaves ont trouvé obscurément la mort ; d'autres, par milliers aussi, languissent oubliés dans la nuit des cachots ou, dépouillés de leurs biens, chassés de leurs foyers, séparés de ceux qui leur sont chers, s'en vont misérablement vers les camps de concentration. Et ces plaintes contenues, ces détresses résignées de femmes et de tout-petits, ces héroïsmes d'hommes et d'adolescents, toute cette chair qui souffre au delà de toutes les douleurs, ces âmes angoissées mais où l'espérance vit toujours, ce peuple yougoslave admirable autant que ses frères d'Outre-Drina, n'a point d'apologiste ; il n'a personne pour crier au monde son obscur martyr et l'auréoler d'une gloire immortelle. Nous n'avons pas qualité pour nous faire le porte-voix de ces cris de douleur, des plumes plus autorisées que la nôtre s'y attacheront, espérons-le. Cependant, comme neutre et comme Suisse, nous avons tenu à exposer les souffrances de quelques-uns de « ceux dont on ignore le martyr ». En exprimant librement notre sympathie pour ces malheureux, en stigmatisant le joug intolérable qu'ils portent, nous croyons être l'interprète des senti-

ments de tous ceux qui, chez nous, sentent et réfléchissent. Notre but n'est pas de semer la haine contre l'Autriche; nous savons trop que, comme nous l'exposait un jour un paysan serbe, « ce n'est pas le peuple, c'est le gouvernement qui est coupable ». C'est lui, par conséquent, le seul responsable de tous les actes que nous avons exposés. En tant que Suisse, ce nous est aussi un devoir de justifier nos compatriotes qu'on méconnaît à l'étranger, qu'on accuse même d'avoir assisté impassibles à la violation de la neutralité belge ainsi qu'à tous les actes arbitraires et inhumains qu'ont enregistrés les tristes annales de cette guerre. Si notre gouvernement n'a pas protesté officiellement c'est qu'il avait de bonnes raisons d'agir ainsi¹. Mais notre gouvernement n'a pas la prétention d'incarner l'âme et la conscience du peuple suisse. Il n'est qu'un organe de la machine administrative; il ne fait pas l'opinion et même ne représente celle-ci que dans une certaine mesure. Or, cette opinion, elle s'est manifestée très nettement quand elle a été éclairée. L'âme suisse a été profondément affectée chaque fois qu'elle a eu connaissance d'actes contraires au droit des gens, au droit international et à la liberté des petites nations. Et, malgré la détresse qui règne dans notre asile de paix, nous avons eu la pudeur d'étouffer nos plaintes en face de détresses beaucoup plus grandes. Bien plus, en grand nombre les œuvres charitables et humanitaires ont

¹ Du reste, la Suisse n'était pas signataire du traité garantissant la neutralité de la Belgique.

généreusement surgi du sol helvétique. Ne sont-elles pas un témoignage cent fois plus éloquent de l'état d'âme du peuple suisse, que de véhémentes et éphémères protestations qui ne coûtent rien à personne et ne produisent d'autre effet que d'attiser les haines !

Nous le savons, « la Serbie a assumé la tâche glorieuse de délivrer toute la race serbe, croate et slovène du joug étranger. Il ne s'agit point pour elle de conquêtes, d'agrandissements territoriaux plus ou moins considérables, de débouchés à la mer plus ou moins importants. Il s'agit de la délivrance et de l'union de toute cette race sous le sceptre glorieux de Pierre I^{er}, roi de tous les Croates, Serbes et Slovènes¹ ». Nous avons vibré d'enthousiasme à la nouvelle des magnifiques victoires des Serbes et nous avons compati à leur immense affliction ; mais si nous suivons, anxieux, la marche de ces héros qui disputent leur patrie à ses ravisseurs, notre cœur est aussi avec ces femmes, ces vieillards, ces enfants restés au pays et cruellement opprimés par des ennemis abhorrés ; souffrant de la faim, du froid, de la misère, des épidémies, et supportant avec un héroïsme admirable les continuelles vexations et les actes arbitraires².

¹ V. *La Serbie* du 27 août 1916.

² Dans la *Tribune de Genève* du 22 juillet 1916 nous avons publié sous le titre « La terreur en Serbie » un long article commentant d'abord le décret de l'archiduc Frédéric (décret mis en vigueur le 28 juin 1916), et montré qu'en se basant sur les conclusions du tribunal de Banialouka l'autorité militaire pouvait à son gré confisquer la fortune de tous ceux *qui à quelque titre peuvent être rendus res-*

La justice austro-hongroise qui couvre d'une manière si infâme les exactions et les crimes des autorités de la monarchie danubienne contre ses propres sujets ne se lasse pas de continuer à prêter main-forte au projet ma-

ponsables de la guerre actuelle contre l'Autriche-Hongrie, autrement dit de toute la population serbe. Nous avons ensuite énuméré les nombreux actes commis par les occupants austro-magyars et bulgares, au mépris des principes les plus élémentaires du droit international : « Par exemple, on a ouvert en Serbie des écoles autrichiennes, où l'on force les enfants à apprendre l'allemand et les instituteurs à enseigner une histoire serbe blâmant le gouvernement et la dynastie serbes. Par l'introduction de l'allemand dans tous les tribunaux on n'a pas respecté l'organisation judiciaire, de même qu'en plaçant à la tête des conseils municipaux des créatures dévouées au gouvernement occupant on n'a pas respecté l'administration communale. On a supprimé l'écriture nationale (cyrillique). En vidant de leurs valeurs les musées, les bibliothèques, le palais royal, les séminaires, les institutions publiques et les maisons privées, comme aussi en édictant le décret de l'archiduc Frédéric on n'a respecté ni la propriété de l'État, ni la propriété privée. » Mais ce n'est pas tout, l'autorité militaire austro-magyare procède, depuis quelque temps déjà, à la déportation en Hongrie de familles serbes entières et cela sans aucun motif. Et comment qualifier le pillage du trésor du monastère de Detchani, le lieu saint de l'église orthodoxe serbe ! Chaque semaine nous apporte l'écho de nouvelles mesures de représailles ; ainsi le journal bulgare *Outro*, du 13 IX 1916, écrivait : « Il est défendu à la population de Belgrade de sortir dans les rues après 8 heures du soir et de fermer à clef les maisons pendant la nuit. » *Beogradske Novine*, 12 IX, organe officiel du gouvernement occupant, annonçait : « On a arrêté rue Bosanska deux garçons, l'un de seize ans, l'autre de douze, parce qu'ils s'amusaient pendant

chiavélique d'exterminer systématiquement les Slaves en général, et les Serbes en particulier.

Il y a peu de jours l'*Az Ujság* (12, IX) écrivait « que la police de Novi Sad a ouvert une nouvelle enquête contre M. Vassa Stayitch, professeur à l'Ecole normale de Sombor (Batchka), que le tribunal de Szegedin avait déjà condamné à huit ans et demi de travaux forcés pour haute trahison. Cette nouvelle enquête a pour base les archives de la *Narodna Odbrana* (Défense Nationale) qui sont dans les mains des autorités austro-hongroises. On y trouve deux pièces qui sans aucun doute démontrent que Stayitch a voyagé gratuitement sur les che-

leur promenade à manifester des idées panserbes en chantant : « Ma Serbie, tu seras quand même grande ! », « Serbie, ô ma mère, tu seras un Empire. » Tous deux ont été arrêtés, conduits à la police qui les a punis exemplairement : l'aîné a été interné, tandis que le cadet a été dirigé au dépôt des travailleurs, à Banitza. » Le journal du lendemain disait : « La servante Nathalie Radovitch, 32 Rue du Prince Michel, a craché le soir du 7 septembre, d'un balcon du premier étage dans la rue, tandis que défilait la retraite aux flambeaux, mais sans atteindre personne. Elle a été punie de 14 jours de prison. Elle est emprisonnée dans une cellule spéciale. » Les Bulgares violent le droit des gens d'une façon plus inouïe encore puisqu'ils ont eu l'audace et le cynisme de créer dans tous les territoires occupés par eux (soit la majorité des nouveaux territoires et plus de la moitié de la Serbie d'avant 1912) des commissions de recrutement qui enrôlent dans l'armée bulgare les Serbes restés dans leur pays. Le *Preporet*, organe de M. Malinoff, l'avoue comme s'il s'agissait d'une chose toute naturelle. Voir notre article dans la *Tribune de Genève* des 8 et 9 octobre 1916 : « Une violation inouïe du droit des gens. »

mins de fer serbes, et qu'il a été membre de la Narodna Odbrana. Un délégué de la police de Novi Sad s'est rendu il y a quelques jours à Szegedin pour interroger Stayitch qui se trouve dans la prison de Csillag. Stayitch nie l'authenticité de ces pièces. »

M. Vassa Stayitch est un homme de lettres serbe très connu. Il a étudié à Paris, et a été considéré comme le chef intellectuel de la jeunesse de la Voïvodina (Syrmie, Batchka et Banat). Il a été rédacteur d'une revue pour la jeunesse, le *Nouveau Serbe*, et d'un journal populaire *Srpska Prosveta*. Il a été déjà poursuivi par les autorités magyares pendant les guerres balkaniques et depuis 1913 il est presque constamment dans les prisons. Ses amis, de jeunes instituteurs serbes, des avocats, des prêtres de Pantchévo, de Betchkerek et de la Vélika Kikinda, partagent le même sort dans les prisons hongroises; tels sont les frères Yakchitch, le juriste Roller, l'instituteur Stayitch, par suite de l'arrêt du procès de haute trahison de Vélika Kikinda; ensuite les frères Yovanovitch de Pantchévo et tant d'autres. Des centaines d'intellectuels serbes du Banat et de la Batchka, tous sujets de la Monarchie, gémissent dans les prisons magyares ou dans les camps de concentration d'Autriche-Hongrie.

Nous avons parlé du procès intenté à Stiépan Grdjitch, député et frère du héros de Banialouka; de pareilles poursuites sont fréquentes « aujourd'hui où, pour le plus petit murmure, on distribue six à huit ans de prison ¹ »,

¹ Interpellation du député Bela Mezössy à la séance du 19 ix du parlement hongrois.

« aujourd'hui qu'on emprisonne et qu'on pend pour une futilité ¹. »

Voici, entre plusieurs (voir annexe II), un exemple de condamnation pour un motif futile :

Après le meurtre de François-Ferdinand, à Saraïevo, la maison de M. Grigoriyé Yeftanovitch, un vieillard de soixante dix-huit ans, l'un des chefs du parti radical serbe en Bosnie, fut détruite par les agitateurs. En pillant, on trouva dans la cave de cette maison un écusson aux armoiries de tous les pays yougoslaves. M. Yeftanovitch fut, pour cela, accusé de haute trahison et condamné à un an d'emprisonnement, tandis que son fils était condamné à six mois de la même peine.

Comme nous le disions, rien n'arrête les autorités austro-hongroises dans leur guerre d'extermination des Yougoslaves. Après le cynique procès de Banialouka, d'autres ont été intentés et chaque mois en amènera de nouveaux. Ainsi le journal *Novosti*, du 11 octobre 1916, annonce pour le 23 octobre une réédition du procès de Banialouka. Nul doute que cette fois-ci les indésirables qui avaient miraculeusement échappé soient enfin emprisonnés ou pendus ; nul doute aussi que la procédure judiciaire de ce nouveau procès ne le cède en rien à celle que nous avons trop longuement exposée.

Voici l'extrait du *Novosti* :

« Lorsqu'on a trouvé à Loznitza les fameux papiers du commandant serbe Kosta Todorovitch, qui révélaient l'organisation de l'espionnage serbe en Bosnie,

¹ Interpellation du député Géza Polonyi, même séance.

tous ceux qui y étaient signalés comme espions serbes furent emprisonnés. Une partie de ces personnes ont déjà été condamnées dans le procès de Banialouka. L'autre partie, comprenant 39 personnes, dont une est morte en prison, est emprisonnée à Saraïevo et sera jugée séparément. Le procès commencera le 23 octobre, devant le tribunal de première instance de Saraïevo.» (Voir pages 236 et 286.)

Enfin l'anecdote suivante, malheureusement authentique, peut donner une idée de la justice magyare et du traitement des « nationalités » ¹ pendant la guerre.

Nous l'extrayons d'un organe socialiste hongrois, le *Nepszava*, du 12 septembre 1916. Le reporter de ce journal décrit ainsi sa tournée au palais de justice :

« Vêtu d'une blouse de forçat, un jeune homme est introduit. Il est accusé de complicité dans le vol de deux cartes de pain.

« M. le juge, le Dr Jules Szurtogh, est très nerveux, tandis qu'un caporal dépose comme témoin.

— Eh bien, qu'est-ce que vous en dites, Pinka ?

Mais André Pinka nie les assertions du témoin.

— Ferme ta gueule ! crie le juge pour le calmer.

(Le juge lit. Il faut être bien habile pour comprendre ce qu'il lit.)

— Ne chuchotez pas, mais faites attention, c'est à vous que je parle !

¹ Nom générique donné aux populations non-magyares de la Hongrie.

— Je ne comprends pas le magyar, se récrie l'accusé slovaque.

— C'est égal ! vocifère le juge ; et sa grosse voix magyare emplît le prétoire comme s'il croyait qu'un Slovaque devait nécessairement le comprendre quand il élève la voix.

André Pinka se tait.

— Eh bien, dit enfin le juge en prononçant la sentence : — deux mois de prison ! — pour deux cartes de pain dont l'accusé n'a pas même fait usage.

Entr'acte. Un autre numéro. Nouveaux acteurs, mais toujours le même thème. »

Mais les dés sont jetés. A la pécheresse endurcie qu'est l'administration habsbourgeoise il est trop tard pour revenir en arrière, trop tard pour méditer cette parole du vieux prophète Esaïe (chap. X, 2) : « Le peuple ne revient pas à celui qui le frappe. »

Nous l'espérons proche ce jour où les écailles tomberont des yeux de ceux qui prétendent encore que cette puissance surannée est une nécessité européenne. L'Autriche-Hongrie a perdu le droit d'exister. Il ne s'agit plus de *l'inventer*¹ pour servir de contrepoids à l'Allemagne ; il faut, au nom du droit et de l'humanité, donner l'indépendance aux peuples qui la composent. Alors chaque peuple disposera de ses destinées et, selon son

¹ Cette parole célèbre du grand patriote Tchèque François Palacki, à laquelle beaucoup d'auteurs ont donné un sens parfaitement abusif a été prononcée quand l'Allemagne menaçait d'incorporer la Bohême à son empire, faisant disparaître ainsi la noble nation tchèque.

histoire, selon sa race, sa langue et ses affinités, s'organisera en une nation indépendante. L'instruction ne sera plus entravée et considérée comme nuisible à la sécurité de l'Etat. On ouvrira plus d'écoles qu'on n'inaugurera de casernes. La liberté de conscience, la liberté de la parole et de la presse, la liberté de sentiments, l'égalité et la justice seront en honneur au sein de ces grandes familles d'une même race. Au pays yougoslave comme au delà de la Drina, du Danube et de la Save, les hommes auront le droit de se sentir et de s'appeler « brat » (frère).

Puisqu'il n'est pas permis à ces malheureux de se défendre, nous, Suisses, nous avons le devoir de protester pour eux et de flétrir le régime d'oppression qui piétine les Yougoslaves, comme nous protestons contre les tortures infligées aux Arméniens.

Même s'il était prouvé que les juges de Banialouka eussent raison sur toute la ligne, si tous les accusés étaient coupables de haute trahison, si l'irrédentisme des Slaves du sud avait vraiment fomenté un soulèvement pour secouer le joug austro-magyar, nous devrions pour les Yougoslaves être transportés d'admiration, de sympathie et de pitié. Pourquoi ces gens-là payeraient-ils d'un loyalisme suranné l'oppression autrichienne et les procédés terroristes de magyarisation dont ils sont les victimes ? Ce serment du Grütli, cette vaste conspiration et les luttes héroïques contre cette même Autriche, qui constituent les pages les plus sublimes de notre histoire nationale, diffèrent-ils des manœuvres attribuées à la coalition serbo-croate et à ces douloureux condamnés

de Banialouka ? Non, l'irrédentisme n'est autre que la manifestation du besoin de liberté inné dans chaque être. Pour nous, Suisses, cet élan vers tout ce qui se nomme *liberté* est à tel point naturel et spontané qu'il fait partie intégrante de notre moi. Or, le crime dont les juges de Banialouka chargent les accusés est d'avoir voulu cette liberté pour leurs compatriotes et pour eux. Il paraît que, chez nos voisins de l'Est, c'est un abominable forfait que seule la mort peut expier ! Mais pour nous, fils de Tell et fils de Rousseau, c'est une action noble et glorieuse, qui force notre respect et notre admiration ! Nous nous sentons frères de ces martyrs de la liberté. Leur sainte cause est nôtre, leur ardent désir d'idéal est si adéquat à notre mentalité qu'il nous reporte inconsciemment au souvenir des luttes héroïques de nos pères contre les Habsbourg.

Honneur à toi, Vasilj Grdjitch ? honneur à vous patriotes martyrs de l'idée de liberté ! Les vrais Suisses (ceux qui sont fidèles à leurs anciennes traditions d'indépendance) vous envoient un message enthousiaste de sympathie.

Et vous, Alliés, champions du droit, vous ne voudrez pas que subsiste ce régime de terrorisme et d'injustice ! Alliés ! vous ne voudrez pas que ces huit millions de Yougoslaves martyrs agonisent sous un joug qui écrase et qui exploite aussi les Tchêco-Slovaques, les Ruthènes, les Italiens et les Roumains ! Alliés, c'est en votre équité que la nation Yougoslave fait appel. Souvenez-vous de cette Illyrie enfantée par le génial Empereur, et songez qu'un cœur serbe bat dans toutes les poitrines yougo-

slaves. N'oubliez pas que les deux tiers des soldats austro-hongrois sont des Slaves¹ qu'on force à mener une guerre fratricide pour des fins anti-slaves ! Vous ne permettrez pas qu'une paix devienne possible sans avoir délivré les Slaves du sud d'une servitude plus de cinq fois séculaire et sans avoir brisé les chaînes de tous les martyrs de l'irrédentisme languissants dans les prisons. Votre équité, votre désintéressement, votre enthousiasme pour les causes justes et belles vous feront crier avec ceux qui attendent tout de vous : l'Autriche-Hongrie a trop duré !

Notre livre aura atteint son but s'il a réussi à attirer l'attention sur l'état de sujétion des Yougoslaves et à éveiller de la sympathie pour ce peuple martyr de l'idée de liberté. Que la paix lui apporte enfin la complète réalisation de ses espérances séculaires ! C'est le vœux que nous formons pour lui.

¹ Dans les circonscriptions militaires (Ergänzungsbezirk) slaves on a levé trois à quatre fois plus d'hommes que dans les circonscriptions allemandes. Avec beaucoup de ces Slaves on a formé des corps volants (fliegende corps) qui ont toujours été lancés au premier rang dans les endroits les plus exposés ; aussi n'est-il pas étonnant que les 60 % des troupes yougoslaves soient tombés au cours de la première année de guerre. On évalue jusqu'à présent les pertes yougoslaves à plus d'un demi-million de tués, invalides et prisonniers.

VIII

Annexes.

Les documents que nous publions comme annexes méritent l'attention du lecteur, car ils sont extraits de la presse austro-ungaro-bulgare. Il va sans dire que tout n'a pas été publié et que ce que nous publions ici n'est qu'une minime partie de ce que l'humanité en général et les Yougoslaves en particulier peuvent reprocher aux Austro-Hongrois et aux Bulgares. Chaque jour amène, encore actuellement, de nouveaux méfaits. Nous avons divisé ces documents dans les sept annexes suivantes :

1. — Fusillés ou pendus.
2. — Condamnés aux travaux forcés, à mort, à la prison, etc.
3. — Confiscations.
4. — Expulsés.
5. — Exclus de la liste des avocats.
6. — Ouvrages, brochures et journaux saisis.
7. — Règlements, décisions, ordres par lesquels on attente aux droits et à la fortune des Yougoslaves.

* * *

ANNEXE I.

Fusillés ou pendus.

Les trois frères Kourman, Milivoï et Svétislav Pétrouitch, de Prhovo, près de Semlin, ont été pendus en

1914 après que l'armée serbe se fût retirée de Syrmie. Le notaire Sava Radovanovitch, de Popintzi, a été fusillé le 29-VIII-1914, près de Pétrovtsi. En août 1914 le prêtre orthodoxe de Mali Gradatz, près Biélina (Bosnie), a été pendu par les troupes magyares ; sa maison a été pillée et saccagée (source privée).

Ivan Brénotch, grand propriétaire de Dobje (Carniole), a été fusillé pour crime de lèse-majesté.

(Slovenetz, 24-VIII-15.)

Franio Pétritch, a été condamné à mort pour espionnage et Aloyziyé Rasberger, aux travaux forcés pour délit contre la puissance militaire de l'Etat, par le tribunal de landwehr du 5^e gouvernement de l'armée.

(Slovenetz, 7-XI-15.)

Andro Rafousdovitch et Milorad Yovanovitch ont été condamnés à mort par le tribunal de Pétrovatz, pour avoir attaqué une patrouille hongroise, et pour n'avoir pas rendu leurs armes.

(Obzor, 23-I-16.)

Le 28 janvier 1916 fut pendu dans la caserne de Philippovitch, à Saraïevo, le paysan Malicha Savitch (âgé de 52 ans), de Tchaïnitche, pour cause de haute trahison.

(Obzor, 2-II-16.)

Le tribunal militaire allemand à Yagodina a condamné à mort trois paysannes (sœurs) : Miléna, Militza et Andriä Vésélinovitch, pour avoir tué le sous-officier de gendarmerie allemande, Hahn.

La peine fut exécutée le 12 janvier.

(Slovenski Narod, 3-V-16.)

Petar Prvoulovitch (sujet serbe) a été condamné à mort le 15 janvier 1916 par le tribunal militaire, de Paratchin, pour cause d'espionnage.

Paoun Bokotch et Antoniyé Yogan (sujets serbes), ont été condamnés à mort le 15 janvier 1916, par le 4^e gouvernement d'étape, pour avoir porté des armes interdites.

L'exécution eut lieu le 18 janvier à Naresnitza.

(Slovenetz, 14-II-16.)

Le tribunal militaire, à Chabatz, a condamné à mort par pendaison Kosta Djokitch, pour avoir bâtonné un soldat autrichien. Il fut fusillé, à cause du manque de pendeur.

(Beogradske Novine, 1916.)

Le tribunal militaire, à Gorgni Milanovatz, a condamné à mort le paysan Miladine Pétrovitch pour crime de lèse-majesté (contre François-Joseph).

(Beogradske Novine, 15-II-16.)

Le tribunal militaire de Saraïevo a condamné à mort, le 21 février, Atchim Bliélogrlitch, de Fotcha, pour crime contre la puissance militaire. La peine fut exécutée le même jour.

(Bosnische Post, 23-II-16.)

Le tribunal militaire de Gorgni Milanovatz a condamné à mort par pendaison, le 28 février 1916, le paysan Jivota Radovitch, pour avoir tué avec une bûche deux soldats autrichiens. L'ancien soldat serbe Mile Maksimovitch et le paysan Lioubinko Sizovitch, furent également fusillés, par suite du manque de pendeur.

(Beogradske Novine, 9-III-16.)

Petar Topalovitch, de Vichégrad, a été condamné à mort par le tribunal, à Saraïevo, pour avoir lutté dans les rangs des comitadjis serbes contre la Monarchie. Topalovitch a été fusillé le 27 mars 1916, par suite du manque de personnel pour le pendre. (Saraïevski List, 28-III-16.)

Un paysan de Boka-Kotorska (Dalmatie) a été pendu à Tzétigné pour avoir combattu dans les rangs de l'armée monténégrine. (Bosnische Post, 5-IV-16.)

Le tribunal régional à Zadar (Dalmatie), a ordonné la confiscation de la fortune de Ivan Lazitch, de Palatcha, et l'a condamné à mort pour cause de haute trahison et pour avoir avoué ouvertement qu'il était Yougoslave et avoir agi dans ce sens. (Slovenski Narod, 8-IV-16.)

Une patrouille de « Schutzkorps » constituée de Ibrahim Douzitch, Salih effendi Zeynilovitch, Moustafa Vousitch, Aliya Hadjovitch, Ahmed Helda, Adem Tsvorak et Hasim Abazovitch, a été reconnue responsable devant le tribunal de Saraïevo d'avoir assassiné plusieurs Serbes, en septembre et octobre 1914, dans les environs de Saraïevo.

Moustafa Vousitch a été condamné à mort par pendaison; Aliya Hadjovitch à 15 ans de travaux forcés; Salih Zeynilovitch, ainsi que les autres, ont été libérés. (Arbeiter Zeitung (de Vienne), 6-V-16.)

Andjelko Stanitch, de Margétitch (Bosnie), est condamné, par le tribunal de Saraïevo, à mort par pendaison, pour avoir servi de guide aux soldats monténégrins, pour avoir attaqué les musulmans et tiré sur des aéroplanes. Il fut pendu le 18 mai 1916.

(Arbeiter Zeitung, 24-V-16.)

Djouro Zénovitch, Serbe, a été condamné pour crime de haute trahison et pendu à Erzeg-Novî, le 29 juillet 1916, pour avoir accepté la fonction de maire de la commune de Boudva pendant l'occupation monténégrine.
(Die Drau, 2-VIII-16.)

A la séance du 21-VI-1916 le député Stiépan Zagoratz a interpellé le gouvernement en demandant pourquoi des Serbe de Syrmie sont encore tenus dans des prisons. Il a cité des exemples d'après lesquels il y en a qui ont été fusillés et qui, après leur mort, ont été déclarés innocents par le tribunal; cependant d'autres ont été acquittés par le tribunal, et les autorités ne les laissent pas rentrer chez eux.
(Novine, 22-VI-16.)

L'ancien ministre de la guerre, monténégrin général Véchovitch, a tué un officier « impérial et royal » puis, avec ses deux frères, il s'est fait rebelle. La personne qui l'attrapera recevra, à titre de récompense, 50,000 couronnes du gouverneur général militaire de Tzétigné.
(Hrvatski Dnevnik, 17-VI-16.)

Le 27 juin a été exécuté Vladislav Véchovitch, frère de l'ancien ministre de la guerre monténégrin, général Radomir Véchovitch, qui, après l'assassinat du lieutenant Péchéra, s'est sauvé. Le père du général qui était retenu comme otage fut gracié.

(Bosnische Post, 4-VII-16.)

Yosip Yéglitch, de Lioubliana, a été condamné à mort par le tribunal de Lioubliana pour avoir agi contre la sécurité publique.

(Tagespost, 3-VI-16.)

Le président de la commune de Boudva : Stévo Srzenitch, a été condamné à mort, pour crime de haute trahison, puis grâcié et condamné à 20 ans de prison. A Grblyé, trois religieux orthodoxes ont été pendus. (Source privée.)

Le 21 juillet Andria Tschouskitch, de Tschélébitch, a été condamné à mort, et le 4 septembre il a été pendu pour crime de haute trahison.

(Bosnische Post, 5-IX-16.)

Lundi, le 30 octobre, le tribunal militaire de Saraïevo a jugé le paysan Pavlé Vouitchitch, de Tchourevo, canton de Fotcha, pour le crime de haute trahison. Vouitchitch a été accusé de s'être engagé volontaire, lors de l'irruption de l'armée monténégrine, en 1914, dans une compagnie d'avant-garde.

En vertu du §444 du Code militaire, Vouitchitch a été condamné à la pendaison. Le commandant de la forteresse de Saraïevo ayant sanctionné la sentence, Pavlé Vouitchitch a été exécuté hier, à onze heures du matin, dans la cour de la prison de la forteresse, par le bourreau Aloys Seyfried.

(Bosnische Post, 1-XI-16.)

ANNEXE II.

Condamnés aux travaux forcés, à mort, à la prison, etc.

Dr K. Krsmanovitch, directeur du collège à Baniakouka ; Y. Militch, W. Skaritch, P. Popovitch, professeurs ; S. Alagitch, T. Veljkovitch, S. Kliska, S. Mila-

novitch, M. Manditch, L. Militch, M. Yankovitch, M. Moufitch, S. Bayitch, V. Souyouka, M. Tomljanovitch, Y. Philipovitch, P. Timsisina, R. Birger, S. Bahtiyarévitch, D. Divlyak, D. Kanditch, Y. Stéfanovitch, Y. Payitch, M. Simitch, S. Radovitch, B. Pétrovitch, élèves du collège; R. Kourtajitch Karakoula, E. Birger, A. Koulénovitch, D. Biyélich, élèves passant leur baccalauréat; F. Kourtajitch, employé de banque; L. Djoukitch, élève de l'école normale (condamné dans le procès de l'attentat à 10 ans de travaux forcés); M. Zaritch, maître de l'école primaire; N. Kostitch, prêtre, tous accusés du crime de haute trahison à Banialouka, le 3 mars 1915, et condamnés comme suit :

huit à 6¹ mois de prison ;

deux à 4 mois de prison ;

quatre à 2 semaines de prison ;

et directeur Krsmanovitch à 4 mois de prison.

(Hrvatski Pokret, N° 299, 15.)

W. Lalitch, R. Grdjitch, O. Mastilovitch, gymnasiens de Mostar, sont condamnés par le tribunal de Saraïevq, le 12-V-1915, à 12 mois de travaux forcés pour crime de haute trahison.

(Pokret, N° 299, 15.)

Y. Saritch, M. Grdjitch, C. Mitrinovitch, B. Bratitch, A. Misita, collégiens de Mostar, sont condamnés à 10 mois de travaux forcés par le tribunal de Saraïevo, le 12-V-1915, pour crime de haute trahison.

(Pokret, N° 299, 15.)

A. Nikchitch, G. Nikchitch, M. Zvono, M. Tchéngitch, H. Koukitch, A. Koulinovitch, M. Bankovitch, M. Kranyévitch, R. Kouzmitch, M. Kouch, R. Grtséta, W. Gouptchitch, N. Yolitch, Ph. Zékitch, L. Djoustchitch, C. Popovitch, V. Tschoubrilovitch, Y. Kranytchévitch, B. Zagoratz, D. Kalember, tous de Bosnie et d'Herzégovine, sont accusés d'avoir fait de la propagande serbe et punis, le 13-VII-15, par le tribunal de Travnik, de 6 semaines à 3 ans de prison.

(Bosnische Post, 15.)

C. Doder, artisan et D. Pavitch, collégien de Mostar, sont condamnés par le tribunal de Saraïevo, le 12-VII-15, à 1 mois de prison pour avoir fait de la propagande serbe.

(Pokret, N° 299, 15.)

Le tribunal suprême de Vienne a approuvé la sentence du tribunal de Split d'après laquelle Gaja Radonitch, commerçant de Kostel a été condamné à trois ans de prison pour cause d'espionnage et de dénonciation.

(Novine, 16-VII.)

Le colonel serbe Radakovitch, qui se trouve comme prisonnier de guerre à Gröding près de Salzburg a été enfermé et traduit devant le tribunal de guerre de Saraïevo, car les archives secrètes serbes que les Bulgares ont trouvées à Nich prouvent sa complicité dans l'attentat contre le prince héritier autrichien.

(Basler Nachrichten, 18-VII.)

Ivan de Horvat, de Sv. Nédélia, vieillard de 60 ans, rentier, a été mis en accusation par le procureur général d'Agram, pour avoir manifesté ses sentiments pour le

roi Pierre de Serbie et affirmé que les armées serbes et russes sont les plus fortes.

(Hrvatska, 30-VIII-15.)

Bojidar Lopatitch, élève de 7^{me} classe de gymnase, de Gospitch (Lika), a été accusé, à Zagreb (Agram), d'avoir dit à un de ses camarades qui désapprouvait l'attentat de Saraïevo, que cela lui est tout à fait indifférent : « ...Un archiduc de plus ou de moins !... », et d'avoir dit également que lui et ses camarades ne seront pour les Russes que « Kanonenfutier » (de la chair à canon).

(Le procès a eu lieu le 31-VIII-15, à Agram.)

Douchan Goutécha, élève de 5^{me} classe de gymnase à Gospitch (Lika), a été accusé à Zagreb (Agram) d'avoir « manifesté son mécontentement et son aversion envers les autorités gouvernementales et de les avoir critiquées », et d'avoir dit à ses camarades qu'il se serait rendu aux Russes si on l'envoyait contre eux.

(Le procès a eu lieu le 31-VIII-15.)

Yanko Borkovitch, d'Orljakovo, âgé de 55 ans, condamné par le tribunal d'Agram (Zagreb), le 7-IX, à 7 mois de travaux forcés, pour s'être exprimé « de manière non permise sur l'empereur François-Joseph ».

(Hrvatska.)

Marko Ilitch, théologien à Reljevo, condamné à 12 ans de réclusion ; Bojidar Tomitch, à 12 ans de réclusion ; Voï. Vasiliévitch, à 15 ans de réclusion ; Stévan Botitch, à 17 ans de réclusion ; Mladen Stoyanovitch, à 16 ans de réclusion ; Stévan Stoyanovitch, à 10 ans de

réclusion ; Drago Madjar, à 3 ans, tous pour crime de haute trahison.

(Obzor, 10-IX-15.)

Ivo Grizogoni, conseiller au tribunal de Raguse (Doubrovnik), a été mis en prison depuis le début de la guerre et interné en Basse-Autriche. Son procès a eu lieu le 10-IX après-midi, au tribunal de Zadar.

Le tribunal de Zagreb a condamné, le 15-IX, Constantin Boumbitch, négociant de Chatrinatz (Syrmie), à 8 mois de travaux forcés, pour avoir crié dans un café « vive la Serbie ! »

A été condamné, le même jour, Bogdan Sviratchévitch, de Boudianovtzi, à 7 ans de travaux forcés, pour avoir été maire de la commune pendant l'occupation de son village par l'armée serbe.

(Les journaux d'Agram.)

Des trente-huit collégiens de Bihatch qui comparurent devant le tribunal de Touzla avec trois de leurs professeurs sous l'inculpation de haute trahison, de perturbation de l'ordre public et de fondation de sociétés secrètes, l'un fut condamné à mort, six de 16 à 10 ans de travaux forcés, huit de 5 à 3 ans, vingt-deux de 30 mois à 1 mois de la même peine. (Nous avons donné les noms des trente-sept condamnés à la page 76-77 de cet ouvrage.)

(Obzor, 16-IX-15.)

Tschoulitch, stud. jur., rédacteur de *Sloboda* et Oskar Tartalia, rédacteur de *Zastava*, paraissant à Spalato, se trouvent en prison depuis le début de la guerre.

(Obzor, 27-IX-15.)

Djoka Nikolitch, coiffeur, de Karlovtsi (Syrmie), a été mis en prison pour avoir agi contre l'ordre public.

(Obzor, 25-IX-15.)

Stiépan Bentchévitch, le maire de Sl. Brod, a été arrêté de nouveau avec beaucoup d'autres fonctionnaires de police (cause inconnue). La première fois a été arrêté pour cause d'espionnage en faveur de la Serbie et remis en liberté par suite de l'insuffisance des preuves.

(Obzor, 27-X-15.)

L'évêque de Niche a été fait prisonnier et interné dans un couvent près de Sofia.

(Neue Freie Presse, 11-XI-15.)

Svétozar Popovitch, garçon boulanger, a été condamné par le tribunal militaire d'Agram à 3 ans de travaux forcés pour crime contre l'autorité militaire de l'Etat (Il a crié à l'entrée des Serbes à Semlin : « Vive le roi Pierre ! »)

(Hrvatska, 12-XI-15.)

Manda Djourdjévitch et Niko Djouritch sont condamnés, à Spalato, à 7 jours de prison, pour cause de protestation contre le manque de farine.

(Nache Yedinstvo, 25-XI-15.)

Le tribunal de guerre bulgare a condamné à 15 ans de travaux forcés un certain « Serbe Yvanovitch » pour avoir tenté de tuer, avant la guerre, M. Yakow, fonctionnaire de la légation de Bulgarie.

(Bosnische Post, 12-XII-15.)

Josip Kouban, âgé de 52 ans, a été condamné à 4 mois de prison pour avoir offensé Sa Majesté.

Panta Rébitch, condamné à 10 mois de travaux forcés à cause du même crime (Agram, le 28 mars 1916.)
(Les journaux d'Agram.)

Un cocher a été arrêté pour avoir passé à travers les rangs des soldats en marche.
(Beogradske Novine.)

Le 10 janvier 1916 ont été arrêtés et condamnés pour crime de haute trahison, le Dr Laza Popovitch, à 14 mois; le Dr M. Métikoch, à 10 mois et le Dr Srdjan Boudisavljévitch à 8 mois de travaux forcés.
(Obzor, 14-XII-15 et 11-IX-16.)

Le tribunal supérieur a ratifié la condamnation de Grigorij Yeftanovitch et de son fils, le Dr Douchan, pour avoir agi contre l'ordre et la sécurité publics. Le premier est condamné à 1 année et le second à 6 mois de prison.
(Slovenski Narod, 4-I-16.)

Vers la moitié du mois de décembre 1915, un procès a été intenté à Spalato contre plusieurs femmes qui se sont révoltées à cause de la disette de vivres. Elles ont été condamnées à 2 mois de prison.
(Slovenetz, 5-I-16.)

Le Dr Maté Drinkovitch, un notable dalmate, a été condamné par le tribunal de Gratz, le 23 décembre 1915, à 6 mois de prison pour avoir agi contre l'ordre et la sécurité publics.
(Slovenetz, 5-I-16.)

Une femme a été arrêtée pour avoir répandu de fausses et inquiétantes nouvelles.
(Beogradske Novine, n° 45, 1916.)

La chambre criminelle d'Ossiek a condamné, le 3 mars 1916, Anna Touginski à 8 mois de travaux forcés pour crime contre l'ordre public.

(Les journaux d'Agram.)

Douchan Périchitch, originaire de Tisza-Szent-Miklos, a été mis en prison à Belgrade pour cause de haute trahison, pour avoir servi, pendant la guerre serbo-bulgare de 1913, aussi bien que pendant la guerre actuelle, dans l'armée serbe.

(Obzor, 22-I-16.)

Sont renvoyés du service de l'Etat : Petar Milétitch, directeur de l'école de commerce à Touzla ; Vladimir Voujasinovitch, professeur de l'académie commerciale à Saraïevo et Adem Bise, maître de l'école de commerce, à Touzla (cause inconnue).

(Bosnische Post, 9-III-16.)

Dr Kosta Krsmanovitch, directeur de gymnase à Banialouka, est renvoyé du service d'Etat (motif inconnu).

(Bosnische Post, 25-III-16.)

Le procès de Banialouka est terminé après 4 mois et 11 jours, intenté à 156 Serbes pour cause de haute trahison. Les défenseurs ont été : Danilo Dimovitch, qui a parlé pendant 17 heures ; Dr Vlado Andritch, qui a parlé pendant 27 heures, et Sonkal, qui a parlé 26 heures. Les procureurs généraux König et Pinter ont parlé, le premier 14 heures et le second 11 heures.

L'élaboration de la sentence exige beaucoup de temps.

(Arbeiter Zeitung, 30-III-16.)

Le tribunal de première instance de Szegedin a condamné le 6-II-16 Veljko Zagoritza, le Dr Ivan Zagoritza, Marko Manoïlovitch et Isa Yvanitch à 1 an de prison et 600 couronnes d'amende avec la perte de leur fonction publique pendant 2 ans. Le même tribunal a condamné Lazar Voukovitch à 2 ans de prison et 200 couronnes d'amende avec la perte de sa profession pendant 2 ans. Stévan Tavanski a été condamné à 2 mois de prison, à 400 couronnes d'amende et 1 année de perte de sa fonction, tous à cause du crime de manifestations interdites (ils se sont embrassés le jour de leur fête de famille avec les prisonniers russes et ont chanté l'hymne russe).

(Az Est, 2-IV-16.)

Milan Kékouch, commis, âgé de 17 ans, à été condamné par le tribunal d'Agram à 4 mois de prison pour avoir loué les Serbes et les Italiens et dédaigné les Autrichiens.

(Hrvtska, 11-VI-16.)

Le tribunal de division de Landwehr a condamné la femme Yéléna de Benko, veuve, de Semlin, à 13 ans de prison et ses trois filles, Sophia, Despa et Mila, à 8 ans, pour avoir accueilli solennellement l'armée serbe à son entrée à Semlin et pour s'être enfuies avec celle-ci en Serbie.

(Hrvatska, 11-IV-16.)

Les musulmans : Ibrahim Douzitch, agent de police à Saraïevo, Salich Zéyinovitch, Moustafa Vousitch, Aliya Hadjovitch, Kadro Pozdar, Nazif Héron et Souljo Koryenitch sont inculpés d'avoir, en service, comme membres des Schutz-Korps, commis des crimes et des

délits dans les environs de Saraïevo sur la population non-musulmane.

Leur procès va durer 8 jours à peu près.

(Bosnische Post, 27-IV-16.)

Ivka Sloyitch, paysanne de Miotch (district de Vichegrad) est condamnée le 18-IV-15 par le tribunal de Saraïevo à 4 mois de travaux forcés pour avoir approuvé le 1-VII-15 l'attentat de Saraïevo :

Cette « petite peine » de 4 mois de travaux forcés lui a été infligée vu ses 3 petits enfants et la fidélité de son mari pendant son service dans l'armée autrichienne.

(Bosnische Post, 19-IV-16.)

23 membres de la société de gymnastique *Sokol*, à V. Kikinda, ont été accusés à cause de l'œuvre de haute trahison accomplie par leur société, à savoir : Ljoubomir Arsine, maître à disposition, Petar Djoukénov, Stoyan Yakchitch, prêtre, Dr Sava Poutnik, avocat, Miloutine Yakchitch, professeur en retraite, Slavsko Lékovitch, maître, Dr Sv. Mihaïlovitch, avocat, Kamenko Bonditch, prêtre, Mihaïlo Radivoyévitch, cafetier, Sima Yovanovitch, libraire, Stévan Vassitch, maître d'école primaire, Maritz Goldstein, marchand de machines à coudre, Djordje Knéyévitich, maître, Kosta Sévitich, ingénieur, Nikola Militch, charcutier, Nicola Raykof, cultivateur, Oouroch Novakovitch, aubergiste, Branko Roser, étudiant en droit, professeur de gymnastique au *Sokol*, Er. Garko Yakchitsch, avocat, Milivoë Létitch, négociant, Milan Péchitch, trésorier de la Caisse d'épargne, Djordje Naddoutchine, négociant. (Ujvidéki Hirlap, 4-V-16.)

Anton Sturm, prêtre de Brdo (Carniole), a été condamné par le tribunal à 18 mois de travaux forcés pour avoir agi contre la sécurité publique.

(Slovenetz, 10-V-16.)

Ljoudévit Kresnik, de Tschréchniévitza (Styrie), est condamné à 2 ans de réclusion pour ne pas avoir dit, comme témoin devant le tribunal militaire, tout ce qu'il savait au sujet du procès intenté à Simon Pouzivka, du même endroit, qui a été accusé et condamné à 18 mois de prison, à cause de certaines déclarations serbophiles.

(Zeit, 10-V-16.)

Marta Bobyak, maîtresse à Tseite, a perdu sa fonction pour avoir dit qu'elle se réjouissait de l'arrivée des troupes russes et pour avoir dit que les officiers cosaques sont « chics ».

(Az Ujság, 7-V-16.)

Branko Aksien Jivkov est condamné par le tribunal de Novi Sad, le 10-V-16, à 6 jours de prison pour avoir chanté des chansons serbes.

(Ujvidéki Hirlap, 11-V-16.)

Stévan Sékoulitch, prêtre serbe à Srpska Itébéya (Banat), a été déféré au grand tribunal de Vienne afin d'y être jugé pour avoir dissuadé les soldats de prêter serment à l'empereur.

(Alkotmany, 31-V-16.)

Milovan Antitch, marchand de légumes à Budapest, est condamné à 8 mois de prison pour avoir insulté les

Magyars devant les marchands de légumes turcs et bulgares.

(Magyarország, 1-VI-16.)

Fran Grafenauer, député au Reichsrat et à la Diète provinciale, a été condamné par un jugement du commissaire militaire à 5 ans de travaux forcés pour avoir agi contre l'ordre public.

(Slovenetz, 7-VI-16.)

A Gradatz (Styrie), Erkolano Salvi, membre de Spalato, de la Diète provinciale dalmate a été arrêté.

(Narodni List, 12-VI-16.)

Emil Lontchar, employé à la perception des impôts, à Ossiek, s'est enfui après la chute du Monténégro, comme officier prisonnier des autorités qui le poursuivaient pour cause de délit contre l'autorité militaire de l'Etat.

(Die Drau, 9-VI-16.)

Un certain Petar Pétrovitch a été arrêté et livré au tribunal afin d'être jugé pour avoir crié dans la rue qu'il était Serbe et critiqué l'Autriche-Hongrie.

(Die Drau, 24-VI-16.)

Miléva Kapor, de Hadzitch (Bosnie), a été condamnée par le tribunal de guerre à 4 mois de prison pour faux témoignage contre un accusé qui, dans un café, aurait parlé du roi Pierre.

(Bosnische Post, 27-VI-16.)

Mate Cossara, Italien, ancien secrétaire de la commune

de Kanfanar, a dénoncé le maître slovène Antoun Hvala qui a été condamné à 6 mois de prison.

Ce dernier s'étant plaint, sa condamnation lui a été augmentée à 10 mois.

(Slovenetz, 28-VI-16.)

Danitza Matitch a été arrêtée à Belgrade pour avoir répandu la nouvelle que les troupes autrichiennes se retireraient de Serbie.

(Beogradske Novine, 1-VII-16.)

Un train venant de Bosnie, avec des officiers et des intellectuels monténégrins, parmi lesquels deux généraux et deux anciens ministres, est arrivé. Ils seront conduits au camp des prisonniers car ils ont agi contre l'ordre public. (Le nombre d'officiers est de 280, celui des autres n'est pas connu.)

(Nepszava, 4-VII-16.)

Milan Statiyévitch, journalier, a été arrêté à Ossiek, pour avoir qualifié l'état actuel de très difficile, en motivant ses allégations par des inventions.

(Hrvatska, 5-VII.)

La Cour de cassation a cassé le jugement du Dr Srdjan Boudisavljévitch qui était condamné à une année de prison.

(Les journaux d'Agram.)

Après l'instruction du procès de Antoun Trésitch Pavitchitch, député au Reichsrat, qui a duré 20 jours, l'inculpé a été remis en liberté.

(Slovenski Narod, 8-VII-16.)

Le tribunal suprême de Vienne a ratifié la condamnation de Gaya Radounitch, négociant de Kastilo, condamné, par le tribunal de Spalato, à 3 ans de prison.

(Novine, 16-VII-16.)

Petar Popovitch, aubergiste de Mitrovitza, a été mis en prison car il est un esprit turbulent.

(Hrvatska, 30-VII-16.)

Ibrahim Kaïzerovitch, de Zabare (Mitrovitza), âgé de 96 ans, a été condamné à mort pour le double crime : de ne pas avoir respecté l'ordre de livrer les armes jusqu'au 10 mars, et d'avoir extorqué, sous menace, de l'argent à un paysan. Cette peine a été commuée en travaux forcés.

(Beogradske Novine, 17-VII-16.)

Mousel Joumérovitch, âgé de 40 ans, a été condamné à mort par le tribunal de la commandature de Mitrovitza (Kossovo) pour n'avoir pas livré ses armes. Cette peine a été commuée en celle de 5 ans de travaux forcés.

(Beogradske Novine, 17-VII-16.)

Le tribunal de la commandature de Gorgni Milanovatz a condamné à mort Milech Radivoyévitch, de Ladjévatz, pour cause de meurtre de son mari. Par suite de circonstances atténuantes, sa peine a été commuée en celle de 20 ans de prison. Le même tribunal a condamné à la pendaison les paysans : Radomir Zoutchovitch, de Travnik, Ilinka Militch, Milorad et Milisav Ilitch, tous

pour meurtre. Leurs peines ont été commuées en celles de travaux forcés.

(Beogradske Novine, 18-VII-16.)

Branko Roller, professeur de gymnastique, à V. Kikinda, a été condamné, par le tribunal de Szegedin, à 3 ans de prison pour cause de haute trahison.

(Szegedi Naplo, 20-VII-16.)

Kayétan Radountché, marchand de vins à Spalato, a été condamné à 3 ans de prison pour cause de dénonciation.

Marko Laous, paysan, condamné, à Doubrovnik, à 1 année et demie de prison pour avoir dénoncé le préfet de Blato, Kounyachitch, le Dr Tzvétitschévitch, défenseur de Laous, a été condamné à 6 jours de prison.

(Slovenski Narod, 22-VII-16.)

Nikola Bartoulovitch, ancien rédacteur du journal *Sloboda*, de Spalato, a été condamné, par le tribunal de Gradatz, à 5 ans de prison, pour cause de haute trahison.

(Narodni List, 22-VII-16.)

Djouro Savitch, d'Ossiek, a été arrêté pour avoir offensé S. M. l'empereur et agi contre l'ordre public.

(Hrvatski Dnevnik, 1-VIII-16.)

Par le jugement du tribunal d'Agram, Pavlé Archinov, de Véliki Betchkerek, professeur à Belgrade, est mis en liberté après avoir été inculpé et jugé pour

cause de haute trahison en vertu du § 58 du Code pénal.

(Hrvatska, 10-VII-16.)

Le député national de Kortchoula, M. Yvo Loupis, a comparu devant le tribunal de Trieste, étant inculpé de haute trahison.

(Obzor, 13-VII-16.)

Yvana Kouttnik, sage-femme à Slovenska-Bistritza, a été condamnée, par le tribunal de guerre de Maribor, à 6 semaines de prison, pour avoir désavoué devant le tribunal sa déclaration antérieure au sujet du délit de Simon Pouchnik, ancien président de la commune de Kerschbach, qui a été jugé et condamné pour cause de cris serbophiles.

(Tagespost, 17-VII-16.)

Pour le *procès de haute trahison à Banialouka*, avec 98 CONDAMNÉS, dont 16 à mort par pendaison, voir le jugement de ce procès page 170-177.

Obro Golitch, Mica Militch, Bojidar Tomitch furent d'abord accusés puis pris ensuite comme témoins.

Pendant le procès qui dura près de deux ans (les débats seuls 175 jours) les inculpés Rista Baniakovitch, Dragolioub Késitch et Yovo Pavlovitch sont décédés en prison.

(Obzor, 25-IV-16.)

Le forestier Paul Stanoyévitch, de Mitrovitza (Syrmie) a été arrêté parce qu'on a trouvé chez lui des écrits

de haute trahison et parce qu'il avait envoyé ses enfants à l'école de Belgrade.

(Hrvatska, 31-VIII-16.)

On a condamné à 14 jours de prison et à 50 couronnes d'amende Ilia Ralitch, de Zagreb, parce qu'on a trouvé dans sa maison Petar Gloumatz, directeur de la Caisse d'épargne serbe de Derventa. Ce dernier ne s'est pas présenté devant la commission médicale militaire, quoique étant interné il ait été libéré dans le but de se rendre à cet examen médical.

(Obzor, 13-IX-16.)

1000 procès à Chabatx, en Serbie.

On informe de Budapest que le tribunal de Chabatx s'est occupé de 1000 procès contre la population qui a caché le maïs pour ne pas le livrer à la centrale des réserves de maïs.

(Kurjer Codzienny, 22-IX-16.)

Nombre de personnes civiles possèdent encore des armes et des cartouches ; le port illicite des armes est puni très sévèrement par le paragraphe 327 du Code militaire. C'est ainsi que le tribunal de Kolachine a prononcé les condamnations suivantes pour port illicite d'armes : à 20 ans de travaux forcés, Yovan Minitch et Yagoch Minitch, de Vélia Douboko (arrondissement de Rovtzi), et à 15 ans Yovan Simonovitch, de Vélika ; à 10 ans Matija Minitch et Spassoïé Radovitch, de Vélia

Douboko, ainsi que Mitar, Bogdan et Nicolas Yovitch, tous trois de Vélika.

(Tzétignské Novine, 8-X-16).

On vient de commencer à Saraïevo un procès de haute trahison contre 39 Serbes de Bosnie-Herzégovine. Voici les noms des accusés :

1. Damian Djouritza, 34 ans, 6 enfants ; 2. Yakov Popaditch, 31 ans ; 3. Simo Nikolitch, 29 ans ; 4. Milan Hadji Voukovitch, 44 ans ; 5. Miloch Tomachévitch, 26 ans ; 6. Ighniatiyé Vidovitch, 32 ans ; 7. Stoyan Yourichitch, 32 ans, 2 enfants ; 8. Vid Tzernadak, 43 ans, 8 enfants ; 9. Rista Fortzan, 30 ans, 1 enfant ; 10. Milovan Zaritch, 26 ans ; 11. Proko Yerkovitch, 30 ans ; 12. Miloch Milochévitch, 52 ans ; 13. Yakov Pétrovitch, 50 ans, 2 enfants ; 14. Milan Ivézitch, 20 ans ; 15. Ranko Rankitch, 41 ans, 6 enfants ; 16. Vasiliyé Ivanitch, 45 ans, 6 enfants ; 17. Nikola Popovitch, 41 ans, 7 enfants ; 18. Douka Déyitch, 52 ans, 5 enfants ; 19. Kosta Yovitchitch, 22 ans ; 20. Milan Bojitch, 29 ans, 2 enfants ; 21. Stévan Philippovitch, 42 ans, 5 enfants ; 22. Mihaïlo Pétrochitch, 29 ans, 1 enfant ; 23. Iliya Pétrovitch, 36 ans, 6 enfants ; 24. Iliya Koulitch, 27 ans, 2 enfants ; 25. Voïne Panitch, 41 ans, 1 enfant ; 26. Lazare Markovitch, 47 ans, 2 enfants ; 27. Radé Yokitch, 20 ans ; 28. Mitcho Michitch, 26 ans ; 29. Aleksa Yovanovitch, 22 ans ; 30. Vasso Ristitch, 33 ans, 4 enfants ; 31. Salih Tchichitch, 25 ans ; 32. Ibrahim Alaïbégovitch, 25 ans ; 33. Vladimir Goutécha, 19 ans ; 34. Petar Goutécha, 20 ans ;

35. Douchan Marianovitch, 36 ans, 2 enfants ; 36. Milovan Djokitch, 39 ans, 3 enfants ; 37. Dragomir Tchitoïtch, 47 ans, 4 enfants ; 38. Gavro Novtchitch, 45 ans, 8 enfants ; 39. Djoura Gatchitch, 38 ans, 3 enfants. Au total 86 enfants.

Au point de vue professionnel, il y a 9 intellectuels, 14 commerçants, 3 propriétaires et 23 paysans.

Le tribunal est composé comme suit : Koloman von Milletz, Julius Ansion, Dr Mayer-Hofmann, procureur, Dr Wilhelm König.

Défenseurs : Danilo Dimovitch et Dr Vlado Andritch.

Les 32 premiers accusés sont inculpés « d'avoir, de 1911 au mois de juillet 1914, appartenu à l'organisation *Narodna Odbrana*, avec l'intention de changer par la force la situation étatique de la Bosnie-Herzégovine envers la monarchie austro-hongroise ». Les 7 derniers accusés sont inculpés « d'avoir intentionnellement omis d'informer les autorités de l'action des 32 premiers accusés quoique cette action leur fût connue ».

(Agramer Tageblatt, 26-X-16.)

On remarquera que le nombre des intellectuels accusés est excessivement petit par rapport aux précédents procès ; c'est là une conséquence naturelle du fait que toute l'élite intellectuelle a déjà été condamnée, internée, massacrée ou s'est exilée à l'étranger. Une autre remarque, la composition du tribunal est la même pour ce procès que pour celui de Banialouka. De nouveau des Slaves sont jugés par des Allemands. Enfin l'accusation de ces 39 personnes (dont une est décédée) repose unique-

ment sur le document Todorovitch. C'est donc une continuation du procès monstre de Banialouka.

Il ne parvient actuellement en Suisse et encore fort irrégulièrement qu'un seul journal bosniaque, la semi-officielle *Bosnische Post* qui paraît en langue allemande à Saraïevo. Dans ce journal, la censure laisse passer fort peu de choses sur ce procès. Pourquoi ce mystère ?

Ce procès s'est terminé le 5 décembre par 19 condamnations dont trois à la pendaison. L'accusé Ibrahim bey Alaïbégovitch est décédé en prison, 19 accusés ont été libérés. Les journaux de Saraïevo sont à tel point censurés qu'on ne peut savoir s'ils contiennent quelque chose sur ce procès, mais voici ce qu'écrit sans autre commentaire un journal de Zagreb, les *Narodne Novine* du 9 XII :

« Mardi a pris fin devant le tribunal de première instance le procès de haute trahison qui a duré cinq semaines.

Sont condamnés :

A mort : 1. Proko Yerkovitch, 30 ans, agriculteur, de Brana-Bratchitch (environs de Vichegrad) ; 2. Illiya Pétrovitch, 36 ans, père de 6 enfants ; 3. Mihaïlo Pétrochitch, 29 ans, père d'un enfant, rentier, de Jania. Yerkovitch sera exécuté le premier, ensuite Illiya, puis Mihaïlo.

A 16 ans de travaux forcés : 1. Damian Djouritza, 34 ans, père de 6 enfants, prêtre orthodoxe de Dragovitza ; 2. Milan Bojitch, 29 ans, père de 2 enfants, prêtre orthodoxe, de Vichegrad.

A 10 ans de travaux forcés : 1. Milan Ivézitch, 20 ans,

commis ; 2. Ighniatiyé Vidovitch dit Martitch, 32 ans, commis ; 3. Ranko Rankitch, 41 ans, père de 5 enfants, commerçant ; 4. Mitcho Michitch, 26 ans, boulanger.

A 8 ans de travaux forcés : 1. Vassilié Ivanitch, 45 ans, père de 6 enfants, commerçant ; 2. Voïne Panitch, 41 ans, père d'un enfant, commerçant.

A 5 ans de travaux forcés : 1. Illiya Koulitch, 27 ans, père deux enfants, agriculteur ; 2. Salih Tchichitch, 25 ans, étudiant en philosophie, musulman.

A 3 ans de travaux forcés : 1. Milovan Djokitch, 39 ans, père de 3 enfants, agriculteur.

A 2 ans de travaux forcés : 1. Stoyan Yourichitch, 32 ans, père de 2 enfants, agriculteurs ; 2. Vid Tzrnadak, 43 ans, père de 8 enfants, agriculteur ; 3. Vladimir Goutécha, 19 ans, commerçant ; 4. Petar Goutécha, 20 ans, bachelier.

A 1 an : 1. Aleksa Yovanovitch, 22 ans, commerçant.

Les autres accusés ont été libérés. »

Ainsi, le gouvernement austro-hongrois, pour des motifs humanitaires, offre actuellement la paix tout en continuant à l'intérieur une véritable guerre d'extermination contre des sujets yougoslaves.

ANNEXE III.

Confiscations.

Toute la fortune mobilière et immobilière des personnes suivantes a été confisquée : Dr Ante Troumbitch,

de Spalato, D^r Youliyé Gazzari de Chibénik et D^r Ivo de Giouli, de Doubrovnik (Raguse).

(Obzor, 11-IX-15.)

A été confisquée pour cause de haute trahison la fortune de : Obren Stiyajitch, à Lostotz, de Péra Pétrovitch, à Gorovitza, de Djoura Bendaritza, de Radeta et de Trifko de Lastva; de Djordje Kouzmouk, à Pribagni et de Yovan Dérétitza (fils de feu Mitar) à D. Grahovitza.

Saraïevski List

(Journal officiel du gouvernement de Bosnie et d'Herzégovine.)

Le tribunal de Fiume (Rieka) a procédé à la confiscation de la fortune de Frano Soupilo, ancien rédacteur et propriétaire de *Rietchki Novi List* pour cause de haute trahison.

(Obzor, 27-X-15.)

Le tribunal d'Agram (Zagreb) a procédé à la confiscation de la fortune du D^r Hinkovitch pour cause de haute trahison.

(Narodne Novine, 20-XI-15.)

Le « Casino militaire » (Oficirski dom) de Belgrade, dans lequel sont transportés tous les meubles de la Cour Royale Serbe, sert à nos officiers de très beau local pour leurs réunions familiales.

(Frankfurter Zeitung, 3-I-16.)

Le tribunal Impérial et Royal de Vienne a confisqué toute la fortune de Frank Sakser (Slovène), rédacteur

du journal *Glas Naroda*, paraissant à New-York, pour cause de haute trahison.

(Slovenetz, 17-I-16.)

La valeur des propriétés serbes confisquées à Semlin pour cause de haute trahison se monte à 550 millions de couronnes.

(Hrvatski Dnevnik, 22-I-16.)

La Chambre industrielle et commerciale de Budapest procédera prochainement à la vente aux enchères publiques, à Semlin, de 250 wagons de prunes sèches trouvées (sic!) en Serbie.

(Pester Lloyd, 25-I-16.)

Le tribunal de Spalato a confisqué la fortune des personnes suivantes: Milan Marianovitch, Don Nicola Grchkovitch, Dr Dinko Trinaïstitch, député à la Diète provinciale d'Istrie et avocat à Pazin, Dr Goustav Grégorine, député au Reichsrat et à la Diète provinciale de Goritza, avocat slovène à Trieste, Frano Pétrinovitch et Vladimir Tchérina. (On ne dit pas la cause de ces confiscations, mais selon toute probabilité, c'est pour crime de haute trahison).

(Slovenski Narod, 25-I-16.)

Des wagons pleins de la fortune mobilière de l'Etat Serbe arrivent tous les jours à la gare de Sofia. Cette fortune sera répartie et employée en Bulgarie.

(Dnevnik, 12-II-16.)

Le Ministère de l'Agriculture bulgare a décidé que toute la fortune mobilière des institutions publiques

Serbes, en tant qu'elle n'a pas été employée dans les institutions bulgares de la Morava, serait transportée en Bulgarie et employée pour les maisons privées.

(Dnevnik, 7-II-16.)

Le Ministère de l'Agriculture bulgare a décidé que toute la propriété mobilière « abandonnée », en tant qu'elle n'a pas été employée dans les institutions publiques bulgares, serait vendue aux enchères publiques.

(Dnevnik, 7-II-16.)

Les meubles de la Légation Serbe à Sofia sont confisqués comme « res nullius ».

(Mir, 29 (16) II-16.)

A la gare de Sofia sont arrivés : un wagon de monuments funéraires de la Vieille Serbie et deux wagons d'objets de verre de Serbie.

(Dnevnik, 24-II-16.)

Le rapport du délégué du Ministère de l'Agriculture bulgare, M. H. S. Géorgieff, parle dans sa majeure partie du pillage des Austro-Allemands à Négotine.

(Narodni Prava, 24-25-26-II-16.)

Le Conseil des ministres bulgare a décidé que la mine de cuivre de Bor (que les Bulgares ont prise aux Serbes) serait cédée aux Allemands pour l'exploitation.

(Vossische Zeitung, 24-II-16.)

Le roi de Bulgarie a ratifié la décision du Conseil des ministres par laquelle les fortunes des réfugiés serbes qui ne rentrent pas appartiendront à l'Etat.

(Dnevnik, 17-III-16.)

Toute la récolte de cette année est d'avance confisquée par le gouvernement hongrois. Qui se serait soustrait à cette ordonnance sera puni de 6 mois de prison et de 2000 couronnes d'amende.

(Frankfurter Zeitung, 3-IV-16.)

Les fortunes « abandonnées » dans les régions occupées ne seront pas confisquées, mais tous les revenus jusqu'à la fin de la guerre iront à l'Etat.

(Dnevnik, 8-II-16.)

La Chambre criminelle du tribunal d'Agram a ordonné la confiscation de la fortune du Dr Kosta Radoitchitch et de sa femme Zorka, de Semlin, parce qu'il existe le doute qu'ils aient eu des communications avec l'ennemi.

(Narodne Novine, 13-IV-16.)

La vente des fortunes « abandonnées » a été ordonnée.

(Narodni Prava, 28-IV-16.)

Le Ministère bulgare de l'Agriculture a procédé à la vente des fortunes « abandonnées » dans des régions de la Morava. Si cette fois aussi il n'y avait pas assez d'adjudicataires ou si les prix étaient trop bas, une commission sera formée pour mettre en location ces fortunes.

(Dnevnik, 30-IV-16.)

Les acquittements des objets réquisitionnés sont ajournés à une date indéterminée.

(Outro, 1-V-16.)

La chambre criminelle du tribunal d'Agram (Zagreb) a confisqué toute la fortune mobilière et immobilière de Nasta Nikolitch (femme), parce qu'elle s'est réfugiée en Serbie.

(Narodne Novine, 18-V-16.)

La chambre criminelle du tribunal d'Agram (Zagreb) a confisqué la fortune du Dr Veljko Ghéorgiévitich, avocat, de Rouma (Syrmie), qui se serait réfugié chez l'ennemi et y aurait servi comme fonctionnaire serbe.

(Narodne Novine, 31-V-16.)

La Chambre du commerce et de l'industrie annonce que l'importation de marchandises de la Monarchie dans les régions occupées en Serbie est soumise à la douane.

(Narodne Novine, 1-VII-16.)

Selon l'ordonnance du haut commandement, toutes les céréales, comme l'orge, l'avoine, seront rachetées dans les nouvelles régions, sauf le froment et le maïs qui seront laissés aux producteurs.

(Outro, 3-VI-16.)

Le tribunal impérial et royal de Zadar a confisqué la fortune de Stéfane Srzentitch pour cause de crime (on ne dit pas lequel) pendant la guerre, crime pour lequel il a été condamné.

(Hrvatska, 3-VII-16.)

On a décrété en Macédoine que personne ne peut vendre le foin qui est déjà d'avance considéré comme acheté par les commissions de réquisition.

*
* *
*

La chambre pénale du tribunal d'Agram a confisqué les fortunes des personnes suivantes : de Danitza Gavrilovitch (femme), Draga Djordjévitch (femme), Lenka Djordjévitch (femme), Georg Ylitch, Milka Lazarévitch (femme), N. Markovitch-Spanja, Marco Martinovitch, Sofia Péetrovitch (femme), Emilia Siyak (veuve), N. Tochitch et Milan Jivanovitch (tous de Semlin), pour cause de soupçon d'avoir servi à l'ennemi, avec lequel ils se sont enfuis, en commettant par là le crime contre la puissance publique de l'Etat. Des poursuites judiciaires ont commencé contre eux.

(Les journaux d'Agram.)

La chambre criminelle d'Agram, par son jugement du 28 février 1916, a confisqué la fortune de Stipa Droujinatz, de Nikola Chtimatz et de Djoura Mikovitch, pour cause de soupçon de s'être enfuis avec l'ennemi pendant la guerre.

(Les journaux d'Agram.)

La chambre criminelle d'Agram a confisqué les fortunes de Douchan Zorkitch, de Milan Djouritch, parce qu'ils sont entrés dans l'armée ennemie, le premier comme prisonnier, le second comme volontaire.

(Les journaux d'Agram.)

Le ministère des finances a pris la décision de retenir 20 % des marchandises en transit par la Bulgarie, à savoir : sucre, huile, savon, poisson, olives, etc.

(Outro, 6-VI-16.)

Le ministère de l'intérieur a ordonné aux préfets de département de prévenir les commissions de réquisition d'utiliser tous les chars des paysans avant que les travaux agricoles aient commencé, étant donné que l'approvisionnement de l'armée est assez difficile.

(Dnevnik, 6-VI-16.)

Le tribunal suprême de Vienne, selon l'ordonnance impériale du 9 juin 1915, a ordonné que l'État, à titre de compensations aurait la priorité sur les fortunes des personnes condamnées pour haute trahison.

(Arbeiter Zeitung, 11-VI-16.)

La commission de réquisition a été constituée à Uşkub.

(Dnevnik, 13-VI-16.)

Par l'ordre du ministère des finances du 13 juin 1916, qui entre immédiatement en vigueur, toute importation ou exportation de billets de valeur, en dinars ou en perpers, est défendue.

(Neue Freie Presse, 14-VI-16, édition du soir.)

Le ministère des finances a pris la décision que les commissions de réquisition doivent se former dans les

villes des territoires occupés, à cause de l'excédent de nourriture parmi la population.

(Narodni Prava, 14-VI-16.)

L'ordonnance du 15 juin a interdit les récoltes sans la présence et le contrôle des inspecteurs de l'Etat.

(Neue Freie Presse, 15-VI-16.)

Il arrivera à Sofia 1000 kg. de laine « abandonnée » qui sera vendue.

(Narodni Prava, 16-VI-16.)

Dans toute la Monarchie, y compris les territoires occupés, il a été ordonné la réquisition du cuivre, du nickel et du zinc. Les objets d'art ou historiques doivent être remis. L'inexécution des ordres sera punie de 3 ans de prison ou 20,000 couronnes d'amende.

(Neue Freie Presse, 17-VI-16.)

La séance des préfets de département aura lieu pour la seconde fois à Niche les 19 et 20 juin, pour y délibérer sur les mesures nécessaires qui doivent être prises pour les récoltes.

(Narodni Prava, 19-VI-16.)

Les autorités bulgares exploitent avec de grands profits les mines de cuivre, d'or et de charbon dans la région de Morava.

(Outro, 20-VI-16.)

Le tribunal impérial et royal, à Zadar, a confisqué les fortunes de Ylia Moudritch-Djourov et du Dr Yvan

Pétrovitch, les deux de Dalmatie, pour la compensation des dommages causés à l'Etat par leurs actes de haute trahison, pendant la guerre.

(Hrvatska, 26-VI-16.)

Les autorités hongroises ont confisqué la caution déposée par le journal de M. Soupilo, *Rietchki Novi List*, dont le montant est de 21,000 couronnes. Peu après cela, les autorités ont suspendu le journal même.

(Obzor, 28-VI-16.)

La commandature impériale et royale du département de Belgrade a décrété le 1^{er} juin 1916 que les propriétaires des logements réquisitionnés ne pourront demander aucune compensation à titre de loyer.

(Beogradske Novine, 4-VI-16.)

Deux ordonnances ont été données à propos de la réquisition de la laine coupée et de celle qui est à couper. Quiconque se soustrait à ces ordonnances sera puni de 6 mois de prison ou de 2000 couronnes d'amende.

(Narodne Novine, 3-VI-16.)

On mande de Sofia : dans la section de réquisition du Ministère de l'Agriculture, la vente de 571,840 pièces de cuir de mouton et de 117,321 pièces de cuir de veau aura lieu.

(Beogradske Novine, 28-VI-16.)

Le gouvernement militaire a ordonné l'estampillage de tous les billets serbes dans un délai fixé. A l'expiration de ce délai, le timbrage des billets ne s'effectuera plus.

(Neue Freie Presse, 29-VI-16.)

On a « trouvé » et confisqué 1717,5 quintaux de blé.

(Pester Lloyd, n° 89, 1916.)

Selon une ordonnance du commandement militaire autrichien, tous les paiements de la Serbie dans les pays ennemis sont interdits.

(Pester Lloyd, 3-V-16.)

Le général Sarkotitch a ordonné la saisie de la récolte de cette année. Quiconque se soustraira à cet ordre sera puni d'une semaine à un an de prison et de 20,000 couronnes d'amende.

(Hrvatski Dnevnik, 13-VII-16.)

Le tribunal de Zadar, en vertu de l'ordonnance impériale du 9 juin, a ordonné la confiscation de la fortune de Milan et de Mitar Radovanovitch, de feu Marko de Vichniévo, de Bossa et de Draga Stoyanovitch, de Djénovitch, à Boka Kotorska, pour les dommages-intérêts résultant du crime de haute trahison.

(Narodni List, 26-VII-16.)

La fortune du Serbe Nika Yokitch, de Krtola, a été confisquée parce qu'il s'est enfui avec l'ennemi.

(Slovenetz, 3-VIII-16.)

L'étude et la fortune du Dr Ghiga Aranitzki, avocat, sont confisquées, car Aranitzki, ayant été fait prisonnier par les Serbes, a été mis en liberté.

(Ujvideki Hirlap, 27-VII-16.)

« Sur la base des pouvoirs civils et militaires qui m'ont été conférés par ordre de S. M. l'empereur, j'ordonne

dans les territoires serbes occupés, qui se trouvent sous l'administration militaire austro-hongroise, ce qui suit :

« Art. 1. — Déchéance de la fortune des criminels d'Etat : Les personnes qui, par instigation, participation ou consentement sont complices de l'assassinat commis à Saraïevo, le 28 juin 1914, ou qui, par un autre acte délictueux, sont responsables, à quelque titre, de la présente guerre contre la monarchie austro-hongroise, répondent, avec toute leur fortune, de la disette causée par la guerre. La déchéance de la fortune sera prononcée en même temps que la culpabilité.

« Art. 2. — La déclaration de déchéance s'appliquera également aux biens-fonds qui ont été aliénés ou donnés en gage depuis la mise en vigueur de cette ordonnance. L'ignorance de la culpabilité du vendeur ou de l'auteur du gage ne sera admise comme une excuse que si l'acquéreur ou le gagiste ont demandé au gouvernement militaire son assentiment pour leur acquisition.

« Art. 3. — Dans le but d'assurer la conservation des biens, leur saisie peut être ordonnée dans le territoire occupé s'il existe une présomption suffisante des actes prévus à l'art. 1.

« Art. 4. — Cette ordonnance entre en vigueur aujourd'hui 28 juin. »

(Signé) : Feldmaréchal
archiduc Frédéric.

(Neue Freie Presse, 8-VII-16.)

Les autorités militaires ont enlevé les cloches de toutes les églises d'Agram, à savoir de l'église de St. Marko, de l'église de St. Yvan, de l'église du Cœur de Christ,

de l'église de la rue de Frankopanska et de l'église de la place de Préradovitch.

(Agramer Tagblatt, 11-VIII-16.)

La fortune de Miloutine Tchavitch, de Semlin, a été confisquée, par une décision du tribunal d'Agram, pour cause de haute trahison.

(Novosti, 12-VIII-16.)

La préfecture de police de Lioubliana, par un arrêt en date du 14-VIII-16, a interdit la mise en circulation des cartes à jouer faites par « la première fabrique slovène de cartes à jouer » à Lioubliana et portant les noms de « Slava », « Primorska » et « Slovanski Tarok ».

(Tagespost, 18-VIII-16.)

Le tribunal de première instance de Zagreb a ordonné la confiscation des biens de la veuve Yetza Tsvéitch, de Semlin.

(Hrvatska Riétch, 14-VIII-16.)

Le tribunal militaire de la VIII^e division a ordonné la confiscation des biens de Yosip Bernik, de Vitch, près Lioubliana, et le tribunal départemental ceux de Ivan Lobe, pour avoir déserté à l'ennemi.

(Laïbacher Zeitung, 19-VIII-16.)

Le tribunal de première instance de Zagreb a ordonné la confiscation des biens de Nikola Babitch, d'Irig, de Petar Ninkovitch, de Bejanja.

(Die Drau, 24-VIII-16.)

Le tribunal de Zagreb a ordonné la confiscation

des biens de Dimitriyé Atanaskovitch, pêcheur à Semlin.
(Narodne Novine, 24-VIII-16.)

Le gouvernement territorial de Bosnie-Herzégovine a ordonné la confiscation des biens de Petar Yovanovitch et de son fils Petko, de Douganyitza.
(Hrvatska, 25-VIII-16.)

Le tribunal de Zagreb a ordonné la confiscation des biens de Nikola Stéfanovitch, de Mile Yvantchévitch et de Paul Stéitch, de Semlin.
(Narodne Novine, 28-VIII-16.)

Le gouvernement territorial de Bosnie-Herzégovine a ordonné la confiscation des biens de Yovan Chorak, de Gourditch, de Bogolioub Yélitch, de Lioubouchki, de Djordje et Obrad Kovatchévitch, de Kolesko.
(Saraïevski List, 28-VIII-16.)

Le gouvernement territorial de Bosnie-Herzégovine a ordonné la confiscation des biens de Ouroche Tetchanovitch, de Bos. Kroupa, de Dimitriyé et de Mitcha Kapouran, de Douganjitza.
(Saraïevski List, 29-VIII-1916.)

Le tribunal de Zagreb a ordonné la confiscation des biens de Laza Militch, de Vitoyévatz, et de Milivoë Krstitch, de Platitchévo.
(Narodne Novine, 30-VIII-16.)

Le gouvernement territorial de Bosnie-Herzégovine a ordonné la confiscation des biens de Vélimir Voukitch, de Priyédoie.
(Saraïevski List, 30-VIII-16.)

Le gouvernement territorial de Bosnie-Herzégovine a ordonné la confiscation des biens de Yovan Zélenika, de Priyédore, de Blagoyé Stiyatchitch, de Radinov dol.
(Saraïevski List, 31-VIII-16.)

Le gouvernement territorial de Bosnie-Herzégovine a ordonné la confiscation des biens de Rastko Yvanovitch, de Bos. Kroupa, et de Marko Routéchitch, de Klobouk-Zagradié.

(Saraïevski List, 1-IX-16.)

Le gouvernement territorial de Bosnie-Herzégovine a ordonné la confiscation des biens de Djordje Stiyatchitch, de Radinov dol et de Blagoyé Chourbat, de Grantcharévo-Gornié, de Yovan Stiyatchitch, de Radinov dol.
(Saraïevski List, 2-IX-16.)

Le gouvernement territorial de Bosnie-Herzégovine a ordonné la confiscation des biens de Louka Bakotch et de Spasoyé Stiyatchitch, de Radinov dol, de Bogdan Babitch, de Boja Bendératcha, de Louka Routéchitch, tous de Klobouk-Zagradié ; de Yefto Stiyatchitch, de Klobouk-Rogui.

(Saraïevski List, 4 et 5-IX-16.)

Le tribunal militaire a ordonné la confiscation des biens de Anté Ostoïtch, de Seltzi, près de Split, de Ivan Jilko, de Hvar, de Petar Mézoulitch, de Prémantoura, tous des soldats, pour cause de désertion à l'ennemi.

(Hrvatska, 5-IX-16.)

Le gouvernement de Bosnie-Herzégovine a ordonné la confiscation des biens de Vidak Stiyatchitch, de

Radinov dol, de Radé Bakotch, de Radinov dol, de Radovan Stiyatchitch, de Kobouk Dobridoub, de Atchim Miyanovitch, de Grantcharevo-Gornié, de Djoka Kouyatchitch, de Klobouk-Radov dol, de Stévan Stiyatchitch, de Kloubouk-Dobridoub.

(Saraïevski List, 6 et 7-IX-16.)

Le tribunal militaire a ordonné la confiscation des biens de Nikola Dobronitch et de Matiya Renditch, tous deux de Soupetar, pour cause de désertion à l'ennemi.

(Narodni List, 6-IX-16.)

Le tribunal territorial de Gratz a ordonné la confiscation des biens de Petar Panïan, soldat du dernier ban, propriétaire à Sodevzi (Carniole), pour cause de désertion à l'ennemi.

(Slovenski Narod, 14-IX-16.)

Le gouvernement de Bosnie-Herzégovine, a ordonné la confiscation des biens de Yovan Ilitch, de Klobouk-Zagradié, de Yakcha Benderatcha, de Klobouk, de Djordjé et Vasiljé Kouyatchitch, de Klobouk-Zagradié.

(Saraïevski List, 13 et 14-IX-16.)

En vertu de la loi du 7 octobre 1914, ont été confisqués les biens de feu Yovan Chegrt, de Arandjélovo, de Yanko et Miloch Chegrt.

(Saraïevski List, 23-IX-16.)

Le tribunal de Zagreb a décidé la saisie conservatoire de tous les biens meubles et immeubles des nommés Kosta et

Milan Lioubinkovitch de Petrovtchitch, étant donné que les preuves déposées contre eux créent le soupçon fondé d'avoir en 1914, au cours de la guerre et lors de l'irruption des troupes serbes en Syrmie, reçu celles-ci solennellement, de s'être réfugiés, en les accompagnant en Serbie, ainsi que d'y avoir reçu des secours en argent, certainement pour les services rendus au gouvernement serbe.

(Narodne Novine (officiel de Zagreb), 21-XI-16.)

Le tribunal de Zagreb a décidé la saisie conservatoire de tous les biens meubles et immeubles de Jivan Vouïn de Detch et de Nikolas Amidjitch de Achania, vu que les preuves déposées contre eux créent le soupçon fondé d'avoir en 1914, au cours de la guerre et lors de l'irruption des troupes serbes en Syrmie, reçu celles-ci solennellement, et d'avoir avec leurs chevaux et leurs voitures servi dans les trains de ravitaillement serbes, ensuite, d'avoir suivi les troupes en Serbie, en y recevant des secours en argent.

(Narodne Novine, 23-XI-16.)

Ces deux condamnations touchent les pauvres Serbes de Syrmie partis de leurs foyers lors de la retraite des armées serbes par peur de la vengeance des Autrichiens. En Serbie, sans abri et sans aucune ressource, ils étaient obligés de recevoir des minimes secours des fonds que les journaux avaient ramassés par une souscription publique.

Le tribunal de Zagreb a décidé la saisie conservatoire de tous les biens meubles et immeubles de Marko Mou-nigagea, fantassin au 79^{me} régiment, né à Dolni Baïatz, vu que les preuves déposées contre lui créent un soupçon fondé de s'être, en 1914, comme prisonnier de guerre aux mains des Serbes, engagé dans la gendarmerie serbe et d'en avoir fait le service.

(Narodne Novine, 23-IX-16.)

Le tribunal de Zadar (Zara) a décidé la saisie conservatoire des biens du commerçant Petar Pourkout de Kambélovatz, pour assurer les dommages-intérêts du procès de haute trahison.

(Hrvatska, 23-IX-16.)

Le tribunal de Trieste a décidé la saisie des biens de Miloch Ouroch, en 1896, à Knin, en Dalmatie, et de Dragonire Kraliëvitch de Pantélitch (arrondissement de Soupetar) accusés d'avoir, comme soldats du 64^e régiment d'infanterie, passé à l'ennemi.

(Slovenetz, 22-IX-16.)

D'après les instructions menées par les autorités de l'arrondissement de Trebigné et conformément à la loi de 1914, le gouvernement de Bosnie-Herzégovine prononce les arrêts suivants : les biens de Petar Gobovitch d'Arhandjélovo et les biens de Damian Stiyatchitch, de Klobouk-Dobri Doub sont confisqués au profit des Biens publics de Bosnie-Herzégovine.

(Saraïevski List (officiel de Saraïevo), 22-IX-16.)

Le gouvernement de Saraïevo, en vertu de l'instruc-

tion dirigée par les autorités départementales de Trébigné, et conformément à la loi du 7 octobre 1914, a prononcé les sentences suivantes : les biens de Blagoïé Chegrt Djourovitch et de Stéva Gradiniatz Perkovitch, tous deux du village d'Arhandjélovo, sont confisqués au profit des Biens Publics de Bosnie et Herzégovine.

(Saraïevski List, 26-IX-16.)

Le tribunal impérial et royal de Zadar (Zara) a ordonné la confiscation de tous les biens meubles et immeubles du nommé Obrad Voulinovitch, de Bratickovatz (commune de Skradine), pour assurer les frais de jugement et les dommages-intérêts causés par son crime de haute trahison.

(Obzor, 28-IX-16.)

Le gouvernement de Bosnie et d'Herzégovine à Saraïevo, en suite des instructions ouvertes par les autorités départementales de Trebigné, et en vertu de la loi du 7 octobre 1914, a prononcé les sentences suivantes : Les biens de Okitza Ghegrt Ristitch et de Louka Gobovitch Ostoyitch, tous deux du village d'Arhandjélovo ; les biens de Spassoïé Chegrt Voutchkovitch, de Klobouk-Voutchié et de Trifko Konïatchitch Stévanov, de Klobouk-Rakov Dô ; les biens de Nicolas Chegrt Voutchkovitch et de son fils majeur Petar, du village Klobouk-Voutchié, ainsi que les biens de Tzvetko Madich Stoïanovitch, de Joupa, sont déclarés confisqués au profit des Biens publics de Bosnie et Herzégovine.

(Saraïevski List, 27-28-29-IX-16.)

Il a été décidé de procéder à la confiscation des biens de Ivo Tchipiko, homme de lettres, et administrateur départemental des forêts, actuellement retraité, pour assurer les dommages causés à l'Etat par son crime de haute trahison.

(Narodni List, 29-IX-16.)

Ivo Tchipiko est un homme de lettres serbe d'une très grande réputation. Originaire de Trogir (Dalmatie), après avoir été mis en retraite par les autorités autrichiennes, il est allé s'établir en Serbie en 1912, où il est entré au service du Ministère de l'Agriculture. Ses romans, ses contes et ses drames, qui se déroulent en Dalmatie et dans les îles de l'Adriatique, ont une place toute spéciale dans la littérature serbe, par la puissance de l'expression et aussi par l'admirable description de la beauté du littoral adriatique et de la vie de sa population. Quelques-uns de ses chefs-d'œuvre ont été traduits en plusieurs langues.

*
* *
*

Le tribunal de Zadar (Zara) a ordonné la confiscation des biens de Marco Kalostro Simitch et de Nicolas Pavlovitch Stévanov, tous deux du village de Réjévitch (Bouches de Cattaro), pour assurer les dommages causés à l'Etat par leur crime de haute trahison.

Marko et Nikola ont été condamnés à mort.

(Narodni List, 29-IX-16.)

Le gouvernement de Bosnie et d'Herzégovine à Sarajevo, en suite des instructions ouvertes par les autorités

départementales de Trébigné, et en vertu de la loi du 7 octobre 1914, a prononcé les sentences suivantes : Les biens de Ilija Mrditch Stoyanov, de Joupa, de Trifko Chegrt Tchetkov, du village d'Arhandjélovo sont déclarés confisqués au profit des Biens publics de Bosnie et Herzégovine.

(Saraïevski List, 30-IX-16.)

Le gouvernement de Bosnie et d'Herzégovine à Saraïevo, en suite des instructions ouvertes par les autorités départementales de Trébigné, et en vertu de la loi du 7 octobre 1914, a prononcé les sentences suivantes : les biens de Milovan Mrditch Simov, de Joupa-Gnilichté et de Yefta Srédanovitch Radov de Klobouk-Voutchia sont déclarés confisqués au profit des Biens publics de Bosnie et Herzégovine.

(Saraïevski List, 2-X-16.)

Le gouvernement de Bosnie et d'Herzégovine à Saraïevo, en suite des instructions ouvertes par les autorités départementales de Trébigné, et en vertu de la loi du 7 octobre 1914, a prononcé les sentences suivantes : les biens de Stoyan Maksimovitch Djourov, de Klobouk-Voutchia, et de Vouk Gradiniatz Savov, d'Arhandjélovo, sont déclarés confisqués au profit des Biens publics de Bosnie et Herzégovine.

(Saraïevski List, 4-X-16.)

Le gouvernement de Bosnie et d'Herzégovine à Saraïevo, en suite des instructions ouvertes par les autorités départementales de Trébigné, et en vertu de la loi du 7 octobre 1914, a prononcé les sentences suivantes : les

biens de Obren Srédanovitch Radov de Klobouk-Voutchia sont déclarés confisqués au profit des Biens publics de Bosnie et Herzégovine.

(Saraïevski List, 4-X-16.)

Le gouvernement de Bosnie et d'Herzégovine à Saraïevo, en suite des instructions ouvertes par les autorités départementales de Trébigné, et en vertu de la loi du 7 octobre 1914, a prononcé les sentences suivantes : les biens de Stiépan Srédanovitch Todorov, de Joupavni Brieg ; de Blagoïé Srédanovitch Matov, de Klobouk-Voutchia ; et de Spassoïé Srédanovitch, de Klobouk-Voutchia sont déclarés confisqués au profit des Biens publics de Bosnie et Herzégovine.

(Saraïevski List, 4-X-16.)

Le journal officiel du tribunal de Trieste annonce la confiscation des biens des soldats du 4^e régiment de Bosnie et Herzégovine ; du sergent Obren Savitch de Yeznik (Herzégovine) ; de Yva Rimatz de Livno (Bosnie) ; de Atchim Kourtaghitch de Bihovo (Herzégovine) ; de Péra Voulitch de Biéla (Herzégovine) et de Rista Glichitch de Rassevtchevo (Bosnie). Tous ces soldats sont accusés d'avoir déserté et passé à l'ennemi.

(Edinost, 5-X-16.)

Le tribunal de Trieste a ordonné la confiscation des biens de Marine Barichitch, de Slan ; de Ivan Touchitch, de Selatz ; de Douchan Tchoko, de Knine ; de Fragna Knéjévitch de Bilian ; de Stiépan Biélovoutchitch de

Yagnina et de Georges Kaménarovitch de Herzeg Novi. Toutes ces personnes sont accusées de s'être enfuies chez l'ennemi.

(Obzor, 9-X-16.)

Le tribunal de Zagreb a ordonné la confiscation de tous les biens meubles et immeubles de Douchan Plat-chitch, de Sourtchine et de Marco Prokopyévitch, de Pétrovitchitch, étant donné que les preuves déposées contre eux créent le soupçon fondé de s'être joints au cours de la guerre, et lors de l'irruption des troupes serbes en Syrmie, à l'armée ennemie; le second s'est joint à la division du Danube. En se réfugiant avec l'armée ennemie, en Serbie, le premier a reçu des secours en argent de la rédaction du journal « Balkan » pour services rendus, et le dernier a servi dans le train de convoi de la division du Danube.

(Narodne Novine, 12-X-16, journal officiel de Zagreb (Agram).)

Le tribunal de Zagreb a ordonné la confiscation des biens, meubles et immeubles de Milan Rouvaratz, de Kouvejdine, soldat du 70^e régiment d'infanterie; de Slavko Oblatchitch, de Mokol (Banat) habitant Karlovtzé (Syrmie), ainsi que de Nicolas Gloumatz Yovitchitch, d'Ogar, étant donné que les preuves déposées contre eux créent le soupçon fondé qu'en 1914, au cours de la guerre, après avoir été faits prisonniers de guerre par les Serbes, ils se sont engagés dans le service de la gendarmerie serbe et qu'ils ont fait ce service.

(Narodne Novine, 12-13-X-16.)

Le tribunal de Zagreb a ordonné la confiscation des biens, meubles et immeubles, de Petar Pétrochévitch, de Karlovtchitch, étant donné que les preuves déposées contre lui créent le soupçon fondé qu'en 1914, au cours de l'irruption des troupes serbes en Syrmie, il s'est joint volontairement avec voiture et chevaux aux troupes serbes, avec lesquelles il a passé ensuite en Serbie où il a reçu, pour services rendus, des secours de la rédaction du journal « Balkan ».

(Narodne Novine, 14-X-16.)

Le tribunal de Zadar a ordonné la confiscation des biens de Krsta Vassa Voukovitch, de Tchamidol (Dalmatie), pour assurer les dommages causés à l'Etat par l'acte de haute trahison dont il a été accusé, et pour lequel il a été condamné à mort.

(Narodni List, 21-X.)

Le tribunal de Zadar (Zara) a ordonné la confiscation de tous les biens, meubles et immeubles de Bojar Betchir, de Grblié, pour assurer les dommages causés à l'Etat par son crime de haute trahison. Betchir a été condamné à 12 ans de travaux forcés.

(Narodni List, Zadar, 31-X-16.)

Le tribunal de Saraïevo a, sur la base de la loi du 7 octobre 1914, procédé, au profit des biens publics, à la confiscation de tous les biens de Mehmed Tchichitch, sujet de Bosnie, qui s'est expatrié.

(Bosnische Post, 2-XI-16.)

Le tribunal de première instance de Zagreb a ordonné

la confiscation des biens de Djoka Béliakovitch, de Zemoun (Semlin), attendu que les preuves déposées contre lui créent le soupçon fondé qu'au cours de 1914, pendant l'irruption de l'armée serbe en Syrmie, il a passé à l'armée ennemie, et aidé par des soldats serbes, qu'il a procédé à la réquisition des chevaux et des voitures pour l'armée ennemie. (Narodne Novine, 23-XI-16.)

Le tribunal de Gradatz a ordonné la confiscation des biens de Victor Desinger de Chkrofié Loke, employé de banque de Lioubliana (Laibach) pour crime contre la force militaire parce qu'il a combattu contre les troupes austro-hongroises comme franc-tireur (comitadji) et qu'il a été tué devant Zemoun (Semlin).

Le même tribunal a confisqué les biens de Frania Goretz de Lioubliana, d'Auguste Yenko de Lioubliana (tué comme franc-tireur serbe) et de François Rodechtchek, ancien employé de banque de Lioubliana.

Le tribunal de Trieste a ordonné la confiscation des biens de Eugène Lioubitch de la banque « Union », natif de Trieste, qui est accusé d'avoir fui à l'ennemi.

(Obzor, 29-XI-16.)

Le tribunal provincial de Trieste a ordonné la confiscation des biens de Aloïs Peteyani, instituteur, de Tcher-vinyani, natif de Goritza et de Matéi Bojitch, agriculteur à Dolnié Trebouché (département de Tolmin) et officier au 20^{me} bataillons de chasseurs, condamné pour avoir déserté.

(Slovenski Narod, 9-XII-16.)

ANNEXE IV

Expulsés.

Fragno Soupilo, rédacteur en chef du *Nouveau Journal de Riéka* et Dragoutine Goustintchitch, ingénieur, ont été expulsés pour avoir commis le crime contre la force militaire de l'Etat.

(Narodne Novine, 20-IX-15.)

Le Dr Hinko Hinkovitch, avocat et député national, a été expulsé conformément au jugement rendu par le tribunal militaire d'étapes N° 81, le 12-IX-1915, N° K. 555, 24-1915 ; Dr Frano Pototchniak a été expulsé pour le crime contre la force militaire de l'Etat.

(Narodne Novine, 20-IX-15.)

Ante Vrcanine, ingénieur, et Tito Smodlaka, ingénieur de Split, ont été expulsés parce qu'ils se sont engagés comme volontaires dans l'armée serbe.

(Hrvatska, 22-IX-15.)

Le Dr Yosip Smodlaka a été expulsé pour avoir commis le crime contre la puissance militaire de l'Etat.

(Observatore Triestino.)

282 familles, avec tous leurs membres, du département de Fotcha, ont été expulsées de Bosnie et d'Herzégovine, et leurs biens ont été confisqués au profit de

l'Etat, car elles se sont rendues coupables d'avoir passé à l'ennemi.

(Saraïevski List, 6-8-XI-15.)

20 familles du département de Fotcha ont perdu l'indigénat pour la Bosnie et l'Herzégovine parce qu'elles ont pris les armes contre la puissance défensive de la Monarchie, qu'elles étaient en communication avec l'ennemi, et qu'elles ont quitté le pays.

(Saraïevski List, 12-XI-15.)

Lemairé d'Adelsberg (Postoïna), Fragno Lavrentchitch, industriel et grand propriétaire a été interné à Aussée, à cause de ses sentiments serbophiles.

(Narodne Novine.)

500 nouveaux prisonniers serbes, parmi lesquels un grand nombre de prêtres sont arrivés à Sofia.

(Narodni Prava, 22 (9) I-16.)

56 familles du département de Fotcha ont été expulsées et leurs biens confisqués pour cause de crime contre la sécurité de la puissance militaire de l'Etat.

(Saraïevski List, 17-18-20-XI-15.)

Par ordre du gouvernement 23 familles de Kotarevo, Kladagné, Srébrénitza et Névésigné ont été expulsées et leurs biens confisqués, pour avoir commis le crime contre la sécurité de la puissance militaire de l'Etat.

(Saraïevski List, 22-XI.)

ANNEXE V

Exclus de la liste des avocats.

D^r Ante Troumbitch, D^r Youliyé Gazzari et D^r Ivo Dégiulli ont été exclus de la liste des avocats parce qu'ils habitent l'étranger.

(Slovenski Narod, 18-II.)

Douchan Vassiljévitch, avocat, a été exclu de la liste des avocats étant déjà (le 28 août 1916) privé de son droit d'indigénat.

(Saraïevski List, 4-II.)

Par le jugement du tribunal de Saraïevo du 11 juillet, le D^r Milan Srchkitch, avocat, a été exclu de la liste des avocats pour la Bosnie et l'Herzégovine ; Srchkitch, comme officier de réserve, a été fait prisonnier par les Russes et il se trouve absolument libre à Pétrograde (le ministre serbe Spalaïkovitch est son parent); il voyage en Suisse et en Grèce ; par conséquent on le considère comme un « grand-traître », ses biens ont été confisqués et il a été déchu de l'indigénat bosno-herzégovin.

(Hrvatski Dnevnik, 12-VII.)

Le tribunal supérieur de Dalmatie, conformément à l'avis du procureur général, a exclu de la liste des avocats, en vertu du § 36 d. p. r. le D^r Dinko Trinaïstitch.

(Tagespost, 7-VIII.)

Sont privés du droit d'exercer leur profession d'avocat : le Dr Gazzari, le Dr Ivo Bakotitch de Chibénik, le Dr Ante Troumbitch de Split, le Dr Mitchitch et le Dr A. Svi-
lokos de Doubrovnik.

(Zeit, 4-VII-1916.)

ANNEXE VI

Ouvrages, journaux et brochures saisis.

Le Ministère du commerce et de l'agriculture a nommé les membres de la commission qui est chargée de recevoir les ouvrages de la Bibliothèque Nationale Serbe, de la Bibliothèque Universitaire et des autres. Les ouvrages sont déjà transportés à Sofia.

(Dnevnik, 11-II-1915.)

Le journal *Goregnetz* paraissant à Kragne ne pourra plus paraître par ordre de l'autorité.

(Slovenetz, 23-III-1916.)

Les autorités scolaires autrichiennes ont interdit la lecture du roman de Eugène Koumitschitch : *Ourota Zrignsko-Frankopanska*. (Ces deux comtes croates qui avaient conspiré ont été décapités le 31 avril 1671 sur l'ordre de la Cour autrichienne pour leurs agissements patriotiques.)

(Narodni List.)

Le tribunal départemental de Mostar a confisqué les livres suivants : *La grande Lyre nationale serbe* ; *Nos*

jours, de M. Yélitch ; *L'orthodoxie en Bosnie*, de P. M. Tomitch ; *Le souvenir d'Avda*, rédigé par Schiatchki, *Balkan-Chicago*, *Osvetniti Posvetniti*, et *Recueil de Chansons sur la Bataille des Balkans*, de Vila Zagorkigna.

(Saraïevski List, 7-IV-1916.)

Le Ministre du Commerce hongrois a interdit le transport postal dans les pays de la couronne des livres cyrilliques suivants : *La vieille Serbie et les Albanais*, de P. O. (Belgrade 1904), *Sur les ruines de l'Empire Serbe*, de Nadja Mouredi (Belgrade 1907), *Le patriote*, de M. Novi (Belgrade 1895).

(Alkotmany, 10-IV-1916.)

Les autorités allemandes ont saisi *Les Croates et les Slovènes* (Iéna), par le Dr Jean Krek et A. Miltshinovitch.

(Slovenetz, 20-IV-1916.)

Le tribunal d'Agram a fait saisir *L'amour du serbe pour sa nation et sa patrie*, du Dr Voyislav Banitch, pour cause d'excitation contre la Monarchie.

(Hrvatski Dnevnik, 22-IV-1916.)

Le tribunal de première instance de Novi-Sad a confisqué les livres serbes suivants : *Frouchka Gora*, de André Knitchanine, *La grève des collégiens à Gorgna Touzla*.

(Ujvideki Hirlep, 12-V-1916.)

Le Ministre du Commerce hongrois a interdit : la *Nation Tchèque* (Paris) ; le *Bulletin Yougoslave* (Paris) ; *Spomenitza de Dositei Obradovitch* (édition de la Zadrouga littéraire serbe, 1911.)

(Obzor, 19-V-1916.)

Le gouvernement de Bosnie et d'Herzégovine a interdit, en vertu du § 18 de la loi sur la presse, la distribution du journal *La Liberté*, paraissant à Buenos-Ayres.

(Hrvatski Dnevnik, 23-VI-1916.)

Le gouvernement de Bosnie et d'Herzégovine a interdit l'entrée de *La Suisse*, paraissant à Genève, et du *Obrana*, paraissant à New-York.

(Hrvatska, 16-VI-1916.)

Le tribunal royal de Mitrovitza a prononcé la mainmise sur l'*Histoire illustrée de la guerre balkanique* (Belgrade, 1913), pour cause de menace contre l'ordre public.

(Narodna Novine, 9-VI.)

« Comme le tribunal a prononcé la mainmise sur notre caution (25,000 couronnes), nous nous voyons obligés d'arrêter notre *Rietschki Novi List*. »

(Rietschki Novi List, 19-XII-1916.)

A Pétrigna les autorités ont confisqué : l'*Album de chansons nationales serbes*, pour cause de menace à l'ordre public.

(Die Drau, 11-VIII-1916.)

Gazeta Polska, journal actuel de Varsovie, est interdit pour la Bosnie et l'Herzégovine.

(Hrvatski Dnevnik, 1-VIII.)

Par ordre du gouvernement de Croatie, le journal

Hrvatski Pokret d'Agram ne pourra plus paraître, étant « un journal dangereux pour les intérêts de la guerre ».

(Slovenski Narod, 10-XI.)

Le tribunal de Mitrovitza a saisi les livres suivants : *Serbische Konversations Grammatik*, de Voyislav Pétrovitch ; les *Frères Pribitchévitch*, poème de Dragan Anitchitch (Belgrade, 1910) ; *Le recueil de chansons d'églises pour les écoles orthodoxes*, de Alexandre Yorgowitch. Le tribunal de Biélovar a fait saisir : *La gloire de la guerre*, par un Croate.

(Narodne Novine.)

Le Ministre du commerce hongrois a interdit la vente des ouvrages serbes cyrilliques suivants : *Poèmes*, de Voyislav Ilitch jeune, *Poèmes choisis pour la jeunesse scolaire*, de Lyouba Nenadovitch ; *L'état de choses en Croatie et l'unité nationale serbo-croate*, d'un journaliste ; *Morceaux choisis de la lutte pour la constitution et la lutte nationale en Serbie*, de St. Protitch ; *Triangle illyrien*, de Yovan Dragachévitch ; *l'Instituteur*, organe de l'Association des instituteurs ; *Le journal littéraire*, rédigé par le D^r Laza Tomanovitch (Tzétigné) ; *L'Italie contemporaine*, de A. Mitrovitch.

Le tribunal de Mitrovitza, le 5 février 1916, a prononcé l'ordre d'anéantir et d'arrêter la distribution de *l'Histoire de la nation serbe*, de St. Stanoyévitch (Belgrade, 1910), car elle excite les sentiments de mépris et de haine contre l'intégrité de la monarchie austro-hongroise, contre sa manière de gouverner et contre son gouvernement.

(Narodne Novine, 4-VII-1916.)

Les autorités impériales et royales de Trieste ont fermé : 1° la salle de lecture serbe de Trieste ; 2° Tchitalnitza de Goritza na Blantchach ; 3° la salle de lecture slave de Goritza. (Edinost, 25-VI-1916.)

Le tribunal de Mitrovitza (Syrmie) a interdit la vente de la revue *Utchiteil* (l'instituteur) pour l'année scolaire 1908-1909, imprimée chez Davidovitch, à Belgrade, en 1909.

Le gouvernement de Bosnie-Herzégovine a interdit l'entrée du journal *La Serbie* en la Bosnie-Herzégovine. (Hrvatska, 19-VIII-1916.)

En vertu du paragraphe 26 de la loi sur la presse, l'Autriche-Hongrie a défendu l'entrée dans la Monarchie des journaux suivants :

Le *Yadran* (L'Adriatique), paraissant à Buenos-Ayres ;

La *Youngoslovenska Drjava* (L'Etat Yougoslave), paraissant à Antofagasta, au Chili ;

La *Hrvatska Chtampa* (La presse Croate), paraissant à Youngstown ;

Le *Napredak* (Le Progrès), paraissant à Chicago ;

La *Srpska Sloga* (La Concorde Serbe), paraissant à Pittsburg ;

La *Srpski Radnik* (L'ouvrier serbe), paraissant à Cleveland ;

Le *Srpsko Yedinstvo* (L'Union serbe), paraissant à San Francisco.

(Slovenetz, 25-IX-1916.)

Les confiscations musicales.

Parmi les livres qui sont confisqués dans la librairie Raykovitch et Tchoukovitch à Belgrade, se trouvent les pages musicales suivantes : *La marche du roi Pierre ; C'est avec plaisir que le Serbe devient soldat* (composition croate) ; *L'hymne du Vidov dan* (anniversaire de la bataille de Kossovo) ; *Onamo, onamo* (Paroles du roi Nicolas de Monténégro, composition qui sert de chant national serbe) ; *Dieu protège le tzar* (hymne russe.)

(Beogradske Novine, 26-IX-1916.)

Confiscation des livres religieux

Le tribunal de Zagreb (Agram) a confisqué la dixième livraison de la « Collection Chrétienne » parue en 1904, à l'imprimerie Mile Maravitch à Agram, qui porte le titre : « la fête patronale », étant donné que cet opuscule, par la matière qu'il traite, constitue le crime d'atteinte à l'ordre public.

En vertu de ses attributions exceptionnelles pendant la guerre, le ban a confisqué les livraisons suivantes de la « Collection chrétienne » et les a éliminées de la liste des ouvrages admis dans les bibliothèques scolaires, à savoir : liv. 3 : « Enfants, la malédiction paternelle est terrible ». Zagreb, 1900. Imprimerie serbe ; liv. 5. « En quoi consiste le meilleur héritage pour les enfants ». Zagreb, 1900. Imprimerie serbe, liv. 7. « Tu ne déroberas point ! » Zagreb, 1901. Imprimerie serbe ; liv. 8.

« Tu ne feras pas de faux témoignage ! » Zagreb, 1901. Imprimerie serbe. La confiscation de ces livres est motivée par l'incitation à la propagande de tendances panserbes, qu'ils contiennent.

(En Autriche, on voit la propagande panserbe même dans les livres de religion qui enseignent les commandements de Dieu !)

(Die Drau [Ossiék, Slavonie], 12-X-1916.)

Confiscation des ouvrages d'un poète serbe.

« On mande de Novi Sad que le tribunal de cette ville, présidé par le Dr Fischer, a ordonné la confiscation des œuvres de Zmaï Yovan Yovanovitch, le plus grand poète serbe en Autriche-Hongrie. Il a été correspondant d'une société littéraire hongroise : « Kisfaludy ». C'est Zmaï qui avait traduit les classiques magyars en serbe et avait été élu pour cela correspondant de ladite société. La ville de Novi Sad a donné le nom du poète à l'une de ses rues. On lui a érigé un monument à Kaménitza, en face de Novi Sad.

Les œuvres de Zmaï Yovanovitch sont incriminées d'avoir été écrites aux fins de propagande en faveur de l'annexion au royaume de Serbie des territoires hongrois habités par les Serbes. Le tribunal a ordonné la confiscation de ses œuvres en donnant comme motif qu'elles sont imprégnées de l'esprit de révolte contre l'intégrité du territoire hongrois et qu'elles constituent le crime

de haute trahison et d'atteinte à l'ordre public. Yovanovitch recevait 4000 francs du gouvernement de Serbie. »

La confiscation de l'œuvre de Yovan Yovanovitch Zmaï est tout ce qu'il y a de plus absurde. L'œuvre poétique de Yovanovitch n'a rien à faire avec la politique. Tous ses livres ont vu le jour en Autriche-Hongrie, à Zagreb ou à Novi Sad. Si l'on incrimine maintenant ses ouvrages pour incitation à la révolte, et si l'on trouve qu'ils constituent actuellement le crime de haute trahison, c'est que les autorités austro-hongroises tiennent à détruire tous les vestiges d'une activité intellectuelle quelconque des Serbes en Autriche-Hongrie, comme ils se débarrassent sommairement des Serbes eux-mêmes.

On ne sait comment qualifier ces procédés des Austro-Hongrois de confisquer les livres qui ont été écrits depuis 1850, et dont l'auteur est mort il y a douze ans.

Ce poète, un des plus grands poètes serbes en général, est un Serbe originaire des pays austro-hongrois. Né en 1832, à Novi Sad (Batchka), il a fait ses études à l'université de Budapest. Très jeune, il a commencé à écrire des vers qui ont immédiatement révélé en lui un grand poète. C'est par ses productions lyriques, originales et traduites, qu'il a acquis sa réputation indiscutable dans le monde littéraire parmi les Slaves du Sud. Les poètes français qu'il a traduits avec un grand art sont surtout : Lamartine, V. Hugo et Béranger. Lermontow et Pouchkine ont été ses auteurs préférés dans la littérature russe. Tous les grands poètes hongrois ont été traduits en serbe par lui. Il est aussi très connu par ses poésies satiriques et surtout par son journal humoristique, le « Starmali ». Membre de l'Académie Royale de Belgrade et de l'Académie Yougoslave de Zagreb, Yovanovitch a passé la plus grande partie de sa vie dans les pays austro-hongrois. En Serbie, il n'a vécu que peu de temps en qualité de médecin. La Chambre des Députés (Narodna Skoupchtina) de Belgrade lui avait voté un crédit de 4000

dinars par an, en signe de reconnaissance du peuple serbe envers son poète le plus populaire. Yovanovitch est mort en 1904.

ANNEXE VII

Règlements, Décisions, Ordres, par lesquels on attente aux droits et à la fortune des Yougoslaves.

Tous les écriteaux sur les édifices publics, sur les trams et ceux indiquant les noms des rues qui sont écrits en caractères cyrilliques doivent être remplacés, dans un bref délai, par l'alphabet latin.

(Beogradske Novine, n° 32.)

L'alphabet cyrillique est interdit en Styrie.

(Slovenski Narod, 7-I-1915.)

Le gouverneur général de Serbie, comte Salis-Seewis, a donné l'ordre de ne se servir que du calendrier grégorien dans tous les territoires occupés, sous peine d'amende.

(Beogradske Novine, 17-II-1916.)

L'usage du calendrier orthodoxe est interdit pour toute la Hongrie, le 24 juillet 1916.

(Hrvatska, 25-VII-1916.)

Une ordonnance du tribunal militaire du Tyrol interdit l'envoi de l'argent aux déserteurs austro-hongrois qui se trouvent en Suisse. Celui qui envoie de

l'argent commet un crime de haute trahison et doit être considéré comme complice de ceux-ci.

(Risveglio Tridentino.)

Il est porté à la connaissance de la population que les dénonciations et les fausses nouvelles seront punies très sévèrement par l'emprisonnement et l'internement.

(Beogradske Novine, 18-VI-16.)

Par ordre du gouvernement général militaire de Belgrade du 24 juillet 1916) l'alphabet cyrillique a été aboli dans toutes les écoles nationales.

(Reichspost, 9-VIII-1916.)

L'alphabet cyrillique est aboli et interdit dans l'administration et dans les écoles.

(Saraïevski List, 11-XI.)

Le préfet de Nich a envoyé au maire de Sofia 8000 levs pour acheter et distribuer de la nourriture à la population pauvre de Sofia.

(Dnevnik, 18-VII-16.)

Le 18 août, le capitaine Gvido Gyergoupal a fait sauter le couvent serbe de « Kossievo », près de Trébigné, qui servit de « position stratégique » aux Monténégrins pendant les opérations et, en temps de paix, de « gîte de la grande propagande serbe ».

(Hrvatska, 27-XI-16.)

Les envois postaux et les lettres de Serbie ne sont plus acceptés pour l'étranger (y compris la Bulgarie). Les adresses en caractères cyrilliques sont refusées.

(Beogradske Novine, 10-VI-16.)

En Syrmie, les autorités ont interdit aux Serbes orthodoxes d'orner leurs maisons de fleurs le jour de St-Ivan.

(Hrvatska, 20-VII-16.)

L'autonomie de l'église serbe en Bosnie et Herzégovine a été abolie par l'ordre du gouvernement de Bosnie-Herzégovine n° 6743 en date du 3 juillet 1916.

Le « Narodni List » de Zadar du 27 mai se plaint que le pain et le sucre ne seront distribués que sur la présentation des billets écrits exclusivement en italien.

(Edinost, 2-VI-16.)

Au début de la guerre la société scientifique *Malitza Slovenska* de Ljubljana a été dissoute ; tous ses biens, d'une valeur de 2 à 300,000 couronnes, ont été confisqués et son président, l'écrivain slovène M. Frane Yléchitch, a été mis en prison. Cette société édite chaque année des ouvrages scientifiques et littéraires et des livres pour les gymnases et la future université que les Slovènes réclament depuis de nombreuses années. Elle avait élaboré une carte des pays slovènes, carte qui a coûté plus de 25,000 couronnes et plus de dix années de travail. L'administrateur nommé par l'autorité autrichienne, un chauvin avocat allemand, a immédiatement ordonné la destruction du cliché de cette carte.

Ces représailles ont été ordonnées sur la base de la confiscation du roman d'un officier autrichien, roman intitulé « Gospodine Fragno », édité par la société. L'auteur y stigmatisait de façon romanesque les conditions politiques et économiques de la Bosnie-Herzégovine

sous le régime austro-hongrois. Cet ouvrage a paru plusieurs années avant la guerre, il avait été accepté par la censure et circulait librement en Autriche. Evidemment cela n'était qu'un prétexte, il fallait frapper au cœur cet instrument de la culture slovène qu'est la *Matitza Slovenska*.

*
* *
*

Avec la collaboration des autorités militaires, la commission chargée de faire payer les dettes en Serbie, au Monténégro et en Albanie, pour le compte des capitalistes germano-austro-magyars, déploie son activité avec succès. Le montant de ces dettes est de 100-120 millions (45 millions sont annoncés.)

(Zeit, 1-VII-16.)

Conformément à la résolution du gouvernement croate d'Agram, « L'alliance des sociétés agricoles serbes » a été dissoute.

(Hrvatska, 26-XI-15.)

Par le décret royal du 4 juillet, la Diète croate a été prorogée.

(Obzor, 5-VII-16.)

Sur la demande du gouvernement allemand, l'art. 19 de la Constitution, garantissant l'égalité des nations en Hongrie a été abrogé.

(Slovenetz, 6-VII-16.)

Il est interdit à la population de pêcher dans le Danube et dans la Save, sous peine d'emprisonnement.

(Bosnische Post, 10-XII-15.)

La Macédoniens appartenant à l'armée serbe sont incorporés dans l'armée bulgare.

(Pester Lloyd, 1-I-16.)

Ludwig Ganghofer, romancier bavarois, écrit de Novi Pazar à son journal : « Les Albanais armés furent chargés du maintien de l'ordre dans la ville. Sitôt qu'ils eurent reçu les fusils et les cartouches, la chasse « au gibier serbe » a commencé.

(Neue Freie Presse, 5-I-16.)

Les corporations suivantes de Dalmatie ont été dissoutes : *Soko croate* de Split, Omich et Kastel-Novi ; la *Caisse d'épargne populaire* de Vélika Varoch (Split) ; la *Caisse d'épargne populaire* de Split ; la *Caisse d'épargne populaire* de Loutchatz (Split) ; *L'aurore populaire* de Split ; *La société politique et démocratique croate* de Split ; *Novi Kolo du progrès* de Makarska. *La concorde serbe* à Split ; le *club académique croate* de Split.

(Slovenetz, 5-I-16.)

La société de gymnastique *Sokol*, de Star Grad, a été dissoute (la cause n'est pas indiquée).

(Obzor, 16-III-16.)

Les conseils municipaux de Boudva, Grblyé, et Pach-trovitch (Dalmatie) ont été dissous et remplacés par des commissariats.

(Hrvatska, 20-III-16.)

Le haut commandement autrichien de Tzétigné a donné l'ordre qu'on fasse timbrer les papiers-monnaie monténégrins. Le délai échu, les papiers-monnaie ne

seront plus acceptés nulle part, ni aux caisses militaires, ni pour l'achat de produits alimentaires.

(Neue Freie Presse, 27-VI-16.)

Ce sera la troisième année qu'il nous est défendu de célébrer notre fête nationale de S^t Cyrille et Méthode.

(Edinost, 28-VI-16.)

De nouveaux timbres-taxes sur lesquels manquent les caractères cyrilliques habituels ont été mis en circulation en Bosnie-Herzégovine depuis le 1^{er} août. Les anciennes lettres de change ne seront valables que jusqu'à la fin de l'année courante.

(Hrvatska, 13-VIII-16.)

Aujourd'hui, nous pouvons dire franchement que la cause de cette guerre n'était pas la tragédie de Saraïevo... mais nous nous sommes vus obligés de finir une fois pour toutes avec l'agitation serbe, laquelle, après les guerres balkaniques, est devenue insupportable et c'est pour cela que nous avons dû adresser au gouvernement serbe un ultimatum si sévère... Si la guerre avait pu être évitée et si l'ultimatum adressé à la Serbie avait été adouci, notre conflit avec la Serbie n'aurait pu quand même être réglé par voie de transaction... Si ce n'avait pas été le 28 juin 1914 (jour de l'attentat), cela aurait été une autre date...

(Pesti Hirlap, 28-VI-1916.)

Vers la fin de juillet 1915 tous les objets précieux que possédait le monastère serbe de Vissoki Detchani, de grande et de petite valeur, avaient été transportés en

Bulgarie. C'est le ministère bulgare de l'Instruction publique qui seul est en mesure de fournir des renseignements à ce sujet.

(On sait que ce lieu saint, — qui pour le peuple serbe est ce qu'est Czenstohowa pour les Polonais, — contenait un trésor d'une valeur de plusieurs millions. Le *Novosti*, du 6 août, écrit de Zagreb qu'« une âpre discussion scientifique se produira encore dans cet antique monastère serbe » relativement à l'attribution de ces trésors que les Hongrois et les Allemands revendiquent aussi bien que les Bulgares.)

(Narodni Prava, 31-VII-16.)

Il est défendu à la population de Belgrade de sortir dans les rues après huit heures du soir et de fermer à clef les maisons pendant la nuit.

(Outro, 13-IX-16.)

Le Ministère des Finances a donné l'ordre aux percepteurs d'impôts dans la Morava et la Macédoine, de procéder à la perception des contributions directes pour l'année 1916. Tous ceux qui sont astreints au paiement des contributions en Macédoine et dans la Morava sont obligés de faire, dans le délai d'un mois, la déclaration des sommes qu'ils ont payées comme impôts sous le régime précédent.

(Outro, 30-IX-16.)

Le Conseil des Ministres a décidé de céder toutes les machines agricoles « sans propriétaire » à la Banque Agricole bulgare qui les réparera et les vendra à la population agricole.

(Ces machines sont le produit du pillage de la Serbie par les autorités civiles et militaires bulgares. C'est ce que les Bulgares appellent des objets « sans propriétaire »).

(Preporetz, 6-X-16.)

Une commission militaire a commencé son travail le 16-IX-1916 dans la ville de Ressan (Resna).

.

Dans toutes les parties des pays bulgares libérés se pressent aujourd'hui, devant les commissions de recrutement, les jeunes gens aptes au service militaire... Par leur entrée dans les casernes, les forces de la Bulgarie croissent et, avec cela, croissent aussi les gages pour son avenir brillant.

(Ainsi les autorités bulgares, de l'aveu même des journaux bulgares, commettent systématiquement, dans la partie de la Serbie qu'elles occupent provisoirement, cette inouïe violation du droit des gens qui consiste à enrôler dans les armées bulgares les ressortissants des territoires occupés.)

(Preporetz, 26-IX-16.)

Les sociétés de la Croix-Rouge bulgare et austro-hongroise, en vertu des stipulations de la convention de Genève, ont informé le Bureau international de la Croix-Rouge de Genève, qu'il ne peut exister qu'une seule société de la Croix-Rouge dans un Etat, et que l'ancien territoire serbe est partagé entre les compétences des Sociétés de la Croix-Rouge bulgare et austro-hongroise.

On sait que la Croix Rouge de Genève, sur une requête de la société de la Croix-Rouge serbe, s'est adressée, il y a quelque temps, à la Croix-Rouge bulgare

pour un nombre de questions concernant les prisonniers serbes et la population de la Serbie. Il lui a été répondu officiellement que la Bulgarie ne peut plus reconnaître la société de la Croix-Rouge serbe, étant donné que l'Etat serbe n'existe plus et que les Serbes sont dorénavant nos sujets dont nous avons à prendre soin nous-mêmes.

(Balkanska Pochta, 20-IX-16.)

Les raisonnements pareils des Bulgares et des Austro-Hongrois ne reposent ni sur les principes, ni sur les stipulations écrites de la convention de Genève. La vérité est que l'existence de la Société de la Croix-Rouge serbe est liée à l'existence même de l'Etat Serbe. Voilà pourquoi on ne peut contester que par une violation flagrante des principes internationaux les droits à l'existence de la Société de la Croix-Rouge serbe (qui n'a d'ailleurs jamais cessé d'exercer ses devoirs humanitaires auprès de l'armée serbe) avant qu'on ait contesté le droit à l'existence de l'Etat Serbe lui-même. L'Etat Serbe a gardé toutes ses attributions : à supposer même que son territoire ait été, au cours des opérations militaires, occupé par des forces ennemies, cet état de choses momentané est loin d'avoir une sanction internationale. Voici du reste quelques observations qui montrent clairement que la Croix-Rouge bulgare s'est mise, au mépris de ses fonctions purement humanitaires, au service des conceptions politiques du gouvernement de Sofia.

1. Le Bureau de renseignements pour les prisonniers de guerre a été institué en Serbie en vertu du § 14 de la Convention de la Haye ; comme en France il est sous la direction du ministère de la Guerre. En cette qualité, il a été en rapports avec les bureaux de renseignements des pays ennemis jusqu'à la retraite serbe.

2. En vertu du § 14 de la Convention de la Haye, d'après lequel le Bureau de renseignements doit être institué dans le pays, ou, au besoin, dans un pays neutre qui a sur son territoire des belligérants, le bureau serbe, après la retraite, s'est installé à Genève, avec cette seule différence que le gouvernement serbe a transféré ses fonctions sur la Société de la Croix-Rouge Serbe. Le chef de ce bureau est d'ailleurs resté le même qu'à Niche.

3. En vertu du même paragraphe de la Convention de la Haye, le Bureau de renseignements n'est pas chargé seulement de donner des renseignements aux familles des prisonniers, mais il a une fonction plus large, comme par exemple celle de tenir en évidence, pour chaque prisonnier à part, une fiche individuelle qui, après la conclusion de la paix, doit être remise à l'Etat ennemi.

4. Le Bureau d'informations serbe de Genève, fidèle aux fonctions que lui prescrit la Convention de la Haye, recueille toujours des renseignements sur les prisonniers de guerre austro-hongrois, allemands et bulgares, et continuera à le faire dans le cas où de nouveaux prisonniers viendraient à s'ajouter aux anciens.

5. Les fonctions de la Croix-Rouge ne sont pas annulées par la perte du territoire, puisque la Croix-Rouge, tant en vertu de ses statuts qu'en vertu de la loi qui l'institue, doit coopérer, en temps de guerre, avec le Ministère de la Guerre, en remplissant sa mission humanitaire.

6. Le Bureau central de la Croix-Rouge se trouve donc là où se trouve l'armée serbe et où est le gouvernement ; il est libre de fonder des sections partout où il il croit que ces sections pourront le mieux remplir leur mission noble et humanitaire.

Selon une décision du ministre de l'Agriculture, tous les objets « sans propriétaire », comme habits, chaussures, etc., provenant des nouveaux territoires seront distribués, par le canal du Ministère de la Guerre, aux familles des soldats et aux pauvres.

(Mir, 10-X-16.)

Le Ministère de l'Agriculture par une circulaire a recommandé aux fonctionnaires des finances dans les nouveaux territoires de procéder à la vente des objets « sans propriétaire », selon les prescriptions de la loi. Les objets qui peuvent se détériorer doivent être vendus d'urgence. Les objets vendus ne pourront être remis à l'acquéreur que lorsque la vente en aura été autorisée.

(Ces objets « sans propriétaire » sont le résultat des pillages accomplis systématiquement par les Bulgares dans tous les territoires occupés par eux.)

(Balkanska Pochta, 11-X-16.)

Le Ministère de l'Agriculture a décidé de donner à bail tous les biens « sans propriétaire » ainsi que ceux de l'Etat dans les nouveaux territoires. La commission fixera le délai du bail. Tous les agriculteurs qui vou-

draient louer des terres de cette catégorie doivent s'adresser à la Direction des Finances.

(Narodni Prava, 1-X-16.)

Dans le musée ethnographique de Sofia, on arrange les vitrines des costumes nationaux et des autres objets qui ont une valeur ethnographique et historique, et qui ont été recueillis en Macédoine. Le Musée s'est enrichi considérablement surtout, en costumes nationaux.

(Balkanska Pochta, 11-X-16.)

Le ministère des Finances étudie la question de l'introduction dans les provinces macédoniennes de toutes les contributions directes perçues dans le royaume.

(L'Echo de Bulgarie, 14-X-16.)

L'évacuation de la population mâle.

Les mesures militaires bulgares prises dans la Macédoine serbe témoignent l'intention d'évacuer toute la population mâle devant l'éventualité de la perte de ces territoires.

Tous les hommes de Tétovo âgés de 15 à 50 ans, qui ne sont pas établis en permanence dans cette ville et qui ne sont inscrits nulle part dans les registres militaires, sont invités à se présenter jusqu'au 10 ce mois, au plus tard, devant la commission de recrutement qui fonctionnera à Tétovo.

(Dnevnik, de Sofia, 6-X-1916.)

*
* *
*

La saison de travail arrivant, le Ministre de l'Agric-

culture a ordonné de vendre aux enchères dans le plus bref délai, à la population qui en a besoin, tous les biens « sans propriétaires ».

(Outro, 14-X-1916.)

Les autorités militaires ont interdit aux voyageurs de transporter des lettres quelles qu'elles soient : celui qui serait trouvé porteur de lettres sera arrêté dans son voyage, les lettres lui seront confisquées, le voyage lui sera interdit pour toujours et il sera condamné.

(Beogradske Novine, 22-X-1916.)

Dans le but d'assurer l'alimentation de la population jusqu'à la récolte prochaine, la municipalité de Belgrade a fixé les nouvelles rations de farine qui seront mises en vigueur depuis le 1^{er} novembre. Les rations comprennent 200 grammes de farine de maïs et 300 grammes de pain de maïs par jour pour chaque adulte, et 120 grammes de farine de maïs ou 180 grammes de pain de maïs pour chaque enfant. Le prix sera fixé plus tard.

(Beogradske Novine, 28-X.)

L'enrôlement bulgare des sujets serbes.

« La commission départementale des recrues à Kavadar informe que la visite des recrues et la vérification des personnes de 18 à 19 ans et de 37 à 50 ans sont prolongées jusqu'au 25 du mois courant. La commission travaillera dans le chef-lieu du département les

18 et 19 pour l'arrondissement de Guevgueli, les 20 et 21 pour l'arrondissement de Doïran et les 21 et 25 pour l'arrondissement de Négotine. »

(Narodni Prava, 16-X-16.)

« Dans le camp de concentration de Branau il y a plus de 200 enfants serbes pour lesquels on vient d'ouvrir une école. » (Beogradske Novine, 24-X-16.)

« D'ordre du Ministre des Finances, la Banque Nationale a ordonné à ses succursales et à ses agences de changer les dinars (francs serbes) contre de la monnaie bulgare en comptant le dinar à 50 centimes. Les billets de banque serbes n'ont aucune valeur et peuvent être exportés. On a ordonné aux autorités administratives et autres de ne pas permettre l'exportation des pièces serbes en argent. Les contrebandiers d'argent serbe seront déferés aux tribunaux militaires. Après le 31 décembre de l'année courante, toute personne qu'on trouverait porteur de monnaie serbe en argent sera traduite devant les tribunaux comme contrebandier et receleur. » (Mir, 27-X-16.)

Par cette mesure illégale et cynique le gouvernement bulgare obtient :

1. la disparition de la circulation du billet serbe ;
2. l'appauvrissement de la population serbe qui ne possède que de la monnaie serbe ;
3. la dépréciation du dinar (franc) serbe en argent au préjudice de la population serbe et au profit de l'Etat qui obtient ainsi une grande quantité d'argent à bon marché ;
4. Le découragement de la population serbe.

En outre cette mesure permet aux Bulgares de commettre une masse d'actions illicites pour s'enrichir.

Après le pillage de tous les biens publics et des valeurs de toutes sortes qui ont pris le chemin de Sofia, vient maintenant cette dernière mesure de spoliation officielle.

Les « Tzetignské Noviné » (2 XI) publient un article qui fait savoir au habitants de ce malheureux pays qu'il ne leur sera plus possible d'acheter quoi que ce soit moyennant argent et à n'importe quel prix. Il s'agit d'une nouvelle ordonnance du gouvernement militaire que voici :

« Les grands sacrifices imposés par la longue durée de la guerre ont forcé le gouvernement militaire d'ordonner dans les pays ennemis occupés au moins les mêmes mesures pour l'alimentation que la Monarchie même, par suite du grand nombre de ses ennemis, a demandé à ses propres citoyens depuis le commencement de la guerre.

Sans recourir aux moyens extrêmes et sans user des droits qu'on a dans un pays ennemi, et qui sont permis même par le droit des gens, le gouvernement militaire du Monténégro a pris la résolution de défendre désormais la vente, argent comptant, dans ses magasins, des vivres qui manquent — et on ne saurait trop le répéter — dans la Monarchie même. On pourrait avoir des vivres qu'en échange d'objets désignés. A partir du 10 novembre, personne ne pourra obtenir dans les magasins officiels des articles qu'en échange de métaux, de laine, de peaux, de cire, d'armes, etc.

Cette ordonnance s'applique aux simples habitants de même qu'aux commerçants.

Les armes trouvées seront échangées aussi contre des vivres. »

Le gouverneur militaire du Monténégro a fait publier l'ordre suivant qui se passe de tout commentaire :

« Dans le pays croisent constamment des bandes qui menacent la sécurité des habitants et celle des troupes. L'existence de ces bandes est rendue possible par les services que leur rendent les habitants en leur donnant abri et en les nourrissant. Toute personne qui se rallie à ces bandes commet le crime contre la force armée de l'Etat et sera, par conséquent condamnée à mort par le tribunal militaire.

En même temps tous ceux qui rendent des services, soit aux bandes entières, soit aux brigands séparément en leur donnant abri, nourriture, armes et munitions, seront aussi jugés par le tribunal militaire pour le même crime et condamnés à mort.

Au surplus je me réserve de punir tous les cantons (capetania) dans lesquels séjournent des bandes semblables, soutenues par la population.

Je fais savoir à tous de bien se garder de commettre les dits crimes, car les coupables seront jugés avec une extrême sévérité. »

(Tzetignské Noviné, 2XI-16.)

Contribution illégale.

« Le comité a imposé aux habitants plus ou moins aisés de Nich une somme de 10.000 levs (francs) qui doit être versée chaque mois comme souscription volontaire et qui sera employée pour les besoins de la population indigente. »

(Dnevnick, 17-X-16.)

L'exploitation de la Serbie occupée.

« Le département de Pojarévatz est un des plus riches centres de la production agricole. Le gouvernement a décidé d'exporter de ce département à peu près 50 millions de kilogrammes de maïs pour l'ancienne Bulgarie. »
(Outro, 19-X-16.)

Les impôts bulgares en Serbie.

« Le Ministre des Finances a informé hier télégraphiquement ses subalternes en Macédoine que le système d'imposition en Bulgarie sera appliqué à la Macédoine. »
(Mir 28-X-16.)

Comment les Bulgares assistent les pauvres en Serbie.

« Le comité pour l'assistance des familles pauvres à Nich a acheté à Pojarevatz, 60.000 sacs de farine qui sont vendus 45 levs. Cette farine a été achetée avec l'argent pris aux citoyens riches de la ville de Nich. »

(Balkanska Pochta, 15-XI-16.)

« Dans le camps de concentration de Braunau en Bohême une école de 5 classes a été ouverte pour plus de 800 enfants serbes de 9 à 19 ans. Les professeurs sont des instituteurs serbes fait prisonniers ou des instituteurs austro-hongrois. On projette d'ajouter à cette école une classe où l'on enseignera à ces enfants l'agriculture. »
(Reichspost, 6-XII-16.)

C'est là une preuve de plus de ces déportations en masse d'enfants, lesquelles sont absolument injustifiées et inexcusables.

En somme, on le voit, la déportation, le travail forcé imposés à la population belges, mesures qui pourtant soulèvent des protestations véhémentes des états neutres, sont encore très humaines si on les compare à cette croisade d'anéantissement sous toutes ses formes dirigée contre une race entière, dont la cinquième partie est déjà tombée victime des Austro-germano-bulgares. Pourtant personne chez les neutres n'a l'idée de protester ! Les Yougoslaves ont-ils démérités pour n'avoir pas droits à notre intérêt ? Non, c'est dans notre ignorance des ces questions que réside la véritable raison d'une attitude qui contraste singulièrement avec nos traditions historiques.

Le Martyre continue.

Au moment où nous terminons cet ouvrage, de nouveaux détails nous parviennent sur le procès actuellement en cours à Saraïevo (procès dont nous avons parlé page 207 et 235-238). L'accusé Milan Hadji Voukovitch commerçant serbe âgé de 44 ans, un des propagateurs fervents des *Pobratimstvos* et président de la *Communauté orthodoxe serbe* à Fotcha (Herzégovine) est particulièrement caractéristique.

Au début de la guerre il fut pris comme otage avec d'autres serbes de Fochta. On le conduisit avec quatre de ses compagnons (deux commerçants et deux prêtres) sur un des ponts de la Drina. Ordre avait été donné de fusiller ces otages si quelque accident se produisait sur ce pont. Rien n'arriva, mais contrairement à l'ordre donné à l'officier, un soldat avait reçu mission de passer sans retard ces otages par les armes. L'officier fut seulement informé de ne pas empêcher son subordonné d'accomplir la mission reçue, mission dont il ignorait la nature. Les cinq Serbes furent passés à la baïonnette. Trois tombèrent raide-morts; deux survécurent, c'étaient Milan Hadji Voukovitch et le prêtre Vassiliyé Kanditch.

Comme l'alarme avait été donnée et que le soldat n'avait pas eu le temps de cacher ses victimes, on dut transporter les deux survivants à l'hôpital de Gorajda. A peine rétabli Voukovitch fut interné à Arad, d'où on l'envoie maintenant à Saraïevo sous l'inculpation de haute trahison.

Ces informations ont été corroborées par un officier slave qui commandait le détachement chargé de surveiller le pont et qui fut plus tard fait prisonnier par les Monténégrins.

Impitoyablement le martyre continue.

De tels procédés renversent toutes nos conceptions de droit et de la plus élémentaire morale. Ils n'ont cependant rien qui doive étonner les personnes quelque peu au courant du régime gouvernemental austro-magyar.

Il y a peu de temps, à l'occasion de la déclaration de de guerre bulgaro-roumaine, le chef du gouvernement hongrois, comte Tisza faisait dans son organe personnel *Az Ujság* (9. IX. 1916) sa profession de foi de diplomate, une page digne de passer à la postérité. Nous ne pouvons résister au désir d'en relever les points suivants :

« Il n'y a dans la politique extérieure ni morale, ni promesses, ni parole d'honneur. Si la guerre n'est en somme autre chose qu'une continuation plus brutale de la politique extérieure, celle-ci, à son tour, n'est qu'une introduction à la guerre par des moyens plus doux. Non seulement tout est permis en temps de guerre, mais on a le devoir de mettre en œuvre tous les moyens susceptibles d'assurer la victoire. Il est per-

mis de soupçonner, de feindre, d'induire en erreur. Naturellement ce n'est pas l'affaire des gentlemen ; qu'il ne fasse pas de la diplomatie celui qui ne voudrait rester que gentleman ».

C'est l'application de l'adage « la fin justifie les moyens ». Mais on comprend que des principes d'une telle élévation morale chez ceux qui ont mission de présider aux destinées d'un peuple soient féconds en résultats. Et quels résultats : l'oppression, la misère, l'injustice, la haine, la révolte, la guerre, la ruine matérielle et morale de millions d'individus ! C'est pourquoi une transformation totale du régime gouvernemental moyennageux, pratiqué encore aujourd'hui dans la double monarchie, s'impose absolument. Si cette guerre n'atteint pas ce but elle n'aura fait que préparer une nouvelle guerre plus sauvage encore que celle-ci. Il est des questions qu'il faut résoudre entièrement, comme il est des maisons qu'il vaut mieux démolir que d'essayer de réparer. La question du régime habsbourgeois est de ce nombre. Bien naïf celui qui s'imaginerait que les Habsbourgs changeront jamais leur mode de gouverner, ou que les Magyars, d'une république ou d'un royaume indépendants, cesseront d'opprimer les « nationalités ». Les Yougoslaves sont tellement convaincus de ce fait qu'ils préfèrent tous périr plutôt que de continuer à vivre avec les Autrichiens ou les Magyars quels que puissent être les rapports étatiques qui les uniraient à ceux-ci.

Et dans cette lutte pour être ou ne pas être, si le noble sang des Serbes libres coule à flots pour assurer la déli-

vance de « leurs frères d'outre Danube et d'outre Save¹, » c'est qu'ils savent bien que leur cause est aussi celle de ces frères yougoslaves chez qui, des siècles d'oppression, n'ont pas tué le désir de liberté. Les motifs qui font agir la Serbie sont d'une sublime grandeur morale. Toutes les insinuations tendant à ternir cette pure gloire ne sont que calomnies et mensonges. Nous le répétons en terminant, il n'y a pas de différence entre les Slovènes, les Croates et les Serbes : « un frère m'est cher quelle que soit sa religion » dit un vieux proverbe yougoslave. Tous ils sont le sang d'un même sang, la chair d'une même chair, tous ils ont un idéal semblable : *La libération intégrale de leur race et son union en une Yougoslavie indépendante.*

¹ Les Serbes appellent les Yougoslaves *Nachi Prétchani*, c'est-à-dire « nos (frères) de l'autre côté (du Danube et de la Save) ».

Table des matières.

<i>Avant-propos</i>	Pages: III
-------------------------------	----------------------

I

<i>Les Yougoslaves et leurs oppresseurs</i>	I
Etat de dépendance des Slaves austro-hongrois. — Coalition croato-serbe. — Lutte des Yougoslaves contre le régime austro-magyar. — L'Autriche fait la guerre à ses sujets. — La Serbie, « Piémont » des Yougoslaves. — Les guerres balkaniques. — La terreur en Bosnie-Herzégovine après l'attentat de Saraïevo.	

II

<i>Luttes culturelles des Yougoslaves en Bosnie-Herzégovine</i>	13
Lutte pour l'instruction publique. — Etat social des « nationalités ». — Mouvement de la jeunesse universitaire. — Sokols. — Po-bratimstvos. — Ecoles. — Société <i>Prosveta</i> .	

III

	Pages
<i>Evénements contemporains en Serbie</i>	31
Emancipation économique de la Serbie. — La guerre douanière. — L'œuvre de Pierre I ^{er} . — Influence de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. — La Narodna Odbrana. — La nouvelle Narodna Odbrana. Son programme, ses tendances, son activité.	

IV

<i>Les attentats</i>	41
Notre ignorance de la situation des Slaves. dans la monarchie. — Nos préjugés à l'égard des Autrichiens et des Magyars. — Cause, but, et signification des attentats. — L'attentat contre François-Ferdinand. — Comment on doit l'envisager. — Hypothèses diverses à son sujet.	

V

<i>Les procès politiques contre les Yougoslaves</i>	51-162
1. Procès de Zagreb	52
2. Procès Hinkovitch	60
3. Procès Friedjung	67
4. Les procès scolaires en Bosnie-Herzégovine	72
5. Procès Drinkovitch	77
6. De quelques banales persécutions.	80
7. Procès Stiépan Grdjitch	90
8. Leurs procédés d'instruction juridique	95
9. Vasilj Grdjitch et Rista Radoulovitch	98

VI

	Pages
<i>Le grand procès de Banialouka</i>	103-200
Les accusés	103
Le document accusateur	104
Mécanisme de l'accusation	107
D'autres preuves à conviction	114
Les juges	118
<i>Les débats</i>	120
Le service de reconnaissance militaire	120
<i>Défense des organisations nationales de Bosnie- Herzégovine</i>	123-143
1. La Prosveta	123
2. Les Sokols et les Pobratimstvos	131
3. Le mouvement de la jeunesse yougoslave	138
Les dépositions des témoins.	143
Réquisitoire	154
Sentence	170
Quelques mots d'analyse juridique	180

VII

<i>Conclusion</i>	200
-----------------------------	-----

VIII

<i>Annexes</i>	213-291
1. Fusillés et pendus	214
2. Condamnés aux travaux forcés, à mort, à la prison, etc.	218

	Pages
3. Confiscations.	238
4. Expulsés	263
5. Exclus de la liste des avocats	265
6. Ouvrages, journaux et brochures saisis . .	266
7. Réglements, décisions, ordres par lesquels on attente aux droits et à la fortune des Yougoslaves	274
<i>Le martyr continue</i>	292

UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY



A 000 023 664 6

